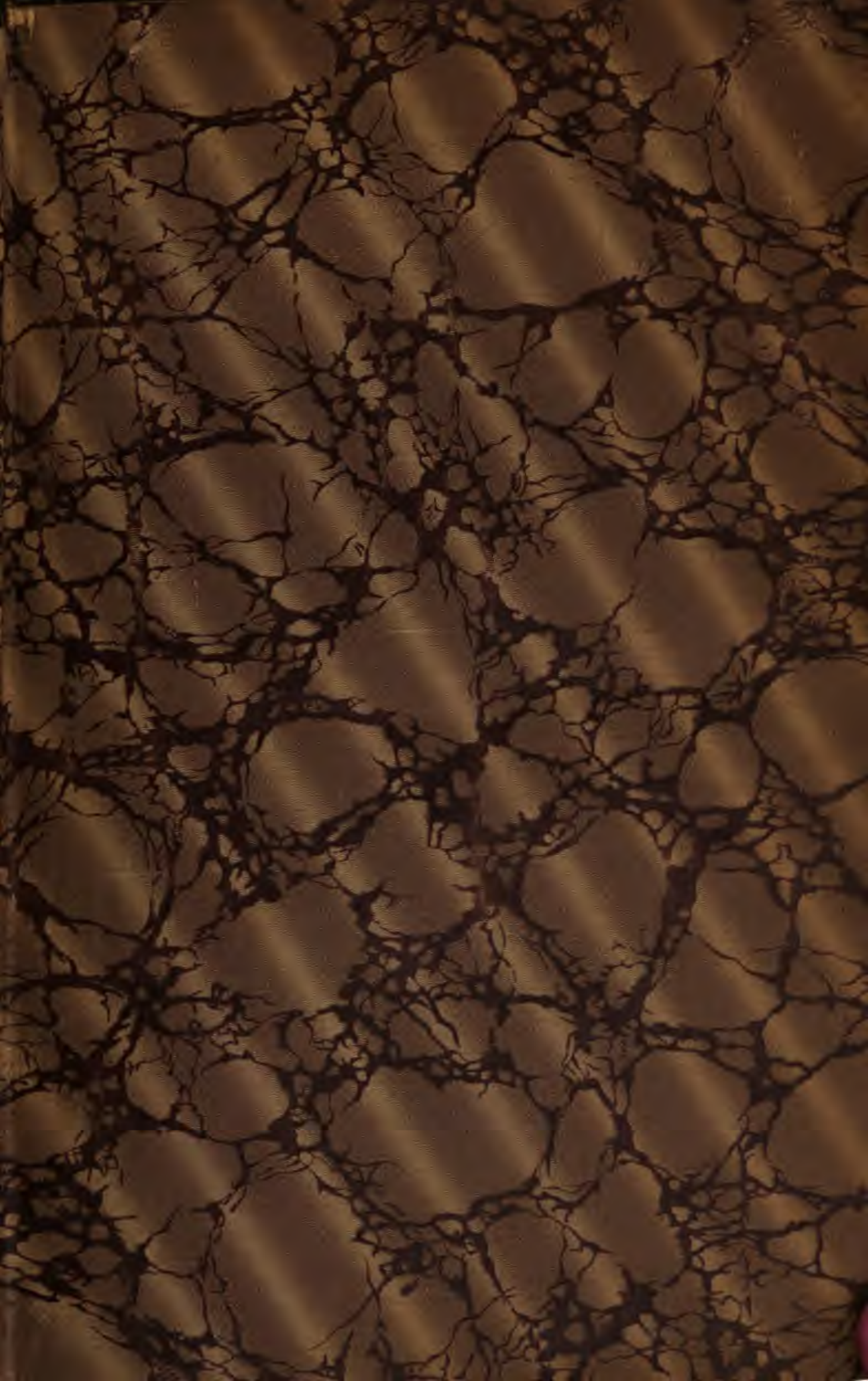


1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUÆRIS PENINSULAM AMŒNAM
CIRCUMSPICE





HISTOIRE
CONTEMPORAINE
DE L'ESPAGNE

HISTOIRE
CONTEMPORAINE
DE L'ESPAGNE

DU MÊME AUTEUR.

De l'organisation des sociétés de prévoyance et des bases scientifiques sur lesquelles elles doivent être établies, 1 vol. in-8°, 1852. Guillaumin et C°.

Saint-Simon, sa Vie et ses Travaux, suivi de fragments des plus célèbres écrits de Saint-Simon, 1857. 1 vol. grand in-8°. Guillaumin et Ce.

Histoire de la littérature contemporaine en Espagne. Charpentier et Ce, 1876.

De la création d'une caisse d'Etat pour recevoir les épargnes des classes laborieuses, août 1875. Conférence faite au cercle de l'Union, à Passy.

Le Budget des trois monarchies et le Budget de la République, brochure éditée par la Société d'instruction républicaine, 1873.

Le Budget républicain, brochure éditée par la Société d'instruction républicaine, 1876.

Plan d'une revue qui serait l'organe d'une nouvelle école d'économie politique, 1873.

Lettres d'un volontaire, publiées entre le siége de Paris et l'insurrection de la Commune, 1871.

Une législation nouvelle sur les sociétés de secours mutuels, brochure contenant un projet de loi, accompagné d'un exposé de motifs, 1880.

DE M. GUSTAVE-ADOLPHE HUBBARD.

Le Bigorre sous la Révolution française et Origines politiques du département des Hautes-Pyrénées, Tarbes. Lescamela. Conférence faite à Tarbes.

Le Contrôle des dépenses de la guerre. Tarbes, Lescamela.

PARIS. — TYPOGRAPHIE A. HENNUYER, RUE DARCET, 7.

HISTOIRE
CONTEMPORAINE
DE L'ESPAGNE

PAR

Nicolas Ad.

M. GUSTAVE HUBBARD, 1828-

TOME SIXIÈME

Troisième Série

RÈGNE D'ISABELLE II

1843-1868

TOME SECOND

PARIS

G. CHARPENTIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR

13, RUE DE GRENELLE-SAINT GERMAIN, 13

1883

HISTOIRE
CONTEMPORAINE
DE L'ESPAGNE

LIVRE QUATRIÈME.

L'UNION LIBÉRALE.

1856 (14 juillet)-1863 (2 mars).

CHAPITRE PREMIER.

APRÈS LE COUP D'ÉTAT.

1856 (14 juillet)-1858 (30 juin).

Rétablissement de la constitution de 1845, avec un acte additionnel. — Question du désamortissement. — Démission de Cantero. — Salaverria le remplace et consent à suspendre la vente des biens du clergé séculier.—O'Donnell donne sa démission (10 octobre 1856).— *Ministère Narvaez-Pidal* (octobre 1856).—Rétablissement complet du personnel et des institutions dans l'état où ils étaient sous le régime des modérés. — Emprunt Mirès. — Convocation des Cortès pour le 1er mai 1857. — Elections; elles sont contraires au parti progressiste. — Amnistie. — Les Cortès accordent docilement au ministère tout ce qu'il demande. — Troubles en Andalousie. — Loi d'instruction publique. — Exposition agricole. — Commission de statistique. — Académie des sciences morales et politiques. — Division dans le parti conservateur. — La reine appelle Bravo Murillo et le consulte. — *Ministère Armero-Mon* (octobre 1857). — Naissance du prince Alphonse (28 novembre 1857). — Réouverture des Cortès le 10 janvier 1858. — Bravo Murillo est nommé président du Con-

grès. — Devant cette élection le cabinet se retire. — *Ministère Isturitz* (15 janvier 1858). — Ouverture du chemin de fer de Madrid à Alicante et Valence.— Posada Herrera, ministre de l'intérieur. — Dissentiment dans le cabinet à propos de la rectification des listes électorales et de la dissolution des Cortès. — Le ministère Isturitz se retire. — La reine se décide alors à rappeler O'Donnell et à le charger de la formation d'un cabinet définitif (30 juin).

Pour qui connaît le caractère mobile et passionné des populations méridionales, il est évident que les événements de juillet 1856 devaient rigoureusement amener une nouvelle période de réaction. O'Donnell, en acceptant l'autorité des mains de la reine seule, en méconnaissant les droits des Cortès constituantes et en dissolvant la milice nationale, avait rendu en Espagne la prépondérance à la couronne ; et, comme le trône appartenait alors à une femme capricieuse, remplie de superstitions et de préjugés, infatuée des souvenirs de ses ancêtres, qui avaient joui d'un pouvoir despotique, il était logique de voir revenir rapidement et les changements de ministère sans motifs sérieux, et les tristes influences des coteries religieuses et des favoris éhontés, et les aspirations aux institutions surannées de l'ancienne monarchie espagnole.

Tout cela ne se fit pas attendre longtemps.

O'Donnell eut à peine le loisir d'indiquer le régime auquel il désirait soumettre l'Espagne. Vers le milieu du mois de septembre 1856, la *Gazette officielle* promulgua un décret royal qui remettait en vigueur la constitution de 1845, en y introduisant certaines modifications contenues dans un acte additionnel. La plupart de ces modifications étaient faites dans un sens libéral et progressiste ; ainsi, elles donnaient à la sécurité individuelle de nouvelles garanties, elles déféraient au jury la qualification des délits de presse, elles mettaient des limites à la création par fournées de nouveaux sénateurs, elles étendaient les facultés

d'éligibilité aux fonctions de député, elles déterminaient que chaque année les Cortès devraient être réunies au moins durant quatre mois, et que les députés ne pourraient être poursuivis sans une autorisation du Congrès, elles assuraient enfin de nouvelles garanties aux magistrats, et fixaient les conditions dans lesquelles le gouvernement pouvait intervenir pour la nomination des alcaldes. Cet acte additionnel avait été conçu par Rios Rosas dans l'intention de donner satisfaction à tous les partis; il eut ce triste résultat de n'en contenter aucun; les partisans sincères de la démocratie et du progrès furent froissés de voir disparaître d'un trait de plume l'œuvre des Cortès constituantes; quant aux modérés, ils s'irritèrent de se sentir lier les mains au moment même où ils se croyaient sûrs de reprendre le pouvoir et de rétablir l'ordre de choses créé avec soin par eux de façon à leur assurer la domination.

Toutefois, malgré leur importance, ce ne fut point sur ces questions constitutionnelles que se manifesta le désaccord entre O'Donnell et la reine; c'est au sujet de la loi de désamortissement qu'il se produisit. Le ministre des finances Cantero voulait l'appliquer dans toute sa rigueur; la reine, au contraire, qui ne l'avait sanctionnée qu'avec la plus grande peine, et qui était journellement sollicitée par les chefs du clergé, désirait vivement l'abroger et se montrait hostile à tout ce qui pouvait en faciliter l'exécution. Le conseil des ministres ayant décidé qu'un prélèvement de 60 millions de réaux serait effectué sur le produit des ventes des biens du clergé, afin de réparer les édifices religieux menaçant ruine, la reine Isabelle déclara d'abord qu'elle ne sanctionnerait pas cette décision. Elle alla ensuite beaucoup plus loin dans les explications qui suivirent: elle voulait absolument que la loi de désamortissement fût annulée; « car, disait-elle en versant des larmes ou en fei-

gnant d'en verser, depuis que le pouvoir m'est rendu, c'est moi qui suis à présent seule responsable de toutes les mesures prises contre le clergé. »

Rien ne pouvait être plus grave pour O'Donnell que de se soumettre sur ce point à la volonté royale; c'était couper le dernier câble qui le rattachait encore à la Révolution, c'était éloigner les derniers progressistes qui osaient encore, après les événements de juillet 1856, unir leur fortune à la sienne. Cantero n'hésita pas un instant : il manifesta à ses collègues que céder sur ce point, c'était ouvrir la porte à un cabinet modéré; pour lui, il aimait mieux se retirer dignement et donner sa démission.

O'Donnell eut la faiblesse de l'accepter, et, après une longue crise qui dura huit jours, remit le portefeuille des finances aux mains d'un fonctionnaire à l'esprit souple, prêt à exécuter toutes les consignes, et n'ayant par lui-même aucun plan politique, don Pedro Salaverria, qui se hâta de montrer sa docilité en suspendant la vente des biens du clergé séculier.

Les choses se seraient autrement passées si O'Donnell avait présenté sa démission en même temps que celle de Cantero; sa conduite en cette circonstance refroidit ses partisans les plus sincères et accrut l'audace des modérés; bientôt, à la cour, dans les journaux conservateurs, il ne fut plus question que de le remplacer; il avait cessé d'inspirer la moindre terreur à ses adversaires.

Le dédain avec lequel on le traitait au palais ne tarda pas à devenir manifeste pour la population madrilègne; dans un bal donné à propos de l'anniversaire de sa naissance, la reine affecta publiquement de prendre le bras de Narvaez et de s'entretenir avec lui comme s'il était le vrai confident de sa politique. O'Donnell, plus sensible à ce froissement d'amour-propre qu'il ne l'avait été au renver-

sement de toute sa politique, envoya dès le lendemain sa démission et celle de tous ses collègues du ministère (12 octobre).

La reine s'était déjà préparée : elle n'eut qu'à charger Narvaez de la présidence du conseil, et celui-ci forma immédiatement un cabinet en donnant à ses anciens amis Pidal, Seijas et Barzanallana les portefeuilles des affaires étrangères, de grâce et de justice et des finances; en appelant à la guerre et à la marine Urbiztondo et Lersundi, et en confiant les deux ministères de l'intérieur et du fomento aux deux hommes qui s'étaient le plus distingués pendant la période des Cortès constituantes par leur opposition acharnée, Moyano et Nocedal.

Sous l'ardente initiative de ces hommes, qui tous appartenaient au parti modéré, commença alors une transformation complète de tout le personnel administratif; en très peu de temps tout ce qui de près ou de loin avait coopéré au mouvement de 1854 fut éliminé des fonctions publiques. Ce fut comme un steeple-chase de tous les ministres pour remettre hommes et choses dans l'état où ils étaient avant le pronunciamento de Vicalvaro.

Pour ne laisser aucun doute dans les esprits, l'acte additionnel à la constitution de 1845 fut annulé; retour pur et simple était ordonné à cette même constitution. La loi de désamortissement fut suspendue; le nouveau cabinet refusa même d'approuver les ventes qui se trouvaient à ce même moment soumises à l'approbation gouvernementale. Toutes les mesures qui avaient été prises contre la primitive application du concordat de 1851 furent abrogées d'un seul coup, ainsi que celles qui avaient trait à l'administration de la maison royale. On rétablit dans toute leur vigueur les lois de 1845 sur les municipalités, les députations provinciales, les conseils provinciaux et le conseil

royal; enfin, les contributions indirectes reprirent leur place accoutumée dans le régime financier de l'Espagne.

En même temps que le gouvernement se montrait aussi décidé à ramener toutes les institutions à l'état où elles étaient trois ans auparavant, il se déclarait tout disposé à donner aux travaux publics et aux améliorations d'ordre matériel un élan jusqu'alors inconnu. Profitant de la tendance des capitaux français à se précipiter sur l'Espagne pour la féconder, il autorisait son ministre des finances à contracter à Paris un emprunt de 300 millions de réaux (81 millions de francs), et, d'un autre côté, s'adressait directement aux capitalistes espagnols pour leur demander les ressources nécessaires à la continuation des beaux travaux entrepris afin d'amener à Madrid les eaux du Lozoya et de transformer la Puerta del Sol, le point central de Madrid.

Ces opérations, que suivait l'opinion publique avec le plus grand intérêt, réussirent au-delà de toutes les espérances, grâce à l'état général des marchés et à l'abondance des capitaux; l'emprunt 3 pour 100 fut adjugé le 17 décembre 1856 à un banquier français, M. Mirès, au taux de 42,56 pour 100, et fut émis quelques mois après un peu plus bas, M. Mirès ayant voulu faire jouir le public français des avantages qui lui étaient accordés (1 fr. 50 de commission et le coupon du 31 décembre) et s'étant contenté d'un simple bénéfice de 50 centimes par 100 francs; quant aux actions du canal du Lozoya, dit canal d'Isabelle II, émises avec une garantie d'intérêt de 6 pour 100 sur leur valeur nominale, elles furent adjugées au taux de 106,10. Enfin, pour les travaux de la Puerta del Sol, une somme de 55 millions de réaux put être inscrite au budget de 1858 sur les ressources de la dette flottante.

L'animation des affaires, l'activité de la vie commerciale

et industrielle, en éloignant une foule d'hommes des luttes politiques pour les lancer dans la spéculation et l'industrie, donnaient au gouvernement une force considérable; aussi, durant les premiers mois de son existence, le ministère ne rencontra-t-il aucun obstacle sur son chemin. Dans le mois de janvier 1857, il convoqua les Cortès pour le 1er mai; en février il fit procéder aux élections municipales, qui presque partout tournèrent à l'avantage des modérés; au mois de mars eurent lieu les élections des députés, et elles se firent dans de telles conditions que le parti modéré conquit presque tous les sièges, et que les progressistes, presque partout éliminés, purent à peine faire triompher cinq de leurs candidats; en avril, une amnistie fut proclamée en faveur de tous ceux qui avaient coopéré aux insurrections et conspirations carlistes des deux dernières années. Le cabinet se sentait tellement sûr de sa majorité, que, peu de jours avant l'ouverture des Cortès, sans attendre leur avis, il prescrivit de lui-même une levée de 50000 hommes.

C'était comme un avis suffisamment explicite donné à la nation que les Cortès n'étaient consultées que pour la forme; leur session, qui dura trois mois et demi (du 1er mai au 16 juillet 1857), fut marquée au point de vue constitutionnel par la réforme de certains articles de la Constitution relatifs au Sénat. Narvaez obtint que, pour être nommé aux fonctions de sénateur, on réclamerait un concours de circonstances plus difficile que celui qui avait été fixé; que cette fonction serait attachée aux dignités les plus élevées de l'Etat et de l'Eglise; qu'une place plus grande serait réservée à l'élément héréditaire, et enfin, que les règlements intérieurs des deux Chambres seraient établis par une loi spéciale. En réalisant ainsi une partie de l'ancien programme de réforme constitutionnelle de Bravo Murillo, la couronne semblait prendre une revanche complète de

l'opposition faite avant et après 1854 à ses intentions absolutistes et aristocratiques.

Si, grâce à l'atonie générale des esprits, de pareilles dispositions pouvaient s'inscrire dans la législation, il s'en fallait cependant que les partis abandonnassent leurs vieilles tendances et leur ligne politique. Un incident s'étant soulevé au Sénat à propos du pronunciamento de Vicalvaro, chacun apparut aussitôt au poste qu'il avait occupé; et il y eut pendant plusieurs jours une revue rétrospective des faits et gestes de tous ceux qui s'étaient succédé au pouvoir depuis quelques années. O'Donnell, traité de séditieux par les Polacos, put établir, sans être contredit, que Narvaez lui-même avait trempé dans toutes les négociations qui précédèrent le mouvement de 1854, et le cabinet dut déclarer hautement, par la bouche de Pidal, que la seule politique qu'il voulût suivre était une politique de conciliation, sans aucun retour en arrière, pour tout ce qui concernait les événements accomplis de 1854 à 1856.

Quant au Congrès, il n'eut guère à s'occuper que d'une loi sur la presse, qu'un député poète, réputé pour ses fantaisies humoristiques, Campoamor, qualifia de loi d'emprisonnement de la presse. Le respect de la majorité pour les volontés ministérielles était tel, qu'elle s'abstint de toucher au projet de loi et consentit à autoriser le gouvernement à l'appliquer comme loi, sans même en avoir discuté les articles.

Libre des Cortès qui ne lui apportaient aucun appui et ne faisaient que le gêner dans son action, le gouvernement essaya d'améliorer l'instruction publique en édictant de nouveaux règlements ; il convoqua à Madrid une exposition agricole, où tous les cultivateurs et propriétaires furent appelés, en même temps qu'à faire connaître les produits de leur travail et de leur industrie, à juger du développement

pris au dehors par les machines agricoles ; il organisa sur des bases sérieuses une commission de statistique qui fut bientôt en état de faire connaître au pays tous les éléments de population et de richesse dont il pouvait disposer, et ajouta une nouvelle Académie à celles qui existaient déjà, l'Académie des sciences morales et politiques.

C'étaient là des progrès réels, mais pouvaient-ils tenir lieu de toutes les libertés perdues? On ne peut s'étonner que des âmes ardentes aient cru qu'un tel régime imposé par la force devait être attaqué par la force ; les protestations armées ne firent pas défaut. Elles se multiplièrent surtout en Andalousie, où, depuis le commencement du siècle, les idées démocratiques et libérales s'étaient créé comme un foyer puissant d'où elles rayonnaient sur toute la Péninsule.

A Malaga, dans la nuit du 12 novembre 1856, une bande armée se jeta dans la rue en proclamant la république : elle ne trouva point d'écho et se dissipa d'elle-même. Dans l'été de 1857, à Séville, il se forma une faction qui se recruta presque publiquement dans la population et se jugea bientôt assez forte pour tenir la campagne; elle avait arboré le drapeau républicain, mais les deux chefs qu'elle se donna : un officier retraité, Carò, puis un industriel d'Utrera, Lallave, n'avaient ni assez d'intelligence, ni assez de ressources pour mener à bon terme une prise d'armes de ce genre. Ils furent débordés par les gens sans aveu et de mauvaise vie qu'ils avaient incorporés sous leur bannière; ils se rendirent odieux aux populations par des excès commis à Moron et à Ronda; persécutés, traqués, abandonnés, ils virent bientôt se disperser leur petite colonne, et tombèrent prisonniers aux mains des troupes envoyées à leur poursuite.

Narvaez avait toujours cherché à se donner la réputation

d'une excessive sévérité contre les fauteurs de désordre ; il n'eut garde, en cette circonstance, de mentir à cette triste habitude, qu'il avait le tort de considérer comme un titre de gloire, et dont il aimait à faire parade. Des ordres inflexibles furent envoyés aux chefs de corps, et la répression dépassa de beaucoup en cruauté ce que la révolte avait pu avoir de répréhensible dans ses violences.

Caro et vingt-quatre de ses compagnons furent fusillés à Séville ; Lallave et ses acolytes le furent aussi à Utrera ; des exécutions eurent lieu à Piedra, à Arahal ; on en put compter bientôt jusqu'à cent.

Une telle effusion de sang qui n'était pas justifiée par les événements souleva l'indignation publique ; il s'éleva une clameur générale. Des députations arrivèrent d'Andalousie pour demander à la reine de mettre un terme aux fusillades : ces avis furent écoutés, et les commissions militaires s'arrêtèrent dans leur œuvre sanguinaire.

Du côté des républicains, loin de produire la terreur, ces exécutions poussèrent à la vengeance : de nouvelles bandes s'organisèrent, une entre autres à Despeña-Penos, qui ne se dispersa qu'après un engagement assez sérieux où il y eut de nouvelles victimes. Dans certaines villes, à Malaga, à Madrid, il se forma des sociétés secrètes. Narvaez mit alors la police en mouvement et ordonna de nombreuses arrestations sans autoriser l'ouverture de procès, comme si l'on était à l'état de guerre. Il eut bientôt un si grand nombre de prisonniers qu'il fallut en établir un dépôt à Leganès, à quelques kilomètres de la capitale ; et l'opinion publique s'alarma vivement à voir chaque jour sortir de Madrid pour se rendre à ce dépôt des cordes de prisonniers (cuerdas de presos) dans lesquelles, à côté de mandiants et de vagabonds, on voyait trop souvent des personnes des plus honorables, dont le seul crime était de

désirer pour leur pays plus de liberté et des institutions plus démocratiques.

La situation était devenue trop violente pour pouvoir durer longtemps ainsi ; on le comprit au palais, et la reine sentit la nécessité de sacrifier Narvaez, dont l'impopularité croissante ne pouvait plus que lui causer préjudice. Si, du reste, elle était prête à faire le sacrifice de la personne, elle était loin de songer à modifier le système; tous ses instincts, tous ses préjugés la poussaient à donner sous son règne un appui de plus en plus fort aux partisans les plus acharnés de l'absolutisme et du cléricalisme ; elle songeait plus à se faire pardonner par les carlistes qu'à se faire aimer des libéraux. Aussi, forcée de quitter Narvaez, voulut-elle s'appuyer sur Bravo Murillo ; elle l'appela à Madrid et le consulta de préférence sur la ligne politique qu'elle devait suivre et les nouveaux conseillers qu'elle devait se donner.

Bravo Murillo fit observer qu'il lui était impossible d'entrer dans le cabinet sans appliquer immédiatement la réforme constitutionnelle à laquelle son nom était attaché; déjà Narvaez en avait exécuté une partie par les modifications introduites dans l'organisation du Sénat; quant à lui, sans altérer profondément la loi électorale, sans établir une nouvelle loi sur les fonctionnaires publics, il ne pouvait se saisir du pouvoir. Si la reine voulait garder intacte la constitution de 1845, elle pouvait appeler à la présidence du conseil le général don Francisco Armero, qui était prêt à constituer un cabinet.

C'est à ce dernier parti que se rangea Isabelle, et le 25 octobre 1857 un nouveau ministère entra en fonctions, dont faisaient partie, sous la présidence d'Armero, Mon, Martinez de la Rosa, Bermudez de Castro et Salaverria, le fiscal du tribunal suprême de justice don Joaquim Casaus

et le marin Bustillo. Il comptait dans son sein plusieurs personnes qui avaient déjà gouverné tandis qu'O'Donnell était au pouvoir, et pouvait être considéré plutôt comme inclinant vers l'Union libérale que comme une expression exacte du parti modéré. Ce qui avait décidé la reine à faire un pas dans un sens contraire à ses intimes convictions, c'est qu'elle se trouvait à nouveau enceinte et qu'elle voulait éviter, au cas où elle mettrait au jour un héritier, tout débat sur des présomptions de paternité que la facilité de ses mœurs ne justifiait que trop. Le nom de Puigmolto n'était que trop souvent prononcé comme celui du père de l'enfant dont elle devait accoucher, et si au moment de la naissance les esprits étaient trop irrités, les discussions pourraient s'envenimer jusqu'à compromettre même l'avenir de la dynastie. Au contraire, la détente produite par la chute de Narvaez, et l'avènement du ministère Armero, eurent pour conséquence de faire accueillir avec un certain enthousiasme la naissance du prince Alphonse (28 novembre 1857), gage d'espérance pour tous les amis de la monarchie constitutionnelle.

Pour améliorer encore cet état des esprits et en vue de célébrer une fête à laquelle on voulait donner les proportions d'un heureux événement national, une large amnistie fut accordée en faveur de tous ceux qui avaient été condamnés pour cause politique; on mit en liberté tous ceux qui étaient retenus par simple mesure gouvernementale, beaucoup de grâces furent octroyées, des grades et des faveurs furent répandus à profusion dans l'armée.

Rien cependant ne pouvait désarmer l'irritation des modérés; ils attendaient avec impatience la convocation des Cortès, qui, reculée d'abord jusqu'au 30 décembre 1857, puis jusqu'au 10 janvier 1858, ne pouvait se différer longtemps; et, dès le jour même où le Congrès fut appelé à

nommer son bureau, ils choisirent pour président le représentant le plus incarné de la modération absolutiste, celui vers qui inclinaient de préférence toutes les sympathies du palais, Bravo Murillo. Devant cette désignation évidemment hostile, le cabinet Armero dut se retirer (15 janvier 1858), mais non sans avoir manifesté à la reine la nécessité où elle était de dissoudre des Cortès qui étaient évidemment en contradiction avec les tendances générales du pays.

La reine, ainsi prévenue, ne crut pas devoir céder aux exigences trop absolues des modérés; elle choisit un autre cabinet de transition, composé, sous la présidence d'Isturitz, d'hommes qui n'avaient qu'une position secondaire dans la lutte des partis, Fernandez de la Hoz, Sanchez Ocaña, Fermin de Ezpeleta, José de Quesada, le comte de Guendulain et Ventura Diaz, se proposant d'attendre avec eux, jusqu'à ce qu'elle eût décidé dans son for intérieur si elle devait se remettre à nouveau entre les mains des modérés ou se confier à l'Union libérale.

Les nouveaux ministres n'étaient pas aussi antipathiques que leurs prédécesseurs à la majorité du Congrès; quelques-uns même, comme Ventura Diaz, lui étaient plutôt agréables. Mais l'extrême division qui régnait au fond entre les divers éléments dont elle se composait l'empêchait d'exercer sur les affaires une action sérieuse; les amis de Bravo Murillo ne s'accordaient pas avec ceux de Sartorius, et il tendait à se former une fraction néo-catholique assez importante qui reconnaissait pour chef don Candido Nocedal, de plus en plus porté à subordonner la politique à la religion et prêt à reprendre contre la révolution moderne l'ancienne lutte d'Ignace de Loyola contre la Réforme. Unies chaque fois qu'il s'agissait de prendre une mesure contraire à l'esprit du siècle, par exemple pour

empêcher l'érection sur la place du Progrès d'une statue dressée en l'honneur de Mendizabal, par voie de souscription publique, toutes ces fractions se divisaient aussitôt que les questions de personnes étaient en jeu; le cabinet put manœuvrer avec assez d'adresse au milieu de ces divisions pour se faire accorder l'autorisation de recouvrer les impôts, pour faire approuver deux lois qu'il avait proposées sur le notariat et les hypothèques, pour obtenir une levée de 25 000 hommes. Mais quand il fallut remplacer le ministre de l'intérieur Ventura Diaz, obligé de donner sa démission à la suite d'un dissentiment sur le chemin de fer des Alduides, tous les groupes se montrèrent intraitables. Le cabinet, ne pouvant, ne voulant donner satisfaction à aucun, se décida à suspendre les sessions des Cortès, et à chercher en dehors d'elles la constitution d'un pouvoir nouveau, plus conforme aux aspirations du pays.

Ses tendances se dessinèrent par la nominatien de Posada Herrera, aussi attaché à la politique d'O'Donnell que Ventura Diaz l'était à celle de Bravo Murillo; et la reine, comme pour montrer qu'elle avait fait ce choix avec une complète préméditation, s'empressa, au moment de partir pour l'inauguration définitive des chemins de Madrid à Valence et Alicante, de donner pleins pouvoirs à son cabinet (14 mai).

L'accueil assez cordial qui lui fut fait dans son expédition, celui qu'elle reçut à Madrid même, à propos de la fête célébrée pour l'arrivée des eaux du Lozoya, agirent assez fortement sur son esprit pour lui faire voir qu'elle avait tout à gagner à ne pas froisser le sentiment du pays par des tendances trop réactionnaires. Aussi lorsqu'à son retour une nouvelle crise vint à se dessiner, sur la proposition de Posada Herrera, qui réclamait la dissolution des Cortès et la rectification des listes électorales, se décida-

t-elle à lui donner raison, à accepter la démission du cabinet, dont plusieurs membres étaient hostiles à ces mesures, et, enfin, à appeler d'elle-même à la présidence du conseil le chef de l'Union libérale, ce même O'Donnell qu'elle avait, il y a peu de temps, renvoyé elle-même avec tant de dédain (30 juin 1858).

CHAPITRE II.

MINISTÈRE O'DONNELL.

(30 juin) 1856-(2 mars) 1863.

Programme d'O'Donnell ; il cherche à pacifier l'intérieur et à détourner l'attention du pays vers les questions de politique extérieure. — Agitations réprimées pendant les cinq années de son gouvernement. — Essai de soulèvement militaire tenté à Olivenza. — Mort de Sixto-Camara. — Autre soulèvement militaire de Séville. — Tentative carliste pendant la guerre du Maroc. — Le comte de Montemolin aux Baléares, puis à San Carlos de la Rapita. — Trahison du général Ortega, il est fusillé (17 avril 1860). — Le comte de Montemolin renonce à tous ses droits par un acte public signé à Tortose (23 avril). — Amnistie. — Montemolin, remis en liberté, rétracte sa renonciation (15 juin). — Sa mort et celle de son frère (1er et 13 janvier 1861). — Le parti carliste refuse de se ranger autour de don Juan, son héritier légitime; il préfère attendre la majorité de don Carlos, fils légitime de ce même don Juan. — Le soulèvement de Loja, son caractère socialiste. — Répression trop sévère. — Mesures contre la liberté de la presse, les associations, les coalitions. — Composition des Cortès de l'Union libérale; elles sont dans l'origine entièrement favorables à la politique du cabinet. — Accusation dirigée contre Esteban Collantes, ancien membre du cabinet Sartorius. — Convention avec le saint-siège, par un acte additionnel au concordat de 1851 (14 novembre 1859). — Budgets de 1859 et de 1860. — Augmentation de la dette flottante. — Dans la session du 25 octobre 1860 au 6 mai 1861 l'opposition des partis démocratique et progressiste devient plus vive au Congrès; elle s'accentue dans les sessions suivantes à propos des affaires d'Italie et de celles du Mexique. — Groupes spéciaux qui se forment dans le sein de la majorité. — Démission du cabinet (17 janvier 1863). — Nouveau cabinet formé par O'Donnell, Pastor Diaz, Ulloa, ministre de la marine. — O'Donnell donne sa démission définitive (2 mars). — Le marquis de Miraflorès est chargé de former un nouveau cabinet.

La reine Isabelle avait enfin pris un parti définitif.

Elle s'était décidée à ne plus se contenter de cabinets de transition, de ministères provisoires, et à accepter comme

président du conseil O'Donnell, qui fut autorisé à s'entourer exclusivement de membres de l'Union libérale. Gardant, en effet, pour lui la guerre, il réserva l'intérieur à Posada Herrera, et appela Negrete à grâce et justice, Salaverria aux finances, le marquis de Corvera au fomento, Calderon Collantès aux affaires étrangères. Il y eut ainsi enfin un cabinet homogène à peu près d'accord avec l'opinion du pays.

C'était donner à l'Espagne une ère de concorde et de tranquillité; c'était lui permettre d'entrer enfin dans une période de richesse matérielle, de développement de travaux publics, de création d'établissements industriels, de progrès agricoles de toute sorte; car sans la sécurité intérieure comment la mettre à même de rétablir son crédit, de restaurer ses finances et d'ouvrir chez elle à l'activité des capitaux étrangers un vaste champ de production ?

O'Donnell, pendant le temps qu'il avait déjà gouverné, avait été à même de dresser toutes les lignes du programme qu'il comptait appliquer. Il avait déjà accepté la constitution de 1845 et, dès lors, ne pouvait plus de sa propre autorité, sans la violer, rétablir l'acte additionnel qu'avait supprimé Narvaez ; il se trouvait ainsi dégagé de toute besogne constituante qu'il avait le droit de réserver à des Cortès spécialement convoquées à cet effet; mais il pouvait annoncer que toutes les réformes contenues dans l'acte additionnel seraient soumises à leur examen sous forme de nouvelles propositions de loi.

La question de désamortissement se trouvait aussi simplifiée, par le fait que la vente des biens du clergé séculier était interrompue; il fallait résoudre celle des biens du clergé régulier, et il se proposait sur ce point d'ouvrir des négociations avec le Saint-Siège, de manière à obtenir la reconnaissance des ventes effectuées et à donner ainsi certaine satisfaction aux intérêts créés et à l'opinion publique,

quitte à accorder au clergé d'autres avantages qui pourraient satisfaire le palais et rassurer les consciences catholiques. Quant au désamortissement civil, O'Donnell se proposait de le continuer avec la plus grande activité, les finances du pays étant intéressées à retirer de la loi de 1855 tous les avantages possibles.

Eu égard au personnel administratif, O'Donnell pouvait éloigner des affaires tous ceux qui s'étaient distingués par un modérantisme exagéré ; il avait carte blanche pour changer les principales autorités civiles et militaires, les diplomates, les magistrats, les plus hauts employés des ministères. Dès l'origine, il usa assez largement de ce droit pour mettre dans les plus hautes situations un personnel exclusivement dévoué à l'Union libérale, qu'il vînt de l'un ou de l'autre des deux partis, modéré ou progressiste.

Pour modifier les tendances du Sénat, une fournée de sénateurs fut faite parmi les personnages les plus marquants du parti progressiste ; on appela à ces fonctions : Cortina, Gomez de la Serna, Santa-Cruz, Lujan, Roda, Cirilo Alvarez, Zabala, Lemery, Hoyos, San Miguel et Prim.

Le conseil royal fut transformé en conseil d'Etat.

Enfin, les Cortès ayant été dissoutes par la reine le 11 septembre, à la Corogne, pendant un voyage effectué à travers les provinces du nord-ouest de l'Espagne (Castilles, Asturies et Galice), de nouvelles Cortès furent convoquées pour le 1er décembre.

Les élections, fixées au 31 octobre, devaient avoir lieu sur les listes rectifiées, au grand découragement des modérés, qui, avec le concours d'administrations municipales et départementales très dévouées à leurs intérêts, avaient confectionné des listes reconnues défectueuses.

Toutes ces mesures étaient trop favorables au parti progressiste pour ne pas jeter la confusion dans ses rangs;

loin d'offrir une résistance invincible aux prévenances de toute sorte qui lui étaient adressées, il se divisa et cessa de former une seule masse compacte. Un très grand nombre de ses coryphées, presque tout son état-major, passa à l'Union libérale; ceux qui voulurent résister furent obligés, par les dispositions d'esprit du peuple, qui chaque jour s'imprégnait davantage des principes démocratiques, de se montrer de plus en plus hostiles à la monarchie constitutionnelle, et de se rapprocher du parti républicain.

Cette division, fort habilement provoquée et encouragée par le ministre de l'intérieur, produisit un Congrès qui, cette fois, était dévoué à l'Union libérale et prêt à accéder à tous les désirs d'O'Donnell. Elle fut également exploitée par le gouvernement pour obtenir des élections municipales et départementales qui lui fussent aussi favorables; et quand tous ces résultats furent obtenus, O'Donnell se trouva vraiment maître de la situation et en état de développer la politique qui lui était propre.

Elle se trahit bientôt par le désir de lancer la nation dans des aventures extérieures, propres à détourner les esprits des agitations du dedans.

Et, en effet, l'histoire de ce cabinet, qui compte une durée de cinq ans (1858-1863), ne se borne point à des dissensions de partis ou à des révoltes à main armée; elle comporte plusieurs guerres extérieures sur lesquelles l'attention doit successivement se porter. C'est ainsi que nous aurons à raconter à part l'expédition qui fut tentée au Maroc, expédition à laquelle on sut intéresser toutes les classes de la population, et dont on voulut faire comme une grande épopée nationale. C'est ainsi qu'une tentative fut faite pour annexer aux Philippines une partie de la Cochinchine; c'est ainsi que fut incorporée à la couronne d'Espagne la partie de l'île d'Haïti qui, sous le nom de république de Santo

chef de ce cabinet, relégué sur un plan inférieur par la haine des libéraux, s'était rejeté du côté des carlistes et était devenu à Madrid le président d'une commission royale qui se proposait sourdement d'utiliser l'influence du roi afin de faire occuper tous les principaux postes de l'armée, de la magistrature et de l'administration par des personnages secrètement dévoués au comte de Montemolin. Un des résultats obtenus par cette commission avait été de faire donner la capitainerie générale des îles Baléares à un jeune général, don Jaime Ortega, tout prêt à dépenser son activité et à donner sa vie pour le triomphe du carlisme. C'est sur cette base, et en comptant surtout sur cet élément que les amis du comte de Montemolin l'engagèrent à tenter une aventure, pendant que les troupes espagnoles étaient engagées sur le territoire marocain.

Il fut décidé par eux que le prétendant se rendrait à Palma sur des navires frétés à l'avance et qu'il se mettrait là en rapports avec le capitaine général; celui-ci, de son côté, devait réunir toutes les troupes des îles Baléares et les entraîner sur le territoire espagnol, tout près d'un des principaux foyers du carlisme où elles pourraient servir de noyau à la création d'une armée capable de marcher aussitôt sur Madrid. Cabrera, pour l'exécution de ce plan, devait donner des ordres, afin que le Maeztrazgo tout entier se soulevât au premier appel, tandis que les amis de Madrid devaient vigoureusement préparer l'opinion au retour immédiat du roi absolu.

Ce qui réussit dans ce plan mal combiné, ce fut uniquement ce qui reposait sur l'investiture d'une capitainerie générale donnée à un homme secrètement attaché au carlisme. Ortega put sans trop de difficulté réunir une petite escadre, embarquer pour le continent toutes les troupes des Baléares (3600 hommes environ) et se jeter avec elles,

avec Montemolin et son frère Fernando, qui l'accompagnait, sur la côte, à San Carlos de la Rapita (2 avril 1860). Mais là se borna tout son succès ; à peine les troupes eurent-elles la première notion du but que l'on poursuivait, à peine furent-elles instruites des personnages qui accompagnaient leur chef légal, qu'elles refusèrent de le suivre plus loin, se rangèrent sous les ordres des sous-chefs restés fidèles à la cause d'Isabelle et manifestèrent par leur attitude qu'elles ne voulaient aucunement jouer le rôle de comparses dans de misérables conspirations de salon, ourdies contre la nation elle-même. Ortega, réduit à fuir avec deux ou trois fidèles, fut bientôt fait prisonnier par les soins de l'alcalde de Tortose, conduit à Tortose, soumis à une commission militaire, condamné à mort et fusillé (17 avril 1860).

Le comte de Montemolin et son frère Fernando, livrés par ceux mêmes qui leur avaient donné asile, avaient aussi été faits prisonniers, ainsi que le général Elio. On avait entre les mains des pièces originales qui compromettaient un très grand nombre de personnages importants ; l'instruction d'un vaste procès aurait pu appeler sur le banc des accusés des personnages assis jusque sur les marches du trône. Dans ces conditions, au lieu d'user de sévérité contre le prétendant et son frère, la cour et le cabinet aimèrent mieux entrer en négociations avec eux ; il fut décidé qu'au prix d'une renonciation de la part des infants à tous leurs prétendus droits à la couronne d'Espagne, un voile serait étendu sur tous les faits qui avaient précédé l'expédition d'Ortega ; on se contenterait de l'exécution de ce dernier, et une amnistie générale serait accordée à tous ceux qui de près ou de loin avaient coopéré à la triste aventure.

Le comte de Montemolin et son frère accédèrent à cette transaction ; ils signèrent l'acte de renonciation, tel qu'il leur fut apporté par le général Dulce, et furent reconduits

au port étranger qu'ils avaient désigné (Port-Vendres). Elio fut également remis en liberté; l'amnistie fut promulguée le 1er mai, cinq jours après la signature du traité avec le Maroc, dans l'enivrement où se trouvait le pays d'avoir mené à bon terme une expédition qui rappelait les anciennes luttes de l'Espagne catholique contre l'islamisme.

Voici comment était conçu l'acte de renonciation :

« Je soussigné, Charles de Bourbon et de Bragance, comte de Montemolin, je dis, et à la face du monde je déclare publiquement et solennellement :

« Qu'intimement persuadé, en raison des différentes tentatives qui se sont faites en faveur des droits que je crois avoir à la couronne d'Espagne, et désirant que de ma part et en invoquant mon nom, on ne puisse désormais troubler la paix, la tranquillité et le repos de mon pays, dont je souhaite la félicité, de *motu proprio*, et avec la volonté la plus libre, la plus spontanée, sans qu'on puisse arguer de la réclusion à laquelle je suis soumis, je renonce solennellement aujourd'hui et pour toujours aux droits susénoncés; je proteste que ce sacrifice fait par moi sur l'autel de la patrie est un effet de la conviction que j'ai acquise dans la dernière tentative qui vient d'échouer, que les efforts faits à mon profit occasionneraient toujours une guerre civile que je veux éviter au prix de tous les sacrifices. Aussi j'engage ma parole d'honneur de ne plus jamais consentir à ce qu'en Espagne ou dans ses possessions on lève ma bannière, et je déclare que si, par malheur, quelqu'un venait à invoquer mon nom dans ce but, je le tiendrais pour ennemi de mon honneur et de ma réputation. Je déclare aussi que dès que je jouirai de ma pleine liberté, je renouvellerai de moi-même cette renonciation volontaire, pour qu'en aucun temps on ne puisse douter de la parfaite spontanéité avec laquelle je la formule. Que le bonheur et la prospérité

de mon pays soient le prix de ce sacrifice. » (23 avril 1860).

Rien de plus formel que cette renonciation; aux yeux de tous les hommes d'honneur, elle engageait d'autant plus ceux qui l'avaient signée, que l'amnistie qui en était le gage fut largement et franchement concédée par le gouvernement espagnol. Le comte de Chambord, appelé à donner son jugement sur la valeur qui devait lui être accordée, n'hésita pas un instant et déclara qu'à ses yeux elle constituait une convention obligatoire. Mais les ardents du parti carliste, tous ceux qui y étaient engagés moins par conviction que par intérêt et spéculation, tenaient à conserver un instrument de désordres sur lequel était basée leur élévation personnelle ; ils commencèrent à attaquer la renonciation, en se fondant sur le prétexte qu'elle avait été arrachée par la violence. Si le troisième fils de don Carlos, don Juan, ne s'était signalé parmi eux comme infesté d'idées libérales, comme disposé à transiger avec le régime représentatif, ils se seraient immédiatement rangés autour de lui, et l'auraient reconnu comme successeur direct des droits de son père; mais ils lui en voulaient de vivre séparé de sa première épouse, l'archiduchesse de Modène, de s'être marié en secondes noces avec une protestante, et ils répugnaient tous à l'idée de l'avoir comme monarque. Dans ces conditions, malgré l'atteinte qu'ils portaient à son honneur, ils engagèrent le comte de Montemolin à faire une rétractation solennelle de l'acte qui lui avait été, disaient-ils, arraché, à Tortose, par la violence, et celui-ci, docile à leurs suggestions, publia, à Cologne, le 15 juin 1860, l'acte suivant, par lequel il reprenait possession des droits auxquels il avait renoncé :

« Je soussigné, Charles-Louis de Bourbon et de Bragance, comte de Montemolin.

« Considérant que l'acte de Tortose, du 23 avril de la

présente année 1860, est le résultat de circonstances exceptionnelles et extraordinaires; que médité dans une prison, et signé dans un état de complète séquestration, il manque de toutes les conditions légales requises pour qu'il soit valide; que pour cela il est nul, illégal, et ne peut être ratifié; que les droits dont il y est question ne peuvent être attribués qu'à ceux qui sont désignés par la loi fondamentale dont ils émanent, et qui sont appelés par elle à les exercer en leur lieu et temps.

« Après avoir entendu les avis des jurisconsultes hautement compétents que j'ai consultés; et en tenant compte de la réprobation réitérée qui m'a été manifestée par mes meilleurs serviteurs, je rétracte ledit acte de Tortose, du 23 avril de la présente année 1860, et le déclare nul en toutes ses parties et non avenu. » Cologne, 15 juin 1860.

Don Juan ne voulut point admettre cette rétractation, et continua à se considérer comme le véritable prétendant, jusqu'aux premiers jours de l'année 1861, où une rougeole typhoïde contagieuse vint tout à coup enlever à la vie d'abord, à Brunsee, l'infant don Fernando; puis, à Trieste, le comte de Montemolin lui-même et sa femme (1er et 13 janvier 1861). Dans les premiers moments de stupeur causés par cet événement, l'infant don Juan fut injustement accusé d'avoir empoisonné ses deux frères; rien n'était plus injuste, mais il y avait contre lui dans le camp des apostoliques forcenés une très vive irritation, et on était disposé à l'accuser d'un crime qui paraissait ne devoir profiter qu'à lui. La *Esperanza* de Madrid déclara hautement que jamais le parti carliste ne consentirait à le reconnaître comme le successeur aux prétendus droits de don Carlos. L'Espagne catholique, disait-elle, le considère comme un fou; plutôt que se livrer à lui, elle aimerait mieux se faire républicaine.

Les principaux chefs du carlisme manifestèrent l'intention de se grouper, à son défaut, autour de son fils aîné l'infant don Carlos, élevé par sa mère, la princesse Béatrix de Modène, dans des idées d'un catholicisme outré. Mais comme ce jeune homme n'avait alors que vingt ans, ils se voyaient dans la cruelle nécessité d'attendre l'arme au bras jusqu'à ce qu'il eût atteint l'âge d'exercer par lui-même le commandement; d'ici là, ils étaient condamnés à une inaction forcée.

Heureuse situation pour l'Espagne entière, qui se trouvait ainsi provisoirement délivrée par la force des choses de son plus terrible fléau, le carlisme!

Un peu plus d'un an après les événements de San Carlos de la Rapita, le pays ressentit une commotion nouvelle, provenant de causes toutes différentes. On sait que dans la plupart des provinces de l'Espagne la propriété est très divisée; elle l'est même trop dans quelques-unes d'entre elles.

En revanche, dans certaines régions et particulièrement en Andalousie, il existe encore de très grands domaines, plus souvent mal exploités à cause de l'incurie des propriétaires qu'à cause de l'infertilité du sol; l'état misérable dans lequel se trouvent ces vastes propriétés exaspère tout un monde d'artisans qui ne peuvent s'étendre dans la campagne et fourmillent dans des cités très nombreuses, de 10 000 à 14 000 habitants, séparées les unes des autres par de très grands espaces. On comprend, dès lors, que, sous l'empire d'idées communistes mal comprises, les artisans de ces cités pensent à obtenir par la force le partage de terres qui ne rapportent rien à leurs propriétaires actuels et dont ils sauraient tirer de grandes ressources. Or, tel fut le caractère d'un soulèvement qui éclata tout à coup, en pleine paix, au milieu de l'année 1861, et fut con-

sidéré comme le corollaire, en Espagne, de nos sanglantes journées de juin 1848.

Quelques centaines de journaliers se réunirent, le 28 juin, à 2 kilomètres de la cité de Loja, et se rangèrent sous les ordres d'un vétérinaire, don Rafael Perez Alamo; ils se disaient républicains, socialistes, révolutionnaires; c'étaient, au fond, tout simplement des artisans mécontents qui aspiraient à une répartition de terres. La ville de Loja était dégarnie de troupes; ils s'en emparèrent facilement, s'y fortifièrent et songèrent à s'y défendre; une petite colonne formée parmi eux se jeta sur un bourg voisin, celui de Iznajar, et s'en rendit maîtresse après avoir délogé quelques gardes civils qui voulaient s'opposer à leur prise de possession. En très peu de temps on vit accourir à Loja, de quarante-six à quarante-huit villages différents situés dans la zone frontière des trois provinces de Cordoue, Malaga et Grenade, une masse d'hommes disposés à courir les aventures, mais sans ressources, n'ayant même pas d'armes. Les insurgés atteignirent jusqu'au chiffre de 8 000; leur quantité même devenait pour eux le plus grand des périls, car ils étaient dépourvus de tous moyens de satisfaire à leurs besoins et ils eurent bientôt épuisé toutes les ressources qu'ils avaient pu trouver dans la ville.

Les chefs ne surent prendre aucune résolution; le gouvernement eut tout le temps de concentrer ses troupes : il en fit venir de Malaga, de Grenade et en expédia même de Madrid; ses mesures furent si bien prises, que malgré leurs préparatifs les insurgés ne songèrent pas à se défendre; ils se dispersèrent aux premières sommations et s'avouèrent vaincus sans combat.

Un dénouement aussi rapide aurait dû faire comprendre au gouvernement qu'il s'agissait là bien plus d'un malaise social que d'une conspiration politique; des dispositions

réglementaires qui auraient forcé les propriétaires à mettre leurs terres en culture, des institutions financières qui auraient développé dans ces régions le crédit foncier et le crédit agricole auraient mieux valu qu'une répression impitoyable. On préféra organiser des conseils de guerre sur une grande échelle et faire passer devant eux jusqu'à environ 600 personnes. Sur ces malheureux, il n'y en eut que 116 d'absous ; 6 furent exécutés, 19 furent condamnés à mort par contumace et plus de 400 furent envoyés aux galères. Comme précédemment dans les affaires del Arahal et de Piedra, la répression était hors de proportion avec la faute commise ; cela arrive souvent en Espagne. Des fonctionnaires facilement victorieux aiment à se faire un mérite d'une excessive sévérité ; la gravité des peines semble donner un nouveau relief au succès obtenu.

O'Donnell aurait dû chercher pour sa propre réputation à se différencier de Narvaez ; il affecta de montrer un peu plus de disposition à laisser agir la justice militaire. En réalité, il fut cette fois aussi sévère que Narvaez l'eût été, seulement avec un peu plus de forme. Nous croyons qu'en cette circonstance tout fut exagéré, et exagéré à dessein. On avait été d'une clémence invraisemblable envers tous ceux qui avaient préparé l'insurrection carliste de San Carlos de la Rapita. Ortega, traître à tous ses devoirs de capitaine général, avait seul payé pour tous ses complices ; la cour, n'ayant en rien participé aux événements de Loja, on pouvait cette fois se montrer d'autant plus disposé à la répression qu'on avait été auparavant d'une indulgence excessive. Ce furent les malheureux démocrates Andalous qui payèrent pour les carlistes du Maeztrazgo.

On pouvait aussi prendre texte de cette prétendue insurrection pour contrarier le développement de plus en plus

rapide des idées démocratiques; les vieux monarchistes, les constitutionnels parlementaires ne cessaient de se plaindre des progrès que faisaient parmi les masses les principes républicains; ils cherchaient à réagir et profitaient avidement de l'occasion pour confondre dans une même réprobation les idées saines et justes de souveraineté nationale, de suffrage universel, de liberté de conscience, avec les folles tendances à un communisme absolu ou à une déplorable anarchie. Une circulaire du ministre de l'intérieur, en date du 9 juillet 1861, recommanda aux gouverneurs de province d'arrêter la circulation de tous les imprimés qui seraient de quelque manière que ce soit contraires à la religion, à la monarchie, à la dynastie, à l'ordre public ou à la discipline de l'armée; les conditions de la loi existante n'étaient pas modifiées, mais elles devaient être appliquées dans toute leur rigueur : facilité était donnée aux autorités de s'opposer à la vente dans les rues à haute voix. La même circulaire ordonnait aux gouverneurs de surveiller avec attention toutes les associations : ils devaient être tolérants pour celles qui avaient un but littéraire, de bienfaisance, ou même de pure récréation, mais sévères dès qu'ils pourraient entrevoir un but politique; le seul fait pour une association d'être composée d'hommes de la même communion politique devait leur prouver qu'elle n'était pas de celles qui pouvaient être consenties par le gouvernement ou protégées par les lois. Le ministre se montrait en outre hostile à toutes les coalitions d'ouvriers, faites en vue d'obtenir une augmentation de salaires.

C'était un retour de M. Posada Herrera aux pratiques de M. Nocedal sous le ministère Narvaez; aussi, la lutte des partis, qui depuis 1858 paraissait avoir beaucoup perdu de sa vivacité, ne tarda-t-elle pas à reprendre sa violence accoutumée; on était déjà bien loin de la détente occa-

sionnée en 1858 par la nomination des sénateurs progressistes et l'appel du ministère à la concorde entre modérés et progressistes.

Les premières élections faites par Posada Herrera sur les listes rectifiées avaient amené, comme nous l'avons dit, au Congrès la formation d'une majorité compacte d'union libérale sur laquelle le gouvernement pouvait s'appuyer; ni les modérés, ni les progressistes n'y étaient en assez grand nombre pour contrarier sa politique. Les premiers avaient même dû subir la mise en accusation d'un des membres du cabinet Sartorius, le ministre du fomento, don Esteban Collantes, auquel on reprochait de coupables détournements dans une affaire relative à l'exécution du canal de Manzanarès (il s'agissait de la réunion et du transport de 130 000 charges de pierre). Ce procès, jugé par le Sénat, après la clôture de la première session (juin 1859), préoccupa vivement l'attention publique dans toute la Péninsule, et se termina par l'absolution du principal accusé et la condamnation par contumace du directeur des travaux publics, Juan-José de Mora. Esteban Collantes ne fut absous que parce qu'aux termes de la loi il lui suffisait pour cela du tiers des voix; autrement, sur 87 votants, 47 l'avaient déclaré coupable.

Grâce à ce concours d'une majorité fidèle, le gouvernement obtint facilement l'autorisation nécessaire pour toucher les contributions pendant les exercices 1859 et 1860 ; toutes les ressources qu'il demanda pour mener à bien l'expédition du Maroc lui furent libéralement octroyées ; de plus, dans une courte session d'un mois et demi, du 1er octobre au 14 novembre 1859, les Cortès approuvèrent un projet de loi qui donnait une sanction légale à un nouveau traité, signé avec le Saint-Siège à propos de la vente des biens du clergé.

Voici dans quelle situation, depuis le concordat de 1851 et la loi de mai 1855, se trouvait cette opération suivie dans des conditions si différentes par les différents ministères.

Les propriétés rustiques et urbaines, ainsi que les capitaux des rentes et redevances appartenant au clergé séculier et vendus depuis le 1er mai 1855 jusqu'au 10 juin 1857, avaient été évalués à 216 301 455 réaux. Les propriétés rustiques et urbaines, et les capitaux des rentes et redevances appartenant auparavant au clergé régulier et passés, depuis le concordat de 1851, aux mains du clergé séculier, avec l'obligation d'être aliénés et convertis en 3 pour 100 consolidé espagnol, avaient été évalués à 246 731 255 réaux.

Le gouvernement espagnol avait demandé au Saint-Siège de reconnaître la validité de toutes les ventes effectuées ; il lui offrait en échange l'assignation permanente au clergé de toute la partie de ses biens qui n'avait pas été vendue, de celle-là même qui, aux termes des articles 36 et 38 du concordat de 1851, devait être aliénée avec l'autorisation du Saint-Siège. Celui-ci avait accepté la base de la négociation, mais il demanda en plus qu'on payât en 3 pour 100 consolidé espagnol la différence de 138 millions de réaux existant antre le prix de la taxation des biens du clergé séculier et celui qu'elles avaient obtenu à l'adjudication. Le gouvernement eut à faire ressortir que les biens du clergé régulier à l'aide desquels il proposait de compenser ceux du séculier qui avaient été vendus donneraient bien au-delà de 354 912 492 réaux, somme réalisée ; en effet, il fallait calculer :

	Réaux de vellon.
Pour les biens des maîtrises et commanderies.	14 877 975
— ceux des monastères de religieux.. . . .	131 602 062
— ceux des monastères de religieuses.. . .	207 100 524
— des ermitages, confréries et sanctuaires.	48 910 119
En tout.	402 490 680

Ce qui dépassait de près de 50 millions de réaux le produit des ventes effectuées.

Après de longs débats, le Saint-Siège se détermina enfin à signer le traité du 25 août 1859, considéré comme un acte additionnel au concordat de 1851. D'après ce traité, la validité des ventes effectuées était reconnue par le Saint-Siège; tous les biens ecclésiastiques existants devaient être convertis en inscriptions intransféribles de la dette 3 pour 100; mais on reconnaissait le droit de l'Eglise à acquérir et retenir toute espèce de biens temporels. C'était un compromis d'après lequel, si la société espagnole recueillait l'avantage de se débarrasser d'une énorme quantité de biens de mainmorte, le clergé, d'autre part, récoltait d'énormes bénéfices; tandis que le Trésor, dans les caisses duquel le capital représentatif de tous ces biens n'allait faire que passer, se trouvait pour toujours surchargé d'un poids au-dessus de ses forces.

En somme, cette convention fut accueillie assez volontiers par les deux partis modéré et progressiste; l'un ne pouvant se déclarer plus clérical que le clergé lui-même, et l'autre obtenant gain de cause par la suppression des mainmortes.

Les budgets de 1859 et de 1860, présentés par M. Salaverria, se soldaient en apparence par des excédents[1], mais ce n'était là qu'un leurre. Bien que les contributions indirectes eussent été rétablies au lendemain de la dissolution

	Réaux de vellon.
[1] Budget de 1859. Dépenses ordinaires.	1 786 662 787
Recettes	1 794 731 800
Excédent des recettes. . . .	8 069 013
Budget extraordinaire = 265 258 000 réaux de vellon.	
Budget de 1860. Dépenses ordinaires.	1 834 058 105
Recettes.	1 840 718 000
Excédent de recettes.	6 659 895

des Cortès constituantes, bien que l'impôt sur le produit liquide des immeubles, de l'agriculture et de l'industrie pastorale eût été élevé à 400 millions de réaux, les exercices ne se liquidaient que par des déficits, et l'accumulation de ces déficits avait déjà porté la dette flottante au chiffre de 740 millions.

On supportait assez aisément un chiffre aussi élevé, grâce aux ressources de la Caisse des dépôts, où affluaient tous les capitaux disponibles du pays; mais combien de maux ne préparait pas à son pays la maladresse d'un ministre qui enfouissait avec tranquillité, dans des opérations d'où il ne pouvait plus les retirer, des capitaux qui ne lui étaient confiés que sous la promesse d'une disponibilité immédiate à première réquisition !

En outre du budget ordinaire, il y avait un budget extraordinaire qui se développait dans des conditions vraiment effrayantes. Tandis que les ressources qui l'alimentaient étaient excessivement limitées, vente des biens nationaux, excédents d'outre-mer, emprunts, chaque jour voyait surgir, au contraire, de nouvelles dépenses avec les idées qui dominaient alors de faire des expéditions lointaines, de créer des routes, de faciliter la construction des chemins de fer; en un seul jour, les Cortès concédèrent l'autorisation de dépenser jusqu'à 2 milliards de réaux en travaux publics.

Sous l'impression des résultats obtenus par la guerre du Maroc, la première session de 1860 (25 mai au 6 juillet) se passa sans encombre; il n'y eut que des plaintes justes et véhémentes exprimées par Olozaga et Rivero à cause de l'amnistie accordée aux carlistes de San Carlos de la Rapita.

Pour calmer ces plaintes, que justifiait d'ailleurs l'attitude du palais, toujours plus disposé à se tourner du côté

des absolutistes que du côté des libéraux, et pour ramener à lui les progressistes qui montraient chaque jour plus de défiance, O'Donnell appela au ministère de la marine le général Zabala (16 juillet 1860), en remplacement du général Mac-Crohon; cette nomination fut bien accueillie et valut à la reine une assez cordiale réception dans un voyage qu'elle entreprit pendant tout l'été de 1860 sur la côte du Levant, à Alicante, Barcelone et Saragosse.

A son retour, l'attention du pays était portée tout entière vers les événements d'Italie, où se réalisait le plan du grand Cavour, où la monarchie des Deux-Siciles s'annexait à la couronne de Savoie, et où s'opérait l'unité italienne. Si O'Donnell n'eût écouté que les fièvreuses aspirations des catholiques et des absolutistes, il eût à cette époque renouvelé l'expédition de 1849, et se fût lancé dans de dangereuses complications; plus docile aux conseils d'une sage raison, il se contenta de retirer son ambassadeur de Turin, de protester contre l'expulsion de la dynastie bourbonienne de Naples et d'insister auprès du gouvernement français, mais d'une façon un peu platonique, pour que toutes les nations catholiques contribuassent à l'occupation de Rome.

Dans la deuxième session de 1860, qui commença le 25 octobre et se prolongea jusqu'au 6 mai 1861, les Cortès furent plus d'une fois appelées à donner leur avis sur cette difficile question : toujours elles furent favorables à la politique de non-intervention. Les démocrates qui faisaient partie du Congrès, Figueras, Rivero, ne cachèrent point de leur côté la satisfaction qu'ils éprouvaient à voir la famille des Bourbons dépouillée d'un de ses trônes, et l'on put aussi remarquer que dans le sein du parti progressiste, sous l'inspiration d'Olozaga, il se formait toute une phalange qui dirigeait son opposition, non plus contre les modérés et l'Union libérale, mais contre le trône d'Isabelle II

et contre la dynastie des Bourbons d'Espagne. Ce fut à l'occasion de la reconnaissance comme infant d'Espagne de ce même don Sébastian qui, à la fin de la guerre de Sept ans, avait été général en chef des armées carlistes, et à propos du douaire qui devait lui être attribué, qu'Olozaga prit cette position ; il devint ainsi facile de prévoir qu'au cas où l'Union libérale viendrait à se dissoudre, ce ne serait plus l'ancien parti progressiste tel qu'il avait toujours existé qui en profiterait, mais les démocrates, ennemis d'Isabelle II.

Et l'Union libérale, loin de faire de nouveaux progrès, paraissait déjà arrivée à ce point culminant d'où l'on ne fait plus que descendre; cette majorité si compacte, si fidèle pendant les sessions de 1859 et de 1860, commençait à s'éparpiller. A la suite d'un débat qui s'éleva entre O'Donnell et Rios Rosas, tous les amis de ce dernier, et ils étaient assez nombreux, commencèrent à constituer un groupe distinct ; ceux d'Alonso Martinez en firent bientôt autant, et le président du conseil eut à compter avec deux opinions distinctes de la sienne, qui ne l'appuyaient plus en toutes les circonstances. Ces divisions éclatèrent un peu avant la suspension des séances qui eut lieu le 6 mai 1861.

Elles reparurent avec beaucoup plus de force dans la session de 1861 à 1862 (8 novembre 1861-2 juillet 1862), le pays dans l'intervalle ayant été très agité par l'insurrection de Loja, et la presse surexcitée par les mesures répressives auxquelles elle avait fourni un prétexte. De vifs débats s'y engagèrent à propos de l'adresse en réponse au discours d'ouverture de la reine. Rivero se plaignit amèrement que le gouvernement refusât de reconnaître une existence légale au parti démocratique. Olozaga fit une peinture très colorée des concessions que le général O'Donnell ne cessait de faire aux préjugés néo-catholiques du palais; il le montra se

mêlant avec un cierge allumé à toutes les pratiques dévotes de la cour autour de saint Pascal Bailon; il l'accusa de laisser les jésuites s'établir dans les meilleurs édifices de l'Espagne, par exemple à Saint-Marcos de Léon; il lui reprocha enfin de permettre à la fameuse sœur Patrocinio d'organiser des couvents de femmes dans toutes les résidences royales, à la plus grande satisfaction de l'époux de la reine. Toutes ces attaques étaient fondées, car pour se soutenir O'Donnell consentait à être d'une faiblesse extrême pour toutes les exigences superstitieuses de la cour; aussi rendirent-elles le ministère très impopulaire; aussi plusieurs progressistes qui occupaient des emplois élevés dans l'administration, Cirilo Alvarez, Cantero, Laserna, ne crurent-ils pas pouvoir le suivre davantage dans sa politique; ils se démirent de leurs fonctions. Du côté des modérés, même scission; après Rios Rosas, après Alonso Martinez, on vit se séparer ouvertement des hommes tels que Concha et Canovas del Castillo, l'auteur du programme de Manzanarès.

En vain, O'Donnell, afin de faciliter à la reine un voyage dans les provinces de Murcie et d'Andalousie, se décida-t-il à accorder une amnistie aux insurgés de Loja; cette mesure était trop tardive et ne produisit aucun effet, parce qu'on devina trop le but dans lequel elle avait été prise (été de 1862). En vain, pour se renforcer, avait-il fait entrer dans le cabinet, au ministère du fomento, au lieu et place du marquis de Corvera, un homme qui avait toute sa confiance intime, le marquis de Veja Armijo (18 décembre 1861). Rien ne pouvait plus rendre à son ministère ni la popularité dont il avait joui, ni la cohésion qui avait existé entre ses différents membres.

Une grosse et difficile question ayant surgi, à propos du désaccord des plénipotentiaires de Mexico, sur l'exécution

du traité de Londres et le rembarquement du général Prim, un nouvel adversaire se présenta, ce fut M. Mon, l'ambassadeur à Paris; il se plaignit amèrement que le gouvernement eût approuvé la conduite tenue au Mexique par le général Prim, car cette conduite était tout à fait en contradiction avec les instructions qui lui avaient été envoyées à lui-même pour régler sa conduite avec le gouvernement français. Concha, chargé de le remplacer, n'eut pas plutôt vu, à Paris, le terrain sur lequel il était placé, qu'il se hâta de donner sa démission et de revenir en Espagne.

Réunies en nouvelle session, le 1er décembre 1862, les Cortès approuvèrent encore la conduite du cabinet : mais cette fois l'opposition réunit déjà 77 voix sur 166. Ce fut le principe de la crise. Jugeant qu'O'Donnell et Vega-Armijo voulaient constituer un cabinet plus homogène, Zabala et Posada Herrera donnèrent leur démission, et leur exemple fut suivi par tous leurs collègues (17 janvier 1863). La reine, qui n'avait pas encore pris son parti de la dissolution de l'Union libérale, parut croire qu'il ne s'agissait que d'un remaniement intérieur et chargea O'Donnell de la reconstitution d'un nouveau ministère. Il y consentit et choisit pour les affaires étrangères le duc de la Torre; pour grâce et justice, Pastor Diàz; pour l'intérieur, le marquis de Vega-Armijo; pour fomento, Lujan; pour les finances, Salaverria, et pour la marine, Bustillo, qui n'accepta point. L'entrée de Pastor Diàz aux affaires était une concession faite aux amis de Rios Rosas, l'auteur de l'acte additionnel à la constitution de 1845, promulgué en 1856, et soulevait une question constitutionnelle importante : celle de savoir si les règlements des Chambres devaient être faits par elles-mêmes, et si les fonctions de sénateurs devaient continuer à être, en certains cas, héréditaires. La cour voyait avec peine qu'on essayât de revenir sur des avantages assurés à

la couronne par Narvaez et qu'on se montrât disposé à reconnaître le nouveau royaume d'Italie; elle fit en sorte que Pastor Diàz dut donner sa démission, et, lorsque le nouveau titulaire du portefeuille de la marine, Ulloa, eut été choisi, elle excita par-dessous main les principaux officiers de marine à se mettre en lutte avec lui, comme si la nomination d'un civil aux fonctions ministérielles était une insulte gratuite dirigée aux officiers supérieurs de la flotte.

Ulloa, blessé dans sa dignité et dans son amour-propre, soutint avec assez d'énergie la croisade dirigée contre lui; il envoya les officiers démissionnaires à des postes éloignés et soumit les démissions au conseil supérieur de guerre et marine, puis au conseil d'Etat; mais la reine atteignit son but. Elle garda, sans le signer, le décret de dissolution des Cortès, lequel contenait dans son préambule la promesse de proposer l'abolition de la réforme constitutionnelle, promesse qui, tout en conservant l'hérédité du Sénat, donnait aux Chambres le droit de former et modifier elles-mêmes leurs règlements, et, par son attitude, força les deux ministres qui lui étaient particulièrement désagréables, Vega-Armijo et Ulloa, à donner leur démission. O'Donnell, ne voulant pas les abandonner, offrit en même temps la sienne et celle de ses collègues.

La crise ouverte, Isabelle affecta, après avoir consulté les présidents du Sénat et du Congrès, de faire un appel direct à trois des principaux chefs du parti progressiste; elle tint à mettre en évidence l'impossibilité de gouverner de l'Union libérale qui voulait dissoudre une Chambre réunie sous ses auspices et où elle avait la majorité; elle songea ensuite un instant à donner le pouvoir à MM. Armero et Mon, et conclut enfin en priant un serviteur fidèle, le marquis de Miraflores, de vouloir bien former un cabinet dont il aurait la présidence (2 mars 1863).

CHAPITRE III.

EXPÉDITION DU MAROC.

Novembre 1859-25 mars 1860.

Importance donnée en Espagne à cette expédition. — Le Maroc; son territoire, sa population. — Montagnes, fleuves, principales villes. — Routes conduisant à l'intérieur du pays. — Ressources financières du chérif; ses forces militaires. — Etablissements des Espagnols sur la côte du Maroc. — Agression des Maures contre Melilla et Ceuta. — Réclamations du gouvernement espagnol auprès du chérif. — Mort de l'empereur Abdel Rahman. — Sidi Mohamed. — Refus d'autoriser de nouvelles fortifications autour de Ceuta. — Attitude de l'Angleterre. — La guerre est déclarée. — Grande manifestation militaire de l'Espagne. — Commandement en chef d'O'Donnell. — Trois corps d'armée, une division de réserve, une division de cavalerie. — Débarquement dans la presqu'île de Ceuta. — Prise d'El Serrallo. — Premières attaques autour des redoutes d'Isabelle II et du prince Alphonse. — Combats des 15, 20, 25 et 29 décembre 1859. — Marche sur Tetuan, entreprise le 1er janvier 1860. — Combat de los Castillejos. — L'armée se rapproche de la mer et tourne le Monte-Negron; elle souffre de la faim à l'embouchure de la rivière Azmir. — Union dans les environs du Cabo-Négro avec la division du général Rios. — Combats du 31 décembre et du 4 février. — Entrée des Espagnols dans Tetuan. — Négociations. — Conditions du gouvernement espagnol. — Les hostilités recommencent. — Bataille de Guadras (23 mars). — Signature des préliminaires de paix. — Nouvelle entrevue d'O'Donnell et Muley-el-Abbas le 25 avril. — Traité de paix définitivement signé le 26 avril. — Traité de commerce conclu l'année suivante avec le Maroc.

Il a été donné en Espagne une telle importance à cette expédition, qualifiée du nom de guerre d'Afrique ; on y a tellement cherché à la comparer avec les plus grands événements de l'histoire nationale, que nous aurions fort mauvaise grâce d'en parler incidemment, en ne tenant compte que des résultats acquis.

Dans la vie des sociétés, l'imagination joue un grand rôle; les faits n'ont pas toujours la valeur qu'ils ont réellement, ils ont aussi celle qu'on leur prête, et nous méconnaîtrions la vérité historique en ne signalant pas que, pour le plus grand nombre des Espagnols, en plein dix-neuvième siècle, la guerre contre le Maroc a éveillé une fibre très sensible, alors que les guerres de Cochinchine et de Santo-Domingo attirèrent fort peu l'attention de l'opinion publique.

L'islam est le vrai ennemi de l'Espagne; celle-ci n'a pas en vain supporté contre lui une lutte qui a duré huit siècles; encore aujourd'hui elle se passionnerait beaucoup plus pour la transformation de l'Afrique si l'époque actuelle donnait à ce grand effort de civilisation le caractère de guerre religieuse, au lieu de lui donner celui qu'elle doit conserver : de pénétration incessante par le bien-être, la facilité des transports, le développement de la consommation et de tous les intérêts matériels.

Non seulement l'Espagne est, de toutes les contrées européennes, la plus rapprochée de l'Afrique, mais encore, par le climat de plusieurs de ses provinces, par la nature de leur sol, leurs hautes montagnes, leurs terrains secs et leurs oasis fertiles, elle ressemble beaucoup à la partie du continent africain la plus rapprochée du détroit de Gibraltar; soit qu'on se tourne vers le littoral de la Méditerranée, soit qu'on se dirige vers celui de l'Atlantique. L'identité de conditions extérieures entraîne forcément certaine identité dans le tempérament, les tendances, les mœurs des populations. Aussi, dans notre colonie d'Alger, estime-t-on que les meilleurs colons sont ceux qui viennent de l'Espagne, et le nombre d'Espagnols qui se sont introduits et acclimatés dans la province d'Oran prouve la justesse de ce jugement.

Il n'y aurait donc rien que de naturel à ce que l'Espagne eut dans son esprit l'arrière-pensée d'étendre son champ d'activité du côté du Maroc au jour encore lointain où sa population se sera suffisamment développée sur son territoire péninsulaire. Il semble que l'Angleterre, maîtresse de Gibraltar, cherchant à établir un commerce avec les principaux ports marocains de l'Atlantique, se préoccupe déjà de cette arrière-pensée et songe à y apporter des obstacles; c'est un mauvais sentiment auquel elle ne devrait pas céder. Il y a tant à faire en Afrique, que l'action simultanée de plusieurs puissances européennes ne sera pas de trop pour transformer tout ce continent.

Le Maroc n'est pas une contrée à dédaigner : il a une grande étendue de côtes sur la Méditerranée, sur le détroit de Gibraltar et sur l'océan Atlantique; deux grandes chaînes de montagnes, le grand et le petit Atlas, le traversent dans toute sa largeur, de l'est à l'ouest, et renferment entre leurs chaînons des vallées très fertiles.

Les rivières ne font pas défaut : trois grands cours d'eau se déversent dans l'Atlantique : le Sébou, qui passe près de Fez et se jette dans la mer près de Mehedia; l'Oum-er-Beryh, qui descend de la grande chaîne de l'Atlas et débouche près d'Azamor, et enfin le Tensift, qui passe devant Maroc et se jette dans l'Atlantique entre le cap Blanc et Mogador. Citons encore le Guad-el-Jélu, qui se jette dans la Méditerranée et sur la rive occidentale duquel se trouve la ville de Tetuan.

Les arbres manquent assez généralement; les côtes, surtout celles de l'Atlantique, sont généralement sablonneuses; à l'intérieur, la terre est loin d'être inféconde, on voit partout de vastes champs de blé.

La superficie générale du pays est évaluée à environ 6 000 myriamètres carrés; c'est un territoire plus grand que

la France ou l'Espagne et le Portugal réunis; quant à sa population, on suppose qu'elle est environ de huit millions et demi. C'est une densité de 249 individus par lieue carrée.

Les habitants sont loin d'appartenir à la même race[1]; le fond de la nation se compose de Berbères et de Maures, et parmi les Berbères il faut distinguer entre les Amarzigs et les Chelloks, car la langue de ces deux races s'écrit avec des caractères différents. Les Maures ont aussi des origines distinctes : il y a ceux qui sont venus du Levant et ceux qui sont venus d'Espagne après les grandes persécutions des quinzième et seizième siècles; les uns ont continué de mener la vie pastorale dans les campagnes, les autres se livrent, dans les villes, à l'industrie et au commerce. Il y a des Juifs en assez grand nombre, on en compte un peu moins de 400 000; mal vus par les Maures, ils sont exposés dans beaucoup de cités à subir les avanies les plus odieuses. Dans la province de Sous, quelques tribus indigènes sont entièrement juives; leur origine remonte, suivant quelques auteurs, jusqu'à l'époque de la dispersion, après le sac de Jérusalem. Enfin l'élément nègre venant de l'intérieur de l'Afrique doit aussi entrer en ligne de compte, mais les renseignements réunis jusqu'à ce jour ne permettent pas de dire dans quelle proportion exacte il doit figurer.

[1] Voici les renseignements les plus généralement admis sur la répartition de la population dans l'empire du Maroc :

Amarzigs ou Touaregs.	2 350 000
Chelloks.	1 400 000
Arabes purs, Bédouins.	740 000
Maures.	3 550 000
Israélites.	339 500
Nègres (?).	120 000
Chrétiens et renégats.	2 800
	8 502 300

Toutes ces races si diverses n'ont entre elles aucune cohésion et ne sont soudées que par les liens d'une administration autoritaire et despotique dont le chef est le chérif. Parmi les principales villes, une seule mérite d'être signalée, sur la côte de la Méditerranée, c'est Tétuan (16000 âmes). Sur la côte Atlantique, il faut citer Tanger (12000), Larache (8000), Salé et Rabat (50000), Azamor (3000), enfin Mogador, propriété exclusive et source principale des richesses du chérif. Dans l'intérieur, Maroc, situé sur le plateau qu'arrose le Tensift (50000 âmes); Alkassar (8000), sur le chemin qui conduit de Larache à Fez; Fez (100000), sur un affluent du Sebou, et enfin Mequinez (25000), qui renferme le trésor impérial où se verse le produit net des impôts. La dernière de ces deux villes n'est qu'à cinq ou six jours de marche de Rabat en suivant le cours du Sebou.

La viabilité est très mal organisée et entretenue dans ce vaste empire; on n'y compte réellement que trois routes principales menant à l'intérieur, dont deux partent de Tanger et une seule de Tetuan.

Celle de Tetuan se dirige sur Alkassar, et de là sur Fez.

L'une des deux qui partent de Tanger dessert tous les ports de la côte jusqu'à Azamor, où elle fait un coude pour se diriger sur la ville de Maroc et a exigé vingt-sept jours de marche à une mission anglaise pour être parcourue dans toute son étendue.

L'autre a son point de départ à Tanger, se dirige vers Alkassar, où elle se soude à la route de Tetuan, puis infléchit brusquement à l'est pour gagner Fez, et a été parcourue en neuf jours par une mission française. Mequinez est à 60 kilomètres au-dessous de Fez et à 300 kilomètres de Maroc.

Les ressources budgétaires du sultan sont difficiles à ap-

précier : le crédit public n'existe pas encore dans cet empire entièrement subordonné à la volonté d'un despote, et il court des versions si différentes sur l'importance du trésor de Mequinez, qu'un silence réservé est plus prudent que l'acceptation d'opinions sans fondement sérieux. En tous cas, le chérif a des sources de richesse incontestables : l'Achour ou dîme des produits de la terre, la Djezzià ou capitation des Juifs, les Edyas ou cadeaux qui se font aux quatre grandes fêtes de l'année, les octrois, les amendes, les confiscations arbitraires, les douanes, et enfin la fabrication de la monnaie. Tout cela lui permet d'entretenir une force militaire d'autant plus redoutable qu'elle s'appuie sur les habitudes de populations soumises à un climat très variable et très dur, accoutumées à la vie au grand air, passionnées pour les exercices de la guerre, adorant les chevaux et le maniement du fusil.

Quatre éléments composent cette force militaire : 1° la garde noire, créée par l'empereur Muley Ismaël au commencement du dix-huitième siècle, et s'élevant environ à 15 000 hommes ; 2° la troupe régulière ou nizam, composée mi-partie de fantassins et mi-partie de cavalerie, dont les soldats sont généralement connus sous le nom de Maures du roi et comptant dans son sein quelques bataillons pourvus d'armes de précision, au nombre de 25 000 hommes ; 3° les makzen, ou contingents des provinces et des tribus. En cas de guerre, tous les hommes valides de seize à soixante ans peuvent être appelés sous les armes ; ils fournissent eux-mêmes leur fusil. Le gouvernement donne les munitions, et les provinces la nourriture ; 4° les colonies militaires. Toutes les familles qui forment ces colonies sont enregistrées ; leurs enfants servent de père en fils ; elles ont droit à une solde qui s'élève environ à 7 fr. 50 pour les cavaliers et moitié moins pour les fantassins ; leurs terres

sont exemptes d'impôt; il leur en est donné en quantité suffisante pour leur entretien, et ces terres sont inaliénables. Ces colonies sont principalement établies à Mogador, à Safi, à Tanger, etc.

Depuis de longues années, les Espagnols sont fixés sur la côte septentrionale du Maroc; ils y possèdent plusieurs territoires qui, pour la plupart, sont utilisés par eux comme galères et lieux de déportation. Ces territoires sont ceux de Melilla, el Peñon de Velez de la Gomera, el Peñon de Albucemas, de Ceuta et des îles Chafarines; entre eux les plus importants, sans contredit, sont Melilla et Ceuta.

Mais ces possessions ne peuvent être considérées que comme des campements : à l'extrémité des très courts espaces qui leur ont été accordés, les Espagnols trouvent en face d'eux des tribus indépendantes, à peine soumises à l'empereur du Maroc, qui vivent avec eux à l'état de lutte ouverte. Peu ou point de trafic, aucune relation sociale; une hostilité constante qui se trahit d'un côté par des agressions sauvages souvent répétées, de l'autre par des abus de pouvoir et des déprédations.

Il serait fastidieux de raconter les incidents militaires qui surgissaient de ce voisinage mal consenti et mal goûté des deux côtés. Ce qui est certain, c'est qu'en 1859 les Espagnols réclamaient énergiquement auprès de l'empereur du Maroc contre une action dans laquelle la tribu des Benisidiel avait fait éprouver à la garnison de Melilla des pertes importantes, quand on apprit qu'à l'autre extrémité de la frontière méditerranéenne du Maroc une autre tribu, dite d'Anghera, avait détruit, avec intention de faire une démonstration insultante, les bornes frontières établies par le gouverneur de Ceuta, sur les limites de la possession espagnole et du Maroc.

Comme la pensée était déjà née dans l'esprit d'O'Donnell

de détourner vers une guerre extérieure l'attention de ses compatriotes, et comme il avait déjà supputé qu'une des guerres qui pourrait l'entraîner dans de moins dangereuses conséquences serait celle qu'il entreprendrait contre le Maroc, une importance extraordinaire fut aussitôt donnée à la démonstration des Maures d'Anghera : on en fit une affaire d'Etat. Le chargé d'affaires d'Espagne au Maroc reçut l'ordre d'exiger le rétablissement des bornes frontières que les Maures avaient, disait-on, détruites; de réclamer le salut pour les armes espagnoles, et le châtiment des agresseurs, de demander enfin le droit pour les gouverneurs de Ceuta d'élever dans les environs de la place les fortifications qu'ils jugeraient nécessaires; tout cela devait lui être accordé dans un délai de dix jours, sinon il devait se retirer (5 septembre 1859).

Le ton de cette dépêche était agressif et comminatoire ; il lui fut cependant répondu de la façon la plus courtoise. Le ministre du chérif pouvait satisfaire à toutes les exigences de l'Espagne, sauf à celle relative aux fortifications : pour celle-là il fallait en référer au chérif lui-même, actuellement très malade et en danger de mort. Ce dernier argument n'était pas un prétexte simulé : quatre jours après l'ouverture du délai, on apprit, en effet, la mort du chérif Abd-el-Rahman et la proclamation de son fils Sidi-Mohamed. L'avènement d'un nouveau prince dans un pays soumis au régime despotique le plus absolu entraîne d'habitude de graves désordres. Le nouvel empereur eut à réprimer quelques soulèvements, à soumettre des tribus éloignées de la côte; il en profita pour réclamer de nouveaux délais, en ce qui concernait la question des fortifications; car pour tout le reste il n'y avait pas de question. Le Maroc était disposé à accorder toutes les satisfactions demandées. Un premier délai fut accordé jusqu'au 5 oc-

tobre; avant qu'il expirât, le ministre marocain annonça que l'autorisation pouvait être donnée d'élever des fortifications dans le champ cédé en toute propriété aux Espagnols, mais non dans le terrain concédé exclusivement en 1845 pour la pâture des troupeaux de la garnison. Nouvelle exigence de l'Espagne; elle demande que l'autorisation lui soit aussi accordée pour les terrains de pâturage. Sidi-Mohammed cède encore (11 octobre), mais alors on lui demande toute une zone de territoire s'étendant autour de Ceuta, et on lui signifie qu'il ait à donner réponse dans un très court délai.

Le chérif ne pouvait plus avoir de doutes : c'était la guerre qu'on voulait. Par une circulaire adressée à toutes les puissances européennes, il fit connaître la marche suivie dans les négociations, protesta hautement contre la conduite du gouvernement espagnol et attendit les événements en se préparant sérieusement à la guerre.

Parmi les nations européennes, deux seules étaient réellement intéressées à cette lutte, la France et l'Angleterre, la France à cause de sa colonie algérienne, l'Angleterre parce qu'elle redoute tout établissement sur la côte du Maroc qui pourrait diminuer l'action qu'elle exerce sur le détroit de Gibraltar par l'occupation de son fameux rocher.

La France a eu, en maintes occasions, à se plaindre de l'appui prêté par les tribus marocaines aux révoltés du Sud oranais ; elle pensa qu'elle n'avait à aucun titre à intervenir dans la querelle qui s'engageait, et ne chercha point à gêner l'action de l'Espagne. Il en fut tout autrement de l'Angleterre ; cette puissance jalouse se préoccupa aussitôt des conséquences pouvant résulter pour elle de la guerre, soit pour l'approvisionnement de Gibraltar, soit pour le commerce qu'elle a établi avec les principaux ports marocains de l'Atlantique ; elle offrit d'abord sa médiation. Le

gouvernement espagnol la repoussa. Alors, revenant à la charge, le cabinet de Londres demanda par une note qu'au cas de la rupture des hostilités entre l'Espagne et le Maroc, les forces espagnoles n'occupassent Tanger que jusqu'à la signature du traité de paix à intervenir, sans que le non-payement de l'indemnité de guerre pût fournir un prétexte à en continuer l'occupation. Le cabinet espagnol se plaignit des termes de cette note et obtint qu'elle fût, en effet, retirée ; mais, en échange de ce retrait, il donna au Foreign Office les assurances les plus solennelles que l'Espagne n'avait, en entreprenant la guerre, aucun but de conquêtes ; elle ne visait qu'à une réparation de son honneur outragé ; c'est-à-dire qu'avant de commencer les hostilités, elle se liait volontairement les mains et consentait à dépenser le sang de ses enfants, sans aspirer à une autre ambition qu'à celle d'une vaine parade et d'une fausse gloire.

La guerre fut déclarée le 12 octobre; des navires espagnols allèrent bloquer les ports de Tanger, Larache et Tetuan, et la formation d'une armée expéditionnaire dans la presqu'île de Ceuta fut décidée.

C'était une faute de s'engager dans cette presqu'île d'où une armée ne pouvait sans les plus grands efforts atteindre les deux points vulnérables de Tanger et de Tetuan : le bon sens indiquait qu'il aurait fallu débarquer soit à la baie de Malabatah, si l'on voulait attaquer Tanger, soit à l'embouchure du Guad el Jelu, si l'on voulait attaquer Tetuan. Mais la marine espagnole n'était pas en mesure de prêter un concours assez efficace pour tenter un débarquement sur ces deux points en face d'un ennemi qui pouvait réunir des forces imposantes, et O'Donnell, désireux d'agir sur l'imagination de ses compatriotes, tenait avant tout à éviter le moindre revers. Au contraire, le trajet maritime étant très court entre Algésiras et Ceuta, on pouvait, avec une

escadre peu importante, amener de très grandes forces à Ceuta sans courir le moindre risque au débarquement : tout céda devant cette considération.

Ceuta est une place forte, située comme Cadiz dans une péninsule protégée, du côté de la terre, par toute une série de fortifications; au-delà de l'isthme, le terrain s'élève rapidement, et du côté de l'ouest, pour atteindre Tanger, il faut traverser toute une chaîne de montagnes, la Sierra Bullones, dont un contrefort s'étend du côté de l'est parallèlement à la mer jusqu'à la vallée du Guad el Jelu. Dès le commencement de la campagne on put prévoir que l'opération ne se dirigerait pas sur Tanger; c'est de ce côté cependant que les Marocains craignaient l'attaque; leur armée, commandée par le frère du chérif, Muley el Abbas, homme de courage et d'intelligence, se concentrait aux environs de Tanger. O'Donnell voulait-il éviter toute difficulté avec l'Angleterre ou redoutait-il les embarras qu'aurait offerts l'approvisionnement, si l'on avait eu à traverser la Sierra Bullones au milieu d'une population très hostile et très belliqueuse? Nous l'ignorons; le fait est qu'il préféra se diriger sur Tetuan en suivant la route existant entre la Sierra et la mer, où il n'avait à gravir que des collines peu élevées et où des navires pouvaient apporter à ses troupes les ressources dont elles avaient besoin.

L'Espagne avait voulu faire une grande démonstration militaire; trois corps d'armée avaient été successivement préparés, auxquels devaient s'adjoindre d'abord une division de réserve, puis toute une division de cavalerie. Les trois corps et la réserve constituaient une force de 44 740 hommes et 3 000 chevaux.

O'Donnell, abandonnant Madrid et la présidence du conseil des ministres, devait prendre le commandement en chef; sous ses ordres les généraux Echague, Zabala et Ros

de Olano commandaient les premier, deuxième et troisième corps. Le lieutenant général don Juan Prim serait à la tête de la division de réserve et le maréchal de camp Alcala Galiano de la division de cavalerie.

Ce fut le premier corps qui fut appelé à commencer la campagne; le général Echague débarqua le premier (19 novembre), attaqua un édifice appelé El Serrallo, où campait d'habitude le chef de la force marocaine chargée d'observer Ceuta. Cet édifice, situé à 3 kilomètres de l'isthme, fut facilement enlevé; on le fortifia et l'on s'occupa aussitôt de la construction, à 3 kilomètres plus en avant, de deux redoutes auxquelles on donna les noms d'Isabelle II et de Prince Alphonso.

L'armée marocaine s'était déjà rapprochée pour fermer les défilés d'Anghera, par où l'on pouvait tenter la traversée de la Sierra Bullones; elle chercha à contrarier la construction des deux redoutes, et, dans les journées des 23 et 24 novembre, deux attaques successives mirent plus de cent Espagnols hors de combat. Ceux-ci, malgré ce premier choc, voulurent tenir bon; mais, contrariés par un temps affreux, exposés à la pluie, pataugeant dans la boue, mal approvisionnés, bientôt atteints par les fièvres et menacés du choléra, ils éprouvaient de vives souffrances. Le 23, une nouvelle attaque des Maures, poussée avec un grand acharnement, força le premier corps à interrompre ses travaux de construction des redoutes, et après une nouvelle perte de quatre cents hommes, à se replier sur El Serrallo.

O'Donnell aussitôt informé commanda l'embarquement immédiat du deuxième corps, et décida que le troisième et la division de réserve devraient le suivre et activer leurs préparatifs à Malaga et à Algésiras : lui-même s'empressa d'accourir à Ceuta, où il arriva en même temps que le général Zabala. Celui-ci installa d'abord ses troupes immé-

diatement au-dessus de l'isthme, en un point appelé Otero.

Avec cet appui, le 1er corps put reprendre possession des redoutes, et O'Donnell eut un espace suffisant pour n'être plus gêné dans ses mouvements, et pouvoir préparer l'issue qu'il voulait donner à son expédition.

Déjà ses dispositions étaient prises; c'est sur Tetuan qu'il pensait se diriger. Une goélette avait été chargée de fouiller toute la côte, depuis la presqu'île de Ceuta jusqu'à l'embouchure du Guad-el-Jélu, tandis qu'arrivait la division de réserve et que lui-même commençait la construction d'un chemin parallèle à la mer et ordonnait la construction d'une nouvelle redoute, dite du roi Francisco, située beaucoup plus à l'est que celle d'Isabelle II.

Jusqu'ici l'installation du 2e corps n'avait guère été troublée; il semblait que les Marocains eussent été intimidés par l'arrivée de cette nouvelle force; c'est qu'ils avaient senti eux-mêmes la nécessité de n'agir qu'avec de nouveaux renforts, et ils ne se jugèrent en mesure de combattre que vers le 9 décembre. Muley el Abbas était arrivé alors au milieu des siens avec ses bataillons réguliers, et pouvait les faire entrer en ligne à côté des contingents de tribus qui seuls jusqu'alors s'étaient mesurés avec les Espagnols. La journée du 9 fut très chaude; autant d'acharnement dans l'attaque que de vigueur dans la résistance. Il y eut un moment où les Marocains faillirent s'emparer des deux redoutes du roi Francisco et d'Isabelle II; mais un mouvement décisif du général Zabala et l'héroïsme du bataillon d'Arapiles, qui se dévoua pour aller au secours de la colonne entourée dans les redoutes et perdit 19 de ses officiers sur 23 et la moitié de ses soldats, changèrent la situation. Les Marocains reconnurent qu'il leur était impossible de s'interposer comme ils l'auraient voulu entre les redoutes et le Serrallo, et se bornèrent désormais à empêcher les

colonnes de faire un mouvement en avant des redoutes.

Le 12 décembre, le 3ᵉ corps arriva enfin ; il avait été retenu à Malaga par le mauvais temps. Pour lui faire place, les deux autres corps et la division de réserve marchèrent en avant : lui-même occupa les hauteurs du Serrallo.

Les Marocains n'étaient pas découragés ; ils tentèrent, le 15 d'abord, puis le 20, le 25 et le 29 décembre des attaques générales, où chaque fois il y avait des centaines de victimes des deux côtés, mais sans pouvoir trouver de point faible par où pénétrer dans l'intérieur des lignes. A la vue des travaux entrepris par O'Donnell pour construire un chemin dans la direction de Tetuan, ils eurent bientôt compris son intention et, dès lors, abandonnant les défilés d'Anghera qu'ils surveillaient avec le plus grand soin, ils consacrèrent tous leurs efforts à gêner l'envahisseur dans sa marche de Ceuta à Tetuan.

Cette marche commença le 1ᵉʳ janvier 1860 ; la division de réserve commandée par le général Prim devait occuper ce jour-là un point situé sur le versant gauche de la vallée de los Castillejos, mais sans aller plus avant. La traversée de la petite rivière et l'occupation du versant droit étaient deux opérations réservées pour le jour suivant.

Au lieu de se borner à l'exécution stricte des ordres reçus, Prim se laissa entraîner par son ardeur et voulut occuper des hauteurs où l'ennemi avait caché des forces considérables ; il en résulta une situation très difficile pour toute la réserve, qui, malgré le courage déployé par Prim en cette circonstance, ne fut sauvée d'une déroute inévitable que par la généreuse et loyale intervention du commandant du deuxième corps ; il en coûta à l'armée une perte de plus de 600 hommes, et, pour comble de malheur, le général Zabala, qui s'était tant distingué et avait passé toute la journée à cheval, au soleil, fut atteint dans la nuit, sous

l'influence du froid produit par un rayonnement intense, d'une attaque de paralysie qui l'éloigna du théâtre de la guerre.

Cette attaque si téméraire ne fut pourtant pas sans profit : Muley el Abbas ne songea plus à défendre la vallée de los Castillejos et l'abandonna à ses adversaires. A la suite du deuxième corps et de la division de réserve, le troisième corps et la division de cavalerie s'engagèrent aussi sur le chemin de Tetuan, livrant à lui-même le premier corps, qui avait pour mission de défendre les fortifications élevées pour protéger Ceuta contre toute attaque.

Après la défense de los Castillejos, c'est sur le Monte Negron, espèce d'étrier s'avançant dans la mer où il forme promontoire, que devaient se porter les efforts de Muley el Abbas pour empêcher l'armée espagnole d'avancer. Toutes ses prévisions furent renversées par suite d'une opération très hardie qui fut réalisée avec succès par O'Donnell ; au lieu d'attaquer les défilés du Monte Negron, l'armée s'engagea à travers un étroit banc de sable qu'elle trouva entre la mer et des lagunes où se perd une toute petite rivière débouchant des hauteurs. Les Marocains ne surent pas occuper à temps l'autre extrémité de ce banc de sable et rendirent par cette opération inutiles tous les préparatifs qu'ils avaient faits sur les versants du Monte Negron. L'armée espagnole eut en revanche beaucoup à souffrir du mauvais temps, du manque d'approvisionnement, de la faim ; l'état de la mer était tel, que les navires n'osaient s'approcher. La goélette *Rosalia* ayant voulu débarquer, s'était perdue. Un moment on songea à renvoyer une colonne à Ceuta pour aller chercher des provisions ; enfin, l'escadre arriva et le débarquement put s'opérer en un point de la côte situé à l'embouchure de la rivière Azmir, point que les soldats baptisèrent du nom de *Port de la faim*,

en souvenir des souffrances qu'ils y avaient endurées.

Une fois ravitaillée, l'expédition se remit en marche avec une nouvelle ardeur; elle n'eut pas de peine à repousser, le 10 et le 12 janvier, les attaques dont elle fut l'objet; elle traversa les passages conduisant à Cabo Negro, et parvint enfin à un faîte de cordillère d'où la vue s'étendait sur toute la vallée de Tetuan. De la part des Marocains, l'effort ne consista plus qu'à défendre l'un après l'autre chacun des petits chemins de cette cordillère; mais il y avait déjà chez eux du découragement, tandis qu'une ardeur nouvelle s'était emparée des Espagnols à la vue du vaste pays qui s'ouvrait devant eux. Dès le 14 janvier, malgré un effort assez énergique de leurs adversaires, toute la cordillère fut en leur pouvoir, et ils purent se mettre en communication avec une nouvelle division commandée par le général Don Diego de los Rios, qu'une escadre venait d'amener non loin du Cabo Negro. Cette division se composait d'environ 6 000 hommes tirés des régiments d'infanterie et des bataillons de chasseurs, auxquels furent adjoints environ 500 volontaires de Catalogne, et un contingent de 3 000 volontaires fournis par les provinces Basques.

A partir du 15, les plus grandes difficultés de l'expédition avaient disparu.

La division Rios marchait sur l'embouchure du Guad el Jelu, occupait le fort qui la commande, lequel avait déjà été démantelé par l'escadre, et s'avançait ensuite jusqu'à la Douane. Pendant ce temps l'armée descendait dans la vallée de Tetuan et en occupait solidement les abords. Elle était encore séparée de la ville même de Tetuan par un chemin de la Sierra-Bermeja sur lequel s'était établi Muley el Abbas pour lui barrer le passage. L'armée espagnole avait ses communications bien assurées avec l'escadre, qui pouvait porter les approvisionnements jusqu'à la Douane.

C'est sur ce chemin que s'engagea le 31 janvier la bataille qui devait décider du sort de Tetuan. Les troupes de Muley el Abbas combattirent avec beaucoup d'énergie et de résolution; mais, malgré toute leur ardeur, la victoire resta indécise. On évalue à 600 le nombre des victimes, tuées et blessées, que compta l'armée espagnole dans cette journée.

Quant à O'Donnell, bien que cette journée ne lui eût pas donné complète satisfaction, il se sentit en état d'entreprendre directement sa marche sur Tetuan, et de renverser tous les obstacles qui voudraient désormais s'opposer à son passage; il fit construire un pont de chevalets sur la rivière Alcantara, qui se jette dans le Guad el Jelu, près de la Douane, et le fit traverser à ses troupes. A mesure qu'elles avançaient, les Marocains précipitaient sur elles de grandes masses de cavalerie : peine inutile, les Espagnols continuèrent à marcher jusqu'au pied des fortifications qui entouraient l'un des trois campements marocains, le plus voisin du Guad el Jelu; ils parvinrent à l'entourer, et après avoir dirigé sur lui toutes les pièces de leur artillerie, forcèrent les Marocains à l'abandonner et à se retirer du côté de la Sierra Bermeja (4 février).

Les Espagnols purent s'établir sur le même site et sous les mêmes tentes qu'occupaient naguère les chefs de l'armée marocaine. S'ils avaient subi une perte de 800 hommes, leurs adversaires avaient perdu toute leur artillerie, 800 tentes et un nombre considérable de chameaux. Ce succès déterminait en réalité la prise de Tetuan; car, devenus maîtres de toute la rive occidentale du fleuve, les Espagnols n'avaient plus devant eux aucune force qui leur pût interdire l'accès de cette ville. Le siège n'en fut même pas nécessaire; dès le lendemain, des parlementaires se présentèrent et notifièrent qu'ayant été mise à sac par les

contingents des tribus et abandonnée par les Maures, la ville, où séjournait encore une population juive affolée de terreur, attendait avec la plus grande impatience l'entrée dans ses murs du général chrétien. O'Donnell promit de laisser aux habitants la vie sauve, de leur assurer la propriété de leurs biens et le libre exercice de leur religion, et, dès le 5 février, occupa la ville, où il trouva encore 146 canons, dont 34 de bronze.

L'armée marocaine était vaincue, mais non mise en déroute; elle était encore en mesure de défendre vaillamment l'accès de l'intérieur du pays. Cependant, sous l'influence de la prise de Tetuan, Muley el Abbas se décida à envoyer des plénipotentiaires demander dans quelles conditions le gouvernement espagnol consentirait à la paix; il lui fut répondu que la reine seule pouvait répondre à cette ouverture et que sa volonté ne pourrait être connue que le 17 février. Au jour dit les conditions suivantes lui furent signifiées :

1° Cession complète de tout le territoire entre Ceuta et Tetuan, y compris cette dernière place de guerre, et les îles Santa-Cruz pour y établir une pêcherie;

2° Indemnité de guerre évaluée à 200 millions de réaux;

3° Établissement d'une mission dans la ville de Fez;

4° Maintien d'un ambassadeur près de la cour impériale et signature d'un traité de commerce.

Les Marocains répondirent à ces ouvertures qu'ils pouvaient céder sur tous les points, sauf en ce qui concernait la ville de Tetuan. Les négociations furent alors rompues le 23 février et les hostilités recommencèrent. Après quelques mouvements de part et d'autre, il y eut le 11 mars, auprès du village de Samsa et sur les hauteurs de la Sierra Bermeja, un nouveau combat qui coûta aux Espagnols 190 blessés et 22 morts, sans autre avantage que celui de les rapprocher

de la vallée de Guadras et de la route qui, par le défilé de Fondak, se dirige sur Fez et Tanger.

Le défilé constituait une forte position militaire; aussi les Marocains s'étaient-ils proposé de le défendre avec une extrême énergie, et occupaient-ils toutes les hauteurs qui le dominent.

Ce ne fut qu'au prix des plus grands sacrifices que l'armée Espagnole put en devenir maîtresse après la bataille de Guadras, qui lui coûta, en morts et blessés, près de 1300 victimes (23 mars). Tous les corps de l'armée expéditionnaire avaient dû participer à cette sanglante et difficile action, à la suite de laquelle l'ennemi s'était seulement replié, toujours décidé à fermer le passage à l'intérieur de l'empire.

Le 24 mars, O'Donnell jugea prudent de se maintenir sur les points qu'il avait occupés sans faire un nouveau pas en avant. Il comprenait combien la marche sur Tanger et Fez pouvait être périlleuse ; il avait appris avec peine la tentative de San Carlos de la Rapita, qui avait vivement agité les esprits dans la Péninsule, et déjà il était plus incliné à ne pas imposer au Maroc la perte de Tetuan ; mais ce n'était pas à lui, vainqueur, à demander la paix et il lui fallait attendre une démarche de ses adversaires. Le lendemain, 25 mars, il venait, peut-être à regret, de donner l'ordre de continuer la marche en avant, lorsqu'on l'avertit de l'arrivée immédiate de Muley el Abbas, venant solliciter de nouvelles conférences pour la signature de la paix.

L'entretien immédiat entre les deux chefs fut accepté, et commença au milieu d'une attente fiévreuse de la part des deux armées. Les conditions d'abord présentées furent annoncées de part et d'autre avec de grandes réserves en ce qui concernait les concessions de territoire. Ni le terrain entre Ceuta et Tetuan, ni la ville de Tetuan, n'étaient

définitivement cédés aux Espagnols ; il restait seulement entendu que cette dernière ville resterait en leur pouvoir jusqu'au complet payement de l'indemnité de guerre, fixée à 200 millions de réaux.

Les troupes, placées en présence des difficultés de tout genre qu'elles avaient à supporter, accueillirent avec la plus grande satisfaction la signature de la paix ; il n'en fut pas de même en Espagne, où l'opinion, montée sur un diapason exagéré, ne rêvait plus que de conquêtes depuis la prise de Tetuan, où l'on savait que l'indemnité de guerre était insuffisante à elle seule pour compenser tous les sacrifices d'argent que la nation s'était imposés, et où l'on pouvait dire avec raison qu'un peu de gloire avait été l'unique prix de tout le sang répandu et de toutes les malheureuses victimes occasionnées par le choléra dans cette courte, mais sanglante guerre [1].

Après la signature des préliminaires, des plénipotentiaires espagnol et marocain furent appelés à discuter le texte même du traité. Les négociations durèrent un mois; il y eut le 25 avril une nouvelle conférence entre O'Donnell et Muley el Abbas, et le traité de paix fut enfin définitivement signé le jour suivant. (Voir note A.)

Plus tard, le 30 octobre 1861, une nouvelle convention détermina que Tetuan serait rendu au Maroc, aussitôt après le payement de 60 millions de réaux, fixa que l'indemnité de guerre serait payée avec la moitié des produits de la douane, et régla toutes les conditions dans lesquelles

[1]

Morts par suite du choléra et de diverses maladies. . .	4 899
Morts sur le champ de bataille et par suite de blessures.	2 121
	7 020
Inutilisés.	757
Total.	7 777

le commerce devait être établi entre l'Espagne et le Maroc. On se plaignit beaucoup dans la Péninsule de ce que ces conditions fussent telles, que l'Espagne avait perdu toute espèce d'avantage particulier, alors que les autres nations européennes étaient extrêmement favorisées, aux dépens même du Maroc.

CHAPITRE IV.

COCHINCHINE, FERNANDO POO, SANTO-DOMINGO ET MEXIQUE.

Cochinchine. — Ordonnance royale qui met 1 500 hommes des troupes des Philippines sous les ordres d'un amiral français pour une expédition en Cochinchine. — Occupation de Tourane et de Saïgon. — Les alliés enfermés à Saïgon pendant deux années. — Arrivée de nouvelles troupes françaises. — Conquête par les Français des provinces de Bienhoa, Giading et Mytho. — Traité du 16 avril 1863 avec l'empereur d'Annam.

Fernando Poo. — Occupation effective ordonnée en 1858 par le gouvernement espagnol des îles lui appartenant, situées sur les côtes de Guinée. — Peu de résultats de cette occupation.

Santo Domingo. — L'annexion de Santo Domingo n'a d'autre résultat pour l'Espagne que de la condamner à soutenir deux guerres, l'une contre les Haïtiens, l'autre contre les Dominicains. — Deux ans après la déclaration de l'annexion, la République dominicaine est proclamée (février 1863).

Mexique. — Démonstrations diverses faites sur le continent américain par le gouvernement d'O'Donnell. — Affaire du Venezuela. — Réclamations faites au gouvernement mexicain en faveur de ses créanciers et contre des scènes de violence dont auraient été victimes des sujets espagnols. — Lutte au Mexique entre les libéraux et les conservateurs. — Lois Lerdo et Juarez. — Coup d'Etat de Comonfort. — Zuloaga et Miramon. — Retour de Juarez à Mejico. — Pacheco se retire avec sa légation. — Décret de juillet 1861. — Convention de Londres. — Préliminaires de la Soledad (23 février 1862). — Conférences d'Orizaba. — Rupture à propos du général Almonte (9 avril). — Prim ordonne le rembarquement des troupes espagnoles.

COCHINCHINE.

Sous le ministère du général Armero, décembre 1857, un décret royal avait ordonné qu'une force de 1 500 hommes de l'armée des Philippines serait placée sous les

ordres du contre-amiral français Rigault de Genouilly, afin d'aider celui-ci à tirer vengeance des supplices infligés par ordre du gouvernement annamite aux missionnaires chrétiens.

Aucune convention ne détermina alors les bases d'après lesquelles cette force auxiliaire devait concourir à la campagne qui allait être entreprise dans l'Indo-Chine; aussi est-il arrivé que l'Espagne n'a obtenu que de très faibles avantages de cette expédition, alors que la France en a retiré l'annexion de trois provinces importantes de la basse Cochinchine et un établissement sérieux dans une vaste région très peuplée, où un champ nouveau est offert à son activité commerciale.

C'est sous l'influence des plaintes excessives formulées par les chefs des diverses missions catholiques établies à Rome et à Madrid que le gouvernement espagnol s'était décidé à agir contre les populations de l'Indo-Chine. Un peu plus tard, les épouvantables supplices dont furent victimes le vicaire apostolique du Tong-King, frère Melchior, et le père Diaz, émurent vivement toutes les âmes; et comme à cette époque les populations de l'extrême Orient avaient été aussi très frappées de l'audace avec laquelle les deux nations anglaise et française avaient porté la guerre sur le territoire de l'empire Chinois, l'Espagne, dont l'autorité aux îles Philippines repose en partie sur l'idée religieuse et qui a besoin de l'appui des prêtres et missionnaires catholiques, n'était pas fâchée de montrer qu'elle continuait son ancienne politique de propagation zélée de la foi catholique, et de faire rejaillir sur elle-même un peu de l'ascendant que la France et l'Angleterre venaient de conquérir dans les mers de la Chine. Aussi O'Donnell, devenu maître du pouvoir, ne balança-t-il pas à persister dans la politique du général Armero et voulut-il que les capitaines généraux

de Manille fournissent aux amiraux français le contingent auxiliaire qui leur avait été annoncé.

Nous n'avons pas à raconter ici tous les incidents de la guerre entre la France et l'empire d'Annam; il nous suffira de dire que si l'Espagne y contribua, ce ne fut que dans une très faible proportion. Un simple aviso espagnol de petite dimension, *el Cano*, fut mis à la disposition de l'amiral Genouilly, alors que la France comptait avec une escadre de douze navires de plus grande importance; et les troupes espagnoles que fournit le capitaine général atteignirent à peine, alors que les maladies et la guerre ne les avaient pas encore décimées, le quart de l'effectif français; elles ne dépassèrent jamais un millier d'hommes, que deux navires français, *la Dordogne* et *la Durance*, durent même aller chercher jusque dans le port de Manille.

Ce fut surtout l'escadre française qui eut à opérer, d'abord en 1858, dans la baie de Tourane, puis en 1859 dans celle de Saïgon. Le gouvernement annamite avait construit des forts et des citadelles pour préserver ces deux ports; et ce ne fut pas sans perte et sans effusion de sang que l'amiral français put s'en assurer la possession.

Les troupes espagnoles contribuèrent, avec leur ardeur et leur courage accoutumés, à tous les combats auxquels donna lieu la prise de possession de ces deux places importantes, et eurent leur part du matériel considérable qui y fut trouvé. Elles eurent cependant beaucoup à se plaindre du dénûment dans lequel les laissaient les capitaines généraux de Manille pour leurs approvisionnements de toute sorte. Particulièrement lorsque la France eut déclaré la guerre à l'Autriche, et qu'à la suite du refus de laisser entrer dans le Pei-ho les ambassadeurs français, il lui fallut entreprendre une nouvelle expédition contre la Chine, le nombre des troupes consacrées à l'Indo-Chine se trouva

considérablement diminué; les opérations furent réduites, pendant près de deux ans (8 mars 1859-24 février 1861), à une simple occupation de Saïgon; les alliés, sous l'action d'un climat très débilitant, eurent à éprouver les plus vives souffrances.

Enfin, la paix avec l'Autriche ayant été signée, la guerre contre la Chine s'étant heureusement terminée, la France put consacrer de nouveau ses efforts à asseoir son autorité en Cochinchine. Les successeurs du vice-amiral Rigault de Genouilly, le vice-amiral Page d'abord, puis les contre-amiraux Charner et Bonnard, reçurent assez de renforts pour briser le cercle de fer dans lequel les Annamites cherchaient à les étouffer. Un premier succès à Kiloa rendit la France maîtresse d'uue grande étendue de territoire autour de Saïgon; puis, en avril 1861, la prise de Mytho lui donna d'un coup la partie la plus fertile de la basse Cochinchine et l'avoisina du Cambodge. Enfin, l'empereur d'Annam, Tuduc, instruit par la perte des deux citadelles de Bienhoa (15 décembre 1861) et de Vinklong (20 mars 1862) qu'il n'avait qu'à perdre à continuer la guerre, se décida enfin à conclure un traité. Les négociations, ouvertes par une première convention du 5 juin 1862, furent arrêtées par une grave insurrection qui bouleversa le pays pendant dix-sept mois; elle fut suffoquée non sans peine, et alors l'empereur, qu'inquiétait d'ailleurs un mouvement provoqué dans le Tong-King par un ennemi de sa dynastie se disant descendant de la vieille famille des Le, se décida à signer définitivement le traité de paix avec le gouvernement français, lequel traité fut ratifié par le vice-amiral Bonnard dans la ville même de Hué (16 avril 1863).

C'est en vertu de ce traité que la France possède aujourd'hui les trois provinces cochinchinoises de Bienhoa, Giading et Mytho; c'est par lui qu'elle jouit de la libre navi-

gation dans les bras du Cambodge, et de l'ouverture à son commerce des trois ports de Balat, Tourane et Quangan.

L'Espagne eut pour sa part l'assurance d'aide et de protection pour les missionnaires catholiques, et une participation à l'indemnité de guerre de 21 millions de francs, indemnité qui devait être prélevée sur des douanes établies à l'entrée du delta du Tong-King.

Les troupes espagnoles revinrent à Manille le 7 avril 1863, sans autre compensation des pertes et des souffrances qu'elles avaient éprouvées ; et O'Donnell, qui avait espéré que de cette expédition rejaillirait un jour pour lui un nouveau titre à l'estime et à la considération de ses concitoyens, eut à supporter les très justes reproches et les critiques qui lui furent adressés pour une semblable issue, qu'il devait prévoir.

FERNANDO POO.

A une époque comme la nôtre, où tous les yeux sont tournés vers l'Afrique centrale, un gouvernement d'expansion, comme celui qu'O'Donnell voulait créer, ne pouvait s'empêcher de fixer ses regards sur cette intéressante partie du monde qu'il s'agit aujourd'hui de conquérir à la civilisation.

Or, sur la côte de Guinée, au centre des possessions anglaises et portugaises, les Espagnols étaient maîtres de trois petites îles dont ils n'avaient jusqu'alors tiré aucun profit : Fernando Poo, Annobon et Corisco, auxquelles il faut joindre un petit territoire au cap de Saint-Jean.

L'idée naquit alors parmi les chefs de la marine d'y créer un établissement de quelque importance et d'y organiser une mission de jésuites. C'est dans ce but que partit de Cadiz, au mois d'avril 1858, un capitaine de frégate, don

Carlos Chacon, à la disposition duquel fut mise une petite escadre. Sous sa ferme initiative, les Espagnols reprirent possession effective des trois îles, où depuis longtemps leur autorité n'était que nominale, et ils cherchèrent à inspirer à leurs sujets des habitudes et des goûts de nature à les rapprocher des nations civilisées ; mais comme ils ne savent rien faire, sans y mêler l'intolérance religieuse, ils se mirent dès l'origine à exclure l'exercice de tout autre culte que le catholique, fermèrent une église protestante, et au bénéfice des jésuites qu'ils avaient amenés avec eux arrêtèrent la propagande de missionnaires baptistes, déjà installés avant leur arrivée.

C'était chasser les étrangers et vouloir seulement agir sur le très petit nombre de sauvages misérables et faméliques qui séjournaient dans ces îles. Or, Fernando Poo ne comptait pas plus de 858 habitants : la population d'Annobon, plus dégradée et plus indolente, atteignait à peine 2 000 âmes ; celle de Corisco, un peu moins misérable, était de moitié moins nombreuse ; et les indigènes du cap de Saint-Jean, gouvernés par un roi indigène, ne formaient pas un groupe de plus de 500 individus. Que faire avec de tels éléments ?

Méritaient-ils une dépense annuelle de plus de 600 000 fr., chiffre que s'imposa le gouvernement espagnol pendant une longue série d'années avec l'espoir d'en retirer un jour de très grands bénéfices? Les faits ont prouvé qu'il y avait eu là une entreprise qui n'avait servi qu'à enrichir certaines familles de fonctionnaires.

Ce n'était pas l'argent du budget qu'il fallait ainsi gaspiller pour faire de ces îles de véritables colonies : ce qu'il fallait, c'était accepter franchement la liberté des cultes, tolérer les mœurs et coutumes des habitants, attirer le commerce et ouvrir loyalement les portes à toutes les ini-

tiatives, à toutes les entreprises fécondes. Il fallut bien plus tard en arriver là; mais alors d'énormes richesses avaient déjà été enfouies inutilement. On évalue à plus de 30 millions de francs ce qu'en 1870 ces misérables possessions avaient déjà coûté au Trésor espagnol.

SANTO DOMINGO.

Ce n'est pas seulement en Asie et en Afrique que s'est manifestée la politique d'expansion du général O'Donnell; elle voulut se signaler aussi en Amérique, et elle aboutit là à des conséquences qui furent vraiment désastreuses et humiliantes.

Nous avons déjà eu occasion de raconter les malheurs de tout genre que causa à l'Espagne l'annexion de Santo Domingo, solennellement proclamée le 18 mars 1861 [1]. Nous n'y reviendrons pas; il nous suffira de constater ici que la tranquillité de la nouvelle capitainerie générale, créée dans l'ancienne Española, dura à peine autant que le cabinet d'O'Donnell. Quand cet homme d'Etat abandonna la présidence du conseil, en mars 1863, il connaissait déjà la proclamation de la République dominicaine à Sabaneta et à Santiago de los Caballeros le mois précédent; il léguait à ses successeurs, non pas un territoire annexé, mais deux guerres difficiles à soutenir: l'une contre les Haïtiens, et l'autre contre la majorité de la population dominicaine.

MEXIQUE.

Ce n'est pas seulement à Santo Domingo que le cabinet O'Donnell voulut faire parade sur le continent américain des forces nouvelles que l'Espagne avait à sa disposition; des démonstrations énergiques furent faites également au

[1] Voir t. V, p. 291 à 304.

Venezuela et au Mexique, et faillirent amener de très graves complications.

Au Venezuela, il s'agissait de réprimer des attaques à main armée, dirigées par des Venezuelains contre des originaires des îles Canaries, qu'on désignait sous le nom d'Insulaires, et qui, de leur côté, oubliant leur qualité d'étrangers, se mêlaient trop des affaires du pays. On envoya un brigantin; sa présence exaspéra les esprits; il y eut de nouvelles victimes : quatre Canariens, entre autres, furent pendus d'abord, puis fusillés; des violences de toute sorte furent commises contre plus de 32 personnes. Le gouvernement espagnol dut expédier un nouveau vapeur, puis toute une escadre, afin de protéger ses nationaux et d'obtenir les dommages-intérêts qu'ils réclamaient. L'affaire semblait devoir s'envenimer par le départ du chargé d'affaires espagnol au Venezuela, qui se retira avec tout le personnel de sa légation et 140 Espagnols résidents; on parvint cependant à la terminer à l'amiable. Le gouvernement venezuelain consentit à reconnaître la justice des réclamations des résidents espagnols; il s'engagea, par un traité signé à Santander (12 août 1861), à payer les dommages-intérêts qui seraient reconnus légitimes, et à poursuivre et châtier, conformément aux lois, les auteurs des attentats et violences commis contre les nationaux espagnols.

Au Mexique, il fut aussi question de dommages-intérêts et de violences commises contre les résidents, mais il s'en fallait de beaucoup que les réclamations d'indemnités fussent aussi légitimes. Partant d'une base juste, de dettes contractées par le gouvernement mexicain, vis-à-vis de sujets espagnols pendant la guerre d'émancipation, elles s'étaient indûment grossies avec le temps. Les Mexicains obtinrent, par une convention de 1851, puis de 1853, qu'il y avait lieu de procéder à une revision des crédits, et toujours le

cabinet espagnol se montra hostile à l'élimination de certains titres qui ne pouvaient régulièrement être admis. Profitant de chaque nouvelle administration qui s'organisait à Mexico, les chargés d'affaires d'Espagne essayaient de faire valider leurs prétentions; mais quand ils avaient obtenu un avantage d'un fonctionnaire trop intéressé ou trop confiant, ils le voyaient immédiatement renversé et devaient recommencer leur œuvre à nouveaux frais. Quant aux violences, une ferme, propriété de D. Pio Bermegillo, avait en effet été saccagée à Cuernavaca; et cinq Espagnols, y compris le frère du propriétaire, avaient été traîtreusement assassinés. Mais dans un pays comme le Mexique, où la force a encore tant d'empire et où les lois sont loin d'être partout et toujours respectées, il fallait une grande exagération pour rendre toute la nation solidaire d'un pareil forfait. Ce fut surtout là le prétexte que choisit O'Donnell pour intervenir dans les affaires mexicaines : mêlant dans une même plainte le refus des indemnités et les violences commises, il annonça dans un discours d'ouverture aux Cortès son désir d'obtenir par lui-même justice d'un pays qui ne savait pas se gouverner (1er décembre 1858).

Deux partis étaient en présence au Mexique, l'un appuyé sur le clergé, sur les restes de l'ancienne faction péninsulaire espagnole; l'autre, au contraire, ami du progrès, cherchant à compter plutôt avec l'élément créole et avec la race indigène. L'avocat Juarez, homme de talent et de caractère, d'origine indienne, était à la tête de ce second parti; il repoussait avec fermeté toutes les prétentions injustes de quelque part qu'elles vinssent, et annonçait une résistance que la force seule pourrait vaincre. O'Donnell, se mêlant alors aux luttes intérieures d'une république étrangère, prit hautement parti contre lui; il affecta de reconnaître, comme président de la République mexicaine, Zu-

loaga d'abord, puis ensuite Miramon, et autorisa M. Mon, ambassadeur à Paris, à signer avec le général Almonte, fondé de pouvoirs de Miramon, un traité qui résolvait, au bénéfice de l'Espagne, toutes les questions pendantes entre elle et le Mexique.

Parmi les personnages envoyés par O'Donnell au Mexique pour lui faire connaître la situation, aucun n'eut une idée claire et nette de l'état des choses et de la valeur des individus. Pacheco lui-même, arrivant à Mexico au moment le plus critique et alors qu'il aurait pu servir de médiateur, se laissa étourdir par les flatteries de la haute société et les caresses du clergé de Mexico; il méconnut l'énergie, la force de volonté, l'esprit libéral et républicain de Juarez et de ses partisans, et on le vit présenter ses lettres de créance quelques jours avant celui où, battu par Ortega, Miramon allait être obligé de se cacher et de s'embarquer pour l'Europe. Aussi quand Juarez, reconnu président de la République mexicaine et dictateur absolu, reparut à Mexico, Pacheco dut-il se retirer avec toute sa légation, et déclara-t-il rompues toutes les relations entre l'Espagne et le Mexique.

Dès ce jour-là, on commença, malgré les instances de Juarez, qui avait écrit officiellement que ce qui s'était passé avec Pacheco n'était qu'un incident personnel, et qu'il tenait pour sa part à maintenir les meilleurs rapports avec le gouvernement de S. M. C., à préparer une expédition contre le Mexique; le commandement devait en être donné à Serrano et à Rubalcaba; mais, trop annoncés à l'avance, ces préparatifs excitèrent l'inquiétude des cabinets de Paris et de Londres. A la cour de Napoléon III, dans un sentiment d'hostilité contre toute tendance républicaine, l'idée était née depuis longtemps de créer à Mexico une monarchie qui pût être un obstacle à l'esprit d'envahissement

des Etats-Unis; on n'eut pas de peine à trouver ou plutôt à faire naître des réclamations d'argent contre la République mexicaine au nom d'intéressés français; on alla même jusqu'à naturaliser Français un Suisse, Jecker, détenteur d'une créance nominale considérable qui lui avait été souscrite par les généraux Zuloaga et Miramon, au prix de versements illusoires. Dans les scènes de violence dont était si souvent le théâtre le territoire mexicain, on trouva moyen d'en trouver quelques-unes qui, dirigées contre des Français, pouvaient devenir le pendant de celles de Cuernavaca.

Ce qui excitait au fond l'indignation des deux cours de Paris et de Madrid, c'est que sous l'énergique initiative de Juarez toute une révolution était en train de s'accomplir au Mexique. Les pouvoirs législatifs avaient, le 25 juin et le 22 novembre 1856, voté deux lois devenues célèbres; l'une dite loi Lerdo, détruisait tous les biens de mainmorte, mettait en vente toutes les propriétés immobilières ecclésiastiques, et l'autre, dite loi Juarez, supprimait toutes les juridictions spéciales et soumettait aux règles du droit commun les membres jusqu'alors privilégiés de l'armée et du clergé. Ces deux lois, comme on devait s'y attendre, avaient produit de vifs mécontentements dans tout le clergé et dans toutes les classes jusqu'alors dirigeantes de la société mexicaine.

Pour en empêcher l'exécution, le président Comonfort, violant ouvertement la Constitution, avait essayé par un coup d'Etat, le 17 décembre 1857, de briser le pouvoir législatif; il n'avait réussi qu'à ouvrir une ère de discordes pendant laquelle le Mexique avait eu deux gouvernements: l'un formé légalement dans les conditions régulières de la Constitution, qui donnait le pouvoir au président de la Cour suprême de justice (c'était alors Juarez), dans le cas où la présidence deviendrait vacante par le fait d'absence,

ou de trahison; l'autre procédant uniquement de pronunciamentos et ouvertement soudoyé par le clergé et l'aristocratie. Les deux gouvernements de Zuloaga et de Miramon n'avaient aucune origine régulière, et c'est uniquement pour complaire à la cour de Rome, très intéressée à ce que le clergé mexicain conservât ses richesses et sa haute position, et par haine des idées de la Révolution française, que Napoléon III et Isabelle II s'acharnèrent à les reconnaître et à essayer de leur donner une apparence de solidité et de force.

La plus grande partie de la nation mexicaine s'était rangée autour de Juarez, et c'est à son concours énergique et persévérant qu'a été due la défaite successive de Zuloaga et de Miramon, malgré les ressources dont ils disposaient. Tous les regards des Mexicains étaient fixés sur le lieu où résidait le président du tribunal suprême de justice, véritablement accepté comme président de la République; les décrets qu'il datait de Guanajuato, puis de Guadalajara, puis de Vera Cruz, avaient aux yeux de tous les patriotes force de loi; ce qui se passait à Mexico n'avait pour eux aucune valeur. Loin de consentir à l'abrogation, prononcée par Zuloaga, des deux lois du 25 juin et du 22 novembre 1856, ils approuvaient trois nouvelles lois, dites lois de réforme, qui furent promulguées, à Vera-Cruz, les 12 et 13 juillet 1859, dont l'une déclarait biens nationaux tous les biens du clergé, tandis que la seconde ordonnait que le mariage fût à l'avenir considéré comme un contrat purement civil, et que la troisième déterminait que tous les actes de mariage, de naissance et de décès seraient inscrits sur des registres tenus par un juge spécial, dont la signature seule ferait foi en justice.

Ces considérations suffisent pour expliquer les raisons qui rendaient si antipathique à Napoléon III et à Isabelle II

le gouvernement de Juarez : elles ne donnent pas la clef de l'hostilité qu'il a rencontrée auprès du cabinet de Londres. Ici ce sont uniquement les intérêts des porteurs de titres contre le gouvernement mexicain qui déterminèrent l'attitude des ministres anglais; jamais, du côté de Juarez, aucune offense directe n'avait été faite à l'Angleterre qui pût s'interpréter comme une violation du droit des gens. Au contraire, le 17 novembre 1860, le général Miramon avait osé faire enfoncer par le général Marquez les portes de la légation anglaise et s'y approprier une somme de 660000 piastres, déposée là par l'agent des détenteurs de bons anglais. Les sympathies de l'Angleterre auraient donc dû, semble-t-il, se diriger bien plutôt du côté du parti libéral que du côté des conservateurs.

Mais lorsque, après les victoires de Silao et Calpulalpam (décembre 1860), Juarez fut rentré à Mexico, lorsque le Congrès réuni eut à s'occuper des moyens de rétablir l'ordre dans des finances délabrées, une résolution fut prise de suspendre pendant deux ans le payement de toutes les conventions particulières qui assuraient pour le payement des dettes extérieures une hypothèque sur le revenu des douanes (juillet 1861). C'est contre cette résolution que se déclara le gouvernement anglais, sans examiner s'il n'empêchait point par son attitude la tranquillité et la paix de se rétablir dans un pays qui venait d'être si profondément troublé par trois années de discordes intestines, et s'il y a jamais bénéfice à protester contre cet axiome « qu'à l'impossible nul n'est tenu ». Il est vrai que les créances anglaises avaient une bien autre valeur que celles qui pouvaient légitimement être réclamées par la France et l'Espagne, et que l'Angleterre avait un intérêt évident à empêcher que les créanciers anglais ne vissent absorber les ressources de leur débiteur par des réclamations injustes

d'autres créanciers s'appuyant exclusivement sur la force pour se faire attribuer des avantages excessifs.

Telle est la seule explication qu'on puisse donner à la convention signée à Londres le 31 octobre 1861, convention par laquelle les trois gouvernements d'Angleterre, de France et d'Espagne s'engageaient à envoyer sur les côtes du Mexique des forces de terre et de mer combinées, dont l'ensemble devait être suffisant pour saisir et occuper les différentes forteresses et positions du littoral mexicain. Leur but était d'exiger des autorités mexicaines une protection efficace pour les personnes et les propriétés de leurs nationaux, et d'obtenir l'exécution des obligations contractées envers eux par la République du Mexique; mais ils ne devaient rechercher pour eux-mêmes aucune acquisition de territoire, ni aucun avantage particulier; ils ne devaient non plus exercer aucune influence de nature à porter atteinte au droit de la nation mexicaine de choisir et de constituer librement la forme de son gouvernement. Faculté était laissée au cabinet de Washington de se joindre aux trois puissances alliées, mais le commencement des opérations ne devait en aucun cas être subordonné à son accession. (Voir note B.)

Les Etats-Unis pouvaient à bon droit se plaindre du sans-gêne avec lequel on méconnaissait les intérêts qu'en qualité de voisins et de créanciers ils pouvaient invoquer; mais ils étaient alors trop rudement éprouvés par la guerre de sécession pour invoquer la doctrine de Monroe et chercher à s'opposer aux tentatives inconsidérées de la France et de l'Espagne; ils aimèrent mieux se plier aux circonstances, garder le silence et attendre du temps lui-même la rupture de la triple alliance et l'occasion d'agir à leur tour.

L'imagination espagnole avait beaucoup marché depuis le jour où O'Donnell avait manifesté son intention d'inter-

venir dans les affaires du Mexique ; sans compter les espérances que faisait surgir l'exécution possible du traité Mon-Almonte, l'opinion publique allait jusqu'à supposer la fondation prochaine d'une monarchie espagnole au Mexique et l'érection d'un nouveau trône. On avait même déjà désigné des prétendants à cette nouvelle couronne; il avait été question de l'infant don Juan, de don Sebastian.

Aussi, la nouvelle de la convention de Londres fut-elle reçue à Madrid avec un certain dépit; c'était comme une désillusion. Plus rien qui rattachât l'ancienne colonie à sa métropole : la France et l'Angleterre avaient le même droit que l'Espagne à régler les destinées du Mexique.

On eut l'idée à Madrid de prendre les devants et l'on crut qu'en agissant avec une grande célérité il serait facile de retrouver l'influence perdue dans les négociations diplomatiques. En effet, sans s'arrêter un instant, même devant l'offre des Etats-Unis de payer les intérêts dus par le Mexique à ses créanciers, des ordres ayant été aussitôt envoyés au capitaine général de Cuba, prévenu depuis longtemps, un mois seulement après la signature de la convention de Londres, une flotte portant à bord 5 600 hommes de toutes armes cinglait le 29 novembre 1861 vers les eaux du Mexique et arrivait le 1er décembre en face de la Vera Cruz.

La forteresse de Saint-Jean d'Ulloa était démantelée. L'amiral Rubalcaba n'eut aucune peine à en prendre possession et s'y installa au nom de la reine d'Espagne, afin de posséder un gage qui pût servir de garantie pour les droits et réclamations de son gouvernement et de ceux d'Angleterre et de France.

Une telle précipitation produisit en Angleterre et en France le plus mauvais effet. Lord John Russell demanda des explications à l'ambassadeur d'Espagne à Londres, M. Isturitz, qui se contenta de dire que l'ordre d'attendre

les flottes alliées n'était pas arrivé à temps; le général Gasset, qui commandait sous l'amiral Rubalcaba, fut blâmé, mais ce fut tout. La France, elle, sans rien dire, en profita pour élever le contingent qu'elle devait fournir de 3 000 à 4 000 hommes, en disant que la précipitation manifestée était de nature à accroître les difficultés de l'expédition. Quant à l'Angleterre, elle s'était bornée, dès l'origine, à envoyer 800 soldats de marine, et elle ne songea point à augmenter ce nombre; elle n'avait pas les arrière-pensées des cabinets de Paris et de Madrid pour changer la nature et la forme du gouvernement mexicain.

Déjà commençait à circuler le bruit qu'il y avait accord entre un certain nombre d'émigrés mexicains et le cabinet de Paris pour faire offrir par le parti conservateur du Mexique le trône à l'archiduc Maximilien d'Autriche : il en est déjà question dans une dépêche de lord John Russell au représentant anglais au Mexique, en date du 27 janvier 1862. On y voit que le cabinet de Londres, tout en ne voulant pas intervenir à main armée pour changer le gouvernement, admettait cependant la combinaison simultanée d'une marche sur Mexico des troupes française et espagnole et d'un appel adressé par un grand nombre de Mexicains à l'archiduc autrichien pour monter sur le trône.

On attendait évidemment, pour procéder à cette marche dans l'intérieur du pays, l'arrivée des deux généraux en chef français et espagnol, M. Lorencez et le général Prim, comte de Reuss, qui venait tout récemment de se signaler, d'une manière si brillante, par son excessive bravoure dans la guerre contre le Maroc. Ils arrivèrent le 20 janvier; et leur présence fut aussitôt signalée au pays par un manifeste assez banal, dans lequel les Mexicains étaient invités à se séparer de leur gouvernement et à en installer un autre sous la pression des baïonnettes étrangères.

Ce manifeste devait être suivi d'une réclamation collective des trois puissances contenant leurs revendications auprès du gouvernement mexicain; mais quand on voulut la formuler, il arriva tout à coup qu'on se trouva en face d'une prétention excessive du chargé d'affaires de France, M. de Saligny, réclamant 12 millions de piastres et l'exécution du contrat Jecker, et prétendant imposer le payement de ces dettes sans justifier en rien de leur légitimité. Alors les plénipotentiaires d'Angleterre et d'Espagne commencèrent à battre en retraite ; ils firent décider que chaque commissaire ferait valoir en particulier les droits de ses nationaux, sans engager en rien l'action réservée de ses collègues.

Le général Prim, marié à une Mexicaine, M[lle] Aguëro, nièce de M. Echevarria, ancien ministre des finances de la République, était mieux qu'aucun des autres commissaires en état d'avoir des renseignements exacts sur l'état des esprits à l'intérieur du pays; il découvrit bientôt que son gouvernement n'avait aucune chance d'exercer une influence sérieuse sur l'opinion publique; il vit qu'il n'y avait pas contre les Français et les Anglais la haine et les rancunes existant contre les Espagnols. Il était, en outre, mécontent de l'attitude qu'il voyait prendre à la France, et savait que la reine Isabelle, qui désirait un Bourbon sur le trône du Mexique, n'approuvait point le choix fait de l'archiduc Maximilien, comme futur empereur.

Aussi se montra-t-il plus accessible que ses collègues aux ouvertures qui lui furent faites par le ministre des affaires étrangères mexicain, don Manuel Doblado, et signa-t-il avec lui, le 23 février 1862, les préliminaires de Soledad, lesquels firent un instant espérer que toute cette fâcheuse affaire allait se terminer sans effusion de sang. (Voir note C.)

D'après cette convention, des négociations devaient s'ouvrir le 15 avril à Orizaba, et pendant leur durée les forces des puissances alliées devaient occuper les trois villes de Cordova, Orizaba et Tehuacan avec leurs rayons naturels; au cas où les négociations viendraient à se rompre, les alliés devaient abandonner ces centres de population, et retourner dans la direction de Vera Cruz, en-deçà des points extrêmes de Paso Ancho sur la route de Cordova, et de Paso de Ovejas sur celle de Jalapa.

Ces préliminaires furent signés par les commissaires des trois puissances: le gouvernement anglais se hâta de les ratifier; le cabinet de Madrid les accepta également, tout en se plaignant de ce qu'ils impliquaient la reconnaissance du gouvernement de Juarez. Mais le cabinet français, se plaçant de plus en plus en dehors de la réalité pour suivre de vaines chimères, blâma l'amiral Jurien de la Gravière, et le rappelant, pour le punir d'avoir donné sa signature, confia tous ses pouvoirs à M. Dubois de Saligny. Il était évident qu'il voulait la guerre, qu'il s'était déjà proposé le but qu'il voulait atteindre: celui de fonder une monarchie en faveur de l'archiduc Maximilien, et que, sans se soucier de l'Angleterre, après avoir mécontenté l'Espagne par le choix du futur monarque, il était décidé à ne compter que sur lui-même.

Ce fut à l'occasion du général Almonte et de ses amis, le père Miranda et M. Haro y Tamariz, que la mésintelligence éclata entre les commissaires; ces personnages, qui avaient été offrir la couronne à l'archiduc, étaient venus sur les navires français avec le général Lorencez; à peine débarqués, ils avaient voulu nouer des relations avec des officiers supérieurs de l'armée mexicaine et pénétrer à l'intérieur sous le pavillon français. Juarez s'en était plaint, les avait déclarés traîtres à la patrie et avait demandé officiellement

leur rembarquement. Sa demande était agréée par le général Prim et le représentant de l'Angleterre; elle fut vivement repoussée par les commissaires français.

De là, rupture des négociations d'Orizaba (9 avril); de là, une déclaration de guerre faite spontanément par la France au gouvernement de Juarez; de là, enfin, les hostilités rouvertes par le général Lorencez, en même temps que le commencement de pronunciamentos suscités à prix d'argent par le général Almonte, ses amis, le parti conservateur et le clergé.

Le général Prim avait annoncé qu'au cas où le gouvernement français persisterait dans ses exigences, il retirerait ses troupes et regarderait la convention de Londres comme rompue; le cabinet anglais approuva cette manière de voir, avec cette seule réserve qu'il considérait seulement comme suspendue cette convention, et qu'il croyait que l'occupation de Vera Cruz devait continuer au nom des trois puissances alliées.

En conséquence, l'attitude de M. Dubois de Saligny et celle du général Lorencez prouvant que Napoléon III voulait la guerre, et voulait la faire seul, Prim prit son parti avec décision : il annonça officiellement à Juarez la fin de toute négociation collective, ramena ses troupes à la Vera Cruz et accepta l'offre du commandant de la flotte anglaise pour les rapatrier à la Havane.

L'opinion publique, en Espagne, tarda longtemps à apprécier la conduite observée en cette circonstance par le général Prim; il fut blâmé par le capitaine général de Cuba, par Mon, le signataire du fameux traité passé avec Almonte. Mais il était d'accord avec la Cour, jalouse du choix de Maximilien; d'accord avec le président du Conseil, très dépité qu'on ne l'eût pas laissé agir seul dans cette affaire; d'accord avec le sentiment démocratique et les prin-

cipes républicains, indignement froissés par la politique impériale. Les événements qui suivirent, l'échec du général Lorencez à Puebla, la longue durée de la guerre, la nécessité où se trouva la France de retirer ses troupes, et enfin la chute de Maximilien et sa mort, prouvèrent combien Prim avait vu juste lorsqu'il avait prophétisé que la monarchie au Mexique ne durerait qu'autant qu'elle serait soutenue par les baïonnettes étrangères.

Que n'avons-nous eu à la tête de notre armée au Mexique un général assez intelligent pour deviner et prévenir les désastres de tout genre que cette fatale expédition devait coûter à la France !

LIVRE CINQUIÈME.

FRACTIONNEMENT DES PARTIS. — ISOLEMENT DE LA COUR.

1863 (2 mars)-1868 (19 mai).

CHAPITRE PREMIER.

DEUX CABINETS DE CONCILIATION.

2 mars 1863-1er mars 1864.

Ministère Miraflorès-Concha. — Lutte des partis modéré, progressiste et démocratique contre l'union libérale dans le sein des Cortès. — Création du ministère d'outre-mer. —Entrée dans le cabinet d'Alonso Martinez et de Permanyer, appartenant à l'Union.— Dissolution des Cortès (12 avril 1863). — Elections. — Abstention des partis progressiste et démocratique. — Ouverture des Cortès le 4 novembre 1863. — Procès contre les protestants. — Adresses. — Commutation de peine. — Projet de loi relatif à la réforme constitutionnelle de 1857 ; il est rejeté par le Sénat. — Le cabinet donne sa démission (17 janvier 1864).
Ministère Arrazola-Lersundi. — Envoi au Pérou d'un commissaire spécial. — Opposition au chemin des Alduides. — Suspension pour quinze jours des séances des Cortès. — La reine refuse de signer la dissolution des Cortès. — Démission du cabinet.

Le marquis de Miraflorès, dont nous avons eu plus d'une fois à signaler la conduite toujours conciliante, qui était très dévoué à la dynastie et souffrait intérieurement de la voir se discréditer, était sympathique au parti modéré; mais il le connaissait trop bien pour en épouser les passions et les rancunes; il aurait voulu organiser un ministère franchement et loyalement constitutionnel, sincèrement voué

à l'examen approfondi de toutes les questions administratives et économiques. C'était tendre en ce moment à l'impossible ; sans exagération, on peut dire qu'entreprendre une pareille tâche, c'était se proposer de remplir le rôle de l'homme sobre au milieu d'une foule ivre : *sobrius inter ebrios.*

Son ministère était composé d'hommes intelligents et propres aux affaires, aussi peu mêlés que possible aux luttes des partis ; il comptait dans son sein comme personnages importants : à la guerre, le marquis de la Havane, don José de Concha ; à l'intérieur, Vaamonde, et au fomento, Moreno Lopez. Avec ces éléments, il se présenta devant les Cortès, dont les sessions furent rouvertes le 9 avril, et s'engagea à gouverner sans changer aucun des titulaires actuels des fonctions publiques et en observant la plus stricte légalité ; il attachait la plus grande importance à rallier le parti progressiste et à obtenir de lui qu'il voulût bien s'engager dans les luttes parlementaires, et conquérir l'accès au pouvoir par des voies purement constitutionnelles. C'était alors un des points les plus importants de la politique : la reine, ayant consulté ouvertement les principaux chefs de ce parti, lors de la chute d'O'Donnell, semblait avoir indiqué son intention de ne plus céder avec le même entraînement à ses sympathies modérées et à ses préjugés néo-catholiques. Devait-on avoir confiance en sa démarche? Telle était la question que se posaient alors et Olozaga, et Madoz, et le général Prim, qui, depuis son retour du Mexique, aspirait à prendre la direction du parti progressiste, abandonnée depuis 1856 par le duc de la Victoire.

Il aurait fallu au marquis de Miraflorès, pour dominer la situation, un grand talent oratoire et beaucoup de caractère. Ces qualités lui manquaient, aussi ne put-il empêcher les séances des Chambres de dégénérer en scènes violentes

où les diverses fractions, modérée, progressiste, démocratique, s'acharnaient contre l'ennemi commun, l'Union libérale.

Les orateurs les plus éminents, Rivero, Olozaga, Rios Rosas lui-même, se plaisaient à faire ressortir les insuccès de la politique d'O'Donnell et auraient voulu amener la Chambre à se déclarer contre elle; ils ne purent y parvenir, malgré l'appui non déguisé du cabinet. Les députés étaient trop engagés par leurs décisions antérieures: ils ne voulurent pas se déjuger. Posada Herrera défendit au reste avec beaucoup d'énergie le ministère auquel il avait appartenu; tout se borna à des récriminations, et le cabinet dut suspendre les séances des Cortès sans avoir pu s'y assurer de la majorité qu'il désirait (6 mai).

Nous avons vu combien, sous la direction d'O'Donnell, les questions d'outre-mer avaient pris d'importance. De grands efforts avaient été tentés par lui pour que le pays se dégageât des luttes intestines et tournât son attention vers le dehors. En dehors de la guerre du Maroc, il avait suscité de très graves questions en Cochinchine, à Santo Domingo, au Mexique. Tout cela devait-il rester en suspens après sa chute et ne fallait-il pas au contraire continuer à y dédier une sérieuse attention? Le nouveau cabinet crut, et avec raison, qu'il y avait lieu de confier à une administration spéciale la surveillance assidue de tous ces graves intérêts, et décida la création d'un ministère spécial qui prit le nom de ministère d'outre-mer (ultramar).

Pour remplir ce nouveau poste, et pour remplacer le ministre du fomento, passé aux finances, deux vacances existaient dans le cabinet. Miraflorès, toujours conciliant, crut qu'il y aurait sagesse à appeler auprès de lui deux hommes importants de l'Union libérale, don Alonso Martinez et l'avocat Permanyer. Le premier fut désigné pour le minis-

tère du fomento, et le second pour celui d'outre-mer (4-6 août). En agissant ainsi, Miraflorès n'avait qu'un but, servir les intérêts de la couronne, qui s'élèverait d'autant plus que les fractions mieux équilibrées se contrebalanceraient davantage; au fond, il changea complètement l'axe qu'il avait, à l'origine, donné à sa politique; il mécontenta tous ceux qui, par la chute de l'Union libérale, avaient conçu des espérances de prochain avènement, tandis qu'il fit sortir les unionistes de leur découragement, leur laissa croire qu'ils n'avaient été que temporairement écartés du pouvoir, et qu'ils ne tarderaient pas à le recouvrer en totalité. Quant à O'Donnell, alors absent de Madrid, il fit savoir qu'il voyait avec beaucoup de peine des hommes, sur lesquels il avait toujours le plus compté, faire partie du cabinet qui venait de lui succéder.

L'état des esprits ne devait pas tarder à se manifester d'une manière éclatante : les Cortès, dont les séances avaient été suspendues le 6 mai, ayant été dissoutes le 12 août, il en avait été convoqué de nouvelles, appelées à se réunir le 4 novembre suivant. Les élections étaient fixées au 11 octobre ; une période électorale se trouvait donc ouverte, dans laquelle tous les partis pouvaient prendre la parole et faire connaître leurs véritables intentions.

Les progressistes parlèrent les premiers (8 septembre) ; ils déclarèrent qu'ils s'éloignaient définitivement de la vie publique, qu'ils se retiraient dans l'attitude la plus pacifique pour garder avec la foi en leurs principes l'espérance de les voir un jour sincèrement appliqués en Espagne. Pour eux, le régime vraiment constitutionnel n'existait plus ; on l'avait supprimé ; la liberté du peuple espagnol était réduite à de vaines formules. La lutte électorale n'était qu'un simulacre ridicule, n'ayant de vérité que dans les vices qu'il faisait contracter aux mœurs et à l'administration, dans les

faveurs injustes et odieuses qu'il distribuait, et dans le désordre qu'il fomentait partout.

Ils se plaignaient de ce qu'une circulaire du ministre actuel de l'intérieur eût limité le droit de réunion ; ce droit, pour eux, était imprescriptible, et, afin de le conserver intact, ils aimaient mieux s'abstenir de voter, se priver de faire résonner dans le Parlement l'écho de leurs paroles.

Ils affirmaient hautement que le Conseil des ministres avait été appelé à choisir à l'avance les noms des députés appelés à l'honneur de représenter la nation ; « chaque gouverneur de province connaissait ceux qu'il devait faire élire et se préparait à les désigner aux districts : ceux-ci étaient disposés à obéir. Voilà comment devaient être élues les prochaines Cortès.

« Peu leur importait d'être accusés de quitter le terrain légal pour devenir révolutionnaires ; si, par cette épithète, on voulait dire qu'ils n'étaient pas des hommes d'ordre et de tranquillité, c'était une vaine injure qui leur était adressée. Ils avaient fait leurs preuves ; les amis du désordre sont uniquement ceux qui, pour dominer, cherchent à s'emparer du pouvoir, à le garder pour eux et leur petite coterie, qui trouvent des prétextes pour changer de nom, et qui, professant les mêmes principes en n'ayant foi dans aucuns, se font la guerre entre eux, sans autre idée que celle de se répartir le butin. »

Ce manifeste était signé par Olozaga, Prim, Madoz, Aguirré, Sagasta, Manuel Ruiz Zorilla, Montemar, Corradi, Figuerola, en un mot par tous les principaux chefs du parti progressiste ; il fut défendu avec chaleur dans la presse par les *Novedades* et la *Iberia*. Calvo Asensio, le rédacteur en chef de ce dernier journal, étant venu subitement à mourir, ses funérailles furent l'occasion d'une manifestation imposante. Au moment même où il déclarait

s'abstenir, le parti progressiste put montrer, par le concours de la population qui voulut exprimer ses profonds regrets pour la mort prématurée d'un jeune polémiste justement apprécié (18 septembre), qu'il avait encore de profondes racines dans le pays.

Les démocrates suivirent la même ligne de conduite que les progressistes et avec plus de fondement; car, tandis que Miraflorès tenait expressément à voir les progressistes disputer le pouvoir à leurs adversaires, c'est à peine s'il consentait à admettre la légalité du parti démocratique; les réunions électorales provoquées par ce dernier étaient menacées de dissolution par les gouverneurs; on le traitait presque ouvertement en ennemi. Dans le manifeste publié à cette occasion par Orense, Rivero, Garcia Ruiz, Figueras, Castelar, Becerra, etc., on protestait aussi contre la corruption électorale, qui faussait systématiquement le régime constitutionnel.

Du reste, les démocrates ne se plaignaient pas de telle ou telle mesure, de telle ou telle circulaire, mais du système en général. Ils attaquaient les restrictions arbitraires apportées à tous les droits, l'éloignement des urnes du plus grand nombre, les pratiques administratives s'opposant à toute indépendance, la méconnaissance de tous les droits individuels. Actuellement, il n'y avait pour eux qu'un seul électeur, le gouvernement; qu'une seule urne, celle du ministère de l'intérieur, dans laquelle étaient jetés à l'avance les bulletins de tous les députés.

Dans ces conditions, disaient-ils, à quoi bon lutter? Ce ne serait pas une lutte franche, ce serait une immolation volontaire. Ce serait accepter le suicide.

La conséquence de ces abstentions devait être un triomphe facile pour le parti conservateur en général; mais comme devant l'électeur aucune nuance sensible ne per-

mettait de distinguer l'unioniste du modéré, il devait se créer, comme il se créa en réalité, une majorité ministérielle très instable, incapable d'offrir une assiette solide aux divers hommes d'Etat que le caprice de la cour pourrait appeler au ministère. Lorsqu'il s'agit de choisir le président du Congrès, 160 voix se portèrent sur Rios Rosas, alors séparé du groupe unioniste, et 98 choisirent M. Mon, qui tendait à se rapprocher de l'Union libérale; des divergences profondes, au sujet des affinités personnelles, divisaient, au fond, cette représentation, qui en apparence avait certaine communauté d'idées quant au point de vue politique.

Dans le discours d'ouverture prononcé en séance publique le 4 novembre 1863, la reine annonça la présentation d'un nouveau projet de loi relatif à la réforme constitutionnelle de 1857, réforme qu'elle avait sanctionnée déjà, et qui cependant était restée en suspens sur certains points. Le but de ce projet était de rendre aux Corps législatifs le droit de réformer eux-mêmes leurs règlements, et de conserver l'hérédité aux fonctions de sénateur, sans cependant introduire un régime de privilège dans le système des successions. Deux autres projets devaient également être présentés, l'un relatif à la liberté de la presse, et l'autre à l'ordre public. La reine ne faisait aucune allusion à l'abstention des deux grands partis progressiste et démocrate, comme si leur éloignement de toute participation à la vie politique était considéré comme chose normale. En revanche, il lui fallait, à son regret, annoncer que la paix avait été troublée à l'île de Santo Domingo; il avait fallu y envoyer des troupes nombreuses, afin de conserver intact l'honneur du pavillon espagnol.

C'est sur le nouveau plan de réforme constitutionnelle que s'engagea la lutte parlementaire aussitôt après la nomination du président et la vérification des actes.

L'Union libérale, au lieu de se grouper autour d'Alonso Martinez, préféra suivre les conseils d'O'Donnell et de Posada Herrera, et se déclara en hostilité ouverte contre le ministère. Elle fut aidée, dans cette campagne, par le général Narvaez, mécontent de voir qu'il n'avait pas été immédiatement appelé le jour où le palais avait voulu rompre avec l'Union libérale, et par toute la fraction du parti modéré, qui tendait à un régime d'absolutisme néo-catholique. Cette fraction, dans le projet du marquis de Miraflorès, relatif au Sénat, avait été vivement froissée de ce qu'on n'eût pas demandé en même temps le rétablissement des majorats ou substitutions. Que lui importait dès lors, sans cette disposition, l'hérédité sénatoriale? Au lieu de soutenir un projet qui lui accordait un nouvel avantage, elle aima mieux le combattre, pour réserver au moins à la couronne le droit de faire elle-même les règlements des Chambres.

Le marquis de Miraflorès ne résistait pas non plus, à ses yeux, avec assez d'énergie aux réclamations des puissances étrangères, présentées en foule à propos de jugements prononcés en vertu de la loi espagnole contre les propagateurs de la religion protestante. Sur les pressantes instances des néo-catholiques, un procès s'était engagé à Grenade contre divers pasteurs protestants, Matamoros, Bustamante et consorts, dont le seul crime était de pratiquer ouvertement, en Andalousie, le culte réformé; il en était résulté un jugement, d'après lequel plusieurs pasteurs et missionnaires protestants avaient été condamnés aux galères. Aussitôt que cette inique sentence avait été connue, une immense clameur s'était élevée de tous les pays protestants, et des adresses avaient été envoyées de toutes parts à la reine d'Espagne pour la prier de commuer la peine. Les fanatiques du palais, la sœur Patrocinio, le père Claret, le roi, tout ce

monde de soutanes et de folies, voulaient sauvegarder par une mesure sévère l'intégrité de la foi catholique; mais Miraflorès dut se faire l'écho de l'opinion publique européenne. Il fit voir que l'on ne pouvait mépriser les adresses envoyées; une seule contenait 30 000 signatures, parmi lesquelles figuraient celles des dames les plus distinguées de la société protestante de Paris. Il fallut transformer en bannissement la peine des galères; à ce prix, l'opinion se calma, mais le palais, à qui sa proie avait été arrachée, garda rancune au ministre qui la lui avait enlevée. Sa vengeance ne se fit pas attendre longtemps [1].

Les membres du cabinet s'aperçurent bientôt que jamais on ne les laissait traiter les affaires directement avec la reine; le roi était en tiers dans toutes les entrevues qu'ils avaient avec elle. Puis, tous les fonctionnaires supérieurs du palais, qui étaient en même temps sénateurs, ne cachaient pas leur opposition au projet de réforme présenté par le gouvernement; ils votèrent contre, et contribuèrent à ce qu'il fût repoussé au Sénat par 86 voix contre 54, le 15 janvier 1864.

Devant cet échec, Miraflorès dut s'avouer vaincu; tout lui manquait à la fois : la confiance de la reine, le palais pour lequel cependant il combattait, les modérés qui suivaient les inspirations de Narvaez, les progressistes qui s'abstenaient pour ne pas être absorbés par l'Union libérale, et les unionistes, plus engagés avec O'Donnell qu'avec

[1] Toutes les exagérations de la vieille société espagnole, son goût pour les processions, pour les courses de taureaux, sa haine pour les hérétiques, trouvaient grâce devant la reine Isabelle. On voulait la décider à empêcher une procession à propos de la fête du 2 mai 1863. Isabelle tenait, au contraire, à ce qu'elle eût lieu, malgré les dangers qu'elle aurait pu faire courir à la population française établie à Madrid. « Oui, disait-elle, il y aura procession, parce que moi je suis Espagnole, très Espagnole, de celles du faubourg de la Paloma, qui portent le poignard à la jarretière. »

Alonso Martinez. Sur qui pouvait-il s'appuyer? Il présenta sa démission et celle de ses collègues; elles furent aussitôt acceptées.

La première idée de la reine fut d'offrir sa succession aux deux présidents des Chambres, à Rios Rosas et au marquis del Duero. Le premier ne voulut pas accepter, et le second abandonna la mission à la première difficulté qu'il rencontra dans la formation de son cabinet. Après ces deux échecs, la reine se décida à s'adresser à l'ancien élément modéré, mais en faisant complètement abstraction de son chef naturel, le général Narvaez; elle espérait ainsi ramener les progressistes, dont l'abstention complète commençait à l'effrayer, et qui comptaient arriver à une reconstitution plus rapide de leur parti, en ayant à lutter contre leurs vieux adversaires, les modérés, que contre l'Union libérale. Prim particulièrement affectait de se montrer plus favorable à cette combinaison qu'à toute autre, dans laquelle seraient entrés les amis d'O'Donnell.

A la présidence du conseil fut donc appelé don Lorenzo Arrazola, qui se chargea en même temps des affaires étrangères. Il eut pour collègues : à grâce et justice, don Fernando Alvarez; aux finances, Trupita; à la guerre, Lersundi; à l'intérieur, Benavides; à fomento, Moyano; à outre-mer, Castro, et à la marine, l'amiral Rubalcaba (17 janvier).

Avoir la confiance de la reine, l'appui du général Prim, la condescendance du parti progressiste, c'était posséder quelques éléments de succès; mais cela ne pouvait prévaloir contre la mauvaise volonté de Narvaez et d'O'Donnell, et les dispositions des Chambres, où ces deux personnalités exerçaient une influence considérable. Aussi la durée de ce cabinet fut-elle très courte; il n'eut pas plus de quarante-trois jours d'existence, et encore eut-il soin de sus-

pendre les séances des Cortès dès le 30 janvier, sans quoi il eût encore moins vécu.

Son passage dans les affaires est resté marqué par deux incidents notables : d'abord une opposition très vive à l'idée d'un chemin de fer international par la vallée des Alduides que désirait le gouvernement de Napoléon III et que patronnaient fortement le banquier Salamanca et ses amis, puis l'envoi au Pérou d'un agent accrédité qui paraît avoir été envoyé exprès pour soulever dans ce royaume une question du genre de celle qui venait de mettre le feu au Mexique.

Il faut croire que le parti modéré était jaloux de la politique d'expansion de l'Union libérale et qu'il tenait à prendre à son tour une initiative comme celle qui avait amené les guerres de Santo Domingo et du Mexique; car la dépêche officielle qui accréditait comme commissaire spécial près le Pérou don Eusebio de Salazar y Mazarredo est du 18 janvier, un jour seulement après la formation du ministère Arrazola. Pour qui allait-on chercher au Pérou un trône qu'on n'avait pu édifier au Mexique ?

D'abord très vivement émus par la crise qui, en éloignant le cabinet Miraflorès avait renversé deux des leurs, et ramené les modérés au pouvoir, les unionistes se remirent bientôt de leur première impression ; ils songèrent à s'appuyer sur la majorité du Congrès et à former une phalange compacte, qui pût devenir une force gouvernementale. En même temps un autre groupe de députés se constituai sous le titre de Centre parlementaire et la direction d'Alonso Martinez, avec la pensée de faire à son gré pencher la balance soit du côté des unionistes, soit de celui des modérés.

En ce moment, tout au souvenir de son dernier échec, M. Martinez ne voulait que faire la guerre au ministère qui

l'avait remplacé, et usait de sa haute influence pour lancer le Congrès dans une voie d'opposition.

Arrazola était trop habitué aux luttes parlementaires pour ne pas comprendre qu'il lui serait impossible de gouverner constitutionnellement, dans les dispositions d'esprit où se trouvaient les députés ; il comprit qu'en face des unionistes, armés et puissants comme ils l'étaient, l'ancien élément modéré *historique* avait perdu toute raison d'être, et n'exerçait plus d'action sur la génération présente ; il demanda à la reine de signer la dissolution des Cortès, et, n'ayant pu l'obtenir, se démit avec tous ses collègues (2 mars).

La reine avait dit plusieurs fois au général Prim qu'elle voulait lui donner le pouvoir. L'occasion se présentait ; on pouvait lui accorder la dissolution refusée à Arrazola, et le mettre en mesure de réconcilier le parti progressiste avec la couronne. Prim fit savoir qu'il était prêt à accepter la difficile mission de prendre en main les rênes des affaires ; mais ce qu'on lui avait fait espérer n'était qu'un leurre[1] ; on ne songeait pas à l'appeler ; on n'avait voulu que faire naître chez lui une certaine ambition afin d'empêcher les progressistes de se porter à quelques desseins violents.

[1] A propos de cette mésintelligence, l'anecdote suivante a été mise en circulation par des amis du général Prim.

La reine et le général, après s'être longtemps entretenus, étaient au moment de se quitter ; il y avait eu entente parfaite des deux côtés. Isabelle n'avait épargné aucune prévenance pour faire croire à ses bonnes dispositions envers les progressistes. Prim, de son côté, avait témoigné d'un dévouement absolu envers sa souveraine. Mais, au moment de sortir du cabinet royal, Prim s'aperçut tout à coup, en fixant son regard sur une glace, que la reine, derrière lui, saluait son départ par un pied de nez et se félicitait elle-même ainsi du bon tour qu'elle venait de lui jouer. Quelle confiance, après une telle gaminerie si maladroitement exprimée, pouvaient désormais inspirer au général les promesses royales? C'est de ce jour qu'il devint l'ennemi irréconciliable de la reine.

C'est à M. Mon, qu'elle savait disposé à pencher du côté des unionistes, que la reine résolut de s'adresser; elle ne comprit pas alors qu'en mécontentant le général Prim, qui se jugea trompé et mis en ridicule devant son parti, elle irritait contre elle à tout jamais l'homme qui devait et pouvait le plus contribuer à la renverser du trône.

CHAPITRE II.

LES OBSTACLES TRADITIONNELS.

2 mars 1864-19 avril 1865.

Ministère Mon-Canovas del Castillo. — Opposition d'O'Donnell à l'entrée de don Alonso Martinez dans ce cabinet. — Participation considérable qui y est accordée à l'Union libérale. — Abrogation complète de la réforme constitutionnelle de 1857. — Durée de la session des Cortès prolongée jusqu'au 23 juin. — Relations de la reine avec la famille impériale de France. — Banquet progressiste du 3 mai. — Tentatives de conspiration militaire. — Internement du général Prim à Oviédo. — Ulloa se plaint du manque d'homogénéité du cabinet; il offre sa démission. — Mon présente à la reine la sienne et celle de ses collègues (15 septembre 1864).
Ministère Narvaez-Arrazola. — Circulaire du ministre de l'intérieur du 19 septembre. — L'internement de Prim est levé. — Amnistie des délits de presse. — Dissolution du Congrès. — Nouvelles élections et convocation des Cortès fixées aux 22 novembre et 22 décembre. — Démocrates et progressistes continuent leur politique d'abstention. — Les unionistes seuls soutiennent la lutte. — Elections favorables aux modérés. — Triste peinture de la situation générale faite par le discours d'ouverture de la reine. — Rupture avec le Pérou. — Mauvais état des finances. — Projet de contribution anticipée de 600 millions. — *El Rasgo.* — Evénements des 9 et 10 avril. — Négociation de billets hypothécaires autorisée jusqu'à 300 millions. — Dissolution de la municipalité de Madrid. — Réouverture des séances des Cortès (19 avril 1865).

Don Alejandro Mon avait déjà occupé le ministère en diverses circonstances; beau-frère de M. Pidal, il n'était pas, comme lui, resté attaché au vieux parti modéré, et s'était montré souvent disposé à partager le pouvoir, soit avec les *puritains*, soit avec les unionistes ; la reine, en l'appelant au pouvoir, continuait à indiquer son désir de fondre en un seul parti conservateur tous ceux qui se ralliaient sous la bannière du modérantisme et de l'Union libérale.

Il y avait seulement cette fois cette grande différence, c'est qu'elle accueillait Mon, en sachant à l'avance que celui-ci irait puiser ses inspirations chez O'Donnell et se mettrait d'accord avec lui pour l'impulsion à donner aux affaires.

C'était la seule façon d'avoir la majorité dans les Chambres. L'influence d'O'Donnell prévalut dans la composition du cabinet, même sur celle de Mon, qui aurait voulu y faire entrer don Alonso Martinez. Le duc de Tetuan s'y opposa énergiquement et fit triompher sa volonté ; il ne pouvait oublier les beaux discours prononcés par cet homme d'Etat, à propos de la réforme constitutionnelle de 1857, discours dans lesquels il avait été si bien démontré que l'Union libérale, comme l'ancien parti modéré, n'avait aucune fixité dans ses principes et se résumait dans la volonté d'un homme. Ces discours n'avaient pu empêcher la chute du marquis de Miraflorès, mais ils avaient porté un très grand coup à l'Union libérale, diminué son crédit, affaibli son prestige, et O'Donnell sentait bien que la décomposition de ce parti ruinait ses propres forces.

A la place d'Alonso Martinez, O'Donnell fit entrer dans le cabinet un autre homme d'Etat qui lui était entièrement dévoué, Canovas del Castillo, l'un des rédacteurs du programme de Manzanarès ; on lui donna le portefeuille de l'intérieur. L'inévitable Salaverria revint aux finances, et avec lui, deux autres unionistes furent chargés de fomento et d'ultramar, Ulloa et Ballesteros. Don Alejandro donna le portefeuille de la guerre au général Marchesi, et celui de la marine à Pareja. L'ancien chef du ministère puritain, qui avait été successivement ambassadeur à Rome et à Mexico, Pacheco, fut chargé des affaires étrangères ; grâce et justice fut donné à un modéré, qui avait été plusieurs fois président du Congrès, Mayans.

Il y avait dans ces éléments certaines garanties de main.

tien du régime constitutionnel et de libéralisme; ils étaient réunis avec assez de soin pour qu'on pût arriver à réunir une majorité dans le Congrès; aussi le cabinet put-il s'occuper assez sérieusement des affaires, et parvint-il à faire adopter des dispositions législatives nouvelles, sans soulever les orages qui avaient amené la chute de ses deux prédécesseurs.

Et d'abord, il parvint à liquider cette question de la réforme constitutionnelle qui, en 1857 et en 1863, avait sans aucun profit occupé tant d'intelligences et fait prononcer tant de discours. Il fut décidé que la réforme de 1857 serait purement et simplement abrogée et que la Constitution de 1845 régirait seule dans sa parfaite intégrité.

C'était la solution qui s'imposait, du jour où le Sénat avait manifesté qu'il aimait mieux point d'hérédité que l'hérédité sans majorats.

On put également, sans aucune difficulté, pendant la session qui dura jusqu'au 23 juin, faire voter des lois importantes sur la sanction pénale des délits électoraux, sur les incompatibilités, sur le commerce de la poudre ; on put aussi examiner avec quelque attention les budgets. Le gouvernement fut autorisé à négocier, par voie d'adjudication publique, une quantité de rentes 3 pour 100, suffisante pour produire 600 millions, dont 450 devaient servir à éteindre les déficits, et 150 millions à des dépenses d'outre-mer [1]. Les deux projets annoncés dans le discours d'ouverture du 4 novembre sur la liberté de la presse et sur l'ordre public furent mis en discussion, sous l'empire d'une certaine agitation produite par des banquets progressistes. La Chambre, très conservatrice, introduisit dans ces projets des dispositions d'une excessive sévérité ; à propos de la

[1] Cette adjudication eut lieu au taux moyen de 41,68.

loi sur la presse, elle ne craignit pas de renvoyer les journalistes devant les conseils de guerre, et à propos de la loi sur l'ordre public, elle porta une forte atteinte au droit de réunion.

En réalité, les travaux parlementaires n'occupaient plus l'attention publique; on sentait déjà vaguement que, comme avant 1854, la couronne se posait face à face du pays, que la lutte s'établissait entre le trône et la nation, et les seuls événements sur lesquels on discutait avec passion étaient ceux qui pouvaient faire prévoir l'issue de cette lutte engagée entre ces deux forces.

Le palais de Madrid avait été longtemps inquiet du refroidissement que l'ordre de rembarquement donné par Prim aux troupes espagnoles envoyées sur le territoire mexicain avait créé dans ses relations avec la cour impériale de France ; mais peu à peu ses craintes avaient disparu. Un voyage de l'impératrice en Espagne, dans le cours de l'année 1863, avait rétabli, en apparence au moins, une harmonie que rendait nécessaire une lutte commune contre la démocratie ; on songea à Madrid, dans l'été de 1864, à profiter de l'inauguration du chemin de fer du Nord de l'Espagne pour envoyer à Paris le roi don Francisco, qui serait chargé de rendre à l'impératrice sa visite. Le résultat de ce voyage fut d'éclairer un peu don Francisco sur les dangers auxquels il exposait la dynastie de gaieté de cœur ; il promit de ne pas s'opposer à un nouveau voyage de la reine Christine, qui devait donner à sa fille le conseil de ne pas s'engager dans une voie trop réactionnaire, et de ne pas persister dans son opposition à la reconnaissance du royaume d'Italie. On obtint de lui ces promesses dans l'enivrement des fêtes dont on l'entoura ; mais à peine de retour à Madrid, il devait retomber sous l'influence de la sœur Patrocinio et du père Claret, et continuer à créer les mêmes embarras à tous les ministres.

Pendant ce temps, l'attitude des progressistes, et principalement de leur chef alors reconnu, le général Prim, devenait de jour en jour plus révolutionnaire. Désintéressés de la lutte parlementaire, ils s'étaient mis à agiter l'opinion, à conspirer et à chercher dans l'armée des partisans capables d'essayer un coup de force.

Un premier banquet avait eu lieu, le 3 mai 1864, au théâtre des Champs-Elysées; don Salustiano de Olozaga, dont la haine contre la dynastie s'expliquait facilement par la conduite tenue à son égard après la révolution de 1843, avait déclaré hautement qu'Espartero ne pouvait plus garder la direction du parti, puisqu'il était trop disposé à s'incliner devant les obstacles traditionnels, et que ceux-ci étaient de telle nature que, pour assurer le triomphe de la liberté et du progrès, il n'y avait plus qu'à les briser. Ce discours avait trouvé de l'écho chez tous ceux qui voulaient s'allier aux démocrates et aux républicains; mais les militaires, sur lesquels surtout voulait s'appuyer Prim, et qui n'entreprennent généralement les révolutions que dans un esprit d'ambition et d'avancement, n'avaient pas accueilli avec enthousiasme cette déclaration. Les jeunes officiers voulaient se ranger autour d'un nouveau chef pour conquérir avec lui les positions que le mouvement de 1854 avait données aux généraux unionistes; ils n'allaient pas plus loin. Ils avaient encore le culte d'Espartero, prétendant à la fois être fidèles à la liberté et à la reine, alors même que la reine se montrait sympathique aux absolutistes et aux catholiques. Une première conspiration militaire, ourdie pour éclater à la suite du banquet, manqua par le fait de cette disposition d'esprit des officiers; il fallait encore du temps pour que la nécessité de renverser les obstacles traditionnels s'imposât à tous.

Le mouvement, ainsi manqué le 3 mai, fut préparé à

nouveau pour le 6 juin ; mais le gouverneur de Madrid fut avisé du complot et put, ce jour-là, prendre ses mesures pour l'empêcher. Prim se vit dans l'obligation de quitter la capitale, sous prétexte d'aller prendre les bains de Panticosa ; plusieurs journalistes furent soumis au conseil de guerre et eurent le bonheur d'être absous, grâce à la complicité de quelques-uns des officiers appelés à les juger.

Il y eut une autre tentative dans la nuit du 6 au 7 août ; Prim était accouru pour donner son concours : on comptait sur le régiment de Savoie. Cette fois encore le plan avorta ; des officiers et des sergents de ce régiment, soumis au conseil de guerre, furent encore acquittés ; seulement Prim fut interné à Oviedo, et le général Contreras à la Corogne. Il paraît que ce dernier était innocent de toute participation au complot ; forcé de quitter le chevet de sa fille expirante, il en conçut un tel ressentiment, que de ce jour il jura haine acharnée à la reine, et devint un de ses plus ardents ennemis.

O'Donnell, que ses nombreuses relations dans l'armée mettaient au courant de toutes les conspirations qui s'y tramaient, eut la pensée qu'une politique de répression violente, aussi bien contre les progressistes que contre les démocrates, pouvait seule maintenir l'état de choses existant. Il s'en ouvrit à ceux des ministres qui écoutaient plus volontiers ses inspirations : Canovas, Ulloa, Salaverria, et d'un commun accord il fut convenu qu'on ouvrirait une nouvelle crise ministérielle. Ulloa le premier annonça son intention de se retirer, sous le prétexte que le cabinet n'avait pas l'homogénéité suffisante pour procéder à des élections générales, devenues nécessaires afin de pouvoir faire face à toutes les éventualités. Ses paroles ayant trouvé de l'écho dans le conseil, Mon crut devoir présenter à la reine

sa démission et celle de tous ses collègues (16 septembre).

Isabelle savait bien que le véritable auteur de cette crise était le duc de Tetuan; elle l'appela auprès d'elle pour lui demander conseil, et dans cette entrevue O'Donnell affecta de signaler qu'à ses yeux la répression contre le progrès des idées démocratiques lui paraissait tellement nécessaire, qu'il appuierait même un ministère de Narvaez, si celui-ci voulait se mettre à la tête d'une politique de résistance. Approuvant aussitôt cette idée, la reine fit appeler le duc de Valence, qui ne put croire sérieusement à la sincérité des paroles de son rival. Pour lui rien ne semblait nécessiter une active répression; on voulait seulement le discréditer; s'il prenait le pouvoir, ce serait pour être libéral, plus libéral encore que Riego; et la reine pouvait être sûre d'avance que, le jour où il prendrait sérieusement cette attitude, il cesserait d'être aidé et soutenu par le duc de Tetuan.

Sans lui demander d'engagement dans un sens ou un autre, la reine Isabelle s'empressa de lui donner la présidence du conseil, et dès le 16 septembre un nouveau cabinet était formé sous ses auspices, dans lequel il appelait à l'intérieur Gonzalez Bravo, aux affaires étrangères Llorente, à la guerre Cordova, aux finances Barzanallana, à grâce et justice Arrazola, à outre-mer Seijas Lozano, à fomento Galiano et à la marine Armero.

Tous s'étaient engagés à soutenir une politique libérale, et le pays en fut averti par une circulaire du ministre de l'intérieur en date du 19 septembre. En même temps le général Cordoba levait le décret d'internement qui pesait sur le général Prim, et une amnistie était accordée pour tous les délits de presse. L'Etat abandonnait toutes les amendes imposées de ce fait depuis le 1er janvier 1857 et s'engageait même à rendre celles qui avaient été payées.

Le Congrès fut dissous, des élections générales fixées au 22 novembre et les nouvelles Cortès convoquées pour le 22 décembre.

Comme, malgré les conseils de la reine Christine, de retour à Madrid le 30 septembre, aucun effort sérieux de conciliation n'avait été fait par la Cour auprès des progressistes, ceux-ci n'avaient aucune raison pour modifier dans la lutte électorale leur politique d'abstention ; ils y insistèrent pour la plus grande majorité de plus en plus, quoique cependant on vît se former, avec le concours de MM. Figuerola, Madoz, La Torre et La Serna, un petit comité qui manifesta le désir d'entrer dans la lutte légale. Dans le manifeste qui fut publié le 29 octobre au nom du parti pour conseiller l'abstention fut glissée la phrase suivante, qui eut un grand retentissement dans tout le pays : « Nous avons appris dans la stérilité législative des derniers combats parlementaires que rien de fécond ne peut venir dans le champ de l'obscurantisme, et que tous les efforts viennent se briser contre les *obstacles traditionnels.* »

Cette parole impliquait de la part des progressistes une scission définitive avec Isabelle, scission, du reste, déjà consommée, et à laquelle il s'agissait seulement de préparer les esprits.

Les démocrates, qui à ce jeu des progressistes voyaient incessamment s'accroître leur phalange, se gardèrent bien de prendre une autre attitude. De leur part, rien d'extraordinaire à les voir persévérer dans l'abstention, mais il y eut cette fois ce fait très curieux, que les unionistes, très mécontents de la dissolution, eurent, eux aussi, la pensée de s'abstenir. Ils se décidèrent à ne pas se servir, cette fois, de cette arme politique, mais ils déclarèrent en même temps que le jour pourrait venir où ils penseraient à l'employer.

Naturellement le résultat devait être favorable au parti

conservateur, et plus encore, Narvaez étant au pouvoir, aux modérés. Il en fut ainsi en effet, et l'Union libérale, naguère si arrogante et si fière, eut le regret de se voir reléguée par les comices électoraux sur un plan secondaire.

Lorsqu'on approcha du jour de l'ouverture des Cortès, le gouvernement proposa à la reine d'annoncer au pays l'abandon définitif de Santo Domingo. A quoi bon garder une colonie qui, après s'être donnée volontairement, voulait se reprendre? A quoi bon soutenir sans profit deux guerres, l'une contre les Haïtiens, l'autre contre les Dominicains? A quoi bon payer éternellement des dettes qui épuisaient le Trésor sans faire espérer le moindre profit?

Narvaez avait mille fois raison de répudier ce dangereux présent fait par O'Donnell à la nation espagnole; seulement, lorsqu'il fallut annoncer cette répudiation nécessaire, voilà tout à coup le courage qui manque à la patriotique Isabelle. Comment! abandonner elle-même un pouce du territoire réuni sous son règne à la monarchie espagnole. Non, elle ne commettrait pas cette faute; jamais elle ne consentirait à prononcer des paroles honteuses.

Et là-dessus une crise s'ouvre pendant plusieurs jours. La présidence passe du marquis de Novalichès à Isturitz, jusqu'à ce qu'enfin une réconciliation intervienne sous les auspices du gouverneur civil de Madrid entre la reine et ses ministres. Elle demande seulement, ce qui lui est facilement accordé, que la question soit portée devant les Cortès dans toute son intégrité. Mais de telles scènes, se renouvelant souvent, discutées, commentées partout, contribuaient à jeter sur elle le plus grand discrédit. Un gouvernement régulier ne peut être ainsi soumis à des caprices de femme.

La question de Santo Domingo n'était pas la seule dans

laquelle l'Espagne fût engagée ; l'agent envoyé l'année précédente par M. Arrazola au Pérou était parvenu rapidement à créer un conflit entre cette République américaine et l'Espagne. Nous aurons occasion de revenir sur les incidents qui y donnèrent lieu et de démontrer avec quelle légèreté, ou plutôt quelle préméditation malheureuse, on s'y engagea. En tout cas, le discours d'ouverture devait obligatoirement faire ressortir que si les relations diplomatiques étaient assez cordiales avec toutes les puissances, il y avait cependant une exception lamentable en ce qui concernait le Pérou.

De plus, il fallait convenir que la situation financière allait chaque jour se présentant sous de plus noires couleurs. Le temps n'était plus où les capitaux étrangers se précipitaient en foule sur la péninsule pour y chercher un emploi lucratif. On commençait à noter un grand resserrement dans les crédits que les grandes banques étrangères avaient ouverts aux nouvelles sociétés de crédit en Espagne. Et pour ce pays, qui ne dispose par lui-même que de très peu de capitaux, ce resserrement est toujours l'annonce de grandes misères : les bourses de Paris et de Londres se montraient mécontentes de ce qu'au lieu d'amortir les dettes de son pays, O'Donnell se fût lancé dans de nouvelles opérations coûteuses. L'époque des vaches grasses était passée ; on entrait dans celle des vaches maigres. Sans consigner toutes ces causes, le discours d'ouverture avouait, et c'était assez pour accroître l'inquiétude générale, que l'état des finances exigeait un long et sérieux examen.

Réunies sous ces auspices, les Cortès auraient dû prendre quelques mesures énergiques en vue des désastres qui s'annonçaient. Les orateurs trouvèrent plus commode de se borner à être prophètes de malheurs. L'un d'eux, appartenant au parti carliste, Aparisi y Guijarro, prononça un

grand discours pour annoncer la menace imminente d'une grande révolution sociale.

Cependant, les besoins du Trésor croissant de jour en jour, le ministre des finances insistait pour être autorisé à prélever sur les contribuables une anticipation forcée de contribution qui s'élèverait jusqu'à 600 millions de réaux. A cette nouvelle, le pays tout entier qui, depuis quelques années, n'avait plus entendu parler de ces malheureuses combinaisons de l'ancien temps, commença à s'agiter; des réclamations furent adressées de tous côtés aux Cortès.

Il surgit alors dans l'esprit des administrateurs du patrimoine royal l'idée de faire une opération de crédit considérable; c'était de faire aliéner par l'Etat une part des domaines dépendant de la couronne et d'en distribuer ainsi le prix : 25 pour 100 seulement reviendraient à la reine; elle abandonnait généreusement à la nation les 75 pour 100 restants. En apparence, c'était un acte de munificence inouï; au fond, c'était tout simplement l'attribution, à la fortune personnelle de la reine, du quart des propriétés de la couronne, toujours inaliénables et devant rester entre les mains de la nation.

Parmi les modérés, les ministres et même les progressistes, on feignit d'accueillir avec enthousiasme la proposition de la reine, alors même qu'un sourire narquois apparut sur les lèvres de tous les hommes d'Etat un peu sérieux qui étaient obligés d'en parler. Mais les démocrates n'avaient pas les mêmes raisons de se taire; il leur appartenait de faire comprendre au public espagnol l'opération qui était tentée.

Ce fut Castelar qui s'en chargea, et dans un article célèbre intitulé : *El Rasgo* (le Trait), il fit vivement ressortir la tentative de spoliation odieuse qui se cachait sous le manteau d'une munificence royale.

« La reine, disait-il, se réserve les trésors de nos arts, les fertiles territoires d'Aranjuez, du Pardo, de la Casa de Campo, de la Moncloa, de San Lorenzo (l'Escurial), du Retiro, de San Ildefonso (la Granja), plus de 100 lieues carrées où le travail libre ne pourra donner ses fruits, et où la mainmorte étendra sa lèpre cancéreuse. La vallée d'Alendia, qui est la principale richesse du patrimoine, ne sera pas aliénée, parce qu'elle n'appartient pas à la couronne, et, d'après les dernières sentences, est une propriété des héritiers de Godoy. Dans le même cas se trouve la très riche propriété de l'Albuféra, cédée par Charles IV à Godoy en échange de quelques métairies à Aranjuez et de quelques terrains à la Moncloa. Après ces réserves, qu'on remette à la couronne le 25 pour 100 de tout ce qui se vendra, et que les journaux réactionnaires nous disent alors ce qui reste de ce fameux trait, qui n'est plus qu'une grande et terrible désillusion. »

Castelar était professeur d'histoire à l'Université de Madrid et avait gagné sa chaire au concours ; la cour, irritée contre lui, à cause de la publication de son article, voulut le punir, et demanda instamment que sa chaire lui fût enlevée, même sans attendre la décision du tribunal universitaire et du conseil de l'instruction publique. Celui qui remplissait alors les fonctions de recteur de l'Université, s'étant refusé à violer les règles ordinaires de la procédure, fut révoqué et remplacé. Là-dessus, grande rumeur dans toute la jeunesse des écoles ; quelques étudiants veulent donner une sérénade au recteur destitué ; l'autorité le leur permet d'abord, puis, quand la foule est amassée, des agents de police et des piquets de la garde civile vétérane se présentent, chassent les musiciens, et obligent tout le monde à s'éloigner des abords de la maison de l'ex-recteur (8 avril).

C'était un samedi : fort mécontents de l'attitude prise à leur égard, les étudiants se mirent à parcourir les rues en sifflant et en criant. Le gouvernement, de son côté, augmenta ses précautions militaires ; il mit partout sur pied ses agents de police; il fit un étalage de forces vraiment extravagant. Le moindre sifflet, le moindre cri devenait le prétexte d'une arrestation ou d'une persécution ; la troupe, mécontente, se montra d'une brutalité inouïe, même vis-à-vis de passants inoffensifs.

Le dimanche 9 avril, tout semblait fini; la ville paraissait vouloir oublier la triste scène de la veille.

Mais le lendemain, 10 avril, comme le nouveau recteur était appelé à prendre possession de ses fonctions, l'Université tout entière fut encore une fois en émoi. Des groupes se réunirent en face de l'édifice qui lui est affecté; et comme il était occupé par la garde civile, un écriteau fut apposé sur la porte, avec cette inscription : *Caserne de la garde civile.* Les groupes furent chargés par la troupe et forcés de se dissoudre; mais ceux qui les composaient se dispersèrent à travers la ville et allèrent former de divers côtés des rassemblements. Ordre fut alors, sur le soir, donné à la cavalerie de parcourir les rues, et de forcer chacun à regagner son domicile ; inconsidérément donné, cet ordre fut encore plus mal exécuté ; il en résulta que des cavaliers armés se mirent partout à charger les passants et pénétrèrent jusque dans l'intérieur des maisons. Ce fut comme une chasse au promeneur, d'où résultèrent un très grand nombre de victimes; on alla jusqu'à compter neuf morts et plus de cent blessés.

L'effet produit sur toute la population fut une panique complète ; toutes les portes se fermèrent ; Madrid était devenu un désert, ou plutôt un camp. Et comme pour témoigner de l'impression causée jusque dans les hautes classes

de la population, il arriva que le ministre du fomento, l'éminent orateur don Antonio Alcala Galiano, fut tellement saisi à la nouvelle de ces événements qui lui rappelaient un souvenir terrible du siège de Cadiz par les Français, qu'il fut immédiatement frappé en plein conseil d'une attaque d'apoplexie et mourut presque instantanément.

Il paraissait bien difficile que le cabinet se relevât d'un événement aussi terrible, qui lui aliénait toute la population de la capitale. Déjà, il avait été fort éprouvé par la mauvaise issue de la contribution anticipée de 600 millions de réaux. Le ministre Barzanallana avait dû se retirer devant l'opposition qui s'était manifestée de toutes parts contre son projet; il avait été remplacé par Alejandro Castro, qui avait proposé de réaliser de nouvelles ressources en empruntant au moyen d'une adjudication publique sur billets hypothécaires. Le Congrès, à son corps défendant, avait autorisé la négociation de 150 millions, et même de 300, si les circonstances le permettaient, et avait voté qu'au cas où l'adjudication ne produirait aucun résultat, les billets hypothécaires, pour des quantités excédant toujours 400 réaux, pourraient être répartis entre les contribuables comme emprunt forcé.

Cette combinaison, réunissant à la fois les inconvénients de l'emprunt et ceux d'une contribution forcée, avait produit dans le pays un grand mécontentement, qui s'était encore accru par la présentation d'un détestable projet de loi sur la presse. Qu'on juge dès lors de l'impopularité où le cabinet vint à tomber à la suite des événements du 10 avril.

La municipalité et la députation provinciale se déclarèrent en hostilité directe contre le gouverneur civil et la garde vétérane. Refus absolu fut fait par ces deux autorités de se mêler à toute procession ou fête dans laquelle interviendraient le gouverneur et cette garde. Et, en effet, à la

première course de taureaux de la saison, elles parvinrent, sans les laisser intervenir, à obtenir de la population l'ordre le plus parfait. Le ministère crut bien faire en remplaçant le gouverneur, et en dissolvant la municipalité pour en nommer une autre par simple décret.

On voit que la situation était bien tendue, lorsque le 19 avril vinrent à se rouvrir les séances des Cortès.

CHAPITRE III.

LES PRONUNCIAMENTOS.

19 avril 1865-10 juillet 1866.

Mécontentement produit à Madrid par les événements de la nuit de Saint-Daniel. — Violentes discussions au Sénat et au Congrès. — La majorité du Congrès se réduit à chaque vote important. — Le centre parlementaire prend une attitude d'opposition décidée. — Tentative de pronunciamento essayée par Prim à Valence. — Démission du ministère Narvaez (21 juin).

Ministère O'Donnell, Posada Herrera. — Programme d'O'Donnell. — Abaissement du cens et organisation de grandes circonscriptions. — Reconnaissance du royaume d'Italie. — Opposition du clergé à cet acte diplomatique. — Le choléra à Madrid. — Les amis des pauvres. — Les progressistes et les démocrates, malgré la nouvelle loi électorale, persévèrent dans la politique d'abstention. — Réunion des progressistes au cirque de Price, des démocrates au théâtre du Cirque. — Elections. — Ouverture des nouvelles Cortès le 27 décembre. — Troubles à Saragosse et à Lérida. — Pronunciamento de Prim le 2 janvier 1866. — Etat de siège. — Politique de répression. — Faillites. — Mauvais état des finances. — Budget de 1866-1867. — Complots tramés dans l'armée par le général Prim et ses amis. — Les sergents d'artillerie. — Le 22 juin à Madrid. — Exécutions. — Autorisations accordées par les Cortès. — La reine refuse sa confiance à O'Donnell. — Démission du ministère. — Suspension des séances des Cortès (10 juillet 1866).

Les Cortès, comme nous l'avons dit, étaient très favorables à la politique de Narvaez; néanmoins, l'opinion était tellement excitée par les événements qui s'étaient accomplis dans la capitale, que le renversement du cabinet par un vote défavorable ne parut pas impossible.

L'assaut fut d'abord tenté au Sénat; là, Prim, Gomez de la Serna, Cantero, Olañeta et le marquis de Peralès, qui depuis longtemps affectaient de ne pas prendre part aux discussions, se présentèrent pour protester contre les événe-

ments du 10 avril; leur protestation bien établie, ils se retirèrent sans attendre le vote. Mais la conduite du gouvernement fut fortement attaquée par un sénateur unioniste, et Gonzalez Bravo, pendant cinq jours de lutte ardente, eut à se défendre contre les discours les plus passionnés; il lui fallut, pour tenir tête à l'orage, faire preuve d'une indomptable énergie.

Mêmes attaques au Congrès, où le même Bravo eut à développer à nouveau, malgré une extrême fatigue, toutes ses qualités d'orateur parlementaire; il obtint enfin l'approbation de la Chambre, mais à la simple majorité de 154 voix contre 104.

Cette majorité vint encore à se réduire par l'attitude du centre parlementaire, qui, sous la conduite d'Alonso Martinez, de Canovas del Castillo et de Silvela, se décida à prendre une attitude d'opposition; ce parti prétendait et prouvait que les lois étaient violées par la présence au Congrès d'un trop grand nombre de fonctionnaires qui n'auraient pas dû y être admis. On alla de nouveau au vote sur ce point, et les ministériels ne se trouvèrent plus être que 140 contre 111 opposants; au lieu d'une différence de 55 voix, il n'y en avait plus qu'une de 29. L'opinion du Congrès ne dépendait plus que de la volonté de quinze de ses membres; situation très difficile en face d'une opinion mécontente et irritée, comme celle qui dominait à Madrid.

Le ministère, ébranlé déjà par la mort du ministre du fomento, don Antonio Alcala Galiano, et par la retraite d'un autre de ses membres, Benavides, put s'apercevoir bientôt que le palais n'entendait pas prendre sa part de la responsabilité que les dépositaires du pouvoir avaient assumée sur eux dans la fatale nuit de Saint-Daniel.

Avec le retrait de l'emprunt forcé de 600 millions, la

spéculation sur la vente des biens du patrimoine avait été arrêtée ; on avait dû se réveiller d'un songe doré; il fallait une victime expiatoire pour toutes ces contrariétés et ces déceptions; on fit comprendre à Narvaez que ce serait lui qui serait sacrifié.

Le duc de Valence crut un moment qu'il y aurait à Madrid, le 2 mai, dans l'état d'exaltation des esprits, une échauffourée qui lui permettrait d'établir partout le régime militaire et de suspendre toutes les garanties constitutionnelles ; prévenue par les journaux, la population s'abstint de toute manifestation et l'abandonna à sa mauvaise situation.

L'occasion que lui refusait Madrid, il faillit la trouver à Valence. Trois régiments, casernés dans cette ville : ceux de Bourbon, de Burgos et d'Estramadure, avaient été activement travaillés par les émissaires du général Prim, qui, depuis sa protestation au Sénat, ne dissimulait plus son intention de faire un pronunciamento militaire. Quelques-uns de ces émissaires lui avaient fait supposer que la conjuration était suffisamment préparée à Valence et qu'il n'y avait plus qu'à agir. Il n'avait, lui disaient-ils, qu'à se présenter en cette ville, et les trois régiments se mettraient immédiatement sous ses ordres.

Facilement crédule et d'une bravoure allant jusqu'à la témérité, Prim, qui préparait alors un mouvement en Navarre, partit aussitôt pour Marseille, où il s'embarqua, et arriva déguisé à Valence, dans les premiers jours du mois de juin 1865. L'un des trois colonels l'accueillit avec empressement; mais, n'ayant pas sous la main ses troupes, qui étaient disséminées dans la province, il ne put lui apporter un concours actif. Des deux autres, l'un, qui s'était déjà habillé pour la lutte, se laissa surprendre par le lieutenant-colonel avant d'avoir donné le signal de sortir de la ca-

serne, et l'autre ne voulut pas se compromettre au dernier moment. Le coup était manqué, et Prim eut toutes les peines du monde à s'échapper de Valence sans être arrêté ; il retourna en Navarre, où il rencontra les mêmes défaillances.

Malgré son insuccès, cette tentative n'eut pas moins un certain retentissement dans le pays. Le gouvernement changea toutes les autorités de la province, leur reprochant de n'avoir pas montré plus de vigilance et plus de sévérité ; mais, en somme, il n'y avait pas de preuves pour infliger de peines, et cette indulgence forcée devait avoir pour résultat d'accroître le nombre et l'audace des conspirateurs.

C'est au palais que l'on ressentit davantage le contrecoup de ce pronunciamento manqué ; la reine n'avait appelé Narvaez que dans l'espérance que la terreur qu'il inspirait la protégerait contre toute menace de sédition. Dans la nuit de Saint-Daniel, il n'avait obtenu qu'un surcroît d'impopularité ; les événements de Valence prouvaient qu'au sein de l'armée il laissait aussi se tramer des complots. Ne valait-il pas mieux, dès lors, revenir à O'Donnell, dont la présence aux affaires devait moins exaspérer les progressistes et les démocrates ? On ne tarda point à manifester cette disposition d'esprit au duc de Valence, qui s'empressa aussitôt de donner sa démission (21 juin).

O'Donnell, appelé à sa place pour occuper la présidence du conseil et former le nouveau cabinet, crut devoir faire un effort pour se rapprocher du parti progressiste ; il lui offrit, par l'entremise de Rios Rosas, trois portefeuilles ; mais il entendait conserver dans le sein du cabinet, au profit de l'Union libérale, une telle majorité, que ses offres furent rejetées ; il se décida alors à former un ministère plus homogène et, prenant pour lui la guerre, il confia l'intérieur à Posada Herrera, outre-mer à Canovas, fomento au

marquis de Vega-Armijo, grâce et justice à Calderon Collantes, et les affaires étrangères à Bermudez de Castro; son désir de concilier tous les partis n'apparaissait plus que dans la désignation, pour les finances, de ce même Alonso Martinez, que naguère il voulait exclure du pouvoir, et dans celle, pour la marine, du général Zabala, très apprécié de tous les progressistes.

Après le programme libéral de Narvaez, O'Donnell ne pouvait manquer d'en présenter un plus libéral encore. Voici les engagements qu'il prit et les satisfactions qu'il se proposa de donner à l'opinion publique :

Il déclara retirer les deux projets de loi sur la presse que le cabinet antérieur avait présentés, et vouloir laisser au jury le soin de punir les délits spéciaux, les délits communs restant affectés aux tribunaux ordinaires.

Il promit d'activer la vente des biens du clergé, et de reconnaître le royaume d'Italie.

Enfin, il présenta immédiatement aux Cortès un projet de loi électorale, qui rabaissait à 200 réaux le chiffre du cens, et organisait de grandes circonscriptions moins sujettes aux influences administratives. Ce projet, soumis aux Chambres, fut aussitôt voté par elles, par le Congrès d'abord, le 5 juillet, et par le Sénat ensuite le 11 ; ce fut comme leur testament; car la législature fut déclarée close dès le lendemain du vote du Sénat (12 juillet).

Aux yeux d'O'Donnell, le prix de ce projet de loi devait être, de la part des progressistes, une modification dans leur politique d'abstention; il avait la parole de Madoz et de Ruiz Zorrilla, que le parti rentrerait à nouveau dans la lutte électorale; il obtint même celle de Prim, qui vint exprès de Paris pour avoir avec lui une longue conférence, et à qui il promit aussi de replacer tous les chefs militaires révoqués par Narvaez. Mais, quand les comités

de province furent consultés sur la conduite à tenir, il se manifesta une volonté si nette de la part de la masse progressiste de continuer à s'abstenir, que les chefs ne purent songer à maintenir leur parole ; ils avaient assez à faire de se remettre à l'unisson de leurs troupes, qui menaçaient de les abandonner pour se jeter dans les bras du parti démocratique, chaque jour plus puissant et plus influent.

La reconnaissance du royaume d'Italie coûtait beaucoup à la famille royale, tant à cause de son attachement au Saint-Siège qu'à cause de ses liens de famille avec les Bourbons de Parme et de Naples ; néanmoins, le roi François d'Assise avait pris des engagements avec Napoléon III dans son récent voyage en France, et elle s'effectua malgré de nombreuses réclamations de prélats, malgré l'opposition de l'archevêque de Burgos, qui alla jusqu'à donner sa démission de confesseur du prince des Asturies. Il fallut, pour terminer définitivement, que le ministère éloignât du palais et le père Claret, qui fut envoyé en Catalogne, et sœur Patrocinio, qui alla visiter des couvents dans les provinces, et un secrétaire particulier de la reine, alors très en faveur auprès d'elle, don Miguel Tenorio, qui fut invité à voyager en Andalousie.

Le clergé espagnol, dans son excessif mécontentement, lança ses foudres contre la reine, qui se trouva alors très vivement attaquée par les masses absolutistes, au même moment où les masses libérales, ralliées aux démocrates, lui devenaient de plus en plus hostiles.

L'été de 1865 fut tristement signalé, à Madrid, par une invasion du choléra qui fit un très grand nombre de victimes ; le peuple de la capitale sut très mauvais gré à la cour de ne pas venir partager ses inquiétudes, et de rester à la Granja pendant toute la durée de l'épidémie. Au contraire, il ressentit une très vive sympathie pour une partie

de la jeune bourgeoisie intelligente, presque tout entière consacrée au triomphe des idées démocratiques, qui s'organisa en association sous le titre d'*Amis des Pauvres*, et partagea ses souffrances avec une patience éclairée, souvent avec un véritable héroïsme.

Quoique les séances eussent été closes dès le 12 juillet, le Congrès ne fut pourtant dissous que le 10 octobre; et ce jour-là seulement on apprit que les élections étaient fixées au 1er décembre, et l'ouverture des Cortès au 27 du même mois.

Tous les esprits se préoccupaient de la question de savoir si, avec la nouvelle loi électorale, les partis démocratique et progressiste persévéreraient dans leur abstention.

On fut bientôt fixé à cet égard. Les principaux représentants du parti progressiste eurent leur réunion, à Madrid, au Cirque de Price, le 29 octobre, et là, ils se rallièrent tous au plan tracé par Olozaga. Pour ce grand orateur, l'abstention ne devait plus être mise en question. Elle était devenue un grand fait : il n'y avait qu'à persévérer. La dignité du parti progressiste ne lui permettait pas d'aller aux urnes. Depuis 1814, il y avait une incompatibilité permanente, ouverte, éternelle, entre les *obstacles traditionnels* et l'existence du parti progressiste. Si des offres avaient été faites, il affirmait qu'elles pouvaient être sincères, mais que certainement elles ne seraient jamais efficaces.

Ce fut en vain que Madoz essaya de faire accepter au parti une autre ligne de conduite; ses observations ne furent pas écoutées; lui-même se vit obligé de dire que, tout en condamnant, comme une faute, l'attitude que voulaient prendre ses amis, il les suivrait jusque dans leurs écarts.

Prim prit alors la parole, et, parlant en chef suprême du parti, déclara que ce qu'il voulait pour sa part, ce n'était pas une attitude purement passive, mais un triomphe

réel. Pour l'obtenir, rien ne lui coûterait; son chemin était tout tracé. S'il y avait des obstacles, il passerait par-dessus. Il rappela les tentatives déjà faites, en fit présager de nouvelles, et affirma que, ce jour-là, il faudrait bien enfin surmonter tous les obstacles. Le public qui l'écoutait était en complète communion d'idées avec lui; il aspirait à la révolution, et la voulait même immédiate. Prim, qui avait un instant voulu transiger avec O'Donnell, se tint pour averti; la popularité qu'il cherchait, il ne l'obtiendrait que par une attitude plus énergique; il était mécontent d'ailleurs de ce qu'une offre relative à la rentrée au service de certains militaires, révoqués par Narvaez, n'avait pas été suivie d'effet, et ne songea plus, dès ce jour, qu'à reprendre les travaux de pronunciamento commencés sous le cabinet précédent.

Quelques jours après, les 5 et 6 novembre, eurent lieu, au théâtre du Cirque, les réunions du parti démocratique. Chez tous les assistants se manifestèrent les mêmes dispositions. On n'irait pas à la lutte électorale : le gouvernement méconnaissait tous les droits; on n'écoutait pas leurs plaintes, depuis plus de onze ans. Quelques extraits du discours qui y fut prononcé par Castelar donneront une idée de l'état général des esprits.

« Si Montemolin se soulève à la Rapita, on se hâte de prendre à Valence l'illustre Orense, le doyen de notre parti; quelques démocrates valeureux veulent ouvrir, à Murviedro, les portes du Congrès à un grand orateur, le poignard d'un assassin est dirigé contre le cœur de celui qui les dirige. (*Sensation.*) Ce grand orateur entre-t-il par les portes du Congrès, on le traite de factieux et on le blesse dans son inviolabilité parlementaire; écrit-on un programme de gouvernement dans un journal célèbre, ce journal est traduit devant les tribunaux; absous par les juges, il est traîné

de nouveau devant eux. Si un galant homme, un ardent tribun, Ruiz Pons, dans le cœur duquel fermentent tous les sentiments généreux, et dans la tête duquel s'agitent toutes les idées neuves, est absous deux fois par deux tribunaux distincts et compétents, on viole à son égard toutes les notions écrites, même les pratiques écrites, et on l'envoie mourir dans la peine et dans l'exil. (*Exclamations.*) Si un ami bon, loyal, s'arrête dans les tristes champs d'Olivenza, sous les rayons d'un soleil caniculaire, pour recueillir le dernier soupir d'un grand démocrate, pour le secourir dans son agonie, et abriter son cadavre, cette action, qui est récompensée dans tous les codes moraux, dans tous ceux que Dieu a écrits dans notre conscience, mérite la potence dans le code militaire d'O'Donnell, et dans la diaphane conscience de ceux qui le servent. (*Vifs applaudissements.*) Si l'un de vous, le plus humble, comme moi, par exemple, est arrivé, après quinze ans d'une carrière difficile, d'une carrière de travaux, de fatigues, de malheurs sans nombre, à monter dans une chaire, cette chaire est aussitôt renversée dans les rues par la triste main d'un insensé, et pour arrêter l'adhésion d'une jeunesse enthousiaste dont los regards sont fixés sur son maître, on lâche des hordes ivres, à travers les rues, dans une nuit célèbre, nuit qui rappelle les tueries de la Saint-Barthélemy, et qui transforme Madrid, la cité de 1808, en une Varsovie du Midi. » (*Acclamations. Applaudissements prolongés.*)

Comme naguère le parti de l'Union libérale, les modérés songèrent aussi à suivre la politique d'abstention ; peu s'en fallut qu'ils n'en vinssent à le déclarer officiellement. Au dernier moment seulement, ils comprirent qu'une telle déclaration pourrait être interprétée comme une mesure révolutionnaire, indigne d'un parti se disant conserva-

teur, et chacun fut laissé maître, à son gré, de se présenter ou non, suivant les circonstances.

Ne trouvant point ou presque point d'adversaires devant elle, l'Union libérale n'eut ni difficulté ni mérite à triompher dans les élections ; le nouveau Congrès se trouva composé de députés qui lui étaient entièrement dévoués.

Ce n'était pas au Parlement qu'O'Donnell trouverait de la résistance pour sa politique. Il annonçait, dans le discours d'ouverture de la reine (27 décembre), deux graves séries de difficultés : l'une provenait de la rupture des relations diplomatiques avec le Chili, succédant à celle qui avait déjà eu lieu avec le Pérou ; l'autre avait sa source dans le mauvais état des finances, et dans la baisse générale des fonds publics, qui causait une profonde alarme. Une troisième surgit dès les premiers jours de l'année 1866 : un grand trouble dans l'ordre public.

Au mois d'octobre 1865, les paysans des environs de Saragosse se plaignirent vivement de la façon dont était appliqué l'impôt sur les raisins ; d'après eux, certains vignerons étaient rigoureusement frappés, certains autres presque exempts ; la répartition était mal faite. On n'écouta pas leurs plaintes ; ils protestèrent, puis se réunirent et se groupèrent dans les rues de Saragosse ; ils étaient sans armes, ne jetaient aucun cri séditieux, et n'avaient aucune mauvaise intention. L'autorité militaire fut cependant chargée de dissoudre les groupes ; elle opéra aussitôt avec sa brutalité accoutumée ; il y eut non seulement charge, mais encore fusillade. Près de vingt victimes tombèrent sous les coups des soldats et de nombreuses arrestations furent faites. Ce fut encore une répression exagérée, comme celle de la nuit de Saint-Daniel.

Des troubles semblables et pour la même cause avaient eu lieu à Lérida, Taragona et Villanueva y Geltru ; ils

avaient été facilement apaisés, et la reine, dans son discours d'ouverture, avait pu se flatter de ce que l'ordre régnait dans toutes les cités de sa monarchie (27 décembre). Six jours après, le 2 janvier 1866, devait éclater un pronunciamento militaire.

Le rendez-vous fixé était la petite ville de Villarejo, située à une faible distance de Madrid ; là devaient concourir : les hussards des régiments de Calatrava et de Bailen, cantonnés à Aranjuez ; les cuirassiers des régiments du Roi, de la Reine et d'Albuera, casernés à Alcala ; un bataillon d'Almansa, en résidence à Avila ; le régiment d'infanterie de Burgos, résidant à Leganès. On comptait aussi sur un détachement du régiment d'Asturies qui devait, le 2 janvier, par ordre, se rendre à Torrelaguna, et qui, au lieu de prendre cette direction, marcherait sur Alcala, afin de favoriser la sortie des régiments de cuirassiers.

Le gouvernement avait été prévenu de ce qui devait arriver ; il arrêta la sortie du détachement qui devait partir pour Torrelaguna, et il exila les deux généraux Pierrad et Contreras, destinés à se mettre à la tête des garnisons d'Alcala et de Valladolid.

Prim, néanmoins, crut devoir tenter le mouvement ; dans la matinée du 2 janvier, on le vit sortir de Madrid en voiture, avec le journaliste Rubio, et ses trois aides de camp, Milans del Boch, Pavia et Monteverde. En même temps, Merelo se dirigeait sur Aranjuez, Lagunero sur Alcala, où devaient également se rendre le capitaine Espinosa et le jeune Copeiro del Villar ; le lieutenant-colonel Campos et le commandant Gonzalez se dirigeaient sur Avila, où ils devaient soulever le bataillon d'Almansa.

Les chefs conjurés ne réussirent point à Alcala ; soit pour une raison, soit pour une autre, ils ne purent parvenir à faire prononcer les cuirassiers, qui cependant, déjà couverts

dans le silence de la nuit de leurs cuirasses, n'attendaient que le signal convenu ; les chefs furent obligés de revenir à Madrid sans avoir atteint le but auquel ils tendaient.

Au contraire, à Aranjuez, à Ocaña, tout avait marché à souhait. Les hussards de Calatrava, ceux de Bailen se présentèrent au rendez-vous ; Calatrava, au grand complet, avec plusieurs de ses officiers et tous ses sergents ; Bailen, au contraire, avait fait feu sur son colonel et sur presque tout l'état-major de ses officiers.

Il avait été convenu que les différentes troupes prononcées de la Vieille-Castille devaient, de leur côté, se réunir à Zamora ; là, en effet, arriva le bataillon d'Almansa, sous les ordres du commandant Gonzalez ; mais, au lieu du concours qu'il attendait des troupes consignées en cette place, il ne vit qu'une glaciale indifférence, et, dans cette conjoncture, il préféra revenir sur Toro, pour de là s'interner en Portugal.

En tout cas, de tout ce mouvement il résulta seulement que, le 3 janvier 1866, Prim se trouvait à Villarejo, à la tête d e deux régiments prononcés. Le gouvernement, sans perdre de temps, organisa aussitôt une colonne volante, qui partit de Madrid sons la direction du général Zabala, afin de poursuivre les insurgés et de les forcer, soit à se disperser, soit à gagner la frontière. Cette colonne fut, à l'origine, arrêtée dans sa marche par la destruction du pont de Fuentidueña, ordonnée par Prim.

La population de Madrid ne songea point à se mettre en mouvement ; elle était inquiète de toute cette agitation militaire, et comprenait très bien qu'il ne s'agissait là que d'une substitution de personnes. Prim voulait forcer la cour à s'incliner devant lui et redoutait plus qu'il ne désirait un mouvement populaire, qui aurait détruit son influence et ramené les Cortès constituantes de 1854. Il ne

faisait donc aucun effort pour liguer contre l'ennemi commun et les partisans des idées démocratiques, et les insurgés militaires ; on répondait à sa politique par une certaine indifférence. Il s'en fallut de peu cependant que l'armée tout entière ne répondît à son appel. O'Donnell avait fait venir tous les corps casernés à Alcala ; une enquête ordonnée sur les événements du 2 janvier apprit que le capitaine Espinosa et deux sergents avaient agi avec ardeur pour déterminer ces corps à se prononcer. Il s'ensuivit un premier jugement sommaire, après lequel les deux sergents furent immédiatement fusillés, et l'instruction continuée avec ardeur contre le capitaine Espinosa.

Il y avait tant de personnes compromises à l'occasion de ce pronunciamento, que la mort des sergents et le procès contre le capitaine Espinosa répandirent dans toute l'armée une profonde terreur. O'Donnell jura d'être sévère, de ne se laisser dominer par aucune considération, et parvint par sa ferme attitude, malgré l'irritation assez générale, à maintenir la discipline.

Ce soulèvement général que redoutait tant le gouvernement était précisément ce qu'attendait Prim ; aussi, quoique placé dans une très mauvaise situation, sans infanterie, sans artillerie, ne voulait-il pas quitter les environs de Madrid.

Le 5 janvier il couchait à Madridejos, le 6 à Villarta ; il essaya ensuite de descendre du côté de l'Andalousie, mais fut arrêté par une colonne organisée à Alcazar de San Juan par le marquis del Duero. Menacé en outre par Zabala, et par Echagüe, il remonta vers le nord et s'interna dans les monts de Tolède. Il passa quelques jours dans une de ses propriétés où il avait eu la prudence d'accumuler quelques provisions. Là il prit son parti ; reconnaissant sa tentative inutile, il ne songea plus qu'à conduire de l'autre côté de

la frontière les hommes qui s'étaient attachés à son sort; il essaya de franchir le Tage et ne put y parvenir, le pont de Talavera ayant été coupé et celui del Arzobispo fortifié; alors il se dirigea vers le Guadiana, passa ce fleuve à gué, et parvint d'abord à gagner Fregenal de la Sierra, par la terre de Barros, puis à atteindre les frontières du Portugal, où il arriva le 20 janvier, après dix-huit jours de marches et contremarches.

« Pendant toutes ces évolutions, sa petite armée, comme il le publia dans un manifeste qu'il lança immédiatement après son arrivée en Portugal, avait montré une constance, une valeur et une résignation à toute épreuve; il lui avait fallu souffrir des privations continuelles, rester à cheval nuit et jour, gravir des montagnes hautes et escarpées, descendre dans des vallées profondes, passer des rivières à gué, franchir des marais, dormir en rase campagne pendant de longues nuits d'hiver, quelquefois après avoir pris sa ration, d'autres fois sans, et elle avait fait tout cela, sans exhaler la moindre plainte, sans mentir à la plus parfaite discipline, sans donner prétexte au moindre blâme, sans la défaillance ou l'abandon d'un seul. »

A la suite de l'internement en Portugal, les deux régiments durent se séparer et l'insurrection se trouva temporairement écrasée. Mais Prim ne se jugeait pas vaincu: « Les inconvénients qui m'obligent à me reposer un jour, disait-il dans son manifeste, cesseront bientôt. Les forces de la révolution en Espagne sont les mêmes qu'avant; la nécessité de la révolution est aussi la même. Alors même que je ne m'en mêlerais point, la révolution se ferait, et moi je suis incapable de manquer à mon poste d'honneur. Courage, donc, Espagnols, le jour de la rédemption s'approche. Nous avons pour nous la force et le droit; nous avons commencé la lutte pour le peuple et par le peuple,

qui ne peut mourir. Que personne ne s'arrête. Nos adversaires ne peuvent rien attendre d'eux-mêmes ; ils comptent seulement sur notre faiblesse. Pour se soutenir ils ont besoin de triompher dans toutes les rencontres ; à nous, au contraire, une seule victoire assurerait notre succès. Espagnols, ayez plus de foi et plus de courage que jamais. Espagnols, vive la liberté ! vive le progrès ! vive la souveraineté nationale ! »

Le cabinet de Madrid se plaignait vivement de la publication de ce manifeste, qu'il considérait comme un appel à l'insurrection, et, pour rester en liberté, Prim et ses amis, sur l'observation des ministres portugais, s'embarquèrent à Lisbonne et allèrent résider en Angleterre.

Dans l'est de la Péninsule, aux environs de Reuss, à Valence et dans les montagnes de Despeña Perros quelques bandes s'étaient organisées pour étendre le pronunciamento ; elles furent assez facilement dispersées ; leurs chefs évitèrent de tomber prisonniers entre les mains des colonnes chargées de les poursuivre, et échappèrent au triste sort du capitaine Espinosa, qui mourut fusillé le 3 février à la Fuente Castellana de Madrid, excitant les regrets universels de la population, et malgré les demandes de toute nature tentées pour obtenir en sa faveur la clémence royale (3 février 1866).

Au lendemain du 2 janvier, l'état de siège ayant été proclamé à Madrid, tous les journaux d'opposition avaient cessé de paraître ; cette brusque interruption dans la circulation des nouvelles contribua beaucoup à jeter l'alarme dans les esprits ; on ne s'abordait plus qu'en annonçant les bruits les plus extraordinaires ; c'était chaque jour quelque nouvelle insurrection. On s'attendait au grand coup, à *la Gorda*, comme on disait. A la fin, gouvernement, public, journaux sentirent qu'il fallait sortir d'une situation

aussi violente ; les anciens journaux reparurent au mois de mars. Placés sous la surveillance du capitaine général de Madrid, ils furent traités avec une dureté qui rappelait les plus mauvais temps.

Le Congrès, réuni depuis le 4 janvier, s'était associé avec ardeur à la politique de répression; il vota tout ce qui lui fut demandé contre les associations politiques de toute espèce, et contre la liberté de la presse. Plusieurs de ses membres, dans leur rage contre la révolution, allaient jusqu'à dire qu'il fallait donner la dictature à O'Donnell, que c'était le seul moyen d'organiser une résistance égale à l'action qu'il fallait prévoir.

Ce qui accroissait le malaise général, c'est qu'à côté de la crise politique, la Société espagnole passait en ce moment par une phase désastreuse; tous les capitaux qui étaient venus depuis 1855 et 1856 alimenter les affaires en Espagne s'étaient subitement retirés à cause des complications européennes que les esprits prévoyants voyaient en perspective : lutte entre l'Italie et l'Autriche, guerre entre l'Autriche et la Prusse, guerre entre la Prusse et la France. Sous l'empire de ces craintes, une foule de sociétés formées à Madrid avec le trop-plein des capitaux des marchés de Paris et de Londres étaient en pleine déconfiture ; les faillites succédaient aux faillites, et le mal s'étendait de la capitale aux provinces. La Compagnie générale du crédit en Espagne, qui avait des ramifications dans tout le territoire, avait la première, par sa suspension de payements, déterminé dans le monde des affaires une panique générale. A Valladolid le nombre des faillites était devenu si considérable, qu'on ne savait plus comment constituer le tribunal de commerce; tous les commerçants étaient, à vrai dire, à l'état de suspension de payements : même situation sur les points où l'activité commerciale s'était le plus signa-

lée dans les derniers temps. Un refus brusque de continuer les crédits venait entraver une foule d'opérations déjà entreprises : de là, un grand malaise, une inquiétude générale pour l'avenir, venant se substituer à toutes les espérances que depuis une dizaine d'années le pays était en droit de concevoir.

Les finances publiques se ressentaient naturellement de cet état de choses, et déjà, au lieu de l'accroissement graduel de toutes les sources de revenus que l'on signalait après 1856, c'était une diminution constante qui s'accusait.

Ainsi, pour l'exercice 1864-1865, les déficits obtenus dans les recouvrements sur les évaluations prévues avaient atteint 122 millions de réaux ; et ils étaient dus, en partie, à la crise monétaire et au taux des changes qui avaient gêné les importations de marchandises et diminué les revenus des douanes, et en partie, à la paralysation des travaux publics qui arrêtait la consommation des denrées, sur lesquelles pesaient les impôts indirects. Aucune amélioration ne pouvait survenir dans l'exercice 1865-1866 ; car le choléra d'abord et, plus tard, les pronunciamentos avaient aggravé la situation générale de la Péninsule. Devant cet appauvrissement, le ministre des finances Alonso Martinez s'était cru obligé de proposer des économies montant, pour l'exercice 1866-1867, à 64 millions de réaux. Son projet de budget ordinaire se soldait, il est vrai, par un excédent de 66 millions de réaux sur une dépense de 2153 millions, contre une recette de 2219; en revanche, il présentait un budget extraordinaire de 465 millions en recettes contre 484 millions en dépense, laissant un déficit définitif de 18 millions, quoique l'excédent du budget ordinaire fût pris dans les recettes de l'extraordinaire. (Voir note A.)

Toutes les ressources concédées par les lois de 1864 et de 1865 avaient déjà été épuisées; on avait dépensé les

1000 millions que l'Etat avait été autorisé à émettre en billets hypothécaires, et les 600 millions qu'il avait émis en dette consolidée. Et cependant le Trésor, au 1er janvier 1866, était encore débiteur d'une dette flottante de 1 563 millions, dont 1 400 millions représentaient les dépôts particuliers de la Caisse des dépôts, c'est-à-dire des sommes toujours exigibles.

Il est vrai qu'on mettait toujours en avant la possibilité de tirer encore de la vente des biens nationaux de nouveaux capitaux ; mais la difficulté des temps, le resserrement de l'argent pouvaient arrêter d'un moment à l'autre la possibilité de réaliser, et alors on se trouverait nécessairement dans de grands embarras.

Alonso Martinez avait eu le bon esprit de s'adresser particulièrement aux divers prélats de la Péninsule, pour leur demander l'exécution du Concordat et la vente des biens immobiliers de leur clergé ; ce qu'il n'aurait pas obtenu par une mesure générale, il avait réussi à l'atteindre par des efforts individuels, et il put ainsi alléger temporairement la situation, en disposant de nouveaux capitaux, dont l'Etat, au reste, s'obligeait à payer l'intérêt dans l'avenir.

Ce but atteint, il fallait obtenir l'escompte des billets hypothécaires souscrits par les acheteurs des nouveaux biens. Alonso Martinez pensa à s'entendre avec le représentant du Crédit foncier de France, et entama une négociation avec lui pour l'établissement, en Espagne, d'une banque hypothécaire qui aurait pour but de mettre des capitaux à la disposition des propriétaires territoriaux moyennant une prime annuelle, comprenant à la fois l'intérêt et l'amortissement. M. Frémy s'engageait à escompter au Trésor annuellement 200 millions de billets hypothécaires. Le plan, poussé assez loin, échoua par l'opposition acharnée de M. Bermudez de Castro.

Alonzo Martinez, dans son exposé du 12 février 1866, exposait ainsi les revenus dont l'État pouvait encore disposer :

1 690 millions de pagarés des acheteurs de biens nationaux créés avant le 31 décembre 1865, et existant encore en caisse.
23 millions provenant d'adjudications pendantes à cette date.
1 331 millions représentant la valeur (mise à prix ou capitalisation) des biens restant à vendre.
1 065 représentant 80 pour 100 d'augmentation sur la mise à prix. Dans les six derniers mois de 1865, le surcroît sur la mise à prix s'était élevé dans les adjudications à 93 pour 100.
378 millions de biens dont l'État doit entrer en possession.
300 millions, valeur du 75 pour 100 des biens du patrimoine royal cédés par Sa Majesté.

4 787 millions de réaux.

Sauf le premier, qui, représentant une disponibilité à échéance de plusieurs années, pouvait cependant être négocié avec la Banque d'Espagne, tous les autres articles n'étaient pas immédiatement réalisables; et cependant le ministère des finances se trouvait en face d'une dette croissante, puisqu'il fallait remettre aux anciens propriétaires des biens nationaux des titres de rente portant des coupons immédiatement payables. Il avait sur lui la menace perpétuelle du remboursement de la Caisse des dépôts, et l'on exigeait de lui qu'outre le budget ordinaire, il trouvât un budget extraordinaire toujours croissant, qu'on ne voulait pas arrêter, et pour lequel aucune ressource normale n'était ménagée. C'était, en réalité, préparer pour

l'avenir une suspension des payements que les intérêts de la dette publique allaient nécessiter.

Les hommes prévoyants étaient en droit d'accuser les divers ministres espagnols de préparer une banqueroute; déjà les bourses de Londres et de Paris s'étaient justement indignées contre M. Salaverria, mentant à toutes les promesses de 1851 et laissant gaspiller toutes les ressources de la vente des biens nationaux au lieu d'en consacrer quelques-unes, suivant les promesses faites, à l'extinction des dettes amortissables; leur indignation commençait à se traduire par des refus d'admettre les valeurs du Trésor espagnol, et par un resserrement général du crédit, de nature à amener de grandes complications, si la situation venait à empirer.

Et, en effet, elle ne tarda pas à empirer, car les amis du général Prim n'avaient point été découragés par l'échec du pronunciamento de janvier, et ils continuaient leurs préparatifs avec activité sur toute la surface de la péninsule. Ils avaient établi deux grands centres d'action, l'un dans la Vieille-Castille, à Valladolid, et l'autre dans la capitale, à Madrid même; là ils s'étaient mis à exploiter une irritation sourde existant dans la classe des sergents d'artillerie, très irrités de ce qu'une disposition du général Cordoba, qui leur permettait de s'élever dans le sein du corps jusqu'au grade de commandant, eût été révoquée sous l'influence d'officiers sortant des collèges spéciaux. Moriones, officier d'intelligence et de mérite, avait épousé leurs griefs, et ils étaient entrés tous dans une espèce de ligue ayant pour but d'arriver au rétablissement de l'ordonnance Cordova.

Le gouvernement avait été prévenu qu'un mouvement suscité par eux aurait lieu le 20 mai; dans la nuit qui précédait ce jour-là, les officiers d'artillerie se rendirent en corps dans les dortoirs des casernes et s'assurèrent par

eux-mêmes que les sergents n'étaient pas habillés et revêtus de leurs armes sous leurs couvertures. C'était une fausse alerte ; les officiers se retirèrent rassurés, mais laissèrent les sergents plus mécontents, plus irrités et plus disposés que jamais à tenter une sédition. On arrêta néanmoins un commandant, plusieurs officiers, sergents et caporaux du régiment de Burgos, et onze sergents des chasseurs de Catalogne, qui furent conduits à la prison militaire. Le plan était si fortement combiné et il y avait tant de monde dans le complot, que cet emprisonnement et la certitude que l'autorité était sur ses gardes n'empêchèrent point le développement de la conspiration.

Ce qui la rendait cette fois plus dangereuse, c'est que les deux comités, progressiste et démocrate, faisaient cause commune avec les amis de Prim. L'un des chefs du comité progressiste, Aguirre, et un autre du comité démocrate, Becerra, disposaient tous les préparatifs avec Moriones, Hidalgo et Muñiz, qui recevaient leurs instructions du marquis de los Castillejos.

La date du soulèvement fut enfin fixée définitivement au 22 juin ; le mouvement commencé à Madrid devait avoir immédiatement son écho dans la Vieille-Castille, à Valence, Barcelone et sur divers autres points.

Les sergents d'artillerie du 2e régiment à pied, casernés à San Gil, devaient dès les premières lueurs du jour atteler dans leur cour les pièces de canon du régiment monté, et à ce signal, les soldats des deux bataillons du Prince et des Asturies casernés à la montagne du Principe Pio se prononceraient.

Les sergents avaient compté trouver endormis dans leur poste les officiers de garde ; mais ceux-ci prolongèrent un peu plus que d'habitude leur jeu de trésillo et se trouvèrent debout. On ne leur aurait fait aucun mal, s'ils eussent

été surpris dans leur sommeil; éveillés, ils furent couchés en joue et menacés de mort au premier mouvement qu'ils feraient. Malgré le péril de leur situation, ils ne se laissèrent point intimider et tirèrent leurs sabres. Alors eut lieu une première décharge; un lieutenant tomba mort, deux sous-lieutenants furent blessés. Le colonel et un autre sous-lieutenant purent s'échapper, et cherchèrent à gagner une petite porte par où ils auraient pu annoncer au dehors ce qui se passait à l'intérieur de la caserne. Ils trouvèrent la porte fermée et défendue, et purent revenir au poste, mais blessés et hors d'état de faire un mouvement. Dès lors les sergents du régiment à pied étaient livrés à eux-mêmes ; ils se précipitèrent dans la cour et purent donner le signal convenu en attelant les pièces de canon.

Les officiers du régiment monté n'avaient pas été, au moment de la surprise, plus heureux que ceux du régiment à pied; ils avaient perdu deux des leurs en voulant descendre à la cour; deux autres avaient été blessés ; cependant ils avaient forcé à l'obéissance le poste chargé de la garde des portes et étaient parvenus ainsi à faire une plus longue résistance. Le colonel Balanzat s'était avancé au-devant des soldats armés et avait cherché à les faire rentrer dans le devoir. Un sergent avait aussitôt tiré sur lui à bout portant, et imposé ainsi par son exemple aux soldats qui s'étaient empressés de tirer à leur tour, et avaient étendu à leurs pieds le malheureux colonel tout couvert de blessures. Après ce triste exploit, l'insurrection était devenue maîtresse de toute la caserne; elle disposait de 1200 hommes environ et de 30 pièces d'artillerie; elle s'installa dans le bâtiment, s'y fortifia et commença à envoyer des détachements dans les faubourgs du nord de la capitale, où attendaient impatiemment des bourgeois en armes, qui se mirent à élever des barricades.

Une fois les insurgés militaires et le peuple armé mis en communication, la révolte prit de plus grandes proportions. Un centre de résistance fut établi avec quatre pièces d'artillerie au haut de la rue Fuencarral, près la porte de Bilbao; un autre s'installa sur la place de Santo Domingo et dans les rues avoisinantes; enfin un détachement prit la direction de la Puerta del Sol afin de s'emparer du Ministère de l'Intérieur.

O'Donnell avait été immédiatement averti de tous ces divers mouvements; avec son activité ordinaire il fit appeler auprès de lui tous les généraux et officiers supérieurs présents à Madrid, Serrano, Echagüe, les deux Conchas, Quesada, Ros de Olano, et prit toutes les mesures nécessaires.

Le général Zabala s'était jeté dans le ministère de l'intérieur et en avait aussitôt organisé la défense; aussi quand les insurgés se présentèrent, furent-ils reçus par un feu bien nourri qui les força à rétrograder. Ils étaient encore sous la première impression produite par cette défense inattendue, quand ils furent chargés par un détachement de gardes civils commandé par le même lieutenant-colonel de gendarmerie qui naguère avait poursuivi Prim jusqu'en Portugal. En même temps Serrano arrivait de la caserne du Retiro à la Puerta del Sol avec quelques pièces d'artillerie.

Les insurgés se virent dans la nécessité d'abandonner la rue des Preciados, celle de l'Arsenal, la Puerta del Sol, et de permettre aux troupes d'O'Donnell de s'étendre sans difficulté jusqu'à la place d'Orient. Grâce aux ordres du président du Conseil et du capitaine général de Madrid, les renforts arrivaient avec rapidité; bientôt on put organiser deux colonnes d'attaque, l'une contre la place Santo Domingo, l'autre contre la caserne San Gil.

Pendant que ces colonnes opéraient leur mouvement, Serrano était chargé d'aller reconnaître la caserne de la Montagne du Principe Pio et de savoir ce qui s'y passait ; la reconnaissance était difficile parce qu'à cause de la situation qu'occupait la caserne de San Gil, il fallait pour arriver à la montagne passer par des points que les insurgés auraient pu occuper. Serrano, sans se laisser arrêter par aucun obstacle, s'engage dans un chemin difficile, passe à gué le Manzanarès et arrive enfin au terme de sa course; il y trouve officiers et soldats dans les meilleures dispositions, tout prêts à marcher contre les insurgés. Il y avait bien eu effort de la part de quelques sergents du bataillon du Prince pour enlever les troupes, mais ils avaient été contenus par les officiers. A peine 40 hommes s'étaient-ils échappés pour se joindre aux insurgés de San Gil. Serrano convoque autour de lui tous ceux qui étaient restés fidèles au devoir; il leur communique son ardeur et les lance en avant; il leur ordonne de s'emparer d'une maison voisine de la caserne de San Gil et de faire feu sur tous ceux qui s'y étaient installés pour s'y défendre.

Ses ordres furent exécutés, et comme son attaque coïncidait avec celle du général Zabala du côté de la place d'Orient, les malheureux artilleurs pris entre deux feux ne purent tenir longtemps : ils se virent chassés de pièce en pièce, sans nulle part être en mesure d'opposer une résistance sérieuse.

Il y eut plus de 200 morts ou blessés dans cette mêlée sanglante qui précéda la prise de la caserne par les troupes de Zabala et de Serrano; celles-ci firent plus de 500 prisonniers.

On peut dire que, cette action terminée, l'insurrection militaire était vaincue, mais il restait encore l'émeute civile : il y avait à conquérir les deux redoutes de la place

Santo Domingo et de la porte de Bilbao, défendues par l'artillerie; puis à renverser une série de barricades qui allaient s'étendant jusque dans les faubourgs du Sud.

Des colonnes furent envoyées dans les deux premières directions, et comme tout se passait avec une extrême rapidité, elles ne trouvèrent que des fortifications improvisées, purent s'emparer des pièces d'artillerie et firent prisonniers la plupart des combattants.

Les faubourgs du Sud furent attaqués les derniers; mais c'étaient eux aussi qui avaient pris la moindre part au désordre; il y eut quelque résistance à l'un des coins de la place Anton Martin, celui par lequel débouche la rue de la Madeleine. Ce fut le dernier combat de cette tragique journée.

L'insurrection avait été en somme très mal dirigée; les généraux Pierrad, Contreras et Hidalgo, qui avaient courageusement payé de leur personne, ne surent pas combiner les efforts de tous ceux qui étaient disposés à prendre part à la révolte; les artilleurs à moitié ivres s'occupaient moins de faire la guerre que de courir dans les rues en lançant des vivats à la liberté et en acclamant le général Prim. Ils couraient presque tous çà et là, pleins d'enthousiasme, le shako derrière la tête, ou bien ils montaient sur leurs canons et appelaient à eux la foule comme dans un accès de délire. Au contraire, il y eut de la part d'O'Donnell la direction la plus efficace et de la part de tous ses lieutenants le dévouement le plus éclairé et l'obéissance la plus parfaite.

On suppose qu'il y eut des deux côtés, entre morts et blessés, plus de 800 victimes.

Informés de la mauvaise issue du mouvement de Madrid, les conspirateurs de la Vieille-Castille se maintinrent tranquilles. Prim devait entrer en Espagne du côté de Gérona, ayant pour escorte le régiment d'infanterie de Bailen caserné

dans cette ville ; quelques hommes de ce régiment effectuèrent en effet le pronunciamento convenu, mais, abandonnés du reste de la garnison, ils durent se lancer dans la campagne à la recherche de leur chef et, attaqués par des forces supérieures en nombre, se virent dans l'obligation de se réfugier sur le territoire français. Prim, qui n'avait pu les rejoindre, fut éloigné de la frontière par la police impériale et obligé d'aller s'établir en Belgique.

Tous les chefs furent assez heureux pour s'évader. Contreras, Pierrad, Hidalgo, Becerra, Aguirre, après de nombreuses aventures, abordèrent les uns en Portugal, les autres en France.

C'est sur la classe des sergents d'artillerie que devait tomber tout le poids de la défaite; dès le 25, 21 sergents furent fusillés et de jour en jour jusqu'au 7 juillet on exécuta 66 individus parmi lesquels, en dehors des sergents, caporaux et soldats, on ne comptait qu'un ancien colonel carliste et un bourgeois.

La cour avait tellement tremblé dans cette nuit lugubre qu'il lui fallait du sang, beaucoup de sang pour se remettre. Elle demandait à O'Donnell de procéder à des exécutions sans faire autre chose que constater l'identité de personne des soldats rebelles. Celui-ci, qui avait déjà montré une si grande sévérité, s'irrita à la fin de tant de férocité, et ne manqua pas de dire à un courtisan en parlant de la reine :

« Cette dame ne voit donc pas que si l'on fusille tous les soldats faits prisonniers, il va se répandre tant de sang, qu'il montera jusqu'à son alcôve et qu'il l'étouffera. Pour moi je ne fusille personne ; ce sont les tribunaux compétents qui jugent et qui condamnent. »

On ne lui pardonna point cette disposition à l'indulgence et dès ce jour la reine affecta de se montrer en toute occasion bienveillante pour les modérés et surtout pour leur

chef Narvaez. Il était accouru l'un des premiers dans la nuit du 22 juin, avait demandé à participer à la répression, s'était exposé comme un simple soldat et avait reçu une légère blessure qui avait été soignée au palais même; tirant parti de ce faible exploit, les courtisans affectaient d'exalter sa conduite au-dessus de celle d'O'Donnell et prétendaient qu'il était plus capable d'assurer une conciliation avec les démocrates et les progressistes. On ne pouvait lui objecter le souvenir de Vicalvaro, qui dans l'armée était encore si puissant. Comment O'Donnell pouvait-il justement reprocher à Prim de vouloir faire ce qui naguère lui avait si bien réussi à lui-même ?

Cependant il importait que le congrès, qui se montrait très favorablement disposé en faveur du duc de Tetuan, accordât toutes les autorisations sollicitées pour la suspension des garanties constitutionnelles, pour l'accroissement de l'armée et de la marine, pour le règlement du budget, le recouvrement des contributions et pour l'émission d'un nouvel emprunt de 1200 millions de réaux, car la cour se trouverait alors posséder des moyens de gouvernement qui jusque-là lui avaient été toujours refusés. Au milieu des folles terreurs qui les agitaient, les Cortès manquèrent de toute prévision et concédèrent tout ce qu'on attendait d'elles. Dès lors O'Donnell n'était plus indispensable; on ne tarda plus à lui démontrer qu'il n'avait qu'à se retirer. Dans une entrevue qu'il eut avec la reine au sujet de la nomination d'un certain nombre de sénateurs, celle-ci ne lui cacha pas qu'il n'avait plus sa confiance. Elle n'appréciait pas assez les services qu'il avait pu rendre pour remettre entre ses mains la garde de la couronne.

On conçoit, à une si faible distance du 22 juin, qu'O'-Donnell avait quelque droit à juger sévèrement et à traiter

d'ingratitude une telle conduite à son égard; il sortit furieux de l'entrevue et quitta le palais en jurant qu'il n'y remettrait plus les pieds tant que régnerait Isabelle II.

Sa démission et celle de tous ses collègues furent aussitôt envoyées et agréées (10 juillet); le lendemain les séances des Cortès étaient suspendues, et Narvaez était chargé de la formation d'un nouveau cabinet (11 juillet 1866).

CHAPITRE IV.

COMPRESSION ET VIOLENCES.

10 juillet 1866-19 mai 1868.

Ministère Narvaez. — Après de très légères concessions faites aux libéraux, la politique de répression violente triomphe dans le ministère. — Triste situation des affaires. — Taux de l'escompte. — Perte sur les billets de la Banque. — Protestation de Miraflorès et de quelques députés. — Le comte de Cheste et le gouverneur civil occupent le Congrès sans l'autorisation du président Rios Rosas. — Protestation de ce dernier; il est arrêté et expulsé de la capitale avec plusieurs de ses collègues. — Bannissement de Serrano. — Dissolution des Cortès (30 novembre). — Convocation de nouvelles Cortès pour le 27 mars 1867. — Travaux révolutionnaires des émigrés au dehors. — Les unionistes se rapprochent des démocrates et des progressistes. — L'infant don Enrique. — Le duc de Montpensier. — Esprit ministériel des nouvelles Cortès. — Vote du budget, règlement de la dette amortissable. — Modification ministérielle. — Don Carlos Marfori, ministre d'outre-mer (13 juin 1867). Fin de la session (13 juillet). — El Relampago, ses révélations. — Pronunciamento du 15 août. — Affaire de Linas. — Dulce se met en relations avec le général Prim. — Serrano consulte le duc de Montpensier. — Mort d'O'Donnell (5 novembre 1867). — Session des Cortès du 27 décembre 1867 au 19 mai 1868. — Le pape envoie la Rose d'or à la reine Isabelle. — Mort de Narvaez (23 avril 1868).
Ministère Gonzalez Bravo. — Entrée dans le cabinet de Mayalde, Coronado, Severo Catalina et Rubi. — Les marquis de Novalichès et de la Havane sont nommés capitaines généraux. — Clôture des Cortès (19 mai 1868).

Le duc de Valence dans son précédent ministère avait commencé par faire des avances aux libéraux; il recherchait leurs bonnes grâces et aurait voulu leur persuader qu'il y avait plus à attendre de lui que du chef des unionistes; dans la composition du nouveau cabinet, il confia le ministère de l'intérieur à Gonzalès Bravo, compromis comme lui dans la répression de la nuit de Saint-Daniel,

mais comme lui assez disposé à ne point faire de persécutions et de rigueur si les partis avancés voulaient entrer dans la voie constitutionnelle et s'abstenir de menées révolutionnaires ; il confia le portefeuille d'outre-mer à don Alejandro de Castro, les finances à Barzanallana, la marine à Rubalcaba. Ces choix n'avaient rien de trop inquiétant; il n'en était pas de même de la présence aux affaires étrangères de Calonge, et de celle au fomento d'Orovio, tous deux connus et redoutés pour leurs tendances au néo-catholicisme et à l'absolutisme.

Avec ces éléments, les premiers actes du cabinet furent assez conciliants; on fit connaître à plusieurs chefs du parti progressiste impliqués dans le complot du 22 juin qu'ils ne seraient pas poursuivis; on facilita à d'autres, comme à Sagasta et à Aguirre, les moyens d'émigrer; on fit grâce à 45 militaires et un bourgeois condamnés à mort par les conseils de guerre; il semblait qu'il allait y avoir une détente; déjà Prim écrivait à ses amis d'arrêter leur propagande; mais cette situation ne dura guère : soutenus par le Palais, Calonge et Orovio firent triompher dans le sein du conseil la politique de rigueur et de répression : une sentence de mort prononcée contre deux malheureux officiers, jugés à Barcelone, fut exécutée; on sut bientôt que Narvaez et Gonzalès Bravo n'avaient pas assez d'influence pour remplir les promesses qu'ils avaient données, et l'espérance qu'ils avaient fait concevoir. La panique s'empara de tous ceux qui de loin ou de près avaient coopéré aux derniers événements ; il y eut des émigrations en masse ; la politique adoptée entraîna ses conséquences immédiates : la terreur, l'inquiétude, l'absence de travail, la désolation, la misère.

Le Trésor était sans ressources en face des demandes sans cesse croissantes des déposants de la Caisse des dépôts ; le ministre des finances par un simple décret ordonna

qu'au lieu de s'effectuer en quatre termes les payements des contributions fussent anticipés et faits seulement en deux. Ce n'était pas un moyen de ramener la confiance ; aussi la crise monétaire qui avait déjà commencé alla-t-elle en grandissant. Les billets de la Banque perdirent de leur valeur : on avait peine à les négocier à 7 pour 100 de perte. La Banque elle-même n'escomptait qu'à 9 et 10 pour 100.

L'Espagne se trouva ramenée subitement aux plus mauvais jours du règne de Ferdinand VII : plus de presse, elle était absolument bâillonnée ; tous les travaux publics interrompus, les affaires nulles ; le commerce entravé au dehors par la guerre de la Prusse et de l'Italie contre l'Autriche, paralysé au dedans par les faillites et les suspensions de payement; les murs tapissés d'affiches où l'on annonçait des châtiments contre les négociants qui tiendraient leurs boutiques fermées ; des édits sans cesse dictés contre les propagateurs de fausses nouvelles ; des dissolutions constantes de municipalités ou de députations provinciales, le gouvernement s'arrogeant au mépris des lois tous les droits, toutes les attributions ; l'armée remuée jusque dans ses fondements ; la classe des sergents, objet dans son sein d'une surveillance des plus rigoureuses, partout traquée, quelquefois licenciée.

Devant un abus aussi flagrant de l'autorité, il y eut comme une espèce de réveil parmi les esprits les plus généreux. Le marquis de Miraflorès protesta le premier et supplia la reine de ne pas entrer dans la voie rétrograde où elle se lançait. A Madrid, parmi les députés du Congrès dont les séances n'avaient été que suspendues, naquit le projet de dresser une protestation contre les illégalités qni étaient commises.

On avertit le capitaine général comte de Cheste, un des plus fougueux réactionnaires, que cette protestation déjà

écrite se trouvait dans les bureaux de la Chambre pour y être signée par les députés. A cette nouvelle, le comte de Cheste se rend lui-même au Congrès, fait arrêter le fonctionnaire supérieur qui en avait la garde, s'y installe comme dans la capitainerie générale, en interdit l'accès à toute personne qui n'y a pas de résidence fixe et ordonne qu'à l'avenir nul n'y entrera sans un laissez-passer du gouverneur civil qui était alors Marfori.

C'était la violation la plus flagrante de toutes les immunités parlementaires, c'était la destruction complète du système représentatif. Aussi le président du Congrès, Rios Rosas, s'adressa-t-il personnellement au duc de Valence et lui fit-il observer que le gouvernement n'avait pas le droit d'envahir l'édifice du Congrès, celui-ci étant sous la dépendance exclusive du président ou des membres de la commission permanente siégeant pendant les suspensions : le capitaine général et le gouverneur civil avaient agi contrairement à toutes les lois.

La question fut portée par Narvaez au conseil des ministres, qui donna raison au comte de Cheste et à Marfori; ce dernier, à qui ses fonctions donnaient l'occasion de voir tous les jours la reine, commençait à jouir auprès d'elle d'une très grande faveur. Rios Rosas demanda alors en son nom et au nom de cent députés présents à Madrid à être autorisé à présenter à la reine une exposition. Inquiet de cette audience, le cabinet non seulement la refusa, mais ordonna l'arrestation de MM. Rios Rosas, Fernandez de la Hoz, Martin de Herrera, Salaverria et Lopez Roberts, qu'il considérait comme les instigateurs de ce qu'il appelait une menée séditieuse.

L'ordre fut exécuté et Rios Rosas et ses amis furent immédiatement arrêtés et dirigés sur Barcelone, Carthagène et Cadiz.

Ce fut alors le président du Sénat, Serrano, duc de la Torre, qui se chargea, ses qualités de grand d'Espagne et de capitaine général lui donnant accès dans la chambre royale, de remettre à la reine l'exposition; et il le fit avec la plus grande énergie, profitant des souvenirs de l'ancien ascendant qu'il avait exercé autrefois sur le cœur d'Isabelle, et des témoignages de fidélité qu'il venait tout récemment de donner dans la nuit du 22 juin. Il ne craignit pas de présager les plus tristes catastrophes. Quoique touchée au fond de cette déclaration qui pour elle ne devait avoir rien d'inattendu, la reine y répondit en permettant aux ministres d'ordonner l'arrestation et l'exil du duc de la Torre. Elle s'aliénait ainsi ce serviteur précieux pour qui elle s'imaginait faire assez en recommandant au président du conseil de lui témoigner tous les égards dus à ses anciens services et aux dignités élevées dont il était revêtu.

Les séances des Cortès n'avaient été que suspendues le 11 juillet; la clôture de la session fut décrétée le 3 octobre et la dissolution le 30 novembre. Le cabinet n'osait pas encore s'abstenir tout à fait de réunir les Cortès, mais il déclarait, dans le préambule du décret de dissolution, que la constitution de la nation espagnole avait été jusqu'ici mal comprise par les différents partis qui avaient occupé le pouvoir. De nouvelles Cortès étaient convoquées pour le 30 mars 1867; il leur appartenait d'interpréter et d'appliquer tout différemment cette constitution d'une manière plus conforme à l'esprit et au sentiment des populations; il fallait rendre aux prérogatives du pouvoir toute leur ancienne force, et limiter les controverses parlementaires.

C'était dire que les élections nouvelles annoncées pour le 10 mars 1867 allaient être préparées de façon à faire nommer partout des députés décidés à faire triompher les idées absolutistes et néo-catholiques. A cette recrudescence de réac-

tion, les émigrés ripostèrent par une organisation de plus en plus forte des travaux révolutionnaires. Une grande réunion avait eu lieu à Ostende le 16 août 1866, à laquelle assistaient Prim, Pierrad, Contreras, Sagasta, Becerra, Zorrilla, et dont les décisions furent approuvées par Martos et Castelar. Deux centres, l'un progressiste, l'autre démocrate, avaient été formés à Bruxelles sous la direction d'Aguirre et de Becerra ; ils devaient marcher d'accord avec Prim, exclusivement chargé de tous les préparatifs militaires. Le comte de Reuss correspondait avec Moriones, Baldrich, Muñiz et Damato, spécialement chargés de préparer l'insurrection en Aragon, en Catalogne, à Madrid et à San Sebastian. Becerra de son côté se maintenait en relations suivies avec Rivero, Figueras et Orense, qui dirigeaient le parti démocratique en Espagne.

Gonzalez Bravo, en apparence aussi acharné réactionnaire que ses collègues, mais dans la réalité plus disposé à épargner à d'anciens collègues de députation et à des journalistes des persécutions dont il connaissait l'inutilité, était trop souvent au courant de tout ce qui se passait dans l'intérieur de ces comités; il empêcha souvent des manifestations imprudentes de se produire au grand jour par des mesures préventives, et il ne dépendit pas de lui que Rivero pût s'échapper avant d'être arrêté et enfermé au Saladero de Madrid, ou que le jeune Copeiro del Villar ne fût pas exécuté à Palencia, après une tentative maladroite de pronunciamento ; il n'est point responsable de cette prison et de cette exécution qu'il aurait voulu empêcher.

Après l'attentat perpétré par le comte de Cheste contre le président du Congrès et plusieurs des chefs de l'Union libérale, les émigrés commencèrent à entrer en relations avec des notabilités de ce dernier parti : le mécontentement d'O'Donnell le pousserait-il jusqu'à recommencer la guerre

civile? Des négociations furent entamées par eux dans le but de lui faire reprendre le même rôle qu'il avait joué avant Vicalvaro. Prim déclara qu'il consentirait volontiers à se mettre sous ses ordres; mais rien ne pouvait se conclure tant que les élections n'avaient pas eu lieu et que l'on ignorait encore l'attitude que prendrait la nouvelle Chambre convoquée pour le 27 mars.

On fut bientôt édifié sur le caractère des nouveaux députés; les unionistes avaient suivi l'exemple des progressistes et des démocrates; ils s'étaient généralement abstenus comme eux; aussi le congrès était-il presque exclusivement composé d'hommes disposés à suivre le ministère dans tous ses écarts; l'opposition se composait de 4 unionistes seulement, car il ne fallait pas considérer comme opposants les trois petites phalanges du comte de San Luis, de Moyano et de Nocedal, dont l'indépendance relative ne reposait guère que sur des considérations personnelles.

Les seules concessions auxquelles consentit le cabinet en vue de l'ouverture des Cortès furent la levée de l'état de siège, mesure purement illusoire, puisque les garanties constitutionnelles restaient suspendues, la promulgation par un simple décret de deux lois sur la presse et sur l'ordre public qui devaient être soumises à l'approbation des Chambres, et enfin l'abrogation de l'arrêté de bannissement prononcé contre Serrano. Ce fut, avec le choix pour la présidence du Sénat du marquis de Miraflorès, qui avait conseillé à la reine de s'arrêter dans la voie où elle s'était engagée, tout ce que l'on daigna accorder à l'opinion publique.

Le général Serrano, de retour dans la capitale, voulut faire déclarer par les sénateurs que ceux-ci avaient vu avec une peine profonde les mesures prises contre lui-même, alors qu'il occupait encore les hautes fonctions de président

du Sénat. Il fut abandonné en cette circonstance, et il se trouva une majorité dans ce corps délibérant pour approuver la conduite tenue par le gouvernement. Cette majorité sanctionna même par son silence une mesure par laquelle le ministre de la justice avait révoqué des magistrats du tribunal suprême pour avoir soutenu les prérogatives du Sénat.

Le Congrès ne se montra pas moins docile; malgré l'énergique résistance de Canovas del Castillo, il approuva tous les actes accomplis par le cabinet pendant l'interrègne parlementaire, sanctionna les deux lois sur la presse et l'ordre public, et ne se partagea sérieusement que sur la question de savoir jusqu'où il fallait s'engager dans la lutte entreprise contre le régime parlementaire. Fallait-il seulement enlever aux Chambres le droit de faire leurs règlements, ou supprimer purement et simplement la représentation nationale ? C'était là le point sur lequel les réactionnaires cessaient de s'entendre. Les anciens modérés se contentaient du premier point. Nocedal et ses amis abordaient ouvertement la seconde question.

Tandis que l'Union libérale se rapprochait chaque jour des progressistes et des démocrates, deux auxiliaires vinrent, dans la famille royale même, reconnaître la justesse de leurs griefs.

Le premier fut don Enrique de Bourbon, frère du roi; il déclara solennellement dans un manifeste qu'il aimait mieux vivre à l'étranger, pauvre et obscur, que sanctionner par sa présence à Madrid le régime de persécution et de terreur qui y était établi. Par un décret daté du 9 mars, on s'empressa de lui enlever la dignité d'infant d'Espagne, et de le dépouiller de tous les honneurs, grades, décorations, titres et emplois dont il jouissait.

Le second, par sa richesse, sa haute position sociale, son

mérite personnel et sa haute influence était un auxiliaire bien autrement puissant. C'était le duc de Montpensier; il avait trop le souvenir des journées de février 1848, qui avaient mis fin au règne de Louis-Philippe, pour ne pas comprendre que la reine courait à sa ruine avec la politique qu'elle suivait : il crut de son devoir de faire intervenir sa femme et de la charger de conseiller à Isabelle de changer de direction. Le conseil fut très mal pris au Palais où l'on n'aimait pas le duc de Montpensier. La reine, d'accord avec le président du conseil, reprocha amèrement à sa sœur de se mêler des affaires du gouvernement où elle n'avait pas à intervenir. Le duc et la duchesse de Montpensier répliquèrent avec aigreur; et à la suite de cet échange de lettres, il y eut rupture des relations de famille. Montpensier n'était d'abord que mécontent; la manière dont on se conduisait envers lui devait en faire bientôt un ennemi.

Ouvertes jusqu'au 13 juillet 1867, les Cortès achevèrent leurs sessions sans autre incident notable qu'une loi d'amnistie applicable à tous les militaires qui avaient participé à l'insurrection du 22 juin et le vote du budget. Il y eut dans ce dernier vote cette particularité que la nation espagnole, qui jusqu'à ce jour s'était montrée injustement rétive à solder la dette amortissable, se décida enfin à consacrer au remboursement de cette dette une annuité plus forte. Les bourses de Londres et de Paris s'étaient fermées à la négociation des valeurs espagnoles et on voulait à tout prix en obtenir la réouverture. L'Espagne, comme tous les mauvais débiteurs, ne reconnaissait la légitimité de la créance qu'après avoir refusé de l'admettre pendant de longues années, alors qu'elle était en mesure de la payer; aussi ne lui fut-il tenu aucun compte d'une condescendance qui était fille de la nécessité et ne découlait pas d'un vrai sentiment de justice.

Cette question de la dette amortissable, à laquelle se rattachait celle des certificats de coupons anglais, amena une crise ministérielle intérieure ; le général Calonge, qui ne voulait pas souscrire aux exigences des créanciers anglais, abandonna le portefeuille des affaires étrangères, qui fut confié à don Alejandro Castro d'abord, puis à Arrazola. Le marquis de Roncali remplaça Arrazola à Grâce et Justice, et l'on chargea de la Marine le président du Congrès, don Martin Belda. On vit entrer au ministère d'Outre-mer, à la place de Castro, le gouverneur civil de Madrid qui avait aidé le comte de Cheste dans son attentat contre le Congrès, ce même Marfori dont nous avons déjà signalé la faveur auprès de la reine. C'était lui qui remplissait alors ce rôle de favori que nous avons vu occupé successivement par tant de personnages différents. C'était un homme d'une figure commune, d'allures peu distinguées, d'intelligence médiocre; on se demandait par quels avantages il avait pu captiver le cœur de sa souveraine. Beaucoup soutenaient qu'avec l'âge les satisfactions de l'amour semblaient être devenues pour elle bien plus un besoin maladif qu'une passion ; ses préférences tendaient à faire croire qu'elle ne recherchait aucune des qualités intellectuelles et morales qui élèvent tant l'homme civilisé au-dessus de la bête. Elle paraissait donner non pas à la beauté physique, mais à la force purement brutale, une valeur et une importance que dans la société bien élevée on lui refuse généralement.

La conduite de la reine était sévèrement jugée dans toutes les feuilles étrangères auxquelles les émigrés communiquaient les renseignements les plus circonstanciés sur sa vie intime; elle n'était même plus défendue à Paris avec la même énergie par les journaux que soudoyait le gouvernement impérial, car celui-ci essayait alors de faire quelques caresses aux amis du système représentatif, et parlait de

lui donner en France un nouveau relief sous la ridicule bannière d'Empire libéral, au moment même où l'on se précipitait à Madrid dans la voie opposée. Pour agiter l'opinion dans la Péninsule, on s'était borné d'abord à y envoyer en masse les articles de journaux où les mœurs d'Isabelle, les goûts de la cour, sa passion désordonnée pour les plaisirs et les fêtes, jointe à un bigotisme scandaleux et à des pratiques grossièrement superstitieuses, étaient vivement retracés et censurés. Bientôt ces envois ne suffirent même pas ; à l'instar du *Murcielago*, dont l'apparition avait précédé la révolution de 1854, on fit paraître à Madrid un journal clandestin sous le titre de *l'Eclàir* (*El Relampago*).

Il se répandait gratuitement à des époques indéterminées, annonçait qu'il ne cesserait de paraître que quand on en aurait fini avec la tyrannie, et se chargeait de dire tout haut ce que chacun répétait tout bas.

Voici ce qu'il racontait des luttes intestines de la famille royale dans son numéro du 10 février 1867 :

Ce n'est pas seulement avec le frère de son époux, don Enrique, avec le mari de sa sœur, le duc de Montpensier, avec sa sœur elle-même, mais aussi avec son propre époux, don François d'Assise, que la reine Isabelle est en désaccord.

Depuis longtemps le couple royal ne cesse de se quereller ; la discorde prend toute espèce de formes ; on se menace, chacun émet ses prétentions diverses, puis on se résigne ; il y a des concessions, des promesses de toute nature.

Sœur Patrocinio et le père Cirilo, l'archevêque de Tolède, sont les médiateurs ordinaires de ces querelles conjugales, tantôt dévotes, tantôt politiques, tantôt économiques : il faut quelquefois un tiers arbitre, et alors intervient le père Claret.

« Il s'agit presque toujours d'enlever au roi-époux certaines

« lettres qu'il a en son pouvoir et qu'il se refuse toujours à « livrer. A ces lettres se trouve joint un manifeste dans lequel « il proteste contre la légitimité des enfants issus de son ma- « riage. Dernièrement il voulut le faire publier, ce qui occa- « sionna grande rumeur dans tout le Palais. Gonzalès Bravo « en fut averti et put l'empêcher. Alors le roi fut enfermé « dans ses appartements, et les choses ne s'arrangèrent que « par l'intervention combinée des trois médiateurs, l'arche- « vêque, le père Claret et la sœur. Le confident spécial du « roi, celui qui était le plus avant dans son intimité, « Meneses, enrichi et ennobli par la faveur royale pour sa « belle tournure et ses manières aimables, avait été exilé de « Madrid à la suite des scènes les plus vives. »

Le 22 juin 1867, le journal lançait son cinquième numéro pour consacrer un souvenir fraternel à tous ceux qui avaient succombé dans la triste journée du 22 juin 1866 ou avaient été plus tard fusillés pour y avoir participé. Il jetait en même temps un cri qui trouvait déjà de l'écho dans toute la population : A bas les Bourbons d'Espagne.

Le gouvernement, entouré d'ennemis, se défendait avec énergie ; il comptait, dans un temps très prochain, sur un nouveau mouvement que lui faisaient prévoir l'impatience des émigrés et le malaise général, et il espérait puiser une nouvelle force dans un triomphe facile. Son attente ne fut pas trompée ; tout se préparait pour une tentative de pronunciamento dont la date avait été fixée au 15 août.

Ce jour-là, en effet, Prim arriva sur un bateau à vapeur qu'il avait frété en vue du Grao de Valence et attendit patiemment pendant deux jours que les bataillons qui y étaient casernés l'acclamassent pour leur chef ; attente vaine. Aucun officier supérieur ne voulut donner le signal ; sergents et soldats se souvenaient trop des conséquences du 22 juin ; Prim dut se retirer silencieusement sans avoir

rien fait, reprit le chemin de Marseille et se hâta de regagner la frontière des Pyrénées où, suivant ses ordres, Moriones, Pierrad, Contreras, Lagunero et Baldrich tentaient de leur côté la fortune.

Contreras, entré par la vallée d'Aran, n'avait pas été plus heureux que Prim ; il avait dû rétrocéder, ne rencontrant aucun des auxiliaires qui lui avaient été annoncés.

Lagunero et Baldrich avaient trouvé plus d'appuis dans la province de Tarragone; mais après quelques escarmouches ils avaient dû reconnaître l'inutilité de leurs efforts et s'estimèrent heureux de pouvoir rentrer en France après avoir traversé toute la Catalogne sans perdre aucun des leurs.

Il n'y eut de choc vraiment sérieux que dans l'Aragon, du côté de Jaca : Moriones et Pierrad parvinrent de ce côté à passer la frontière et à réunir une petite troupe qui s'élevait jusqu'à 640 personnes dont près de 500 appartenaient au corps des douaniers chargé de la garde des deux vallées de Hecho et d'Anso; les autres étaient d'anciens militaires déjà compromis dans les événements du 22 juin. Avec ce faible détachement, Moriones put mettre en déroute, à Linas de Maracuello, le maréchal de camp don Manuel Manso de Zuniga, envoyé à sa rencontre avec quatre compagnies de chasseurs, cinquante cuirassiers et quelques gardes civils ; le malheureux Manso et huit de ses soldats succombèrent dans cette rencontre qui aurait pu être bien plus désastreuse sans l'imprévoyance du général Pierrad, plus ardent à la lutte que capable de préparer un succès. De la mésintelligence qui s'établit alors entre les deux chefs, il résulta une désagrégation complète de tous les éléments qui composaient le détachement ; les douaniers se hâtèrent avec Pierrad de regagner le territoire français ; les bourgeois armés se débandèrent ensuite. Moriones resta presque seul, et apprenant que de nombreuses colonnes étaient

organisées par le capitaine général d'Aragon, reprit à son tour le chemin de la frontière.

Ainsi, dès les premiers jours de septembre, le cabinet était partout victorieux et pouvait se flatter d'avoir encore une fois triomphé des pronunciamentos; on avait pu cependant remarquer que s'il n'y avait eu de prise d'armes vraiment sérieuse que sur un point, le mouvement s'était cependant extraordinairement généralisé; il y avait eu de l'agitation, du désordre dans presque toutes les provinces. A Castellon de la Plana, dans les deux Castilles, en Estramadure, à Béjar principalement l'ordre avait été rétabli, mais non sans quelque difficulté. C'était la preuve que la Révolution gagnait incessamment du terrain; son triomphe devenait de jour en jour plus probable; le moment allait venir où les fidélités encore acquises au trône s'éloigneraient une à une et le laisseraient dans un complet isolement.

Parmi les émigrés qui n'étaient pas au courant de la marche des événements, un certain nombre se plaignait de la conduite observée par Prim; on l'accusait de ne s'être montré nulle part, et plusieurs allaient jusqu'à dire qu'il se tenait éloigné du péril alors qu'il y exposait les autres. C'était une accusation injuste; il passa deux jours dans les eaux de Valence, et si la garnison pourtant bien préparée refusa de se prononcer, c'est un fait qui, justement, ne saurait lui être reproché. Pour calmer l'opinion publique, il publia un manifeste daté de Genève 25 septembre, dans lequel il expliquait, sans compromettre personne, quelle avait été sa conduite pendant la période insurrectionnelle, et déclarait en même temps son intention de persister dans la voie révolutionnaire où il était entré, jusqu'à ce que, disait-il, les divers gouvernements qui se succédaient en Espagne cessassent d'être les bourreaux de la patrie et le scandale de l'Europe civilisée.

L'Union libérale n'avait en rien participé à cette sédition ; il semble qu'elle en ait regretté la mauvaise issue, car c'est immédiatement après cet insuccès qu'on voit s'établir les premiers liens entre elle et l'émigration. Le général Dulce commence à entrer en relations suivies avec ceux des amis de Prim qui conspiraient à Bayonne, et, bientôt après, c'est lui qui commence à unir dans ses mains tous les fils de la conspiration jusque-là exclusivement tramée par eux ; le général Serrano fait sonder à Séville le duc de Montpensier pour savoir s'il accepterait la couronne au cas de la déchéance de la reine. L'accession de ces divers personnages aux progressistes et aux démocrates allait assurer à ces derniers ce qui leur avait toujours manqué jusque-là, des ressources financières.

De nombreuses démarches étaient faites auprès d'O'Donnell pour le décider à entrer à son tour dans la ligue ; il s'y refusait obstinément, quand la mort vint tout à coup le surprendre à Biarritz, le 5 novembre. La disparition d'un personnage aussi important dans la politique espagnole causa dans toute l'Europe l'impression la plus douloureuse; la haine des monarchistes les empêcha de voir qu'ils venaient de perdre leur appui le plus sérieux. On ne sut pas au Palais dissimuler le ressentiment produit par le pronunciamento de Vicalvaro : la reine n'envoya aucune voiture de sa maison pour suivre la dernière dépouille du duc de Tetuan, ramenée à Madrid avec tous les honneurs qui lui étaient dus et conduite à la basilique de Notre-Dame-de-Atocha; en revanche, Narvaez s'honora et montra l'élévation de sentiments qu'il y avait chez lui, en conduisant lui-même le deuil de son rival, et en prononçant sur son cercueil, de la voix la plus émue, des paroles qui partaient plus du cœur que de la tête. Une souscription publique à l'aide de laquelle on réunit plus de 500,000 réaux, a permis d'é-

lever à O'Donnell, dans l'édifice de las Salesas un monument funèbre destiné à rappeler sa mémoire aux générations futures.

Comme parti politique, l'Union libérale était frappée au cœur par la mort de son chef; aussi ne songea-t-elle point à se mêler à la lutte parlementaire dans la nouvelle session qui s'ouvrit le 27 décembre 1867 pour durer jusqu'au 20 mai 1868. Le ministère put à son gré vanter les beaux résultats acquis par sa politique de répression, qualifier de tristes les derniers événements accomplis en Italie, qui avaient assuré l'unité de la nation italienne et diminué ainsi l'autorité temporelle du Saint-Siège, et s'efforcer d'attirer l'attention sur des améliorations intérieures touchant à l'organisation judiciaire, à la procédure criminelle, à l'instruction primaire, à la création d'une garde rurale. Mais ce qu'il lui fut impossible de dissimuler, c'est l'indifférence générale avec laquelle l'opinion suivait tous ces travaux parlementaires; les députés eux-mêmes n'assistaient plus aux séances; quoiqu'ils fussent au nombre de 300, on avait peine à en réunir une centaine pour les votes les plus importants. En vain la présidence du Sénat avait-elle été donnée au marquis de Miraflorès qui avait eu la magnanimité d'oublier les injures qu'il avait reçues; en vain la présidence du Congrès était-elle tombée aux mains d'un homme éclairé comme le comte de San Luis; rien n'y faisait; il était évident que les menées de l'émigration occupaient plus tous les esprits que les discours prononcés aux Cortès par des orateurs dont l'indépendance était mise en suspicion.

Une cérémonie assez ridicule qui eut lieu au Palais le 22 février 1868, ne produisit pas non plus l'impression qu'on en attendait. Le pape qui n'apercevait guère plus sur aucun trône d'Europe un monarque qui lui fût vraiment atta-

ché, avait eu l'idée, pour récompenser l'affection passionnée, mais stérile de la reine Isabelle, de lui envoyer une rose d'or, bénite suivant un vieil usage le quatrième dimanche de Carême avec un cérémonial tout spécial. Il osait, dans le bref par lequel il la lui envoyait, non seulement vanter son amour à l'Eglise et au Saint-Siège, mais encore célébrer ses hautes vertus. L'effet produit en Espagne par cette maladroite générosité mérite d'être signalé; les carlistes s'indignèrent de voir le chef de l'Eglise profaner lui-même un vieil usage qui n'aurait dû, disaient-ils, être mis en pratique que pour eux, et les libéraux en conclurent que la reine avait toujours placé les intérêts de l'Eglise avant ceux de la nation. Au point de vue moral, le certificat de vertu donné à Isabelle n'était ratifié par aucun Espagnol, à quelque parti qu'il appartînt.

Narvaez ne devait pas tarder à suivre O'Donnell dans la tombe. La maladie vint le saisir en plein exercice du pouvoir, et il succomba le 23 avril 1868, créant à son tour dans le parti modéré le même vide dont venait tout à l'heure de souffrir l'Union libérale.

Narvaez était sensible à l'amitié, fidèle dans ses affections, mais beaucoup trop facile à se laisser aller à l'emportement de son caractère ; nul n'a plus contribué que lui à donner aux luttes de son pays un caractère violent et âpre ; il n'était pas assez disposé aux transactions, à la conciliation. Entraîné dès l'origine du côté de la réaction et de l'autorité, il n'eut jamais qu'un ressort en vue, l'emploi de la force. Il fut logiquement cruel, ce qui est la pire des cruautés, alors même qu'il n'avait pas mauvais cœur et qu'il était capable de générosité et de clémence. Chaque fois qu'il prit les rênes du gouvernement, il les saisissait avec les intentions les plus bienveillantes; il gouvernait à peine depuis quelque temps qu'il s'aigrissait, s'impatientait des

moindres contradictions, voulait briser tous ceux qui, autour de lui, ne se rangeaient pas à son avis, et finissait par ne plus songer qu'à imposer à tous sa volonté. C'est un homme dont on peut dire qu'il valait au fond beaucoup mieux que tous ses actes ne le laisseraient supposer. Les Espagnols n'oublieront jamais les rigueurs et les violences inutiles dont il s'est fait l'instrument en diverses occasions; les Français se souviendront qu'il fut un des coupables instigateurs du Deux-Décembre.

Le duc de Valence eut la conscience, à son dernier moment, du triste état dans lequel il laissait le trône d'Isabelle; on raconte que ses dernières paroles furent celles-ci: Esto... se... a... ca... bo... Cela est fini. Il voulait dire par là, qu'au moment de mourir, il voyait tomber en ruines l'édifice de la monarchie constitutionnelle qu'il avait tant contribué à élever.

Ce fut à Gonzalès Bravo que la reine confia la présidence du Conseil après la mort de Narvaez; elle comptait sur lui pour continuer la politique inaugurée depuis le 22 juin, et pour la défendre contre tous les périls dont elle était entourée. De nouveaux éléments entrèrent dans le cabinet. Ce furent le général Mayalde, successeur de Narvaez à la guerre, le jurisconsulte Coronado qui prit le portefeuille de grâce et justice à la place d'Arrazola, puis deux écrivains intelligents, don Severo Catalina et don Tomas Rodriguez Rubi qui se chargèrent de Fomento et d'Outre-mer. L'ancien titulaire de ce dernier ministère, Marfori, était appelé à exercer au Palais les fonctions d'intendant du patrimoine; la reine tenait à le conserver auprès d'elle, et le mettait en situation d'exercer au palais une très grande influence.

Les premiers actes du nouveau ministère furent de clore les séances des Cortès (19 mai), et d'élever à la dignité de capitaine général les deux marquis de Novaliches et de la

Havane, appelés à remplir les vacances de Narvaez et d'O'Donnell.

Malgré le peu d'importance qu'occupaient alors les Cortès dans la vie de la nation, la clôture de cette dernière session eut lieu sous une triste impression. Le comte de San Luis, qui était encore président du congrès, ne put s'empêcher d'exprimer les inquiétudes auxquelles il était en proie ; il publia une brochure dans laquelle il se laissait aller à prononcer l'oraison funèbre du parti modéré. Pour lui aussi le régime constitutionnel était entièrement faussé, l'Espagne se trouvait dans une situation pleine de périls.

CHAPITRE V.

CONFLIT HISPANO-PÉRUVIEN.

1863-1866

Mécontentement produit dans les anciennes colonies espagnoles par l'expédition contre le Mexique et l'annexion de Santo Domingo. — Attitude du Pérou. — Situation de cette république. — Refus des divers cabinets de Madrid de reconnaître l'indépendance du Pérou. — Question du règlement de la dette de l'ancienne vice-royauté de Lima. — Affaire de Talambo. — Envoi sur les côtes du Pacifique d'une escadre espagnole sous les ordres de l'amiral Pinzon. — Mission de M. Salazar y Mazarredo — Occupation des îles à guano, dites Chinchas. — Protestation du Corps diplomatique. — Le Chili refuse de livrer du charbon aux navires espagnols. — Traité Pareja-Vivanco. — Négociations suivies entre le ministère des affaires étrangères du Chili, le chargé d'affaires espagnol et l'amiral Pareja. — Ultimatum de ce dernier; il est repoussé par le Chili. — La guerre est déclarée par l'Espagne au Chili. — Prise de la Covadonga par une frégate chilienne. — Alliance du Chili et du Pérou. — Suicide de Pareja. — Bombardement de Valparaiso. — Attaque des batteries du Callao par l'escadre espagnole. — La flotte ravagée par le scorbut. — Elle se divise en deux sections dont l'une va hiverner aux îles de Taïti, et l'autre s'en va à la rade de Rio-Janeiro. — Etat d'hostilité où reste l'Espagne vis-à-vis les deux républiques du Chili et du Pérou.

La politique d'expansion pratiquée par le gouvernement espagnol pendant les cinq années du ministère d'O'Donnell devait produire une certaine alarme parmi les républiques de l'Amérique du Sud ; elles auraient cru manquer à toute leur histoire, à l'esprit de solidarité qui les a unies pendant tout le temps qu'a duré leur lutte pour l'indépendance, à leur attachement à la doctrine de Monroe, à leur enthousiasme pour la liberté, à leur dignité même, si elles n'a-

vaient pas regardé avec méfiance la conduite de l'Espagne vis-à-vis le Mexique et l'annexion de Santo Domingo.

De toutes ces républiques, celle qui manifesta en ces circonstances le plus d'irritation contre son ancienne métropole, ce fut celle du Pérou. Elle n'avait pas en effet de traité conclu qui contînt une reconnaissance réelle de son indépendance, et toutes les questions relatives à l'affectation des dettes de l'ancienne vice-royauté étaient restées en suspens. Il y eut de grandes menaces faites dans la presse de Lima; certains journaux péruviens engagèrent leur gouvernement à se mettre à la tête d'une coalition contre l'Espagne, et il paraît même que des démarches furent faites auprès de plusieurs hommes d'Etat des principaux pays de l'Amérique du Sud, pour en jeter les bases; en tout cas, elles eurent toujours un caractère si peu officiel, qu'elles ne pouvaient être reprochées diplomatiquement au cabinet péruvien, pas plus que de prétendues subventions qu'il aurait adressées aux Haïtiens et aux Dominicains rebelles, pour les aider à chasser les Espagnols de Santo Domingo.

Ce qui justifiait l'attitude de la république du Pérou, c'était la mauvaise grâce que témoignaient à son égard tous les cabinets qui se succédaient à Madrid; il semblait qu'il y eût comme un parti pris de ne pas reconnaître franchement et loyalement son indépendance. Lorsque fut signé le traité qui reconnaissait l'indépendance du Mexique, en 1836, il n'en avait pas été conclu de semblable avec le Pérou; si, plus tard, en 1853, des négociations entamées à Madrid entre M. de Osma et le ministre Calderon de la Barca avaient amené la signature d'un traité, celui-ci ne put être ratifié à Lima, parce qu'il contenait quelques clauses qui froissaient la dignité des Péruviens.

Des faits graves ayant motivé en 1858 et 1859 l'envoi d'un agent spécial à Lima, M. Tavira, ministre plénipoten-

tiaire au Chili, ne s'était présenté dans cette capitale qu'à titre purement confidentiel.

L'année suivante, 1860, un plénipotentiaire envoyé à Madrid par le gouvernement péruvien, M. Galvez, pour résoudre toutes les questions de détail soulevées par le traité Osma, n'avait pas été reçu à titre d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire, sous le prétexte que s'il était accepté à ce titre, tout traité devenait inutile, et la reconnaissance de la république était définitivement acquise.

On ne peut donc pas s'étonner qu'en raison de cette conduite suivie avec insistance, il y eût chez les Péruviens l'idée que le gouvernement espagnol gardait toujours l'arrière-pensée de reconquérir sa suzeraineté. Eurent-ils aussi connaissance de certains rêves nourris avec soin dans le palais de Madrid au sujet de la création en Amérique de trônes sur lesquels seraient placés des princes de la maison de Bourbon? Il en fut tant question lors de l'expédition des trois nations alliées contre le Mexique, et la guerre de sécession qui dévorait alors les Etats-Unis laissa les coudées si franches aux puissances européennes, que l'opinion publique, vers les années 1862 et 1863, était naturellement excitée au Pérou contre les Espagnols.

Par malheur, il résulta de cette effervescence certaines scènes lamentables où le sang coula.

A Talambo, dans la métairie d'un riche capitaliste nommé Salcedo, qui avait fait venir de Guipuzcoa, en 1860, une soixantaine de familles de cultivateurs, une rixe s'engagea entre ceux de ces colons qui résidaient encore dans la métairie, et des hommes du pays soudoyés, dit-on, par Salcedo lui-même. A la suite de cette rixe, il y eut trois morts, cinq ou six blessés, et une maison mise au pillage. Quelques autres événements du même genre eurent lieu

en d'autres localités. Les tribunaux du Pérou avaient mission pour intervenir dans des affaires où les intérêts privés, à Talambo, par exemple, ceux du propriétaire et des émigrants, jouaient un rôle considérable ; on s'en émut pourtant extraordinairement à Madrid ; et c'est pour obtenir les réparations et dommages-intérêts qui pouvaient être dus à propos d'événements de ce genre, que toute une flotte espagnole, sous les ordres de l'amiral Pinzon, en même temps qu'un agent diplomatique, don Eusebio de Salazar y Mazarredo, recevait l'ordre de partir pour Lima. (Janvier 1864.)

Il faut croire que les instructions qui furent données au diplomate et au marin leur ordonnaient d'envenimer le débat qui n'était même pas encore né, car l'un et l'autre, dès leur arrivée, se signalèrent par l'attitude la plus agressive.

L'amiral, malgré les nombreuses préventions produites par l'arrivée de la flotte, fut reçu avec des actes de déférence marquée, sans qu'il fut manqué à son égard à aucune des règles de la plus rigoureuse étiquette ; on se montra même prodigue de politesse envers les marins de la Péninsule. Nonobstant il garda le ton le plus dédaigneux, tant avec les autorités qu'avec les particuliers, et se montra beaucoup trop hostile à tout ce qui constituait au Pérou l'administration de la justice à propos de l'incident de Talambo.

Quant à M. Mazarredo, dès la présentation de la lettre qui l'accréditait, il se mit en désaccord avec le gouvernement péruvien. On l'admettait comme agent confidentiel ; on lui refusait seulement le titre de commissaire spécial, « parce que, disait le ministre des affaires étrangères du Pérou, la dénomination de commissaire, non seulement n'est pas conforme aux règles et usages diplomatiques, mais pourrait entraîner des embarras dans le cours des

négociations qui, dans l'intérêt de l'un et de l'autre gouvernement, doivent être menées à bien ».

Sur cette simple indication, M. Salazar y Mazarredo crut devoir se retirer de Lima, et adresser un memorandum aux représentants des puissances alliées ; il se plaignait vivement de ce que l'administration péruvienne nourrissait le projet de contracter un emprunt de 70 millions de pesos, afin de se procurer les moyens de s'opposer aux exigences de l'Espagne, et menaçait de représailles sanglantes au cas où des excès seraient commis contre ses compatriotes (12 avril 1864).

De Lima, M. Salazar se dirigeait aussitôt sur le Callao, s'embarquait sur un navire de guerre espagnol, manifestait par une fausse manœuvre qu'il prenait sa direction vers le Nord, puis allait rejoindre dans la direction du Sud l'amiral Pinzon auquel il avait donné rendez-vous.

Tous deux ensemble se dirigeaient sur les îles Chinchas, les îles qui fournissent avec le guano la principale ressource financière du Pérou, et s'en emparaient sans aucune notification préalable de rupture d'hostilités (14 avril). Les raisons qu'ils alléguaient pour justifier d'un acte si contraire au droit des gens étaient : que le gouvernement de la république péruvienne s'était placé vis-à-vis de celui de S. M. catholique dans une attitude telle, que l'emploi de la force était devenu indispensable ; que la propriété des îles Chinchas pouvait être *revendiquée* par l'Espagne, et que le Pérou préparait une grande opération financière afin d'être en mesure de repousser les justes exigences du gouvernement espagnol. Dans ces conditions, ils se croyaient en droit de s'emparer de toutes les îles appartenant au Pérou et de tous les navires de guerre qui s'opposeraient à leur projet ; ils admettaient que le guano servît d'hypothèque pour toutes les sommes avancées au Pérou par des sujets étrangers, toutes

les fois que les contrats auraient été approuvés par le Congrès péruvien, et exhortaient les compagnies étrangères chargeant alors du guano, à continuer leurs chargements, sauf à rendre compte du nombre de tonneaux embarqués.

Le corps diplomatique résidant à Lima accueillit avec indignation la nouvelle de cet acte de violence; l'expression de revendication lui parut surtout cacher les intentions les plus dangereuses pour la souveraineté de toutes les républiques américaines. Une protestation très énergique fut aussitôt signée par les ministres des Etats-Unis, par ceux de Bolivie et du Chili, et par le chargé d'affaires d'Angleterre, protestation à laquelle se joignait le chargé d'affaires et consul général de France après une réunion générale de tous les Français établis à Lima.

Il fut impossible au gouvernement espagnol de se maintenir dans la ligne de conduite adoptée par M. Salazar et l'amiral Pinzon; en face de l'impression produite, il se vit obligé de leur donner tort, bien qu'ils n'eussent fait qu'obéir aux instructions reçues, et de déclarer solennellement qu'il n'avait pour sa part aucune idée d'agrandissement et de nouvelle conquête. Mais tout en cherchant à atténuer ce qu'il y avait de grave dans sa tentative de revendication, il continua pendant plusieurs mois à occuper les îles Chinchas, ce qui excita contre lui une grande irritation dans la plupart des villes américaines, particulièrement sur toute la côte du Pacifique.

Au Chili, la presse fut unanime pour taxer de violence inique et d'attentat contraire au droit des gens l'occupation des îles Chinchas, et le cabinet de Santiago manifesta toutes ses sympathies pour le Pérou en déclarant que le charbon de terre devant être considéré comme contrebande de guerre, il lui était impossible de permettre aux navires

espagnols de s'approvisionner de ce combustible dans les ports de la république chilienne. A Panama, le peuple envahit la légation de France, croyant y trouver M. Salazar y Mazarredo et accabla d'outrages un autre agent du gouvernement espagnol qui y avait effectivement cherché un abri.

La perte des îles à guano constituait une telle diminution dans les revenus du Pérou, que le président de la république, général Pezet, crut à la fin devoir céder aux menaces du gouvernement espagnol; il se fit rendre ces îles en échange d'une somme de 3 millions de piastres après une occupation de dix mois, et consentit à signer un traité connu sous le nom de Pareja-Vivanco, du nom des deux négociateurs, traité d'après lequel l'Espagne s'engageait à reconnaître l'indépendance du Pérou, tandis que celui-ci consentait à nommer un chargé d'affaires pour régler toutes les questions relatives à la dette et aux indemnités réclamées. La reconnaissance et le règlement devaient être stipulés sur un nouveau document, le traité signé (2 février 1865) ne devant être réellement considéré que comme préliminaires de paix. Le nom de Pareja que nous venons d'indiquer pour le négociateur espagnol est celui d'un amiral envoyé à la place de l'amiral Pinzon sur les côtes du Pacifique avec des instructions un peu moins agressives, mais encore très fermes et très hostiles aux républiques américaines. Cette première négociation conduite par lui avec prudence était assez heureuse, mais elle produisit un tel mécontentement que la situation se trouva tout à coup modifiée dans un sens plus belliqueux.

Il y eut au Pérou un mouvement révolutionnaire à la suite duquel le général Pezet fut remplacé par le général Prado, homme d'Etat très intelligent qui depuis longtemps poussait ses compatriotes à la lutte armée contre l'Espagne

et voulait qu'elle contractât des emprunts à l'étranger afin d'accroître son armée et surtout sa marine.

Tandis que s'accomplissait au Pérou cette révolution intérieure, l'amiral Pareja était descendu sur les côtes du Chili afin, disait-il, de châtier ce pays de son refus d'approvisionner de charbon les navires espagnols pendant l'occupation des îles Chinchas ; il réclamait pour son pavillon un salut de 21 coups de canon, salut auquel il serait répondu postérieurement, non simultanément ; une indemnité de 3 millions de réaux, et l'assimilation de la bannière espagnole dans les relations commerciales aux bannières les plus favorisées. Ces sommations, maladroitement dédaigneuses, furent mal accueillies ; le représentant espagnol à Santiago, Tavira, qui connaissait la situation, chercha vainement à donner aux affaires une tournure plus pacifique ; il n'en résulta que de longues discussions entre lui et Pareja, tandis que le gouvernement chilien, pénétré des intentions belliqueuses de l'amiral, ne songeait qu'à traîner les négociations en longueur pour mieux se préparer à la lutte. Tavira soutenait avec fermeté qu'il n'avait pas appelé la flotte espagnole et qu'elle n'était nullement nécessaire pour garantir les personnes et les intérêts de ses nationaux. Pareja accusait au contraire le diplomate d'abandonner les intérêts de l'Espagne pour ne voir que ceux du Chili.

Les ministres espagnols des affaires étrangères, MM. Arrazola et Bermudez de Castro, chargés de prendre parti entre les deux adversaires, donnèrent raison au marin qui fut revêtu des fonctions de plénipotentiaire, et refusèrent leur ratification à un projet d'arrangement sur lequel M. Tavira et le ministre chilien Covarrubias étaient tombés d'accord. M. Tavira dut rentrer à Madrid pour y rendre compte de sa conduite.

A Valparaiso, sitôt que cette dernière décision fut connue,

toutes les affaires s'arrêtèrent : les vaisseaux de commerce arborèrent tous un drapeau étranger; on comprit que la guerre allait éclater entre l'Espagne et le Chili, car jamais cette république ne consentirait à fléchir devant les allures provocantes de l'amiral.

Celui-ci présenta, le 28 septembre 1865, son ultimatum, qui fut immédiatement repoussé par le ministre chilien, et commença ensuite le blocus des ports du Chili.

Loin de rester indifférent, le Pérou, placé sous l'administration du général Prado, devait peu de temps après briser les négociations qu'il avait entamées soit à Lima, soit à Madrid, afin de transformer en traité de paix les préliminaires du 2 février, puis signer avec le Chili un traité d'alliance le 2 décembre 1865, et déclarer aussi de son côté la guerre à l'Espagne.

La première opération militaire fut toute à l'avantage des Chiliens. Pareja avait divisé son escadre en quatre sections; avec la *Ville de Madrid* et les goélettes *Vencedora* et *Covadonga* il bloquait le port de Valparaiso; plus au sud, le port de la Conception était bloqué par la *Résolution*, tandis qu'au nord, la *Berenguela* et la *Blanca* bloquaient les deux ports septentrionaux de Coquimbo et de Caldera. Un seul navire cuirassé, sous les ordres de Mendez Nuñez, observait au Callao toutes les évolutions de l'escadre péruvienne qui cherchait à combiner ses mouvements avec ceux de la chilienne. Pareja, informé des dangers qui le menaçaient du côté du Pérou, eut l'idée de faire prévenir les commandants de la *Berenguela* et de la *Blanca* et leur envoya à cette intention une des deux goélettes dont il disposait, la *Covadonga*.

C'était un aviso à vapeur de deux canons ; surpris dans son voyage par une frégate chilienne de 26 canons, la *Esmeralda*, qu'il eut la faiblesse de laisser s'approcher parce

qu'elle avait arboré le pavillon anglais, cet aviso fut attaqué par elle, écrasé d'abord sous un feu supérieur, puis enlevé à l'abordage (26 novembre 1865). La disproportion des forces était telle que l'honneur national restait sain et sauf. Cependant, l'amiral Pareja ne se sentit pas la force de surmonter la douleur que lui inspira cet échec ; à la première nouvelle qu'il en reçut, il se recueillit dans sa chambre, et, comme Villeneuve après Trafalgar, ne songea qu'à se donner la mort. Après avoir écrit qu'il demandait instamment que son corps ne fût pas jeté dans les eaux du Chili, il s'arma d'un revolver et se tua.

Le succès de la *Esmeralda* fut célébré par les Chiliens avec le plus grand enthousiasme ; ils y puisèrent une ardeur extrême et une si grande excitation à la lutte qu'aucun sacrifice ne leur coûta plus ; ils songèrent à armer des corsaires et à courir sus au commerce espagnol ; ils tentèrent d'acheter des monitors en Angleterre et aux Etats-Unis. C'est en apprenant ce premier succès que le Pérou se décida à déclarer ouvertement la guerre (5 décembre).

Le commandant de la *Numancia*, Mendez Nuñez, récemment élevé au grade de brigadier, prit le commandement suprême de la flotte espagnole, et, pour tirer vengeance de la perte de la *Covadonga*, eut la barbarie d'ordonner le bombardement de Valparaiso, ville commerciale ouverte, qu'aucune fortification ne défendait, et qui devait rester en dehors des horreurs de la guerre. Les consuls étrangers, celui des Etats-Unis surtout, cherchèrent à s'opposer à cette mesure qui certes ne pouvait servir à relever l'honneur des armes espagnoles ; ils n'y parvinrent pas, et la malheureuse ville eut à éprouver les plus terribles désastres dans ses magasins, ses stations de chemins de fer, et la plupart de ses édifices.

Ce sont les deux escadres chilienne et péruvienne que Men-

dez Nuñez aurait voulu atteindre, et qui étaient désignées par le ministre de la marine à son active persécution ; il essaya de les poursuivre jusque dans l'ile d'Abtao, mais elles s'étaient réfugiées là à l'abri de batteries qui fermaient l'accès du canal, et il fut impossible aux commandants de la *Ville de Madrid* et de la *Blanca* d'aller les chercher jusque sous les feux qui les protégeaient.

Il fallut donc se borner à continuer le blocus, mais on s'aperçut bientôt que cette opération trop longtemps continuée deviendrait fatale à toute la flotte ; les équipages, privés depuis plusieurs mois d'aliments qu'ils ne pouvaient à aucun prix se procurer sur une côte tout hostile, commençaient à souffrir du scorbut. L'ordre vint à Mendez Nuñez de frapper un grand coup et de se retirer ensuite, car il était inutile de rester plus longtemps à attendre un ennemi qui, sentant son infériorité, ne voulait pas se présenter.

Mendez Nuñez se proposa alors d'attaquer et de bombarder le port du Callao ; c'était là une toute autre opération que celle qui avait été dirigée contre Valparaiso, car il y avait au Callao des tours blindées, des batteries armées de canons de gros calibre, et on s'exposait à des dangers sérieux en attaquant avec des vaisseaux, presque tous en bois, de semblables fortifications.

Mendez Nuñez et les officiers supérieurs placés à la tête des principaux navires de l'escadre espagnole connaissaient bien la difficulté de la tâche qu'ils allaient remplir ; ils s'y décidèrent pourtant, car il valait mieux supporter une seule fois les conséquences d'un acte périlleux, que d'éprouver plus longtemps les misères d'un blocus interminable.

La flotte espagnole était déjà, le 25 avril 1866, dans les eaux du Callao ; elle annonça aussitôt son intention de bombarder, et six jours furent concédés aux navires neutres

pour se retirer et mettre leurs marchandises en lieu de sûreté. Ce délai expiré, le 2 mai 1866, au matin, le signal de l'attaque fut donné.

Mendez Nuñez avait formé quatre divisions: l'une, composée du navire blindé la *Numancia* et de deux frégates, la *Blanca* et la *Résolucion*, devait s'attaquer aux batteries du sud, parmi lesquelles on pouvait distinguer une tour blindée armée de deux grands canons tournants, système Armstrong.

La seconde division, formée de la *Berenguela* et de la *Ville de Madrid*, était dirigée contre les batteries du nord, pourvues, elles aussi, d'une tour blindée comme celles du sud.

Un navire tout nouvellement arrivé, et dont l'équipage n'avait pas encore un degré suffisant d'instruction, la *Almansa*, devait, avec la goélette la *Vencedora*, surveiller deux moniteurs, la *Loa* et la *Victoria*, et un vapeur, le *Tumbes*, que l'ennemi tenait en réserve au fond de la rade; la *Almansa* et la *Vencedora* formaient la troisième division.

Enfin, plusieurs transports étaient conservés comme réserve au mouillage de la flotte pour la garde des prisonniers ou la protection des malades et blessés : quelques-uns avaient leurs ancres toutes levées et leurs machines en feu afin de pouvoir se porter partout où leur présence serait reconnue nécessaire ; c'était la quatrième division.

Le feu ne s'ouvrit qu'un peu tard à cause d'un brouillard assez épais; il était midi quand partirent les premiers coups de canon.

Les Péruviens de leur côté avaient pris toutes leurs dispositions; des torpilles étaient disposées tout le long des côtes de manière à empêcher l'ennemi de s'approcher et à rendre ses feux moins dangereux par leur éloignement. Le

président de la république, général Prado, et le ministre de la guerre Galvez, avaient voulu animer de leur présence les combattants, et se tenaient au milieu d'eux au premier rang.

A peine commencé, le combat d'artillerie devint aussitôt général; au feu des vaisseaux espagnols, trop lointain, presque toujours impuissant, les batteries péruviennes ripostaient avec précision et efficacité.

Dès l'origine du combat, le commandant Mendez Nuñez fut atteint par une bombe dont les éclats lui causèrent huit blessures; on fut obligé de le conduire à l'hôpital : il recommanda de ne pas faire connaître aux autres navires l'état dans lequel il se trouvait, et laissa à son major général, don Miguel Lobo, le soin de suivre les opérations militaires.

Du côté des Péruviens, le ministre de la guerre, Galvez, fut mortellement atteint dès le commencement du combat à la suite d'une explosion dans la tour blindée du sud, explosion qui fut produite par une grenade partie de l'une des frégates assiégeantes, et qui condamna au silence les deux gros canons de la tour.

Cependant, la *Ville de Madrid*, ayant reçu des avaries dans sa machine, était obligée de se faire remorquer par la *Vencedora* et conduire en dehors du théâtre de la lutte; bientôt après, la *Berenguela*, ayant un de ses flancs percé de part en part par un boulet de gros calibre, et menacée d'un incendie dans la soute aux charbons, suivait l'exemple de la *Ville de Madrid*. A trois heures et demie, la frégate la *Almansa* se retirait à son tour pour échapper aux terribles conséquences d'un incendie; les flammes menaçaient d'envahir la poudrière de la proue. Des efforts bien dirigés parvinrent à éloigner le danger, et cette frégate, une heure après, pouvait se remettre en ligne. A la même heure

où se retirait la *Almansa*, la frégate qui, depuis le commencement, s'était le plus rapprochée des batteries ennemies, la *Blanca*, voyait toutes ses munitions épuisées et devait se diriger vers le mouillage pour s'approvisionner à nouveau.

Privé du concours de ces différents vaisseaux, le chef d'état-major ne crut pas possible de poursuivre l'œuvre de bombardement qu'il avait entreprise ; les batteries péruviennes continuaient à répondre au tir de ses pièces. Il ordonna à la *Numancia*, à la *Resolucion* et à la *Almansa*, de diriger quelques-uns de leurs derniers boulets sur la ville même du Callao, et, à 4 heures 40 minutes, voyant s'élever une petite brume, il se décida, à son grand regret, à donner le signal de la retraite.

La perte des Espagnols dépassait à peine 38 morts et 150 blessés ; de leur côté, les Péruviens avaient eu à subir plusieurs explosions ; dans leurs batteries, plusieurs pièces avaient été démontées, et le nombre des victimes était chez eux plus considérable que du côté des assaillants.

Dans ces conditions, on a beaucoup discuté en Espagne et en Amérique sur l'issue de cette journée. A qui en attribuer l'honneur, à qui accorder la palme du triomphe ?

Certes, si l'on doit tenir compte des difficultés qu'ils avaient à vaincre, du courage qu'il fallait déployer, des ressources qu'ils avaient sous la main, des risques auxquels ils s'exposaient sur un rivage ennemi, loin de tout abri, de toute protection, il est impossible de ne pas reconnaître que les marins espagnols avaient une plus rude tâche à remplir, et qu'ils se sont conduits avec beaucoup de courage ; ils peuvent se flatter d'avoir maintenu haut et ferme l'honneur de leur pavillon.

Mais c'est la fin qu'il faut voir en toutes choses. Or, que s'est-il passé au lendemain de cette journée ?

D'abord, pendant toute la nuit du 2 au 3 mai, l'escadre espagnole fut inquiétée par des torpilles qu'on lançait sur elle de la côte ; puis des difficultés de tout genre furent mises à son ravitaillement ; le scorbut, qui l'avait déjà envahie, développa chez elle ses ravages. Les chefs déclarèrent l'impossibilité absolue où se trouvaient leurs équipages de poursuivre la campagne ; et il fallut que l'escadre prît le parti, non pas seulement d'abandonner les côtes du Pérou et celles du Chili, mais encore de quitter définitivement les eaux du Pacifique.

Comment, devant un tel résultat, parler pour elle de triomphe et de lauriers ? Le bombardement des fortifications du Callao n'est plus qu'une démonstration courageuse servant à masquer une retraite forcée.

L'escadre espagnole se divisa en deux grandes sections, dont l'une alla faire échelle dans l'archipel de Taïti pour regagner ensuite les chantiers de réparation des îles Philippines, tandis que l'autre, par le cap Horn, alla prendre ses quartiers d'hiver dans la belle rade de Rio-Janeiro. Grâce à cette combinaison, les malades, renvoyés sur les navires de la première section, retrouvèrent assez rapidement la santé dans les îles de Taïti, où les autorités françaises s'empressèrent de leur fournir les vivres frais, les provisions et les médicaments dont ils avaient tant besoin ; quant à la deuxième section, elle était assez forte pour n'avoir rien à redouter des vaisseaux chiliens et péruviens ; aussi put-elle longer toutes les côtes du Pacifique, franchir le cap Horn, et arriver enfin à sa destination ; mais ce ne fut pas sans avoir à supporter à nouveau, pendant toute cette longue traversée, une nouvelle atteinte de la terrible maladie qui avait envahi toute la flotte.

La nation espagnole attendait avec une telle anxiété les nouvelles des triomphes réalisés par la grande escadre

qu'elle avait organisée à grand'peine, qu'aux premières nouvelles qu'elle reçut de l'attaque contre le Callao, un cri d'allégresse fut lancé d'une extrémité à l'autre de la Péninsule ; on organisa de suite des chants de victoire, des fêtes, comme au lendemain de la prise de Tetuan. L'impression fut si forte qu'on a grand'peine, aujourd'hui encore, à dire aux Espagnols qu'ils n'ont pas remporté ce jour-là une grande victoire au Callao. Le télégramme l'annonçait, et l'opinion publique en accueillit la nouvelle avec tant d'ardeur, que toutes les rectifications ont été plus tard impossibles. La légende était faite quand tous les détails furent publiés.

De leur côté, les Péruviens ont été entraînés, et par une certaine tendance à s'exalter eux-mêmes qui leur est propre, et par l'irritation naturelle que leur a causée la prétention des Espagnols à se poser en vainqueurs, à exagérer l'importance de leur succès.

Rien n'a plus contribué que cette disposition générale des esprits à empêcher toute réconciliation entre les républiques américaines et l'Espagne. C'est en vain que les Etats-Unis, l'Angleterre et la France se sont entremis pour rétablir la paix ; ces puissances, en agissant des deux côtés, ont pu empêcher jusqu'ici le renouvellement d'hostilités qui préjudicient à tant de grands intérêts, elles peuvent maintenir une sorte de *statu quo* qui se perpétue sans que la paix générale soit troublée. Mais il est plutôt vrai de dire que depuis ce malheureux conflit terminé par les bombardements de Valparaiso et du Callao, toutes les haines produites par la guerre de l'indépendance entre l'Espagne et ses anciennes colonies se sont réveillées avec une nouvelle énergie.

Cette recrudescence d'inimitié ne peut plus de notre temps causer que des désastres, et il serait du devoir de tous

les hommes d'Etat, soit espagnols, soit américains, de travailler sérieusement à l'amortir. Espérons qu'ils le comprendront, et que des nations qui sont déjà obligées de s'adresser au crédit des autres peuples pour grandir à l'intérieur et pour se développer, ne gaspilleront plus leurs ressources dans des entreprises insensées.

LIVRE SIXIÈME.

EXPULSION D'ISABELLE II.

1868 (mai-octobre).

CHAPITRE I.

GONZALEZ BRAVO.

19 mai-16 septembre 1868.

Mariage de l'infante Isabelle avec le comte de Girgenti. — Emprisonnement des généraux unionistes. — Bannissement du duc de Montpensier. — Formation d'un comité révolutionnaire composé d'unionistes, de progressistes et de démocrates. — Relations de ce comité avec le duc de Montpensier et le général Prim. — Suivant les instructions laissées par les généraux emprisonnés, des officiers supérieurs préparent dans l'armée un pronunciamento général. — Ils s'entendent avec les principaux chefs de la marine militaire. — Lutte de l'élément civil contre le militaire. — Gonzalez Bravo soutient avec énergie les gouverneurs civils contre les capitaines généraux; son désaccord avec Cheste et Novaliches; il donne sa démission. — La reine la refuse, ne voulant pas de modifications dans le Ministère avant la fin de la saison d'été. — Elle quitte la Granja pour se rendre sur les côtes de la Biscaye, à Lequeistio (9 août). — Visite de la reine à la frégate la *Zaragoza* (22 août). — Confiance du gouvernement dans l'armée et la marine.

Gonzalez Bravo s'était annoncé à la reine comme devant suivre la politique de résistance de Narvaez; il devait en être le continuateur, l'ombre même, suivant son expression; mais un obstacle se dressait devant lui; il n'était pas militaire et éprouverait sans doute de grandes difficultés à se faire obéir de généraux peu habitués à recevoir des ordres

d'un civil. Pour renverser cet obstacle, il comptait sur sa propre énergie, sur la fermeté de son caractère. « Le troisième coup fait feu, disait-il à ses amis, très peu après son avènement à la présidence du conseil. Ni Bravo Murillo, ni le comte de San-Luis n'ont pu se mettre au-dessus de l'élément militaire. Je montrerai, moi, qu'un bourgeois peut aussi en Espagne exercer la dictature. »

Dans cette disposition d'esprit on pouvait s'attendre à voir la lutte politique prendre un caractère de jour en jour plus violent, et cela d'autant plus que la cour, sous l'influence de l'infante doña Isabelle, princesse des Asturies, semblait vouloir prendre une attitude d'autant plus résolue que l'opposition se montrait plus agressive. Cette jeune princesse venait d'épouser le comte de Girgenti, frère de l'ex-roi de Naples, et s'était ainsi alliée à une famille détrônée, où les regrets, les revendications, la haine contre la Révolution dominaient tous les autres sentiments. Son caractère énergique lui donnait au sein du palais un certain ascendant, et, d'avance, toutes les mesures de rigueur trouvaient en elle un appui certain.

Aussi, le journal *la Iberia* ayant annoncé dans un numéro qui parut le 3 juillet, le jour même du départ de la reine pour la Granja, que l'accord entre les unionistes et les progressistes était définitivement conclu et que les deux partis désormais marcheraient unis à la conquête de la liberté, Gonzalez Bravo résolut de mater toutes les résistances par un coup d'éclat. Il ordonna au comte de Cheste de mettre en état d'arrestation à Madrid et de conduire à la prison de San Francisco, et l'ancien président du Sénat, Serrano, duc de la Torre, et les généraux Dulce, Zabala, Cordoba, Serrano Bedoya, et le brigadier Letona. En même temps l'ordre était envoyé d'emprisonner le général Echagüe, à San Sebastian, et Caballero de Rodas, à Zamora.

Enfin le duc de Montpensier et sa femme recevaient à San Telmo (Séville) communication d'une décision royale aux termes laquelle ils devaient quitter la Péninsule dans le plus court délai possible, et fixer leur résidence à l'étranger là où il leur plairait de demeurer (7 juillet). Le duc et la duchesse reçurent cette communication avec fierté ; ni l'un ni l'autre ne voulurent s'adresser à la reine ; l'infante Louise surtout était contre sa sœur dans un état d'irritation que rien ne pouvait apaiser.

Tous ces ordres furent immédiatement exécutés. Les ducs de Montpensier se transportèrent aussitôt sur la frégate la *Ville de Madrid* et firent voile pour Lisbonne. Ils trouvèrent à l'origine quelque difficulté à s'établir dans cette capitale, des indications ayant été faites à leur sujet au gouvernement portugais par les cabinets de Paris et de Madrid ; ce ne fut même pas sans quelque difficulté qu'on leur permit de fixer leur résidence à Oporto. Serrano, Dulce, Serrano Bedoya et Lopez Dominguez, conduits d'abord à la prison de San Francisco, furent ensuite dirigés sur Séville et Cadiz, d'où l'on se proposait de les embarquer pour les îles Canaries; ne pouvant résister aux mesures prises contre eux, les généraux s'en vengèrent en faisant passer à tous leurs agents des instructions verbales pour activer un mouvement révolutionnaire et en convertissant à leur cause, à Séville, le second commandant général Izquierdo ; à Cadiz, le chef de l'escadre Topete, qui jouissait dans la marine d'une très grande influence. On envoya à Lugo le général Zabala, aux îles Baléares, Echagüe, tandis que Caballero fut destiné aux Canaries.

Cadiz était un centre très important d'agitation révolutionnaire. Le parti démocratique y était très puissant ; il y avait dans cette ville et dans les localités voisines, Jerez, San Fernando, Puerto Santa Maria, un noyau d'hommes

actifs, déterminés, qui travaillaient sans cesse à agir sur l'armée et à la déterminer à un soulèvement. Parmi eux se distinguait un négociant de Jerez, très ardent, très entreprenant. José Paul et Angulo, tel était son nom, était riche et assez dévoué pour mettre sa fortune au service de la Révolution. Ces braves citoyens étaient déjà parvenus à se créer de nombreuses intelligences dans le régiment des Présides de Ceuta, dans celui de Bourbon, et parmi les douaniers; plusieurs officiers du régiment de Cantabre, caserné à Cadiz, étaient aussi en relations directes avec eux. Quand ils apprirent l'arrivée des généraux unionistes, ils s'empressèrent de leur faire connaître les ressources dont ils disposaient et se mirent à leur disposition pour tenter un mouvement; leurs offres furent rejetées pour le moment, mais les unionistes trouvaient là un terrain trop bien préparé pour ne pas songer à faire fructifier les germes déjà semés.

Des accords s'établirent rapidement dans la cité gaditane, entre les démocrates andalous, les émissaires du comité progressiste de Madrid, les agents des généraux unionistes, ceux du duc de Montpensier et du général Prim, et les auxiliaires discrets du général Izquierdo et du brigadier Topete. Tous ces personnages, obéissant à des sentiments si divers, poursuivaient cependant un même but, la déchéance de la reine Isabelle; ils se décidèrent à combiner leurs efforts pour l'atteindre, sans s'être préalablement entendus sur le gouvernement qu'on substituerait à celui qu'on se proposait de renverser.

Dans une brochure qu'il a publiée sous ce titre, à Madrid: *Mémoires intimes d'un pronunciamento*, Paul et Angulo donne des détails très intéressants sur la manière d'agir et les dispositions secrètes de tous les conspirateurs.

« Lorsque nous eûmes perdu, dit-il, l'occasion qui s'offrait à nous, après l'arrivée des généraux, et que le co-

lonel Merelo, le principal agent de Prim, eût été obligé de s'absenter, tant à cause du découragement général que par suite de l'impossibilité de rester à Cadiz, une nouvelle période s'ouvrit pour les travaux révolutionnaires. Tout le monde se mit d'accord, y compris Ayala, Vallin, Péralta, Sanchez Silva, Rancès, et d'autres personnes de leur communion politique, conspirateurs de la dernière heure. Cette union fut due en grande partie à l'indifférence que moi, l'agent autorisé du général Prim, je montrai alors, de propos délibéré, pour tout ce qui avait trait, et à l'arrivée de ce général, et à la participation du peuple au soulèvement. C'est uniquement grâce à ce moyen et parce que je n'avais point alors d'antécédents politiques, qu'il me fut possible d'intervenir dans le cercle unioniste qui s'était formé à Cadiz, cercle complètement réfractaire à tout contact avec le peuple.

« Nous pûmes alors nous convaincre jusqu'à quel point allait leur exclusivisme : dans leur passion politique, ils ne songeaient qu'à s'approprier les travaux effectués par d'autres. Tandis que d'un côté nous recevions du général Prim des lettres qui nous excitaient à l'union avec les unionistes, ceux-ci, état-major sans troupe, prétendaient tout faire par eux-mêmes et manifestaient une défiance et une aversion inqualifiables pour leurs loyaux alliés [1]. »

Paul et Angulo affirme que les officiers du régiment de Cantabre, qui avaient donné parole au colonel Merelo, n'entrèrent en rapport avec les unionistes que quand on leur eut fait savoir que tels étaient les désirs du général Prim. Quant au régiment fixe de Ceuta et aux officiers du régiment de Bourbon, aux douaniers, ils avaient été gagnés

(1) *Memorias intimas de un pronunciamento*, par José Paul y Angulo, diputado republicano de las Cortès de 1869. Madrid, bureau de la Igualdad.

à l'insurrection par les républicains Guilhem, La Rosa, Cala y Salvoechea, dont ils suivaient de préférence les indications.

Quoi qu'il en soit, par le fait de l'accord tacite qui existait entre les partis, le nombre des personnes initiées au complot allait s'accroissant avec une telle rapidité que Paul crut devoir écrire au général Prim que le moment était venu de donner le grand coup. On se proposait de soulever la garnison de Ceuta et de la transporter ensuite sur un point quelconque de la province de Cadiz où viendraient s'incorporer à elle tous les bourgeois démocrates et républicains, les douaniers, les officiers du régiment de Cantabre compromis, et peut-être une partie de la garnison de Séville.

Au reçu de cette communication, Prim envoya sur les lieux un de ses confidents les plus intimes, et c'est alors que commencèrent à entrer dans la conspiration presque tous les marins résidant à Cadiz, et principalement le brigadier Topete. Prim fut aussitôt informé de cette importante nouvelle et donna l'ordre à ses agents de combiner le soulèvement avec les nouveaux adhérents, tout en se réservant d'accourir lui-même au premier signal, quoiqu'on l'encourageât à se tenir en dehors et à ne pas se montrer dans les premiers moments.

Une première fois, le 9 août, le pronunciamento faillit avoir lieu. Ce jour-là, sous le prétexte d'assister à une course de taureaux, un certain nombre de citoyens de Jerez, de Puerto San Maria et de San Fernando s'étaient rendus à Cadiz; ils s'étaient donné rendez-vous dans une maison particulière, et toute la nuit ils attendirent le signal qui devait leur être donné par le brigadier Topete et le général Primo de Rivera. Ce signal ne vint pas; on ne s'entendit pas sur le point de savoir qui devait se soulever d'abord, la flotte ou l'armée, et, au petit jour, les conjurés durent se

disperser par la ville pour regagner leur domicile privé. La police eut vent de quelque chose, mais ne sut pas remonter jusqu'aux initiateurs même du complot. On se contenta d'éloigner de Cadiz un lieutenant du régiment de Cantabre, de mettre en cause quelques sergents et un bourgeois, et d'avertir Paul qu'à la suite de nouvelles menées de sa part il serait déporté aux Canaries comme l'avait déjà été l'agent de Prim auquel il avait succédé, Perez de la Riva.

Après quelques jours de répit, pendant la fin du mois d'août et les premiers jours de septembre, les négociations reprirent de nouveau leur conrs entre les divers groupes de conjurés. Topete se décida enfin à consentir à ce que le même navire qui ramènerait de Londres le général Prim pourrait aller chercher les généraux internés aux Canaries, et deux affiliés partirent, l'un pour ces îles, l'autre pour Londres, afin de faire connaître cette détermination aux principaux intéressés.

Le général Prim, très surveillé à Londres par les émissaires de Gonzalez Bravo, vit un obstacle au plan qui lui était soumis ; en le forçant à aller aux Canaries, on l'obligeait à tenir son absence de Londres trop longtemps secrète avant le pronunciamento. Il décida que la plupart de ses amis et alliés s'embarqueraient au jour dit sur le vapeur qui devait aller chercher les généraux aux Canaries, et que lui-même partirait pour Gibraltar sur la malle des Indes, le 12 septembre, déguisé en valet de chambre des comtes de Barck, en compagnie de Sagasta et de Zorilla qui voyageraient comme Américains. Il était convenu d'ailleurs que, quels que fussent des généraux bannis ceux qui arriveraient les premiers, ils seraient reçus par la marine à bord des navires de guerre.

Toutes ces opérations ne pouvaient se faire sans de grandes ressources financières ; elles furent facilitées en partie par

le duc de Montpensier, qui mit de fortes sommes à la disposition du brigadier Topete, par l'intermédiaire d'Ayala. Ces sommes étaient remises directement par le banquier de Cadiz, don Pedro Lopez Ruiz, qui se remboursait au moyen de traites tirées contre la maison Coutts et C[e] de Londres, banquiers de la famille d'Orléans. Les républicains frétèrent avec leurs propres deniers les navires qui de Gibraltar devaient conduire Prim, Sagasta et Zorilla dans la baie de Cadiz ; il y avait de leur part une très juste préoccupation que dès l'origine le pronunciamento ne fût fait au nom et au profit du duc de Montpensier.

C'est ainsi que, peu à peu, se préparèrent les événements qui devaient aboutir au célèbre pronunciamento du 16 septembre 1868.

Dans beaucoup d'autres provinces, les éléments d'action étaient en éveil, mais nulle part ils ne s'étaient agglomérés comme à Cadiz. Le comité révolutionnaire de Madrid avait des ramifications à Alicante, Jaen, Salamanca, Ciudad Real, et en Galice ; dans beaucoup de services publics, comme dans les postes et les télégraphes, il était aidé par les fonctionnaires, et, comme en 1854, il arriva qu'il fut informé d'événements graves avant le gouvernement lui-même.

Gonzalez Bravo se figurait avoir des renseignements exacts sur toute la marche de la conspiration; il avait acheté un des serviteurs de Prim qui, plus d'une fois, lui avait donné des indications précises, en lui faisant seulement passer les papiers de toute sorte que le général jetait au panier. Mais Prim s'en était aperçu; il avait surveillé le serviteur infidèle, l'avait pris en flagrant délit, et, au lieu de le renvoyer, avait eu l'idée de se servir de lui pour lancer la police espagnole et l'ambassadeur, comte de Vista Hermosa, sur de fausses pistes, Ce stratagème lui avait réussi,

et il trompait la police au moment où celle-ci se croyait le plus sûre d'être le mieux instruite.

Après la prison des généraux, Gonzalez Bravo avait dû faire surveiller les généraux Sanz, Makenna, Soria, Santa Cruz et Jovellar qui avaient pris à leur charge de continuer l'exécution des plans de Serrano et de ses amis. Le président du conseil avait les yeux fixés sur Cadiz, sur Oporto et sur Londres, et devait en même temps s'inquiéter des menées d'Olozaga et de Cantero qui, à Madrid, répétaient sans cesse que l'emprisonnement des généraux devait être le coup de grâce du ministère. De tous côtés lui arrivaient des preuves non équivoques que les principaux personnages du parti modéré lui-même ne croyaient pas à la durée de son autorité. Après le comte de San Luis et le marquis de Miraflorès, qui s'étaient éloignés de la cour, c'était don Alejandro de Castro qui avait donné sa démission d'ambassadeur à Rome. Le comte de Cheste ne consentait pas à rester commandant général des hallebardiers. Novaliches suspendait, de sa propre autorité, à Barcelone, le commandant civil, et envoyait sa démission de capitaine général, parce que le président du conseil lui donnait tort.

Au milieu de tous ces dangers et de tous ces ennuis, le dégoût s'empara de Gonzalez Bravo, et il offrit à la reine sa démission (9 avril). C'était au moment où celle-ci voulait quitter la Granja pour aller prendre les bains de mer à Lequeitio ; Isabelle insista pour qu'aucune modification ministérielle n'eût lieu jusqu'à son retour à l'automne, et le ministre, cédant à ses instances, eut la faiblesse de l'accompagner lui-même sur les côtes du golfe de Biscaye, d'où la surveillance lui était plus difficile sur tout le territoire de la Péninsule.

A Lequeitio, les bruits de complot étaient tellement répandus que la reine hésita longtemps à visiter la frégate la

Zaragoza qui se trouvait dans les eaux de cette ville. On y disait tout haut que la marine était tellement mécontente par le fait de la nomination du ministre Belda, que si la reine mettait le pied sur la frégate, le commandant donnerait immédiatement ordre d'appareiller et s'empresserait d'une part de proclamer la régence du prince Alphonse, d'autre part de conduire la reine sur un territoire étranger. Malgré ces bruits la visite eut lieu dans l'après-midi du 22 août. La reine, accompagnée de l'infant don Sebastian, des ministres de la marine et des affaires étrangères, des dames de la cour et des plus hauts fonctionnaires du palais, se rendit à bord de la frégate. Le capitaine Malcampo, qui devait aussitôt après se rendre à Cadiz auprès du brigadier Topete, reçut la reine avec toute la déférence accoutumée, et par sa conduite dissipa les doutes qui existaient déjà sur les dispositions générales des marins. Sa courtoisie ne contribua pas peu à permettre que les derniers travaux nécessaires pour assurer le succès général de la conspiration pussent être menés à terme, sans être arrêtés par de brusques décisions de l'autorité supérieure.

L'empereur Napoléon III ne cessait pas de se préoccuper des dangers que pouvait lui faire personnellement courir une insurrection orléaniste en Espagne; il tenait avec soin la reine au courant de ce qui se tramait contre elle, et allait jusqu'à prétendre que le duc de Montpensier s'était mis d'accord avec le comte de Bismarck. Son rôle ne se bornait pas à prévenir Isabelle; il paraît aussi qu'il négociait avec les carlistes et les engageait par-dessous main à se préparer à entrer en lice, si le mouvement qu'il prévoyait s'accomplissait en faveur de la République ou du duc de Montpensier. La reine Isabelle, inquiète des dispositions d'esprit de son ancien allié, désirait vivement avoir une entrevue avec lui, et chargea le comte Ezpeleta de se rendre à

Biarritz pour la solliciter, avec une lettre écrite de sa propre main. Elle attendait une réponse à San Sebastian où elle s'était rendue après avoir fini sa saison de bains à Lequeitio, quand éclata le pronunciamento de Cadiz.

CHAPITRE II.

CADIZ ET ALCOLEA.

16 septembre-1er octobre 1868.

Pronunciamento de la flotte espagnole à Cadiz, le 18 septembre. — Proclamations de Topete et de Prim. — Arrivée des généraux unionistes venant des Canaries. — Manifeste rédigé par Lopez de Ayala. — Départ de Serrano pour Séville, de Prim pour Carthagène et toute la côte de la Méditerranée. — Topete reste à Cadiz à la tête de la junte révolutionnaire. — Pronunciamentos de Séville, Malaga, Grenade. — A la première nouvelle des événements, reçue à San Sebastian, Gonzalez Bravo donne sa démission. — Il est remplacé dans la présidence du conseil par don José de la Concha, marquis de la Havane. — Arrivée de don José à Madrid, le 20 septembre. — Création de quatre grands commandements militaires : Andalousie, Catalogne et Aragon, Nouvelle-Castille et Valence, Vieille-Castille, Asturies et Galice. — Mouvement insurrectionnel à Béjar, à Santoña et à Santander. — Calonje s'empare de cette dernière ville. — Le comte de Cheste maintient son autorité en Aragon et en Catalogne. — Novaliches est chargé de barrer aux troupes insurgées le passage du Guadalquivir et de Despeñaperros. — Organisation d'une armée à la tête de laquelle est placé le duc de la Torre; celui-ci occupe Cordoue. — Novaliches concentre des forces à Andujar. — Caballero occupe le pont d'Alcolea. — Journée du 28 septembre. — Novaliches est blessé à l'attaque du pont. — Retraite de l'armée royale. — Elle capitule et se joint à l'armée libérale, 1er octobre. — Résistance de Béjar. — Promenade de Prim sur le littoral. — Pronunciamentos d'Almeria et Carthagène.

L'escadre réunie, le 16 septembre, à Cadiz, sous les ordres du brigadier Topete se composait de quatre frégates : la *Zaragoza*, celle qui venait de recevoir à son bord, le 22 août à Lequeitio la reine Isabelle, la *Tetuan*, la *Ville de Madrid* et la *Léaldad*, de trois vapeurs, de quatre goélettes et de deux transports. Les chefs de ces navires étaient en-

trés dans la conspiration, un seul excepté, le commandant de la goëlette la *Ligerá*.

Toute cette escadre, moins la *Ligera*, était ancrée dans la baie, sous la main même de Topete, quand, dans la nuit du 16, un bateau venant de Gibraltar, et portant à son bord le général Prim, Sagasta et Zorilla, vint se placer aux côtés de la frégate la *Zaràgoza* au mât de laquelle était hissé le pavillon de l'amiral : son arrivée était attendue; un autre bateau venant de Gibraltar. et envoyé par Paul, avait déjà fait connaître que Prim avait fait sans danger le voyage de Londres à Gibraltar, et qu'il allait incessamment se présenter sous les murs de Cadiz.

Une sorte de conseil de guerre se tint aussitôt dans la chambre principale de la *Záragoza*; en outre des marins, Prim, Sagasta, Zorilla, Paul, Merelo et trois démocrates de Cadiz, en faisaient partie. Il fut décidé que le 18 septembre à midi on soulèverait la ville de Cadiz, et que le signal du soulèvement serait donné par une décharge générale de tous les canons de l'escadre.

Cette résolution une fois prise, Merelo, Paul et leurs trois amis s'embarquèrent sur une petite chaloupe et pénétrèrent dans Cadiz; deux d'entre eux se mirent immédiatement en rapport avec les officiers du régiment de Cantabre; les autres s'empressèrent de convoquer une centaine de leurs adhérents à un rendez-vous spécial où ils devaient se trouver en armes. Le but de ces derniers était de s'emparer, avant le signal de l'escadre, des deux sièges des gouvernements civil et militaire : mais la police était prévenue; tous deux étaient gardés par des troupes fidèles, gardes civils et artilleurs.

Il y eut, à cause de la difficulté des manœuvres, un retard dans le grand événement que la ville attendait déjà avec une vive impatience. Le 18 septembre, à une heure seule-

ment, les marins de la *Zaragoza* étant montés sur les vergues, et tout l'état-major se tenant sur le pont, le brigadier Topete se décida à donner le signal. Prim était à ses côtés, et quand vint le moment de lancer le vivat d'ordonnance, il s'écria d'une voix sonore : Vive la souveraineté nationale. Une clameur enthousiaste lui répondit aussitôt, et les canons partirent avant même que l'ordre eût été donné.

La petite cité de San Fernando répondit à cet appel de l'escadre avant la ville de Cadiz. Sous l'impulsion du général Primo de Rivera et du colonel Burgos, les douaniers et la compagnie de Cantabre qui s'y trouvaient casernés se prononcèrent les premiers ; ils entraînèrent par leur exemple l'infanterie de marine de la Carraca.

Cadiz ne se prononça que le 19 au matin ; pendant la nuit du 18 au 19, un grand nombre de bourgeois s'étaient réunis dans un local spacieux situé non loin de la caserne du régiment de Cantabre. Dès l'aurore, ils s'approchèrent de cet édifice, tandis que les officiers compromis à l'avance venaient se placer, eux et leurs hommes, successivement, sous les ordres du colonel Merelo. La population s'empressa d'acclamer les uns et les autres, tandis que la garde civile et l'artillerie, sous les ordres du général Bouligny, gardaient à leur égard une attitude hostile, mais sans engager d'action.

Prim et Topete, bientôt prévenus de l'état des choses, s'empressèrent de descendre à terre avec une force de débarquement, et furent salués par les acclamations réitérées d'un peuple enthousiaste. Aux cris de : Vive le général Prim ! se mêlaient d'autres clameurs non encore entendues en Espagne : Mort aux Bourbons !

Des négociations intervinrent entre Prim et Topete d'une part, et le général Bouligny de l'autre ; il fut convenu que l'artillerie sortirait de la place et irait s'établir à la Carraca,

et cette convention fut aussitôt exécutée, de sorte que la ville entière se trouva, sans effusion de sang, acquise à la révolution triomphante.

Sans perdre un instant, Prim et Topete constituèrent une junte révolutionnaire qui fut composée par tiers des trois éléments : démocrate, unioniste et progressiste, et à la tête de laquelle fut placé le brigadier Topete.

Le soir de ce même jour, 19, arrivèrent à Cadiz les généraux unionistes, et une première conférence eut lieu entre Prim, Topete et Serrano. Le marin insistait pour qu'on remplît de suite les engagements qu'il avait pris avec le duc de Montpensier. « Pensons d'abord à vaincre, reprit Serrano, nous parlerons ensuite de l'affaire. » Une deuxième réunion plus générale eut alors lieu, où l'on approuva un manifeste rédigé par Lopez de Ayala ; ce manifeste, adressé à tous les Espagnols et ayant pour titre *Espagne avec honneur*, déclarait que le jour était venu où tous les scandales devaient finir, où il fallait combattre pour l'existence et pour l'honneur. Il y avait nécessité de créer un nouveau gouvernement qui représentât toutes les forces vives du pays et qui assurât l'ordre, en même temps que le suffrage universel viendrait cimenter les bases d'une régénération sociale et politique. Ce manifeste était signé par Serrano, Prim, Dulce, Serrano Bedoya, Nouvilas, Primo de Rivera, Caballero de Rodas et Topete. A la suite de la réunion, il fut décidé que Serrano se dirigerait immédiatement sur Séville déjà prononcée, tandis que Prim, avec trois frégates, irait soulever successivement toutes les villes situées sur les bords de la Méditerranée, et que Topete resterait à Cadiz à la tête de la junte.

Le pronunciamento de Séville s'était effectué aussi facilement que celui de Cadiz, car, tandis que le capitaine général Vasallo, sur les premiers indices, avait voulu prendre

toutes les mesures nécessaires à réprimer l'insurrection, son second, le général Izquierdo, s'était directement mis d'accord avec les chefs de tous les principaux régiments. Dès le 19, dans la soirée, les soldats du bataillon de Segorbe s'étaient prononcés dans l'intérieur de leur caserne. Izquierdo s'était rendu au milieu d'eux, et, sur ses ordres, les portes de la caserne avaient été fermées au capitaine général qui un peu plus tard avait voulu se présenter pour faire respecter son autorité. Après le bataillon de Segorbe, avait eu lieu le pronunciamento des chasseurs de Tarifa, puis du bataillon de Simancas. Vasallo n'avait été reçu que par le 2e régiment monté d'artillerie; les lanciers de Santiago avaient, eux aussi, refusé de lui obéir.

Tout cela s'était passé dans la soirée avec une extrême rapidité; sur les dix heures, les troupes prononcées se réunirent sur la place Neuve sous le commandement du général Izquierdo, et un négociateur fut envoyé auprès du capitaine général enfermé dans la caserne de la Trinité.

Les négociations ne furent pas longues. Vasallo consentit à résigner, par une déclaration officielle, le commandement entre les mains du général Izquierdo qui, dans la note adressée par lui au capitaine général, s'engageait, de son côté, à ne faire prendre les armes à ses compagnons d'armes que pour la défense de la cause nationale. Après ces engagements réciproques, le capitaine général fut invité, sur les deux heures du matin, à s'embarquer sur un vapeur qui l'attendait dans le port; on l'y conduisit en voiture, et, sans lui laisser le temps de voir arriver sa femme et ses enfants, le commandant du navire s'empressa de partir pour Gibraltar.

Ainsi, dès le 20 au matin, sans coup férir, toutes les troupes casernées à Séville se trouvèrent à la disposition des officiers supérieurs qui venaient de se prononcer à Cadiz.

La nouvelle de cet étonnant succès se répandit dans toute l'Andalousie comme une traînée de poudre. Malaga, Grenade, Huelva s'empressèrent de suivre l'exemple de Cadiz et de Séville.

Dès le soir du 18 septembre, la nouvelle du pronunciamento avait pu être envoyée à Saint-Sébastien par une dépêche télégraphique. A peine averti, Gonzalez Bravo, convaincu de son impuissance à conjurer par lui-même la tourmente qui se préparait, se présenta à la reine et lui offrit sa démission. Celle-ci fut acceptée, et immédiatement après, un décret fut signé qui donnait au capitaine général don José de la Concha la présidence du conseil et le portefeuille de la guerre. Concha, à peine nommé, prit le train de Madrid et, dès son arrivée dans la capitale, divisa tout le territoire de la Péninsule en quatre grands commandements militaires.

Son frère, le marquis del Duero, devait commander dans la Nouvelle-Castille et la province de Valence. La Catalogne et l'Aragon étaient confiés au comte de Cheste, et l'Andalousie au marquis de Novaliches. Calonge était appelé au commandement supérieur dans tout le territoire formé par la Vieille-Castille, les Asturies et la Galice. Chacun de ces officiers supérieurs était invité à se rendre immédiatement au poste qui lui était assigné.

Cette première résolution prise, Concha, qui ne voulait entendre parler d'aucune mesure d'ordre purement politique et civil avant d'avoir tenté le sort des armes, ne s'occupa plus que de former le noyau de l'armée du Midi. C'était celle qui devait s'opposer à la marche envahissante des généraux unionistes. Novaliches reçut l'ordre de prendre sous sa main toutes les troupes disponibles dans les provinces de Cordoue, Jaen, Murcie, Grenade et Malaga, et de marcher en avant pour empêcher les rebelles soit de

franchir le Guadalquivir, soit au moins de traverser la Sierra Morena.

Tandis que, du côté de la répression, ces efforts étaient tentés, le cri prononcé à Cadiz trouvait, en dehors de l'Andalousie, de l'écho dans trois cités, à Bejar, à Santoña et à Santander.

Bejar, ville industrielle de la province de Salamanca, ayant vu partir la faible garnison qui la gardait, s'était aussitôt déclarée en insurrection (22 septembre); elle nomma une junte qui s'occupa très sérieusement de se mettre en état de défense, et se prépara à résister à toute colonne qui serait envoyée contre elle.

Santoña, quoique place de guerre, grâce à l'accord d'un officier en retraite et du lieutenant-colonel du régiment d'Isabelle II, put se déclarer en pleine insurrection, presque sans coup férir. Le gouverneur de la place fut fait prisonnier; quelques artilleurs qui ne voulaient pas se prononcer furent autorisés à se retirer et purent sortir de la ville sans être inquiétés. La citadelle et la cité se trouvèrent ainsi assurées à la révolution sans que les autorités locales eussent pu opposer la moindre résistance.

Le succès de ce coup de main détermina la ville de Santander à adhérer, elle aussi, au pronunciamento. Dès le 20, elle avait été vivement agitée. Ce jour-là le peuple avait pris possession de la principale place et paraissait déjà décidé à acclamer les insurgés de Cadiz et de Séville ; mais, sur le soir, la troupe était intervenue et avait dispersé la foule en lui faisant une quarantaine de prisonniers. Mais le lendemain, la goëlette la *Caridad* était entrée dans le port, et avait annoncé le pronunciamento de Santoña ; le chef militaire avait cru devoir, à cette nouvelle, quitter la cité. Alors la population abandonnée à elle-même s'était empressée d'acclamer la liberté, la souveraineté nationale et les Cortès

constituantes ; une junte devait être nommée pour organiser la défense.

Toute l'attention du lieutenant général Calonge, chargé des opérations dans la Nouvelle-Castille, se porta donc sur les trois points de Bejar, Santoña et Santander ; il crut devoir diriger sur la première de ces villes une colonne aux ordres du brigadier Nannetti, tandis que lui-même, à la tête de 3000 hommes et de deux pièces d'artillerie, marchait en toute hâte pour réduire Santander. Le brigadier, ne disposant pas de voies ferrées, devait tarder quelque temps à atteindre son but, tandis que Calonge, ayant à sa disposition le réseau du Nord, fut immédiatement sur les lieux ; il put attaquer la ville de Santander dès le 24 ; celle-ci résista pendant quatre heures, mais, leurs munitions étant bientôt épuisées, les insurgés abandonnèrent les barricades et s'embarquèrent pour Santoña. La résistance n'avait pas été effectuée par plus de 300 personnes ; elle fut cependant assez énergique. Calonge eut plus de 30 victimes, entre morts et blessés. On peut dire en son honneur qu'il s'occupa plus en cette circonstance de récompenser ses soldats que de punir les rebelles. On accorda l'avancement immédiat à tous les chefs, officiers et sergents-majors blessés ; chaque soldat ou sous-officier blessé reçut la croix d'Isabelle II pensionnée avec 30 réaux par mois.

Calonge, ce résultat obtenu, ne se sentit pas assez fort pour attaquer Santoña ; il laissa Santander à la garde d'un brigadier et repartit pour Valladolid où il était appelé par la nécessité de faire face à de nouveaux soulèvements qui lui étaient annoncés dans la Rioja.

Quant aux provinces de Catalogne et d'Aragon, placées sous l'autorité du comte de Cheste, si, à la suite des événements de Cadiz, les esprits commencèrent à s'y agiter, aucun désordre ne s'y produisit d'abord ; à Barcelone, le comte

pouvait impunément se promener dans les rues et recommander le calme à la population; Saragosse restait complètement tranquille.

C'était en Andalousie que devait se décider le sort de la reine Isabelle; c'est de ce côté que se portèrent aussitôt tous les regards. Qui gagnerait la partie, de Novaliches ou de Serrano?

Le nouveau ministre de la guerre, marquis de la Havane, ne cessait d'envoyer par le chemin de fer de Madrid à Cordoue toutes les forces fidèles dont il pouvait disposer. Un régiment de hussards était parti, commandé par le comte de Girgenti, le gendre de la reine, le mari de l'infante doña Isabelle. Des officiers supérieurs distingués, entre autres, Echevarria et Trillo, avaient, également par ses ordres, quitté la capitale avec des indications précises sur la nécessité d'engager la lutte le plus tôt possible, et des recommandations spéciales sur le théâtre de cette lutte, fixée à l'avance entre El Carpio et Cordoue.

Novaliches disposait, le 27, d'environ 9000 hommes, de 1300 chevaux et de 32 pièces d'artillerie, dont 24 étaient des Krupp. Son avant-garde se composait de deux bataillons de chasseurs, ceux de Madrid et de Barcelone, et du régiment des hussards de Pavie. Elle était placée sous les ordres du général Lacy.

Venaient ensuite deux divisions d'infanterie ayant chacune six bataillons, l'une commandée par le général Paredes, l'autre par ce même général Echevarria, accouru de Madrid avec les dernières instructions.

A ces forces venait s'ajouter, sous les ordres du général de la Vega, une division de cavalerie composée de quatre régiments, d'une brigade d'artillerie, de sept batteries et d'une compagnie du génie.

Dès le 26 septembre, Novaliches était déjà fortement

installé au-delà de Despeñaperros, en avant d'Andujar; sur les rives du Guadalquivir; il s'était assuré de la garde des défilés de la Sierra-Morena en occupant le territoire d'Almuradiel à Vilches. Son intention paraissait être de marcher sur Cordoue, en s'avançant sur les deux rives du Guadalquivir et en s'assurant de la possession du pont établi sur ce fleuve a las Ventas de Alcolea. Telles étaient au moins les instructions que lui apportait Echevarria.

De son côté, Serrano, puissamment aidé par les généraux Primo de Rivera, Caballero de Rodas et Izquierdo, avait immédiatement organisé une armée avec les garnisons de Cadiz et de Séville; ce noyau s'était grossi de toutes les troupes éparses sur les divers points des provinces andalouses. On avait trouvé des munitions dans l'arsenal de Carracas, les dépôts d'artillerie de Séville et sur les navires de l'escadre; disposant d'une partie du territoire où sont accumulés de nombreux établissements militaires, Serrano pouvait, aussi bien que le ministre de la guerre, prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre en état de tenir la campagne les troupes qui s'étaient mises sous ses ordres. Sans perdre un seul instant, il s'était transporté, avec son armée, de Séville à Cordoue et c'est de là qu'il suivait avec attention tous les mouvements de l'adversaire qu'on lui avait opposé.

Il eût été par trop cruel d'en venir aux mains entre deux armées de soldats parlant la même langue, sans que la lutte fût précédée de quelques négociations préliminaires. Aussi, désireux de profiter du concours des jeunes patriotes qui l'avaient aidé dans son soulèvement, Serrano crut-il de son devoir d'envoyer deux d'entre eux au camp opposé. L'un d'eux avait la mission de sonder quelques officiers supérieurs de l'armée royale et portait avec lui une liste de toutes les personnes engagées dans le mouvement; c'était un jeune

Havanais nommé Vallin. Il fut pris par une colonne ennemie se dirigeant sur Montoro, traité en espion par le chef de cette colonne qui avait pourtant été son ami et impitoyablement fusillé. La mort de ce malheureux jeune homme, la démence de l'officier qui avait ordonné sa mort jetèrent la plus triste impression dans les cœurs au moment où allait s'engager une lutte fratricide.

On donna à l'autre négociateur un caractère plus élevé; il se présenta dans toutes les conditions ordinaires des parlementaires. C'était le rédacteur du manifeste de Cadiz, Adelardo Lopez de Ayala; Serrano lui avait remis une lettre pour Novaliches, dans laquelle il annonçait qu'un cri de protestation avait été lancé par l'escadre unanime et accueilli par les places de Cadiz, Ceuta, Santoña, Jaen, Badajoz, La Coruña, el Ferrol, Vigo et Tarifa, et par les villes de Séville, Malaga, Cordoue, Huelva et Santander. Il résultait de cette disposition des esprits que l'armée n'avait qu'un devoir à remplir dans les circonstances que l'on traversait, c'était de respecter l'aspiration universelle, de défendre la vie, l'honneur et la propriété des citoyens, pendant que la nation disposait librement de ses destinées. Aussi ne craignait-il pas de demander à Novaliches, au nom de l'humanité et de sa conscience, de lui laisser, à lui Serrano, le passage libre pour continuer la marche qu'il s'était assignée, de se réunir aux troupes qui allaient entreprendre cette marche avec lui et de contribuer pour sa part à assurer la liberté et le bonheur de son pays.

La réponse de Novaliches fut que le gouvernement constitutionnel de la reine Isabelle lui avait confié le commandement d'une armée; les troupes qu'il avait sous ses ordres rempliraient leurs devoirs, quelque sensible qu'il fût pour elles d'avoir à croiser leurs baïonnettes contre ceux qui hier encore étaient leurs camarades. Mais il n'y avait qu'un

moyen pour tous d'éloigner pour la patrie de plus grands malheurs, c'était de reconnaître la légalité existante, la reine et son gouvernement constitutionnel.

Le général de la Vega, chef de la division de cavalerie dans l'armée royale, n'était pas arrivé à temps pour s'emparer du pont d'Alcolea; c'étaient les forces de Serrano, placées sous le commandement immédiat de Caballero de Rodas, qui l'avaient occupé les premières.

Cette circonstance força Novaliches à modifier le jour même toutes les dispositions qu'il avait prises antérieurement. On avait envoyé Lacy en avant sur la rive droite dans la pensée que le général Vega venant par la rive gauche était déjà maître du pont, tandis que celui-ci s'était en réalité replié sur le Carpio. Novaliches voulut qu'Echevarria s'avançât sur la rive droite, avec la mission de secourir Lacy et d'attaquer par ce côté le pont, tandis que lui-même se proposait de suivre la rive gauche et de diriger par là son attaque. Les deux corps d'armée devaient se relier entre eux en occupant les deux bacs de Pedro Abad et de Villafranca.

Les deux rives du Guadalquivir ont un caractère bien distinct pour une troupe s'avançant de Villafranca, village situé sur la rive droite, à deux lieues en amont du pont d'Alcolea. D'un côté, sur la rive gauche, c'est la plaine; sur la droite, la Sierra s'avance presque jusqu'au fleuve et présente un terrain accidenté, couvert d'arbres, d'un passage très difficile; un ruisseau, le Guadalmellado, descend des hauteurs et se jette dans le fleuve à quelque distance du pont. Ce pont est en marbre noir, compte vingt arches et a une longueur de 340 mètres; il n'est pas en ligne droite; il est construit de façon à présenter un angle obtus, en opposition au courant du fleuve, construction qui ne permet pas de l'enfiler avec l'artillerie.

Au-delà d'Alcolea, la rive droite est bordée par une plaine que le chemin de fer et la route suivent parallèlement jusqu'à Cordoue.

Le 28 au matin, Lacy sortit de Villafranca; il marcha le long des hauteurs, traversa le Guadalmellado et se trouva face à face des chasseurs de Segorbe qui formaient un poste avancé de l'armée nationale. Il pensa que le chemin était complètement barré par des forces supérieures, et au lieu de marcher davantage en avant, crut devoir se retrancher et prévenir Novaliches de la résistance qu'il rencontrait. Profitant du moment de répit qui lui était donné, Serrano, aussitôt averti, eut le temps de faire arriver par le chemin de fer de Cordoue au pont d'Alcolea presque toute la première division de son armée et même la seconde. Quand il se sentit en force suffisante, il demanda une entrevue à Lacy et lui fit comprendre que, se trouvant lui-même à la tête de 18 bataillons, 24 pièces et 800 chevaux, il pouvait, en attaquant sa petite avant-garde, la faire entièrement prisonnière, car cette avant-garde n'avait point de retraite assurée entre les hauteurs d'une part, le Guadalquivir de l'autre et le Guadalmellado par derrière. Lacy se laissa intimider et promit de ne pas ouvrir le feu sans aviser Serrano; en même temps, soldats et officiers des deux troupes commencèrent à entrer en communication entre eux.

Sur ces entrefaites, le général Echevarria accourait par ordre de Novaliches avec mission spéciale de prendre le commandement et d'engager la lutte; il refusa d'accepter les engagements pris par Lacy et se préoccupa aussitôt de dégager les deux bataillons qui se trouvaient en contact avec l'armée nationale et pouvaient se considérer comme compromis. Plein de générosité et de délicatesse, Serrano ne voulut pas tirer profit de tous ses avantages et permit aux deux bataillons de se retirer en arrière d'un ravin

qu'Echevarria venait de désigner comme sa ligne de défense naturelle.

L'action commença aussitôt après que ce mouvement eut été exécuté; elle fut vive et dura plusieurs heures. Echevarria voyait ses munitions s'épuiser; il n'entendait pas le bruit du canon sur la rive gauche du Guadalquivir et il se trouvait dans l'impossibilité de procurer le moindre soulagement à ses blessés; il se sentait de plus menacé sur ses deux flancs. Par la droite, du côté des hauteurs, par la gauche, du côté du fleuve, l'ennemi cherchait à l'envelopper. Tout son effort se bornait à maintenir les positions, malgré l'infériorité évidente de ses troupes. Enfin vers les cinq heures du soir, il entendit pour la première fois le canon de Novaliches; l'espérance renaquit dans son cœur qu'opprimait déjà le sentiment d'une défaite certaine; elle fut de courte durée. L'armée nationale, préoccupée aussi d'entendre le canon sur la rive gauche, sentait la nécessité de vaincre rapidement; de nouveaux efforts furent tentés par elle; elle parvint à franchir la ligne de défense sur tout son parcours, à droite, à gauche, au centre.

Echevarria faisait de vains efforts pour ramener ses troupes à la lutte; dans une de ses tentatives il conduisit une compagnie jusqu'au milieu d'une colonne ennemie qui la reçut la crosse en l'air comme si elle se refusait à tirer; entraîné par son ardeur, Echevarria s'imaginait que cette troupe voulait faire défection et passer du côté de la reine. Son érreur était grossière; la colonne voulait seulement manifester aux soldats le peu de haine qu'elle ressentait contre eux. Echevarria s'en aperçut bientôt, et faisant faire volte-face à son cheval, il se hâta de retourner au milieu des siens, afin de remettre un peu de cohésion dans ses troupes, fatiguées, décimées, ayant perdu leurs positions et n'ayant plus aucune espérance de succès.

Ce ne fut qu'au prix des plus grands efforts qu'il parvint à les ramener sur les bords du Guadalmellado où il dut s'occuper non seulement de préparer une nouvelle ligne de défense, mais surtout de pourvoir aux besoins de ses blessés. Heureusement l'arrivée du général Trillo, à la tête de deux bataillons et de quatre compagnies, vint mettre à sa disposition de nouvelles ressources et arrêter une débandade générale qui avait déjà commencé. Les troupes de Trillo étaient fatiguées; elles venaient de faire dix lieues et demie sans aucun repos; on ne put avec elles recommencer la lutte, d'autant plus que le soleil avait déjà disparu et qu'on se trouvait déjà, à six heures du soir, dans une obscurité presque complète. Tout ce qu'elles purent faire, ce fut de rendre aux âmes quelque sérénité et donner quelques espérances pour la possibilité d'une retraite.

Pendant ce temps, la canonnade continuait sur la rive gauche; les troupes de Novaliches s'approchaient enfin du pont d'Alcolea. Le premier acte du général, arrivé en face de la position, fut de déployer toute son artillerie sous la protection de son infanterie divisée en colonnes et de placer la cavalerie sur les deux ailes dans la crainte que l'armée nationale, franchissant le pont, ne voulût déborder sur la plaine. Celle-ci n'avait rien à opposer aux canons d'acier système Krupp qui l'inondaient de projectiles à une distance où elle ne pouvait riposter; aussi ne répondait-elle que très faiblement.

Mais Novaliches ayant voulu, vers les six heures, forcer le pont à la baïonnette et former pour cela quatre colonnes d'attaque, les choses changèrent de face aussitôt. Il faisait déjà nuit; le pont cependant était éclairé par l'incendie d'une ferme voisine.

La première colonne put s'avancer jusqu'à 40 mètres de la première arche; elle était conduite par un brave officier.

d'état-major qui marchait à la tête des soldats. Elle fut reçue par une décharge serrée qui laissa sur le carreau un nombre considérable de victimes et parmi elles l'officier d'état-major.

Novaliches s'aperçoit qu'à la suite de cette décharge un mouvement de recul se manifestait dans la colonne; il accourt aussitôt à la tête de tout son état-major, harangue ses soldats, les ramène. Suivez-moi, leur dit-il, et à sa voix la colonne essaye un nouvel assaut.

Elle est reçue par une seconde décharge de la part de l'ennemi, et Novaliches est grièvement blessé par une balle qui l'atteint à la mâchoire inférieure. Cette blessure le met dans l'impossibilité de donner de nouveaux ordres; il faut s'adresser à un autre chef, le général Paredes, qui hésite avant de prendre le commandement,

Cependant la première colonne s'était approchée des abords du pont et avait pu s'y établir; elle y continua le feu jusqu'à huit heures et demie. A cette heure, ordre fut donné de cesser toute résistance. Le général Paredes ordonna à ses troupes la retraite sur le Carpio, en même temps qu'il envoyait au général Echevarria, de l'autre côté du fleuve, l'ordre de se replier sur Montoro.

Telle fut cette journée d'Alcolea qui décida du sort de la royauté d'Isabelle II; de chacun des deux côtés les pertes s'élevèrent environ à 800 personnes : dans l'armée royale, l'état-major paya surtout de sa personne: 2 généraux, 4 chefs et 61 officiers y furent victimes de leur courageuse ardeur.

Le résultat était décisif; car dès le lendemain 29 septembre, Echevarria recevait l'ordre du général Paredes de repasser le Guadalquivir, de se replier sur Villa del Rio, et de laisser ainsi ouverte à l'armée nationale la route de Madrid. De plus, la désertion commençait à se mettre dans les files royalistes; le régiment de Montesa et 4 compa-

gnies chargées de la garde des blessés se dirigèrent sur Cordoue pour se mettre à la disposition du duc de la Torre. Echevarria se refusa néanmoins longtemps à toute transaction; il ne se décida que quand il eut appris que Paredes et Vega avaient consenti à transmettre le commandement de leurs troupes au général désigné par le vainqueur, en se basant sur ce fait que le trône était vacant, et qu'il n'existait plus de gouvernement dont on pût recevoir des ordres. Ces deux généraux avaient en effet été officiellement informés qu'à la nouvelle de l'issue du combat d'Alcolea, la reine Isabelle avait quitté le territoire espagnol, que Madrid s'était soulevé, et qu'après la démission du marquis de la Havane un gouvernement provisoire avait été organisé dans la capitale.

Echevarria, auprès de qui Ayala avait été envoyé en négociateur, refusa d'accepter le compromis signé à Andujar par le général Paredes; il réunit ses officiers en conseil de guerre, et, après mûre délibération, on y décida qu'on entrerait directement en rapport avec le duc de la Torre pour obtenir de lui une capitulation plus avantageuse. En conséquence, un parlementaire fut envoyé à Cordoue; c'était le général Trillo; il débattit si bien les intérêts de ses commettants qu'il obtint la substitution au premier compromis d'Andujar, d'une nouvelle capitulation s'étendant à la fois au corps d'Echevarria et à celui de Paredes, d'après laquelle tous les avantages accordés par le duc aux troupes placées sous ses ordres devaient s'étendre à celles qui avaient combattu au nom de la reine. Avec cette seule condition, les deux armées tout à l'heure ennemies n'en formèrent plus qu'une seule, obéissant aux ordres d'un seul et unique chef (2 octobre) Ce fut le général Caballero de Rodas qui fut désigné par le duc de la Torre pour prendre le commandement de l'armée de Novaliches.

Le comte de Girgenti, qui s'était honorablement conduit pendant toute cette campagne, fut privé du commandement de son régiment de hussards de Pavie, et invité à se diriger sur une des places du Levant pour abandonner le territoire de la Péninsule; on lui interdisait dans son propre intérêt de regagner la capitale, au milieu de l'agitation extrême qui régnait dans tout le pays et de la haine qui se manifestait ouvertement contre toute la famille des Bourbons.

Le jour même où se livrait la bataille d'Alcolea (28 septembre), la ville de Bejar résistait avec succès à la colonne envoyée contre elle par le lieutenant général Calonge chargé du commandement de la Nouvelle-Castille, des Asturies et de la Galice. Cette colonne était forte de six compagnies du régiment de Castille, de quatre autres du régiment de Llerena, de quelques douaniers et gardes civils, de deux sections de cavalerie et de deux pièces d'artillerie. Elle tenta contre la ville une attaque sérieuse; mais après une lutte acharnée de huit heures, elle fut contrainte de se retirer; soixante-six personnes qu'elle dut abandonner furent traitées avec une généreuse humanité, bien qu'on eût à reprocher au brigadier Nanetti des scènes sanglantes ordonnées par lui dans le faubourg de la Corredera.

Quant au général Prim, il n'avait cessé, depuis le pronunciamento de Cadiz, de soulever chaque jour de nouvelles populations contre le trône d'Isabelle. Nous l'avons vu partant de Cadiz sur la frégate *la Zaragoza* avec l'intention de suivre le littoral méditerranéen et de pousser à l'insurrection toutes les places maritimes; le 23 septembre, il était arrivé devant Malaga qu'il avait trouvée déjà prononcée; il employa cette journée et celle du 24 à mettre de l'ordre dans cette cité, puis à établir l'unité et l'accord à Grenade, où le peuple et la troupe ne marchaient pas en bonne harmonie. Le 25, il était à Almeria, qui répondit aussitôt à

son appel, et le 26, arrivait déjà dans les eaux de Carthagène. Ici quelque semblant de résistance avait été préparé ; mais devant l'agitation populaire, devant l'attitude des marins de la frégate *Princesse des Asturies*, qui acclamèrent ceux de la *Zaragoza*, le général qui commandait la place perdit toute espérance de pouvoir s'opposer au pronunciamento, et voulut se retirer à Murcie avec toute la garnison. Celle-ci l'abandonna en chemin et revint se mettre sous les ordres de Prim. Dès lors la province de Murcie se trouva acquise en grande partie à l'insurrection, et de là le feu se propagea d'abord à la province d'Alicante, puis à celle de Valence, où la royauté avait encore un défenseur très énergique dans la personne du général Gasset.

CHAPITRE III

SAN SEBASTIAN ET PAU.

(septembre 1868.)

Entrevue projetée entre l'empereur Napoléon III et la reine Isabelle. — Arrivée de celle-ci à San Sebastian. — Elle apprend que l'empereur refuse définitivement l'entrevue. — Nouvelle du pronunciamento de l'escadre. — Gonzalez Bravo donne sa démission de président du Conseil; il est remplacé par le marquis de la Havane qui part aussitôt pour Madrid. — Etat de la cour : premières dispositions très belliqueuses. — L'infant don Sebastian; le comte de Girgenti. — La reine veut retourner à Madrid; son départ décidé plusieurs jours de suite est successivement ajourné. — Arrivée des nouvelles annonçant les divers pronunciamentos. — Télégramme faisant connaître le résultat de la bataille d'Alcolea, et prévoyant le départ de la reine pour la France. — Stupeur produite à la cour par ce télégramme. — La reine se décide à l'exil. — Son départ a lieu le 30 septembre à 10 heures du matin. — Elle se rend à Pau. — Son manifeste à la nation espagnole daté de cette dernière ville.

Dans les premiers jours du mois de septembre 1868, de très grands préparatifs avaient été faits à San Sébastian pour recevoir l'empereur Napoléon III qui y était attendu; on avait fait venir de Madrid toutes les splendeurs des écuries royales, de magnifiques chevaux, de brillants carrosses, des livrées éclatantes, et on avait appelé dans cette cité un très grand nombre de fonctionnaires de la cour et de dames du palais. La reine partit elle-même de Lequeitio le 18 septembre, et dès le lendemain signalait sa présence dans la capitale du Guipuzcoa par une grande réception, à laquelle furent invitées toutes les autorités locales et un grand nombre d'étrangers de distinction.

C'est pendant ce baise-mains que commencèrent à cir-

culer dans San Sebastian les premières nouvelles du pronunciamento de Cadiz; on apprit d'abord que l'empereur Napoléon III refusait de franchir la frontière espagnole, puis on sut que l'escadre entière s'était prononcée, qu'un gouvernement provisoire s'installait à Cadiz, et que les généraux Prim et Serrano se trouvaient à la tête de l'insurrection.

La reine parla d'abord de s'embarquer pour Cadiz; mais elle ne persista pas longtemps dans cette pensée, car elle apprit que les navires ancrés dans la baie du Passage, loin de se mettre à ses ordres, venaient de prendre la direction de la Corogne; leurs commandants avaient tenu avant tout à suivre le sort des officiers prononcés à Cadiz; ils n'entendaient point se séparer d'eux et aimaient mieux se déclarer à l'état de rébellion que s'exposer à recevoir des ordres qui pouvaient les faire entrer en lutte avec leurs compagnons d'armes.

Cette désertion de la marine ne fut pas imitée par le régiment du génie, spécialement chargé de la garde de la personne royale. Celui-ci, quoique travaillé sourdement par une foule d'émissaires, manifesta dès la première heure, quelles que fussent les circontances, son intention d'accomplir scrupuleusement la mission qui lui avait été confiée : et en effet, jusqu'au dernier moment, il resta fidèle à sa consigne, avec une loyauté et une fidélité à laquelle les ennemis mêmes de la monarchie sont forcés de rendre hommage.

Nous avons vu que dès la première nouvelle du pronunciamento, Gonzalez Bravo avait donné sa démission et avait été aussitôt remplacé par don José de la Concha, marquis de la Havane. Ce choix n'était pas entièrement du goût de la reine; elle n'avait pas en ce personnage une entière confiance; mais elle était tellement pressée par les circonstances,

elle avait tant besoin du concours d'un général pouvant exercer par lui-même certaine influence sur les soldats, qu'elle dut vaincre toutes ses hésitations et consentir à lui conférer la présidence du conseil.

Concha, investi du gouvernement, ne voulut pas séjourner à San Sebastian ; il prit aussitôt le chemin de fer pour se rendre dans la capitale, laissant pour le représenter auprès de la reine, quoique sans nomination officielle, le marquis de Roncali, ministre des affaires étrangères du cabinet Gonzalez Bravo. Tous les autres membres de ce cabinet, ayant offert leur démission, ne crurent pas de leur dignité de rester à la cour ; ils jugèrent prudent de s'expatrier, passèrent sur le territoire français et allèrent s'établir à Bayonne.

Dans les premiers jours du ministère Concha, une grande animation belliqueuse régnait dans tout l'entourage de la reine Isabelle. Le comte de Girgenti se disposait à quitter sa jeune épouse pour prendre le commandement de son régiment de hussards. L'infant don Sebastian évoquait le souvenir des anciennes batailles auxquelles il avait assisté pendant la guerre civile de Sept ans. Le favori, don Carlos Marfori, vantait à tout propos le talent et les mérites du nouveau président du conseil. On croyait à la possibilité de soutenir la lutte, on espérait vaincre.

La reine parlait à tout propos de se transporter à Madrid, afin d'animer par sa présence tous les défenseurs de sa couronne ; elle avait fait conduire à la gare tous les bagages de la domesticité ; elle devait s'embarquer elle-même sur chacun des trains express venant de France. Mais le marquis de Roncali, d'après les ordres du président du conseil, s'opposait sans cesse à son départ : il trouvait toujours de nouveaux prétextes pour le différer. La voie était coupée ; il n'y avait pas de sécurité dans la capitale ;

de graves incidents pouvaient surgir au passage des chefs-lieux de province. La reine devait s'abstenir d'un voyage dans lequel il était impossible au gouvernement de garantir sa sécurité.

Le 25 septembre, après de nombreuses démarches faites auprès d'Isabelle par Salamanca, le comte de San Luis, l'infant don Sébastian, le départ fut ordonné. On le différa au dernier moment sur un télégramme du président du conseil annonçant qu'il fallait attendre l'issue de la bataille d'Alcolea, et prévoyant de très funestes conséquences pour la dynastie si l'issue n'en était pas favorable.

Cette dépêche contribua beaucoup à assombrir les esprits dans l'entourage d'Isabelle; les physionomies cessèrent d'exprimer la confiance; une vague inquiétude agitait tous les cœurs; ce n'était plus l'empressement des premiers jours; on commença à noter certains départs précipités. La reine s'illusionnait encore sur le succès possible de Novaliches, mais elle avait une extrême défiance de Concha, sans oser pourtant la témoigner ouvertement.

Quand on apprit le résultat de la journée d'Alcolea, l'inquiétude se transforma en alarme sérieuse; le découragement pénétra dans les âmes, les illusions disparurent; on se sentit perdu.

Alors il fut à nouveau parlé du départ de la reine pour Madrid comme d'un dernier coup à tenter pour retrouver la fortune. Dans ce jour de désillusion, Isabelle daignait faire à l'Espagne le sacrifice passager de son favori; elle ordonna que Marfori cesserait de remplir les fonctions d'intendant de la maison royale.

Sacrifice inutile; malgré cet héroïque désintéressement, le marquis de Roncali s'opposa énergiquement à tout départ pour Madrid; sous le prétexte que le chemin de fer était coupé à Burgos, et que les communications télégraphiques

étaient interrompues, il affirmait que toute espèce de danger était à redouter.

Ce fut avec un vif dépit qu'Isabelle revint à sa résidence; elle avait très hautement annoncé son intention de partir; elle n'exécutait pas sa volonté par le fait de l'opposition qu'elle trouvait elle-même auprès de ses ministres; elle avait voulu faire parade de générosité, de courage, d'héroïsme, et tout cela se terminait par un retour honteux, au milieu d'une population déjà sourdement hostile, et prête à pactiser avec ses adversaires.

La nuit, pour elle, fut pleine d'anxiétés; mais il y avait encore place pour quelques espérances; celles-ci ne devaient se dissiper que le lendemain au matin.

Alors on apprit coup sur coup que l'armée de Serrano avait devant elle tous les chemins ouverts jusqu'à Madrid, que la capitale commençait à s'agiter, et que des juntes s'y formaient avec l'intention de substituer un nouveau gouvernement à celui du général Concha.

Dès lors il fallait s'avouer vaincu; il ne restait plus d'espérances. Isabelle s'abandonna au désespoir; elle refusait de prendre toute espèce d'aliments; elle courait de côté et d'autre, les cheveux épars, les yeux ardents, allumés par la fièvre, parlant à tous de services rendus, de sa générosité habituelle, de l'injure qui lui était faite, du peu de racines qu'elle avait réellement dans le pays, elle qui s'imaginait jouir d'une si grande popularité.

Pendant toute la journée du 29 septembre, ces scènes d'angoisses se répétèrent à la résidence royale; Isabelle était sous l'empire d'une affection nerveuse qui ne lui permettait pas d'écouter la voix de la raison. La nuit vint; il lui fut impossible de prendre le moindre repos, le sommeil refusait de fermer ses paupières. On lui apportait d'heure en heure des nouvelles de plus en plus inquiétantes, et elle appre-

nait que la population même de San Sébastian avait hâte de lui voir abandonner le sol espagnol; ni le ministre d'Etat, ni le capitaine général de Guipuzcoa, ni le commandant militaire de la place ne lui cachaient cette impression, qui se trahissait déjà au dehors dans les rues par des manifestations extérieures.

Au milieu de ces tribulations, son âme était indécise et perplexe. Elle avait naguère voulu partir pour Madrid et consenti à abandonner Marfori; elle écoutait maintenant les propos insidieux de ce favori qui voulait l'entraîner à l'exil auquel il se sentait condamné lui-même. Au fond elle était sous l'empire d'un désespoir absolu; elle ne se fiait plus à personne, elle ne comptait plus sur rien. A quoi lui servait cette foi superstitieuse dans les mystères de laquelle elle avait fait sombrer toute la raison du peuple espagnol!

Jusqu'à ce jour, les défenseurs de la monarchie avaient cru voir tout à coup arriver aux environs de San Sebastian une force militaire disposée à entrer en lutte avec la Révolution. Ils comptaient surtout sur Calonge, qui avait envoyé aux ingénieurs un télégramme ainsi conçu : « Soyez fermes, résistez, empêchez le départ de la reine, j'arrive avec trois bataillons. » Mais Calonge n'était point maître de ses soldats; ceux-ci se soulevèrent contre lui pendant le trajet et refusèrent d'aller à San Sebastian. Devant cette dernière défection, les plus hardis abandonnèrent tout espoir : le départ de la reine fut décidé d'un consentement unanime par tous ses partisans; il fut fixé pour le lendemain 30 septembre, à dix heures du matin.

Ce jour-là, à l'heure indiquée, la reine réunit dans ses appartements tous les fonctionnaires du palais et leur adressa ses derniers adieux. Elle se fit ensuite conduire à la station du chemin de fer, en compagnie de ceux qu'elle avait désignés pour l'accompagner dans son exil, parmi

lesquels elle n'avait oublié ni don Carlos Marfori, ni le père Claret. Une compagnie d'ingénieurs lui servait d'escorte, tandis qu'une autre gardait les abords de la station. Il y avait foule devant le palais; mais la curiosité dominait plus que la malveillance; on venait assister à ce départ, comme à un événement heureux. C'était la cause réelle de tous les malheurs publics, qui était mise désormais dans l'impossibilité de nuire davantage. Aucun cri ne se fit entendre; ce fut au milieu d'un silence glacial que la reine monta dans sa voiture et se mit en route pour le chemin de fer.

Dans l'intérieur de la gare, au moment où la locomotive se mit en marche, entre la domesticité du palais, les ingénieurs, les hallebardiers et les caballerizos, un dernier cri de Vive la reine ! fut essayé; mais il ne trouva qu'un très faible écho. La ville tout entière, comme soulagée du poids qui l'opprimait, n'attendait que ce départ pour proclamer son adhésion au pronunciamento de Cadiz et au nouveau gouvernement.

A Irun, le général Castelnau, envoyé par Napoléon III, se présenta auprès de la reine et lui offrit l'hospitalité sur le territoire français. Isabelle s'empressa d'accepter, entra dans Hendaye avec l'escorte chargée de lui rendre les honneurs jusqu'à la frontière, et reçut les derniers hommages de la nation espagnole à sa royauté perdue.

A Hendaye, en présence des uniformes français, entendant parler un autre langage que le sien, il n'était plus possible à Isabelle de se dissimuler la profondeur de sa chute; elle n'était plus qu'une exilée sur une terre étrangère. Sa santé s'en ressentit vivement; elle tomba dans un état d'abattement et de prostration qui la rendait désormais insensible à toute émotion.

Il lui fallut, dans cet état, accepter les soins de son médecin, car on approchait de Biarritz, et là il fallait s'attendre

à une entrevue pénible avec la famille impériale de France. Napoléon III crut de son devoir d'aller jusqu'à la station attendre sur le quai, en compagnie de l'impératrice et de son fils, l'hôte inattendu que tout à l'heure il avait refusé d'aller visiter à San Sebastian. Isabelle, tout en larmes, se jeta dans les bras d'Eugénie de Montijo à qui au moins elle pouvait parler en espagnol; le prince impérial et le prince Alphonso se firent cérémonieusement quelques démonstrations amicales. L'empereur très poli, mais aussi très glacial, s'empressa d'offrir l'hospitalité au château de Pau, qui fut accepté provisoirement par l'ex-reine comme lieu de résidence.

Les uns et les autres étaient déjà plus que fatigués de cette pénible entrevue, quand fut donné le signal du départ du train. A Bayonne, où elle arriva au bout de quelques instants, Isabelle retrouva plusieurs des membres du dernier ministère, Gonzalez Bravo, Belda, Catalina et Coronado; elle eut avec eux une longue conférence, où il fut décidé qu'une protestation serait rédigée, dans laquelle Isabelle expliquerait les causes qui l'obligeaient à quitter le territoire espagnol, en maintenant énergiquement pour l'avenir ses droits et ceux de son fils à la couronne d'Espagne.

Après cet entretien qui dura une heure environ, le train repartit pour Pau, et ce jour même Isabelle se trouva installée dans l'ancien château de Henri IV, non plus en qualité de reine d'Espagne, mais comme une étrangère de distinction, à qui la nation française voulait bien accorder l'hospitalité.

C'est de là qu'est datée la protestation que Catalina avait été chargé de rédiger, et qu'on s'empressa de publier. Elle contenait, dans sa partie principale, la phrase suivante:

« Au moment de mettre le pied sur la terre étrangère, les yeux toujours tournés vers ma patrie, vers celle de mes enfants, je me hâte de formuler devant Dieu et devant les hommes une protestation explicite et solennelle que la force majeure qui m'oblige à abandonner le pays ne doit préjudicier en rien à l'intégrité de mes droits ; elle ne peut ni les atténuer, ni les compromettre. Les actes du gouvernement révolutionnaire ne pourront en aucune manière les atténuer, et moins encore les résolutions des assemblées qui vont nécessairement se former sous l'impulsion des fureurs démagogiques, avec pression évidente des consciences et des volontés. »

Au fond, ce déplorable manifeste, où la révolution et la liberté étaient violemment attaquées par une reine qui n'avait dû de monter sur le trône qu'aux efforts constants des libéraux et des révolutionnaires, n'était qu'une odieuse négation du principe de la souveraineté nationale au bénéfice de la légitimité de droit divin.

CHAPITRE IV.

LA RÉVOLUTION A MADRID.

(Septembre 1868.)

Don José de la Concha, dès son arrivée à Madrid, ne s'occupe que des affaires militaires. — Le comité, de son côté, se prépare très activement à l'action. — Arrestation d'Escalante le 27 septembre. — Bannissement des principaux conspirateurs, qui parviennent à se cacher et restent dans la capitale. — A la nouvelle du succès d'Alcolea, le comité se complète par l'adhésion de nouveaux membres : il entre en pourparlers avec le marquis de la Havane. — La ville se soulève; distribution au peuple des armes trouvées dans les magasins; on s'empare des divers ministères. — Le marquis de la Havane prend les dernières mesures qui lui paraissent nécessaires pour le maintien de l'ordre, et cesse d'exercer la moindre autorité. — Formation de diverses juntes de gouvernement; les deux principales, présidées par Madoz et Escalante, se fondent en une seule. — Elles proclament la déchéance des Bourbons, l'appel dans la capitale de Serrano et de Prim. — Le mouvement de Madrid est suivi à Barcelone, Saragosse, Valladolid. — Arrivée de Serrano à Madrid, le 3 octobre. — La junte de Madrid lui donne autorisation de former un ministère. — Il devient ministre universel. — Voyage triomphal de Prim; son entrée à Valence, puis à Barcelone, Tarragone et Reuss; il se dirige ensuite sur Madrid. — Immédiatement après son arrivée, formation d'un ministère définitif.

On a beaucoup discuté sur la conduite tenue à Madrid par le général don José de la Concha, pendant les quelques jours qu'il y occupa la présidence du conseil; la vérité est qu'il consacra d'abord toute son attention à réunir des troupes, à grouper des forces afin d'arrêter les progrès croissants de Prim et de Serrano; on possède la plupart des télégrammes qui furent expédiés par lui à la veille de la bataille d'Alcolea et d'après eux on peut juger qu'il fit

tout ce qui était en son pouvoir pour arrêter la révolution dans sa marche ascendante.

Mais au lendemain d'Alcolea, son opinion est déjà tout autre; il sent que la situation est plus forte que lui; il comprend qu'il n'y a plus à lutter; il n'ose pas, il est vrai, transiger avec les chefs de la révolution; mais il se sent déjà hors d'état de continuer contre eux la résistance; s'effacer, s'amoindrir, s'annihiler, telle paraît, à ses yeux, l'unique ligne de conduite à tenir.

Dans la nuit du 28 au 29 septembre, lorsque déjà il avait connaissance de la blessure reçue par Novaliches à l'attaque du pont d'Alcolea et de la défaite de l'armée royale, il convoqua à son ministère tous les officiers généraux présents à Madrid et les réunit en conseil de guerre. Son frère, le marquis del Duero, le lieutenant général Mata y Alos et plusieurs généraux directeurs des différentes armes assistaient à cette délibération. Il y fut reconnu qu'après la défaite de Novaliches toute résistance militaire au pronunciamento devait être reconnue comme impossible; le marquis de la Havane annonça son intention de quitter la capitale pour se rendre à San Sebastian et engager la reine à négocier avec Serrano; il ne voulait pas se charger d'annoncer lui-même au public les événements d'Alcolea. Il laissait à son frère, le marquis del Duero, le soin de maintenir l'ordre dans la capitale et de protéger les personnes et les propriétés au cas où un mouvement révolutionnaire viendrait à éclater.

Au reste, les officiers supérieurs de l'armée n'étaient pas seuls à se préoccuper du maintien de l'ordre public. Le comité révolutionnaire s'était déjà inquiété de ce qui adviendrait à Madrid dans un moment d'extrême agitation; on avait jeté les cadres d'une force bourgeoise, chargée de garder la Banque, la Monnaie, la trésorerie centrale et la

direction de la dette publique, et le lieutenant-colonel Escalante avait été chargé du commandement de cette force.

Le gouverneur civil de Madrid s'était offusqué de cette création et avait cru devoir s'y opposer. Le 27 septembre il fit emprisonner Escalante, et le 28, voulut mettre en état d'arrestation divers membres du comité ; mais il était déjà trop tard. L'action de ceux qui gouvernaient au nom de la reine devenait de jour en jour plus nulle ; ils n'étaient plus obéis. On avait eu l'idée de tenir secrètes les nouvelles d'Andalousie et elles étaient divulguées par les télégraphistes au fur et à mesure de leur arrivée. Les membres du comité qu'on s'était proposé d'emprisonner avaient été avertis à l'avance, et avaient eu tout le temps de se cacher.

Dans la matinée du 29 septembre, le comité révolutionnaire, parfaitement instruit de l'affaire d'Alcolea, se réunit chez l'un de ses membres et commença à entrer en pourparlers avec les frères Concha. On décida la formation d'une junte de gouvernement, composée par parties égales des trois éléments démocrate, unioniste et progressiste, sous la présidence de don Pascual Madoz ; et cette junte, aussitôt réunie à la municipalité, délégua toute son autorité militaire au général Ros de Olano, qui s'adressa directement en son nom aux troupes de la capitale.

Au même moment les démocrates s'organisaient de leur côté ; ils mettaient en liberté Escalante, assiégeaient sous ses ordres le ministère de l'intérieur, s'en emparaient et y constituaient une junte de gouvernement, composée de douze personnes, sous la présidence du même Escalante.

Il suffit de ces deux événements pour modifier complètement la situation à Madrid, tant la révolution était déjà souveraine dans les esprits avant de l'être dans la réalité

des choses. Le peuple, fier d'un succès qui n'avait coûté aucune effusion de sang, se mit à pavoiser les rues en acclamant Prim et Serrano, en criant A bas les Bourbons ! et en brûlant les armes royales partout où elles étaient exposées.

Escalante, pour assurer l'avenir, voulut armer le peuple ; il fit ouvrir le parc d'artillerie et ordonna la distribution, à tous ceux qui se présenteraient, de près de 40 000 fusils et carabines.

De son côté, la junte installée à la municipalité s'empressa de protéger le palais, qui pouvait être menacé par quelques bandes nouvellement armées. Un de ses membres, le démocrate Rivero, se mit à la tête d'une colonne de patriotes déterminés, l'établit dans la résidence royale, fit imprimer une enseigne sur laquelle étaient inscrits ces mots : *Palais de la nation défendu par le peuple*, et parvint ainsi à éviter de grands désordres.

Un désaccord entre les deux juntes aurait pu amener les plus graves conséquences : on le comprit, et vers les neuf heures du soir une entente s'établit entre elles. Elles fusionnèrent et, toutes deux réunies, adressèrent au peuple madrilène un manifeste dans lequel elles déclarèrent hautement la déchéance des Bourbons et leur incapacité à jamais remonter sur le trône d'Espagne.

Elle se hâtèrent en même temps d'adresser des émissaires à Prim et à Serrano pour leur faire savoir qu'elles entendaient résigner entre leurs mains l'autorité dont elles étaient provisoirement en possession. Ceux de ces envoyés, adressés à Prim, le trouvèrent à Carthagène le 30 au soir et lui demandèrent ses instructions. Prim déclara que la junte ne devait opposer aucun obstacle à Serrano pour constituer un gouvernement dès son arrivée à Madrid ; il avait été convenu à Cadiz que le portefeuille de la guerre devait lui être confié à lui-même, que l'intérieur serait attri-

bué à Sagasta, et le fomento à Zorilla; pour tout le reste, il n'y avait qu'à obéir aux indications de Serrano. Quant à lui, son œuvre révolutionnaire n'était pas terminée; il lui fallait faire prononcer Valence et la Catalogne, qui obéissaient encore à Gasset et au comte de Cheste.

Au contraire, les envoyés de la junte dépêchés auprès de Serrano revinrent aussitôt avec lui. Madrid n'eut pas à rester plus de quatre jours sous la direction de la junte de gouvernement. Dès le 3 octobre, Ros de Olano ordonnait une revue générale de toutes les troupes casernées dans la capitale, et le duc de la Torre pouvait faire au milieu d'elles son entrée triomphale à Madrid.

Il y eut quelques négociations entre la junte et le duc de la Torre pour la constitution du ministère qui allait régir les destinées de la nation espagnole ; mais en l'absence de Prim il ne fut pris aucune résolution définitive. Serrano occupa les fonctions de ministre universel, et se chargea d'expédier les décrets, de concéder les grades et avancements, sans rencontrer aucune opposition; les partis, par un accord tacite, consentaient à laisser entre ses mains l'autorité jusqu'au jour prochain où allait se débattre en présence de Prim la part qui devait être dévolue à chacun.

Cependant Prim, parti de Carthagène le 30 novembre, s'était aussitôt rendu à Valence, où il avait été reçu aux applaudissements frénétiques de la population ; une ovation lui avait été faite à laquelle l'archevêque lui-même avait voulu participer. Malgré tous ses efforts, le général Gasset avait dû s'avouer vaincu, et abandonner aux mains d'une junte révolutionnaire la défense d'une cause irrévocablement perdue.

Même succès à Barcelone; là le comte de Cheste avait longtemps tenu la situation, mais le peuple barcelonais, quand il eut appris les événements d'Alcolea et le mouve-

ment de Madrid, s'était, lui aussi, soulevé; il avait envahi la députation provinciale et la municipalité, avait incendié toutes les baraques des agents des contributions indirectes, nommé une junte révolutionnaire et sommé le capitaine général de résigner le commandement ou de donner son adhésion au mouvement; d'abord disposé à la résistance, le comte de Cheste avait bientôt reconnu son impuissance et s'était décidé à remettre le commandement au général Bassols, qu'on savait bien disposé en faveur de la révolution. Prim, dès son arrivée, n'avait eu qu'à entrer en relation avec le nouveau capitaine général; il avait été reçu comme un véritable triomphateur. Il s'était promené sur la Rambla en calèche découverte, et sa voiture avait été littéralement écrasée sous les fleurs et couronnes qui lui avaient été jetées de tous les balcons. Mais, en même temps, un parti nombreux lui avait fait comprendre qu'il ne suffisait pas de crier « A bas les Bourbons! », qu'il ne fallait pas chercher à reconstruire une nouvelle monarchie, et que le moment était venu d'établir une république espagnole.

De Barcelone, Prim avait repris la mer pour Tarragone; il avait débarqué dans ce port, avait visité Reuss et s'était enfin mis en route pour la capitale, où il était attendu avec une extrême impatience. Madrid était dans la joie et l'allégresse; la révolution était partout victorieuse; elle avait triomphé non seulement sur les côtes du Levant, mais en Aragon, dans la Castille et dans tout le nord-ouest. Des juntes s'étaient formées à Saragosse, à Valladolid; partout les capitaines généraux nommés par l'ancien gouvernement avaient dû résigner leurs fonctions devant l'attitude des populations et les exigences de leurs propres lieutenants; il n'y avait nulle part de résistance sérieuse.

Aussi, la population madrilène s'empressa-t-elle de re-

nouveler pour Prim tous les témoignages d'enthousiasme et de satisfaction qu'elle avait prodigués à Serrano.

Elle aurait été récompensée de son ardente sympathie, si elle avait vu, par la constitution d'un ministère définitif, l'accord établi entre tous ceux qui avaient coopéré au succès de la révolution. Suivant ce qui avait été dit à Carthagène par Prim aux envoyés de la junte madrilène, le cabinet se constitua de la manière suivante : Serrano garda la présidence du conseil, sans portefeuille ; le ministère de la guerre fut attribué à Prim, celui de l'intérieur à Sagasta et fomento à Zorilla ; la marine fut confiée à Topete, les finances à Figuerola, les colonies à Lopez de Ayala, les affaires étrangères à Lorenzana, et grâce et justice à Romero Ortiz.

Tous ces choix étaient excellents et portaient sur des personnes dont nul ne pouvait contester le mérite et l'honorabilité. Mais il y avait exclusion systématique de tout le parti républicain ; par suite, on semait le germe de mécontentements qui devaient se traduire très prochainement en actes d'hostilité. Comment les démocrates de Madrid, de Barcelone, de Cadiz, qui avaient tant contribué au triomphe de la révolution, accepteraient-ils d'être ainsi éliminés du pouvoir par les défenseurs du système monarchique ? Si la nation se soulevait au cri de « A bas les Bourbons ! », était-il bien sage de faire entrer dans le premier ministère de la révolution deux partisans de Montpensier, trois unionistes, quatre progressistes, et de ne pas y introduire un seul défenseur du principe républicain ?

Là était le danger de la situation ; on ne devait pas tarder à s'en apercevoir.

LIVRE SEPTIÈME.

MŒURS, LETTRES, ARTS ET SCIENCES, AGRICULTURE, INDUSTRIE, COMMERCE, TRAVAUX PUBLICS PENDANT LE RÈGNE D'ISABELLE.

(1843-1868)

CHAPITRE I.

PHYSIONOMIE GÉNÉRALE : MŒURS, RELIGION, TENDANCE DES ESPRITS.

Le règne d'Isabelle II se signale surtout par une grande tentative de réaction néo-catholique. — Secousse de 1854-1856. — Développement soudain des affaires industrielles. — Découragement du pays après 1865. — Effet produit, après la révolution de 1868, par la propagande du protestantisme. — En philosophie, la société espagnole reste attachée au spiritualisme. — Rôle considérable que joue le mysticisme dans la vie des couvents. — La mauvaise distribution de la justice reste un des fléaux de la société espagnole.

Nous avons retracé ailleurs (1) la transformation notable qui s'était opérée en Espagne pendant les deux régences de Christine et d'Espartero (1833-1843).

Si à partir de 1843 et pendant le règne d'Isabelle II, la vie de la société espagnole n'est pas celle des grandes sociétés de France, d'Angleterre, d'Allemagne, des États-Unis, avec cette agitation qui les fait incessamment pro-

(1) Voir le tome IV (2e tome de la 2e série), page 363 et suivantes. — Transformation de la société espagnole pendant les régences de Christine et d'Espartero.

gresser, du moins ce n'est plus ce sommeil de plomb sous lequel elle s'endormait jadis.

L'Espagne est arretéê dans son essor par la gêne, la pauvreté, l'ignorance, sans doute ; mais aussi elle est éveillée, elle entrevoit de nouveaux horizons.

Dès le commencement du règne, quand la reine était encore trop jeune pour avoir une volonté par elle-même, les hommes d'État qui l'entouraient, sortis presque tous de la république des lettres, organisèrent dans un sens libéral le régime et le plan d'études de l'Université. Ce grand service fut rendu à son pays en 1845, par M. Pidal, aidé de l'auteur dramatique Gil y Zarate.

Jaloux de se faire accepter par une population qui avait si justement à se plaindre de lui, le parti modéré cherchait encore à cette époque à mériter le pouvoir par des réformes utiles ; il ne resta pas longtemps dans cette féconde direction. Bientôt la division se mit dans ses rangs ; un malheureux esprit de réaction cléricale, appelé néo-catholicisme, quoiqu'il n'eût absolument de nouveau qu'une exagération des dogmes les plus contraires à la raison, s'empara du palais, domina les classes supérieures et tendit à arrêter ce bel élan qui entraînait le pays à de meilleures destinées.

De 1846 à 1854, nous assistons à ce curieux spectacle. Tandis que le pays profite peu à peu de l'impulsion donnée par la vente des biens de mainmorte, de la liberté de la presse, de la propagation des idées de la révolution française, de l'introduction des capitaux étrangers, des grandes inventions industrielles qui viennent du dehors, des découvertes des sciences, dans le sein de ce même parti libéral qui avait contribué à fonder le trône constitutionnel d'Espagne, on voit réapparaître un élément impur. Les mêmes coteries cléricales, dont le pays avait cru se délivrer à toujours en repoussant don Carlos, envahissent le palais de

Madrid : des confesseurs comme le père Claret, des illuminées comme sœur Patrocinio, viennent rappeler les plus mauvais temps de Charles II. Tout ce monde est encore peu puissant ; il ne domine pas, mais il pénètre partout et cherche à ranimer dans les classes inférieures un fanatisme mal éteint.

Par une heureuse secousse, due au mécontentement d'une certaine partie de l'armée espagnole, la nation parvient, en 1854, à se délivrer du mal qui la menaçait au cœur. On peut croire un instant que, sous la direction d'Espartero et d'O'Donnell, elle va être guérie du néo-catholicisme ; mais elle ne sait pas grouper en un faisceau les éléments au moyen desquels elle aurait pu reprendre possession d'elle-même. Les hommes de l'union libérale, les progressistes et les démocrates ne s'entendent pas pour constituer un gouvernement. O'Donnell profite de leur désarroi pour faire un pacte avec une partie des anciens modérés, et il rétablit, en 1856, la reine dans l'intégrité de son ancien pouvoir, sous la condition tacite d'être chargé lui-même de la direction des affaires.

Le palais, en effet, avait d'abord senti la nécessité de transiger avec un personnage de cette taille ; puis dès que le premier moment de peur fut passé, il revint à ses anciens errements ; on le vit bientôt rendre l'autorité au vieux parti modéré, avec l'arrière-pensée de retourner, si faire se pouvait, aux chefs les plus marquants de la réaction néo-catholique. Pendant douze années, de 1856 à 1868, c'est ce système de bascule qui caractérise toute la politique espagnole et influe sur la marche de la société ; O'Donnell et l'union libérale, quand ils occupent le pouvoir, montrent de meilleures dispositions pour les idées modernes, donnent un peu plus de latitude, sont moins hostiles à la liberté. En revanche, les modérés, dès qu'ils se saisissent de l'au-

torité, favorisent au contraire de plus en plus la réaction néo-catholique, salarient les écrivains qui abandonnent la voie du progrès et du développement intellectuel, pour glorifier les avantages de la vieille foi et de l'ignorance, permettent à l'intrigue de s'installer en souveraine dans les édifices royaux et livrent le pays tout entier à la merci d'un clergé aussi despote que superstitieux.

Cet état de choses se combine, d'une part, avec la dissipation et les mauvaises mœurs dont le palais offrait le scandaleux spectacle; et, d'autre part, avec le développement inusité que prennent, jusqu'en 1865, les affaires industrielles. La plus grande partie du pays après 1856 se consacre avec ardeur à la création de sociétés nouvelles, pour la construction des chemins de fer, l'exploitation des mines, l'établissement d'usines à gaz, de fabriques de tout genre. On n'entendait parler que de millions. Il semblait que d'un coup l'Espagne allait devenir aussi riche, aussi opulente que l'Angleterre et la France : mais tout était factice. Il fallut bientôt revenir du beau rêve par lequel on s'était laissé bercer; la plupart des sociétés reposaient sur des bases fragiles. Elles s'affaissent à la première crise; le canon de Sadowa, en éloignant de la Péninsule tous les capitaux européens, brise les espérances trop vite conçues et ramène les Espagnols à la réalité de leur misère. Désillusionnés dans leur espérance d'arriver à la fortune par le travail et le crédit, ils reviennent à leurs anciens goûts d'aventure et se lancent dans la lecture des romans de cape et d'épée.

C'est le prélude d'une nouvelle révolution, qui triomphe en 1868.

Ce qui distingue donc tout le règne d'Isabelle, c'est un effort constant de réaction néo-catholique, qui ne pouvait rien produire de sérieux, parce qu'il était contraire à la

marche progressive de la civilisation. Son apparence de succès provient de ce que, dans la sphère officielle, il n'y avait pour tous les ambitieux de protection, de réputation, de dignités, que quand ils consentaient à orner leur cou du triste collier de la superstition et de l'ignorance! La reine et son entourage n'honoraient que les Fernan Caballero et les Trueba, parce qu'ils préconisaient et chantaient ouvertement la vieille foi, celle qui abdique entièrement entre les mains des prêtres. Campoamor, tout modéré qu'il fût, avait des tendances panthéistes! Horreur!

Ce qui a rendu plus dangereuse qu'à aucune autre époque et qu'en tout autre pays, cette disposition du palais, c'est que la littérature était peu à peu devenue, en Espagne, une vraie profession. On avait pris l'habitude dans la période précédente, comme l'a si bien montré Mesonero Romanos, de la considérer comme le premier échelon pour toutes les fonctions politiques et administratives : elle se combinait très curieusement avec le mal social par excellence, l'empléomanie. Quelques individualités seules cultivaient les lettres par simple goût d'amateur : le plus grand nombre des lettrés en avait fait une carrière, et ils se faisaient les uns aux autres une très rude concurrence.

De leur côté, en voyant croître le pouvoir de la presse et du livre, en observant que de nouvelles couches sociales commençaient à s'intéresser aux diverses publications, et en se voyant hors d'état de maintenir une censure inflexible, les défenseurs du principe d'autorité espéraient se maintenir en imposant un même programme à tous les ambitieux.

Le résultat le plus funeste de l'influence exercée par le palais pendant le règne d'Isabelle II, c'est qu'il a détourné les esprits du vrai problème qu'ils doivent poursuivre et que nous avons signalé : la transformation de l'expression

à donner au sentiment religieux, pour le concilier avec les découvertes des sciences et les exigences de la raison moderne.

Il y avait d'autant plus de danger à ne pas préparer cette transformation, que le fanatisme et la superstition ont, comme nous l'avons déjà dit, des racines très profondes en Espagne.

La masse de la population n'a pas compris toute la portée du mouvement commencé au dix-huitième siècle ; elle continue dans la plupart des provinces à concilier une profonde haine du clergé avec un très grand respect pour la religion catholique. Les mesures prises contre le clergé sont généralement populaires : il n'en est pas de même de ce qui est contraire à la foi catholique. On se souvient toujours trop que le sentiment national a été uni, pendant des siècles, à l'idée de la prédominance absolue du catholicisme dans le monde.

Beaucoup d'Espagnols, quand ils parlent avec un étranger libre-penseur, affectent avec lui un scepticisme et une indifférence absolus : qu'ils passent devant une madone révérée, ou voient défiler le saint viatique, ils se mettront à genoux, feront le signe de la croix et sauront mauvais gré à celui qui leur reprochera leur inconséquence.

La crainte de l'enfer, si longtemps prêchée, domine peut-être encore le fond des esprits. L'Espagnol a cru positivement aux flammes éternelles : le souvenir de cette terreur pèse sur son imagination.

Il y a dans les populations une véritable horreur pour la controverse religieuse : on supporte volontiers les étrangers ; on leur laisse mener le genre de vie qui leur convient : peu importe qu'ils n'aillent point à la messe, qu'ils ne pratiquent pas de religion. Mais qu'ils ne s'avisent pas de tourner en ridicule un dogme, une pratique quelconque, ils deviennent de suite odieux : ils sont traités en ennemis.

On a tellement répété aux masses que la plus grande hérésie consistait dans l'examen du problème religieux, qu'encore aujourd'hui elles n'osent jeter le moindre regard sur la révélation ; il leur est plus facile de l'entendre nier que contester.

Sur la scène espagnole, on peut exposer maintenant les types des moines les plus criminels, des directeurs de conscience les plus hypocrites. Mais si le beau drame de Calderon, *le Chemin de la croix*, vient à être représenté, un frisson circule dans la salle. La fibre nationale par excellence est mise en mouvement.

On sent que l'Espagne, en dehors de l'idée catholique, n'a pas trouvé pour elle-même de raison d'être ; elle n'a en dehors de ce trait spécial rien qui la distingue des autres nationalités.

Il faut avoir vécu dans ce pays pour apprécier combien le catholicisme est mêlé à toute la vie du peuple ; sans parler de tous les actes importants, baptême, mariage, enterrement, qui se célèbrent exclusivement à l'église, l'Espagnol, dans toutes les circonstances graves, fait intervenir un saint ou une sainte. Comme le païen antique, qui s'adressait à Bacchus, à Vénus ou à Mercure, le paysan de la Castille, de la Manche, de Murcie ou de Valence, invoque encore le saint spécial sous l'invocation duquel est élevé le clocher de son village ; il se met en communication directe avec lui pour ses désirs, ses craintes, ses espérances, ses angoisses. En cas de maladie, il baise des reliques qu'on lui a appris à révérer, et se confie plus dans les prières du saint auprès du Très-Haut, que dans les conseils de la science.

Les fêtes champêtres (*romerias*), qui jouent un si grand rôle dans sa vie, ont lieu au jour consacré au saint du village ; les pieuses légendes sont plus répandues que les événements mêmes de l'histoire nationale. On tient pour

vraie la béatification de certains personnages, telle qu'elle est proclamée par l'Église. Ceux-ci s'en vont au ciel, protègent efficacement quiconque les adore et punissent quiconque les néglige.

Cette foi est généralement si simple, si naïve, qu'alors même qu'elle inspire un certain dédain, elle frappe par sa franchise.

Il ne faut pas oublier que l'absence de prévoyance, la disette de capital ont mis depuis des siècles la plupart des Espagnols dans un état de dépendance absolue ; ils n'ont pas la persévérance, l'énergie de caractère suffisante pour se mettre en lutte avec la nature, pour la ployer à leurs besoins, pour la vaincre et s'en faire un instrument de progrès et d'amélioration. Ils aiment mieux compter sur une Providence bienfaisante, qui, pour prix de leur foi, les sauvera de tous les dangers. Tant que cette Providence est venue sous la forme des galions d'Amérique, tout allait bien. Aujourd'hui, la décadence et l'appauvrissement, parallèles à l'enrichissement et à la grandeur des autres peuples, sont un terrible argument contre la foi antique.

L'Espagne va se pénétrant de son infériorité ; elle en recherche les causes ; qu'elle arrive à se persuader que tous ses maux viennent de sa superstition ; nul doute qu'elle ne brise l'idole, mais il faut qu'elle en acquière la conviction par elle-même. Quel malheur que depuis 1845, il ne se soit pas formé en Espagne un grand écrivain, capable d'agir sur les esprits, bien pénétré des mœurs et des habitudes sociales, s'élevant lui-même au-dessus de toutes les superstitions et de tous les préjugés, sachant les condamner par le rire ; aiguisant la raison, sans jamais froisser le cœur ; épurant à la fois et l'enthousiasme de Don Quichotte qui aspire à trop de perfection, et le matérialisme de Sancho Pança, dont les appétits sont par trop grossiers, et l'ambi-

tion de Gil Blas dont la conscience est par trop élastique!

C'est une espèce de Voltaire que j'appelle ; sans lui demander les mêmes qualités, je voudrais qu'il en eût d'aussi belles : il lui faudrait encore plus de chaleur de cœur, pour se mettre en contact avec ses compatriotes ; les commencements seraient difficiles, mais s'il touchait la corde, quel succès! Il rendrait un peuple entier à l'humanité : tant qu'elle reste dans l'état actuel, qui est une ignorance volontaire, on peut dire que la grande masse du peuple espagnol n'existe pas.

La révolution de septembre 1868 a eu sur l'Espagne une destinée toute particulière, et dont les conséquences se feront sentir avec le temps. On peut dire que jusqu'alors le protestantisme n'était pas connu ni compris dans la péninsule : on le dédaignait, on le haïssait, sans connaître ni ses tendances ni sa manière d'être.

A aucune des périodes révolutionnaires où il aurait pu se propager (1808-1814, 1820-1823, 1834-1836, 1840-1843, 1854 à 1856), il n'a pu être jugé : trop occupés des questions politiques, les esprits ne songèrent pas alors à revoir leur catéchisme religieux : ils considéraient comme une véritable infamie l'acte de modifier en quoi que ce fût la foi léguée par la tradition.

Mais, après 1868, la Constitution est venue changer les rapports de la nation avec le catholicisme ; elle a sagement établi la liberté des cultes, la concurrence des religions.

Que s'est-il passé? Il s'est ouvert à Madrid des temples protestants, et il n'est pas sans intérêt de recueillir la première impression que leur ouverture a produite sur les Madrilènes. Nous pouvons en parler, car nous étions nous-même spectateur, et c'est d'un spectacle auquel nous avons assisté que nous pouvons rendre compte à nos lecteurs.

La population madrilène a écouté avec empressement la

doctrine protestante, telle qu'elle lui fut alors prêchée. Cette doctrine avait pour elle tous les attraits de la nouveauté.

Les femmes surtout allaient l'entendre avec curiosité ; elles étaient plus assidues que les hommes. Comme elles étaient habituées à des sermons ridicules, pleins de mensonges historiques, où dominaient surtout la crainte de l'enfer et l'adoration des saints et saintes, elles étaient très étonnées de n'entendre que des règles de morale pure et un appel à leur bon sens. Elles s'attendaient à des opinions qui choqueraient tous leurs points de vue ; elles trouvaient quelque chose d'un peu froid, il est vrai, mais si différent de l'idée qu'on leur avait donnée du protestantisme, qu'elles en restaient tout étonnées.

Elles n'ont pas été enthousiasmées, séduites ; mais leur esprit a été très prévenu en faveur des idées morales qui leur ont été soumises.

Elles ont vivement reproché à leur clergé d'avoir injustement excité leur haine contre des hérétiques qu'elles trouvaient très raisonnables et très sensés.

Voilà l'impression qu'elles manifestaient le plus généralement à la sortie des temples.

Si donc, au lieu de renouveler de vieilles querelles théologiques sur des points où la controverse ne peut que s'égarer, les ministres protestants savent s'entendre pour limiter leur enseignement à la partie morale du christianisme, ils peuvent conquérir de l'autorité de l'autre côté des Pyrénées. Quelque chose de simple, de sérieux, d'élevé comme la doctrine de Channing, mis brutalement en opposition avec des raffinements de superstition et des pratiques exagérées, peut produire par l'antithèse un effet très saisissant.

On ne peut disconvenir que la simplicité du culte protestant ne convient guère aux populations méridionales, éprises de la magnificence des églises romaines ; le temple

paraîtra toujours mesquin en face des belles cathédrales élevées par la foi du moyen âge.

Et pourtant, c'est tout à fait au Midi, parmi les caractères les plus impressionnables, sous le beau ciel de l'Andalousie, que le protestantisme a fait le plus de prosélytes. Comment expliquer ce phénomène qui, en réalité, n'a pas une très grande importance, à cause du petit nombre des convertis ? Nous l'attribuons, pour notre part, à la présence de riches familles protestantes, établies à Jerez, à Cadiz, à Malaga. Elles exercent autour d'elles un rayonnement d'autant plus étendu, qu'elles disposent de plus de capitaux, à côté d'Andalous toujours imprévoyants et pauvres comme Job. Quoi d'extraordinaire qu'elles se soient inféodé quelques consciences, rattaché quelques partisans là où elles apportaient quelque bien-être matériel, en même temps qu'elles donnaient de bons exemples moraux ?

L'histoire nous a appris qu'il ne fallait pas demander à la nation espagnole le développement des branches de connaissances qui exigent une puissante abstraction de l'esprit, une logique très rigoureuse et une grande force de raisonnement. Doués d'une vive imagination, très susceptibles de découvrir une loi générale par un de ces rapides coups d'œil qui suffisent à immortaliser les génies, les penseurs espagnols n'ont généralement pas cette patience exemplaire qui fait monter par degrés tous les échelons de l'induction, ou qui déduit, sans en excepter une seule, toutes les conséquences qui découlent nécessairement d'un principe général. Ils n'ont jamais, d'ailleurs, cultivé les sciences avec assez d'acharnement, pour pouvoir s'élever avec utilité à celle qui les relie toutes : la philosophie.

Aussi ne faut-il pas leur demander la création d'écoles nouvelles ; ils ne sont pas en état de faire sortir tout armé de leur cerveau un système général pouvant unir, dans

une synthèse bien établie, toutes les connaissances humaines.

Tout ce qu'il y a à rechercher chez eux, dans cet ordre d'idées, c'est l'importance qu'ils consentent à accorder aux systèmes qui ont pris naissance chez les nations étrangères; il y a des conclusions importantes à déduire de la préférence qu'ils donnent à telle école plutôt qu'à telle autre.

A ce point de vue, il nous est impossible de ne pas signaler la tendance générale à un ardent spiritualisme, qui se manifeste dans toutes les œuvres des philosophes espagnols. Le sensualisme de Locke et de Condillac, le scepticisme de Hume, le positivisme d'Auguste Comte, ne sont pas sérieusement discutés; pour dire vrai, ils ne sont pas compris.

Il y a dans ce peuple, qui a lutté si longtemps contre l'Islam, qui se trouve face à face d'une nature implacable, qui a des passions ardentes, une sentimentalité très développée et un besoin violent d'affirmation et d'action, une antipathie profonde contre tout ce qui est exclusivement raisonné, scientifique, contre tout ce qui ne laisse pas une place suffisante à l'inspiration, au sentiment, à l'art. Il est incapable de vivre un seul instant dans le doute, dans la négation; il lui faut un idéal, un infini vers lequel tendent ses aspirations et son enthousiasme. C'est pourquoi il se sent doucement entraîné vers l'idée d'une cause première; il ne lui vient pas à la pensée qu'on puisse faire abstraction du principe de causalité. Pour lui, cette cause première est tout; elle est la source de toutes les agitations de l'âme, l'inspiration de toutes les connaissances, l'initiation de tout mouvement, le centre de toute force.

L'intérêt qu'il porte à la découverte des lois de la nature n'est que secondaire; au fond, il ne leur accorde qu'une im-

portance très minime. Il ne consent pas à fixer son esprit sur toutes les belles découvertes qui reculent chaque jour devant nous les limites du domaine où règnent les idées de providence, d'infini, de divinité. C'est dans ce domaine qu'il aime à séjourner, et, comme il ne l'atteint que par l'esprit, il est épris d'une passion profonde pour tout ce qui est spiritualiste, d'une aversion systématique pour tout ce qui lui paraît mériter l'épithète de matérialiste.

Le spiritualisme exagéré dégénère par une pente fatale en mysticisme; aussi ce terrible fléau joua-t-il son rôle, dans la société espagnole, pendant toute la période qui nous occupe.

Il y aurait un très curieux travail à faire sur le développement du mysticisme, dans les couvents d'Espagne, pendant le règne d'Isabelle II. On y verrait comment il est possible de transformer tout ce qu'il y a d'idéal et de spiritualiste dans la légende chrétienne en aspirations où la passion religieuse est tout à fait matérialisée.

S'il est un côté par lequel pèche la société espagnole, c'est certainement celui de la justice : à quelque point de vue qu'on se place, soit qu'on étudie l'ensemble des lois, soit qu'on examine l'organisation des tribunaux, on trouve à côté d'aspirations élevées une pratique déplorable.

Malheur aux étrangers honnêtes qui ont à démêler de graves débats avec les tribunaux espagnols. Pour peu que leur affaire exige un effort laborieux, une étude de faits un peu compliquée, ils peuvent être sûrs à l'avance qu'il leur sera à jamais impossible d'allumer le flambeau de la vérité ; et il ne faut pas tant accuser de ce résultat la négligence des magistrats chargés de prononcer les jugements que la cupidité de tout le personnel qui vit des tribunaux et qui se jette sur le plaideur comme sur une proie à déchirer. Il règne entre tous les hommes de loi de la société espagnole

comme une conjuration ourdie à l'avance contre tous ceux que des circonstances douloureuses obligent à plaider ; quiconque cherche la clarté, la vérité, est pour eux un ennemi, car il tend à la conclusion immédiate des affaires, et c'est là ce qu'ils veulent éviter avant tout. La clientèle est insuffisante pour faire vivre tous ceux qui ont attaché leur existence au règlement des questions judiciaires ; il n'y a pas moyen pour eux non pas même de s'enrichir, mais de satisfaire aux nécessités de leur famille, s'ils ne pressurent quiconque se trouve forcément engagé. Aussi un *escribano* (notaire-huissier), un *procurador* (avoué), ne sauraient faire aucun cas des *abogados* (avocats), qui tendent à diminuer les sommations, requêtes, allégations, réponses, contre-réponses qu'entraîne tout procès; il faut que le fisc et les hommes de loi aient leur part. Débrouiller est regardé comme une faute; embrouiller est le talent le plus considéré.

Ce mal date de loin : Cervantès, Quevedo le connaissaient déjà, et loin de s'atténuer au dix-neuvième siècle, il a pris de plus grandes proportions le jour où un développement inusité d'activité commerciale et industrielle accrut tout à coup, après 1856, le nombre des entreprises. Pour bien des Français honorables et loyaux, qui sont allés s'établir en Espagne, il y a eu là une cause de ruine qu'ils ne pouvaient prévoir et contre laquelle ils étaient hors d'état de se défendre.

Ce n'est pas que les avocats espagnols manquent de talent ; ce don de la parole, que la nature a départi avec tant de générosité aux populations méridionales, se déploie au barreau aussi bien qu'aux tribunes des Cortès. Mais il y a une telle habitude de remplir les débats judiciaires de discours oiseux avant d'aborder le point à discuter, que jamais ni le public ni le juge ne peuvent deviner le moment précis où l'attention doit se fixer utilement. Nul n'aime à se laisser

volontairement noyer dans un flot de paroles inutiles : pour échapper à ce danger, le juge s'habitue à ne rien écouter; il laisse couler, sans y prendre garde, des discours longs, vides, presque toujours en dehors de la question. Il néglige de même de jeter les yeux sur la procédure qui lui est soumise, parce qu'elle est trop volumineuse et trop formaliste ; et cependant la loi est ainsi faite que c'est là où doit se trouver le vrai moyen d'information.

Et parmi les magistrats espagnols, il y en a certes aussi beaucoup qui ont de vastes connaissances, qui savent fort bien que la lettre tue et que l'esprit vivifie ; mais le mal que nous avons signalé est tellement entré dans les habitudes judiciaires de l'Espagne, le moindre *escribano*, le plus misérable *alguazil* y ont pu, durant tant de siècles, abuser sans inconvénient de la parcelle d'autorité qui leur était accordée, que la jurisprudence a la plus grande peine à s'asseoir solidement. On s'en sert comme d'un arsenal pour trouver des armes à manier dans tous les procès ; rares, bien rares sont ceux qui songent à elle pour en faire un auxiliaire sérieux et intelligent de la loi.

CHAPITRE II.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE.

Considérations générales. — La réaction néo-catholique. — Les doctrinaires de 1830. — Les écrivains démocrates.

Poésie. — Les écrivains versificateurs. — Don José Zorilla. — Don Ramon Campoamor. — Ventura de la Vega. — La nouvelle génération : Selgas. — Arnao. — Manuel del Palacio.

Théâtre. — Les théâtres en 1844. — Les acteurs. — Tomas Rodriguez Rubi. — Gertrudis Gomez de Avellaneda. — Tamayo y Baus. — Guerra y Orbe. — Adelardo Lopez de Ayala. — Eguilaz, Olona, Serra, Diaz, Principe. — Les librettistes de la Zarzuela, Camprodon.

Éloquence. — Olozaga, Gonzalez Bravo et Rios-Rosas. — Donoso Cortès, marquis de Valdegamas. — Les orateurs de la démocratie. — Rivero. — Emilio Castelar.

Roman. — I. Fernan Caballero. — II. Escrich. — III. Fernandez y Gonzalez. — IV. Antonio de Trueba et Gustavo-Adolfo Becquer. — V. Alarcon. — VI. Nombela, Pilar Sinuès del Marco et Martinez Pedrosa.

Histoire. — I. Modesto Lafuente. — II. Amador de los Rios et les principales sources de l'histoire littéraire de l'Espagne. — III. Le marquis de Pidal, le marquis de Miraflores, Evaristo San Miguel. — Ferrer del Rio, Antonio Pirala, la famille Alcantara, Eugenio Tapia.

Philosophie. — L'Université de Madrid. — Sanz del Rio.

Droit et Économie politique. — I. Pacheco et Canovas del Castillo. — II. Les disciples de Jovellanos Fermin Caballero, Pascual Madoz. — L'école anglaise du libre échange. — Le socialisme de Pi y Margall.

La Critique. — La lutte s'apaise entre les classiques et les romantiques. — L'insuccès des revues nuit au développement de la critique littéraire. — On s'occupe beaucoup dans l'Université de l'histoire de la littérature nationale. — Travaux d'érudition littéraire placés en tête des volumes de la Bibliothèque Rivadeneyra.

La Presse. — I. Presse de Madrid. — Elle tombe entre les mains des financiers. — La presse démocratique républicaine échappe seule à la corruption générale. — II. La presse de province.

La littérature frivole. — Elle jouit d'une grande vogue. — Beaucoup d'écrivains y gaspillent de brillantes facultés.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

La réaction néo-catholique est le trait le plus saillant de la période littéraire que nous avons à examiner. On en retrouve les traces partout; dans le roman, avec Fernan Caballero, Trueba; dans la poésie, avec Selgas, Arnao; au théâtre, avec Rubi; à la tribune, avec Donosto Cortès. Elle voudrait dominer dans la presse, s'emparer de toutes les chaires.

Les écrivains, fils des doctrinaires de 1830, osent à peine lutter ouvertement contre elle; ils seraient plutôt disposés à pactiser; leurs œuvres se ressentent d'une incertitude, d'un malaise qui leur enlèvent toute vigueur, tout caractère. Alarcon dans le roman, Ayala au théâtre, représentent bien cet élément social tiraillé par le passé, attiré par l'avenir, qui voudrait conclure et s'arrête devant la crainte du désordre, et devant les avantages personnels qui peuvent résulter du concours prêté aux classes dirigeantes de la société. Aussi ces écrivains n'aiment à produire rien qui soit populaire: ils ne travaillent que pour une classe très-réduite; leurs œuvres sortent à peine d'un cercle très étroit; ils satisfont généralement les besoins intellectuels de leurs compatriotes, en s'appliquant seulement à adapter à leur milieu social les œuvres des doctrinaires français, incapables comme eux d'arriver à aucune conclusion,

Si la force, la vigueur, l'élan et l'énergie se retrouvent quelque part, c'est seulement dans les écrivains qu'anime le souffle populaire: chez ceux-là le sentiment est bon, l'inspiration est énergique, mais la direction manque tout à fait à leur esprit: ils oscillent entre des forces différentes, l'individualisme et l'association, le fédéralisme et l'unité nationale, croyant absolument devoir prendre parti pour l'une ou pour l'autre. Quelques-uns ont la prétention d'ar-

racher les masses à la domination du clergé, sans toucher le problème religieux, sans modifier les dogmes, sans rien changer à ce qui a fait la gloire et la puissance de leur pays. D'autres voudraient faire croire qu'on peut absolument se passer de religion, dans un pays où le sentiment religieux est très puissant, car il prend sa source dans le tempérament de la race, dans l'aspect de la nature et dans les conditions mêmes du climat. Que résulte-t-il de ces contradictions? Que malgré le talent d'un grand orateur, don Emilio Castelar, malgré les efforts de journalistes ardents et infatigables, les démocrates républicains ont peine à prendre possession d'une souveraineté qui leur appartient légitimement. C'est à eux à trouver dans leur sein l'ensemble général de doctrines et d'idées qui convient à leur nationalité; tant qu'ils ne l'auront pas trouvé, ils ne pourront aspirer à la direction réelle de la société.

Puissent-ils dans la période qui va s'ouvrir prendre la première place dans toutes les branches de la littérature, et s'emparer du roman, de la tribune, des chaires, de la presse! c'est là d'abord où il faut triompher si l'on veut, plas tard, être maître du gouvernement et décider des institutions de son pays.

POÉSIE.

La facilité de la prosodie espagnole, l'inspiration dont sont douées la plupart des natures méridionales, l'universalité du sentiment font que beaucoup de personnes s'adonnent en Espagne au culte de la poésie. Elles écrivent en vers, mais méritent-elles le nom de poètes?

Peut-on par exemple accorder ce grand et beau titre aux notabilités poétiques de l'Académie espagnole, qui, comme

notre Académie française, est loin d'admettre dans son sein les plus brillantes étoiles?

Nous ne voulons certes pas diminuer le talent, ni du marquis de la Peznela, traducteur laborieux du Tasse et du Dante, ni du marquis de Molins, ni de don Eugenio de Ochoa, ni de don Leopoldo de Cueto, ni de don Manuel Cañete, ni de don Pedro Madrazo.

Chacun de ces écrivains a enrichi des ses compositions les recueils où l'on aime en Espagne à entasser les œuvres poétiques ; mais pour aucun d'eux la poésie n'a été l'essence même de la vie ; c'est en général un accident au milieu de leur carrière administrative ou de leur vie littéraire ; ils ont été des versificateurs habiles, des critiques délicats ; il serait injuste de les gratifier du nom de poètes.

Parmi les survivants de la génération littéraire qui s'était déjà manifestée et qui continua à produire pendant le règne d'Isabelle II, trois hommes nous semblent seuls dignes de fixer l'attention ; Zorilla, Campoamor et Ventura de la Vega ; nous arrêterons quelques instants nos regards sur chacun d'eux, avant de les reporter sur les jeunes illustrations qui parvinrent un moment à attirer vers elles l'enthousiasme et la sympathie de la jeunesse espagnole.

§ 1. DON JOSÉ ZORILLA.

Nous avons eu soin de signaler les débuts de don José Zorilla dans la carrière littéraire, lors des funérailles de Larra en 1837. C'était en effet un poète qui se révélait ce jour-là à la nation espagnole ; il avait à peine vingt ans ; du premier coup il atteignait à la célébrité, Il était d'une excellente famille, avait reçu une bonne éducation littéraire à Madrid, artistique à Tolède, au milieu des ruines de cette extraordinaire cité. Son père avait occupé dans

l'administration une position élevée. Tout souriait à ce nourrisson des muses. Quel fruit allait-il donner? Quelles espérances réaliserait-il?

Hélas! nous l'avons déjà dit. Triomphant trop tôt, avant même d'avoir déjà produit, il n'eut pas assez de force d'esprit, assez de maturité de jugement pour résister aux changements d'opinion qu'amenèrent les révolutions successives dont Madrid fut le théâtre, de 1837 à 1843; il se laissa pénétrer dès l'origine jusqu'à la moelle par le sentiment de découragement qui avait poussé Larra au suicide, et lorsqu'avec la déclaration de la reine Isabelle, la réaction reprit définitivement le dessus, il crut que sa mission de poète consistait tout simplement à reprendre le ton du vieux romancero espagnol en habillant à la moderne les vieilles ballades et les légendes de la grande lutte des chrétiens contre les Maures.

Quant aux aspirations libérales de son époque, à ses tendances républicaines et démocratiques, à ses efforts pour secouer le joug d'un catholicisme suranné, il eut la prétention de les passer sous silence, de les fouler impitoyablement aux pieds. A quoi bon de nouvelles perspectives, de nouveaux points de vue! Rien n'a changé dans le monde; nous en sommes toujours à la grande guerre de l'Islam. N'est-il pas plus pittoresque, plus intéressant de réparer les ruines et de reconstruire les vieux palais tels qu'ils servaient aux rois Goths et aux premiers monarques de Léon et de Castille, que de songer à une foi nouvelle, que d'éveiller les sentiments et les impressions poétiques qui doivent jaillir des nouveaux progrès des sciences et de la civilisation?

Salué, reconnu, admis comme le grand poète du règne d'Isabelle II, Zorilla est bien l'incarnation la plus complète de tout ce qu'il y a eu de triste, d'impuissant, de transi-

toire dans la direction qui, sous ce règne (1843-1868), a été donnée aux esprits.

Un néo-catholicisme faux, sans inspiration, sans foi sincère; une admiration incessante des vieilles traditions fermant la porte à toute méditation forte et sérieuse; le cri du cœur exclusivement suscité par les souvenirs d'époques à jamais passées et qui méritaient seulement d'être oubliées, voilà pour le fond; dans la forme, au contraire, toutes les licences qu'on se refusait volontairement dans le domaine du cœur et de la raison; dédain de toutes les règles de la versification et de toute la poétique; le romantisme enfin se jugeant tout permis, à condition d'accumuler ses couleurs, de faire miroiter des facettes, de créer de l'effet.

C'est lorsqu'on se met à examiner d'un seul coup d'œil l'ensemble des œuvres de Zorilla, lorsqu'on cherche à bien se rendre compte de ses écrits, de la tendance de ses vers, qu'on s'aperçoit combien les sentiments qu'il a remués cadrent peu avec ceux qui nous agitent; on voit qu'il s'est tenu systématiquement en dehors du monde vivant; il est toujours dans le passé et dans un passé à jamais évanoui.

Ses compositions les plus estimées sont des stances à l'instar de celles des romanceros; ce sont des récits en vers racontant des duels, des tournois, quelque épisode des interminables guerres entre chevaliers chrétiens et galants sarrasins; ils sont réunis sous ce titre qui en indique bien la nature et le caractère : *Cantos del trovador*.

Se propose-t-il de doter son pays d'un poème épique! Le sujet qu'il choisit, c'est *Grenade*, c'est le combat de la Croix et de la Demi-Lune.

Aspire-t-il à la gloire d'auteur dramatique, veut-il partager les honneurs des Lope de Vega et des Calderon? Ses arguments sont les mêmes qui auraient plu aux écrivains

de l'âge d'or ; pour lui rien n'a changé, rien ne s'est modifié. Voici les titres de ses principales pièces : *El Zapatero y el Rey* (le Cordonnier et le Roi), *le Poignard du Goth, Sancho Garcia, la Meilleure Raison, C'est l'épée, le Cheval du roi Sancho, l'Alcade Ronquillo.*

Au-dessus de tout se dresse le *Don Juan Tenorio* ; ce type de séducteur espagnol, libertin effronté, sans cœur ni conscience, ayant peur de l'enfer au dernier jour de la vie, et prétendant à force d'audace et d'arrogance rendre supportables chez lui tous les vices, même les plus répugnants.

On peut dire que le côté vraiment moral n'existe point pour Zorilla : il n'y a que la corruption ; le sort, la fatalité jouent dans ses écrits un rôle démesuré. Quand on ne donne pas à la justice la part qui lui appartient, quel autre ressort dramatique invoquer qu'un vain hasard ou un aveugle fatalisme ?

On peut représenter à l'avance le caractère du principal héros qui apparaît dans toutes les compositions de Zorilla ; il est brave, il est beau, arrogant dans son port et ses manières, toujours sérieux, sympathique à l'excès, amoureux, jaloux de son honneur ; mais ne lui demandez jamais d'être prudent, juste, réservé, conséquent, probe dans la grande et haute acception du mot.

Chose curieuse : à côté d'une grande prétention à la réalité dans le costume et dans l'expression des sentiments, il n'y a aucune préoccupation de la vérité ; pour arriver à des tableaux d'un effet saisissant on pas separ-dessus toutes les invraisemblances.

Il n'est pas étonnant, après les promesses qu'il avait fait concevoir et la direction par trop archaïque qu'il donna à ses œuvres, que Zorilla n'ait pas tardé à se dégoûter comme Larra du séjour de Madrid ; soit qu'il n'y trouvât pas un

théâtre suffisant pour son ardente ambition, pour ses aspirations à la gloire; soit peut-être qu'il fût mécontent lui-même de s'être trop facilement détaché des sentiments actuels de ses compatriotes dont il épousait la gloire passée et non le malheur présent; il abandonna, un peu avant 1848, le séjour de l'Espagne, et alla d'abord s'établir à Paris. C'est là qu'il composa son poème épique pour lequel furent entonnées toutes les trompettes de la renommée dans la péninsule hispanique, où certes il n'en manque point.

Plus tard il se dégoûta même de l'Europe, et nous le voyons s'établir dans le nouveau continent, au Mexique. Peu mêlé aux événements de ce pays, il eut cependant la faiblesse de méconnaître le sentiment national de ceux qui lui avaient donné l'hospitalité en acceptant les fonctions de lecteur de l'empereur Maximilien. Par le peu qu'il a produit dans les derniers temps, il ne semble pas que le séjour de l'Amérique ait été bien favorable à son inspiration poétique.

§ 2. CAMPOAMOR (DON RAMON).

Celui qui, après Zorilla, a eu le plus l'honneur d'exciter l'admiration, nous ne dirons pas du peuple, mais de la bonne société espagnole, est don Ramon de Campoamor.

Né la même année que Zorilla, en 1817, il a tardé plus longtemps à se capter les suffrages; on y a gagné que ses œuvres, au lieu d'être exclusivement descriptives, ont un cachet plus élevé de méditation, de pensée et de portée morale.

Ce n'est pas un arrangeur de vieilles légendes, c'est un artiste exercé qui vise à de hautes compositions et aspire à placer son nom à côté des Milton et des Dante. Quoique plusieurs fois il ait siégé aux Cortès en qualité de député,

il a su ne pas se laisser complètement dominer par la politique et a résisté à cet envahissement sous lequel ont succombé la plupart des intelligences de son pays, qui poursuivaient avec lui la carrière littéraire.

Nous n'allons parler que de ses compositions poétiques; il a aussi aspiré à la gloire du philosophe, mais sans jamais avoir pu relier ensemble dans son esprit le monde d'idées vagues et incohérentes que lui inspirait une métaphysique très éclectique.

Il existe de lui deux recueils de vers, l'un intitulé *Poésies*, l'autre *Doloras* (Tristesses, Complaintes [1]), un poème épique, *Colomb*, et un autre à plus grandes prétentions: *le Drame universel*, en huit journées.

C'est dans le recueil de *las Doloras* que se trouvent la plupart des pièces de ce poète qui sont le plus souvent citées.

La bonne société espagnole lui a toujours montré une extrême bienveillance; pendant le règne que nous étudions, elle se réunissait fréquemment dans une salle de théâtre particulière, construite par souscription et appelée Colisée Piquer, du nom du sculpteur qui avait pris l'initiative de sa fondation; les souscripteurs y donnaient des soirées dramatiques, et il n'était pas rare que la reine y assistât, entourée de tous les membres de sa famille. Campoamor faisait souvent les frais de la fête; il venait y lire ses acrostiches, ses triolets, ses bouquets à Chloris. Il plaisait toujours; car la pensée y était quelquefois, et le rythme musical, qui semble le don naturel des poètes espagnols, n'y manquait jamais. Il chantait ses vers comme une fauvette; on l'accompagnait parfois et avec succès sur le piano.

[1] Suivant l'auteur lui-même, voici la définition de la Dolora: « Composition poétique où se trouvent réunis la légèreté et le sentiment, la concision et l'importance philosophique. »

Le *Drame universel* a paru en 1869 ; c'est une œuvre qui a dû coûter de longues heures de travail, mais qui est vraiment tout à fait en dehors des idées et des aspirations de notre époque. Elle est divisée en huit journées, toutes en vers, comme *le Paradis perdu*, *la Divine Comédie*. On aurait pu en comprendre l'invention au seizième et même au dix-septième siècle ; aujourd'hui, après le mouvement philosophique du dix-huitième siècle, elle ne s'adresse plus qu'à un nombre très restreint de lecteurs ; le poète doit toujours aspirer à se mettre en rapport avec les sentiments intimes des hommes de son temps ; il s'en écarte en cherchant à reconstruire des genres surannés qui n'excitent plus ni l'intérêt ni la sympathie.

Malgré le vêtement évidemment chrétien que le poète a donné à sa pensée, il ne nous paraît pas douteux qu'au fond Campoamor, comme Gœthe, place la divinité dans l'ensemble de la nature.

Sa pensée est occupée de la diversité d'organisation des êtres qui peuplent le monde, et la vie ne lui apparaît que comme un accident passager du fond invariable des choses.

En somme, il y a de tout dans Campoamor, comme dans l'époque même à laquelle il appartient : du réalisme et du scepticisme, du spiritualisme chrétien et du panthéisme, de la foi et du doute, de la peine et de la joie, de l'exaltation et de l'abaissement.

§ 3. VENTURA DE LA VEGA.

Ventura de la Vega est un des hommes qui ont joué le rôle le plus important dans l'histoire littéraire de l'Espagne au dix-neuvième siècle. Né à Buenos-Ayres, en 1807, il vint à Madrid, en 1818, pour y suivre son éducation, et jusqu'à sa mort, arrivée en 1865, il n'a que rarement et

pendant de courtes périodes abandonné la cité hospitalière où il était venu s'établir.

Dès ses plus jeunes ans, les hasards de l'existence le mirent en relation au collège de San Mateo avec tous ces hommes qui, sous la direction de Lista, devaient contribuer au beau mouvement littéraire de 1830. Très bien apparenté lui-même, car son père avait été envoyé à Buenos-Ayres pour occuper un poste important dans la haute administration de cette vice-royauté, il se trouva de bonne heure en état de joindre aux protections les plus efficaces des ministres et des fonctionnaires les plus élevés un commerce intime avec tous ceux chez qui brillait l'auréole du talent, Larra, Espronceda, Patricio de la Escosura.

Il fut l'un des membres les plus assidus de l'académie du Myrte, fondée vers 1823 par les disciples de Lista ; il fit aussi partie de cette société *la Numantine*, qui, composée d'adolescents presque sans barbe, eut l'honneur d'être poursuivie par les ministres de Ferdinand VII comme une association dangereuse de hardis conspirateurs; mais tandis qu'Escosura et Espronceda étaient obligés de s'expatrier, lui trouvait, grâce à la protection du ministre Zea Bermudez, un asile très confortable dans un des principaux couvents de Madrid.

Il hésita quelque temps sur la marche qu'il suivrait: devait-il partager les aspirations libérales d'Espronceda et de Larra, ou bien, cédant aux insinuations de la haute aristocratie qu'il aimait à fréquenter, se laisserait-il aller sur la pente de la vie mondaine, et écouterait-il les suggestions de l'esprit rétrograde? Son parti fut bientôt pris; la popularité n'allait pas à ses goûts. Il préférait les éloges d'un public choisi, mais restreint, aux acclamations de la foule, aux enthousiasmes des masses.

Déjà, dès 1828, il avait célébré dans une ode le voyage

de pacification entrepris par Ferdinand VII en Catalogne, et mérité par cette composition les éloges du public officiel: il aura dès lors toujours soin de rester en parfait accord avec les puissants du jour. Sous la régente Christine, comme sous la reine Isabelle, vis-à-vis la dynastie d'Orléans, comme avec la famille Bonaparte et les Montijo, il sera toute sa vie empressé à célébrer les têtes couronnées et les princesses assises sur les marches des trônes d'Espagne et de France. Aussi les honneurs ne lui feront-ils pas défaut; au titre d'académicien, il a joint la direction supérieure pendant de longues années du Conservatoire de musique et de déclamation fondé du temps de Christine, et il était à sa mort commandeur de Charles III, chambellan de la reine, fonctionnaire supérieur au ministère d'Etat, et professeur spécial de littérature de la reine Isabelle et de sa sœur la duchesse de Montpensier.

La direction que Ventura de la Vega a donnée à sa vie tout entière permet de déterminer à l'avance le caractère de ses œuvres; ses vers sont toujours bien soignés, bien construits; ils ont de la correction, de la grâce, de l'élégance; ne leur demandez ni vie, ni chaleur, ni souffle, ni inspiration.

Ventura de la Vega brillait surtout par tous les talents de société qui aiguisent l'esprit, tout en lui enlevant de la profondeur ; il soignait son style avec le même soin que met à sa toilette le dandy le plus raffiné. Mais l'idée, le fond lui importaient peu; ce à quoi il tenait par-dessus tout, c'était à recueillir les suffrages de quelques personnes choisies plus disposées à être flattées et amusées qu'à être enseignées ou attendries.

Ses œuvres consistent en un certain nombre d'odes écrites à propos de tous les grands événements de son époque; des sonnets, des satires qui ornent presque tous

les recueils de son temps; enfin un théâtre complet.

Ventura de la Vega était un homme beaucoup trop habile pour ne chercher dans la poésie qu'un moyen de flatter les puissants; il la comprit surtout comme un instrument propre à conquérir la fortune sans beaucoup de peine et de travail.

Il a employé toutes les facultés dont la nature l'avait doué à arranger pour le public espagnol les pièces nouvelles qui venaient à apparaître sur la scène française; il acquit dans ce genre spécial d'acclimatation de nos pièces les plus répandues une aptitude toute particulière; il savait admirablement modifier les situations, les caractères, les sentiments français pour les approprier au goût de ses compatriotes, et accomplissait si bien cette œuvre de transformation, qu'alors même qu'il n'inventait rien, il semblait n'avoir rien emprunté à l'auteur qui l'avait inspiré.

Ce n'est pas que la puissance de création lui manquât absolument; il en a fait preuve en diverses occasions, par exemple, dans la comédie de mœurs qui lui appartient en propre, *l'Homme du monde*. Cette pièce, beaucoup trop vantée, est cependant tout à fait digne de Moratin et témoigne de ce qu'aurait pu faire ce brillant esprit, s'il ne s'était trop aisément laissé entraîner par ses tendances à la paresse et par des besoins de faciles succès. On peut aussi lui attribuer exclusivement le livret d'un opéra-comique écrit pour le maestro Basili, *le Diable prédicateur*. Quant au reste de son théâtre, ce n'est en général que traductions ou arrangements.

§ 4. JOSÉ DE SELGAS. — ARNAO. — MANUEL DEL PALACIO.

Quelques jours avant la révolution de 1854, sous le ministère de M. Sartorius, comte de San Luis, la société espagnole crut tout à coup avoir mis la main sur un véritable poète. Il s'était formé dans la ville de Murcie une société de jeunes hommes, très amis de la poésie; pendant plusieurs années ils s'étaient voués en silence à la composition et à la récitation de petites pièces de vers, dans ces aimables *tertulias* qui donnent tant de charme à la vie sociale de l'autre côté des Pyrénées. Deux ou trois de ces jeunes gens quittèrent leur ville natale et vinrent s'établir à Madrid : ils appartenaient aux classes élevées; reçus dans des salons très littéraires, ils y apportèrent quelques pièces d'un jeune employé, don José Selgas, dont les œuvres réunies pouvaient déjà former un volume. Un historien distingué, poète lui-même et auteur dramatique, M. Fernandez Guerra y Orbe, s'empressa aussitôt de convoquer chez lui tout ce que la critique de la Corte avait de plus éminent; les vers furent lus, accueillis avec enthousiasme, et le nom de Selgas, bientôt répété, vola de bouche en bouche.

L'auteur semblait pieux, plein de respect pour les traditions; il chantait l'amour conjugal, les fleurs, les zéphirs; il s'était emparé de tout l'arsenal de Garcilaso et de Melendez et paraissait vouloir l'accommoder au goût du jour. C'était bien ce qui convenait aux courtisans d'Isabelle II, pour qui l'éclat de la cour de Charles IV, sous le règne du brillant Godoy, était l'idéal du gouvernement.

On s'occupa de faire un succès à don José Selgas; et le ministre, donnant l'exemple, écrivit à l'heureux auteur la lettre suivante, qui est de nature à faire rêver bien des jeunes imaginations :

« Monsieur, lui disait-il, j'ai lu avec plaisir les compositions poétiques qui font partie de la précieuse collection à laquelle vous avez donné le nom de *Printemps ;* elles m'ont charmé par la délicatesse et le bon goût qui y règnent et parce qu'on découvre en elles des qualités qui, cultivées avec soin et produites sur un théâtre plus grand que celui d'une capitale de province, pourraient vous donner de la gloire et faire briller la Muse espagnole de notre temps d'un nouvel éclat.

« Désireux donc de contribuer à la réalisation de cette idée ; ami des jeunes gens chez qui la modestie est jointe au talent ; sachant de plus que, mieux doué du côté de l'esprit et de la vertu que du côté de la fortune, vous désirez étendre à Madrid le cercle de vos connaissances, et vous procurer d'honorables moyens d'existence, je viens vous offrir mon amitié, et vous engage à venir le plus tôt qu'il vous sera possible dans cette cité. J'aurai soin que vous y trouviez une occupation compatible avec vos études et votre vocation. »

Au lendemain de cette lettre, l'impression du premier volume des œuvres du poète était décidée. L'aristarque le plus en vogue, le plus autorisé, celui qui affectait d'ordinaire la plus grande sévérité, don Manuel Cañete, écrivit une introduction pour présenter l'ouvrage au public ; tout était disposé pour annoncer au pays l'apparition d'une nouvelle étoile, en même temps que le génie du premier ministre qui avait su la découvrir.

Selgas a-t-il justifié par ses travaux postérieurs une si heureuse entrée dans la carrière ? On peut sans hésiter répondre que non ; il semble que toute sa verve poétique ait été épuisée par ce premier recueil qui fit sa fortune ; il parut sous ce titre : *le Printemps et l'Été ;* ce n'est qu'un bouquet de pièces détachées, où, sous forme d'idylles et

d'apologues, le poète cherche à évoquer toutes ces délicieuses sensations, toutes ces émotions exquises qui se détachent du parfum des fleurs, du gazouillement des oiseaux, du frémissement amoureux des zéphirs et de la douce mélodie des ruisseaux cristallins qui courent dans la verte prairie. La poésie espagnole est si riche en cette sorte de compositions, que le plus grand talent de l'écrivain est aujourd'hui d'éviter la redite. Il y avait de la fraîcheur, des sentiments gracieux dans les pièces de Selgas, mais ce n'était qu'une promesse ; on comprend que le ministre ait songé à encourager l'auteur ; mais il dépassait le but et commettait une injustice à l'égard de bien d'autres écrivains à Madrid en lui créant, du premier coup, un succès qui n'était pas encore suffisamment mérité.

Selgas, sorti de son pays natal, introduit dans les salons de la capitale, se trouva tout à coup privé de l'influence de ses protecteurs par la révolution de 1854 ; il ne fut bientôt plus le maître de faire vibrer exclusivement la corde qui avait fait sa réputation ; il dut chercher la voie qui plaisait au public, se soumettre au goût du jour. Il se mit à écrire des romans, mais, dans ce genre, il n'a point atteint la réputation de Fernan Caballero, de Fernandez y Gonzalez ou d'Escrich ; il ne connaissait pas assez le monde pour le bien peindre ; son inspiration est courte, il répugne à tout ce qui exige une trop longue haleine. Sa *Pomme d'or*, en six volumes, n'est qu'une œuvre banale de librairie qui n'a pas eu de succès et ne le méritait pas. Ses autres romans, *Dettes de cœur*, *un Visage et une Ame*, *l'Ange de la Garde*, ne se distinguent par aucune qualité exceptionnelle.

En revanche, Selgas est parvenu à prendre position dans un genre secondaire que nous aurons plus tard à caractériser, et qu'il nous faut baptiser sous le titre de littérature

légère, frivolités. Il s'habitua à composer de petits articles en prose, moitié sérieux, moitié plaisants, où le public espagnol trouvait pâture immédiate à toutes les pensées, à tous les sentiments qui l'agitaient momentanément. Il est question de tout et de rien dans ces articles ; l'auteur a droit de n'avoir ni jugement arrêté, ni doctrine philosophique, ni générosité de pensée, ni point de vue élevé. On ne lui demande que de plaire et de divertir.

Selgas a eu des succès dans cette direction : ses *Hojas sueltas* ont trouvé tant de lecteurs qu'il a été entraîné à les recommencer jusqu'à lasser le public sous les titres de : *Otras hojas sueltas,* nouvelles pages.

C'était bien un succès, mais était-ce là ce que Sartorius avait rêvé pour son protégé? Celui qui devait éclipser la gloire d'Espronceda en était réduit à une renommée de chroniqueur, presque de reporter.

Un des compatriotes de Selgas, un de ceux qui contribuèrent le plus à le faire adopter par la société espagnole, don Antonio Arnao, resta bien plus que lui fidèle au culte des vers. Arnao est un écrivain mélancolique, sombre ; il a écrit surtout des hymnes, des échos, des complaintes ; il aspire au titre de poète religieux, et le souffle par trop catholique de la ville de Murcie a pesé sur toute son existence ; il n'appartient pas assez au monde moderne et ne vit pas de ses plaisirs et de ses peines.

Ce n'est pas le reproche que l'on puisse faire à un autre poète de vie plus accidentée, peu esclave des préjugés sociaux, aspirant du moins à la dignité de l'homme libre, s'il ne sait pas bien se préserver de tous ses écarts. C'est de Manuel Palacio que nous voulons parler. Celui-là au moins partage tous nos doutes et n'a pas les prétentions de nous imposer ses enthousiasmes d'une autre époque ; c'est un poète satirique à la façon de Quevédo ; sa société

est très recherchée, son amitié désirée, il a encore plus d'influence par la parole que par la plume. S'il ne s'élève pas à des hauteurs sublimes, du moins il ne cesse jamais d'être en harmonie avec nos pensées intimes, nos réflexions journalières, il est préoccupé de toutes nos hésitations; il est sceptique, il est philosophe, comme nous le sommes tous, et cela ne l'empêche d'aimer ni la nature, ni les fleurs, ni les oiseaux, ni l'amour. Ce n'est plus cette poésie fade et énervante de Melendez; c'est quelque chose de vif, d'animé, de spirituel, qui charme et plaît, faute d'émouvoir et d'entraîner.

THÉATRE.

§ 1er. LES THÉATRES EN 1844.

Nous ne croyons pouvoir mieux faire, pour donner une idée exacte de ce qu'étaient les théâtres à Madrid au lendemain de la régence d'Espartero, que de reproduire ce que disait, en 1844, dans la *Revue des deux mondes*, M. Xavier Durrieu, un de ces rares Français qui ont longtemps habité l'Espagne et ont pu en parler en parfaite connaissance de cause :

« Les théâtres de Madrid ne sont point régis comme ceux de France et d'Angleterre; les jours de première représentation, on ne voit pas, comme chez nous, aux abords de la *Cruz* ou *del Principe*, cette foule étrange, où se mêlent confusément toutes les conditions, tous les âges, essuyant la pluie ou la bise, se préparant au plaisir par un vrai supplice. Dès le matin, les portes sont ouvertes à qui désire acheter son billet d'avance; toutes les places, petites et grandes, sont numérotées soigneusement et disposées en stalles; chacun peut tranquillement retourner à ses affaires;

on est bien sûr, si tard que l'on rentre, de retrouver son fauteuil ou sa banquette complètement inoccupés.

« Si l'on excepte le *Circo*, où nos ballets se dansent et où l'on chante nos opéras, les théâtres de Madrid sont étroits, obscurs, incommodes [1]; tous les soirs, les salles sont combles, mais, comme les meilleures places se cotent à un prix extrêmement modique, il est hors d'exemple qu'une entreprise dramatique ait jamais prospéré [2]. Sous l'ancienne monarchie, Madrid possédait un théâtre immense; c'est là que, sous Philippe III, sous Philippe IV, se donnaient ces magnifiques représentations dont l'Espagne garde le souvenir comme d'une victoire sur les Maures ou d'une expédition dans les Flandres; dès les premiers jours de l'invasion, ce théâtre fut réduit en cendres, et de toutes les calamités de la guerre, c'est peut-être celle que le peuple de Madrid a le plus vivement ressentie. Après 1823, vers la fin du règne de Ferdinand VII, on se mit en devoir de construire une salle nouvelle; au moment où nous sommes, chacun encore, à Madrid, se rappelle avoir vu, travaillant aux boiseries des loges et des stalles, le jeune fils d'un ébéniste allemand qui, plus tard, devait être un des poètes les plus puissants et les mieux inspirés de

[1] Le théâtre de la Cruz a été démoli; il en a été construit d'autres, la Zarzuela, les *Variedades, Lope de Vega :* ces derniers ont été plutôt bâtis sur le modèle du Circo que sur celui de la Cruz.

[2] Le théâtre del Principe peut donner par représentation un produit brut de dix mille réaux; les représentations ne peuvent être bien nombreuses, car la population totale de Madrid n'est que d'environ 300 000 âmes, et les chemins de fer n'y amènent pas encore ce grand nombre de voyageurs qui fait la fortune des théâtres de Londres et de Paris. Au bout de trente représentations, une pièce même très applaudie, a épuisé son public, et, comme les auteurs ont droit à 20 pour 100 de la recette pour les trois premières représentations, à 10 pour 100 pour les autres, il en résulte qu'on ne peut évaluer même à 10 000 francs le bénéfice qu'un auteur retire du plus éclatant succès.

l'Espagne moderne, don Juan Eugenio Hartzembusch, génie profond et capricieux dont l'Europe entière connaît déjà l'œuvre principale, *los Amantes de Teruel.*

« A la mort de Ferdinand VII, les Cortès indépendantes jugèrent tout à fait indigne de leur majesté souveraine d'aller siéger au palais, comme à l'époque où les rois absolus se donnaient la fantaisie de les convoquer. Elles s'emparèrent tout simplement du théâtre, en attendant que l'on achevât le majestueux édifice où elles doivent un jour tenir leurs séances [1]. Et voilà pourquoi les tragédies imposantes, les comédies de genre, les drames à grand caractère se jouent encore aujourd'hui sur des planches étroites et assez mal jointes, dont nos moindres troupes de vaudeville auraient peine à se contenter.

« Les jours de première représentation, la salle de *la Cruz* est remplie jusqu'au cintre; absorbée tout entière dans l'attente, la foule garde le silence, mais elle est bien décidée à ne point accorder une minute de grâce à l'administration du théâtre, si, par aventure, elle se trouve en retard. Le moment venu, un grand cri s'élève, chacun s'assied, tous les regards se dirigent sur la toile, après quoi, pendant cinq ou six secondes, le silence s'établit de nouveau, mais cette fois si profond, que par les rues voisines on pourrait entendre monter dans la haute ville les brises du Manzanarès. Cependant la toile demeure immobile, et le vieux poète comique, don Léandro Moratin, dont la tête joyeuse figure tout à côté des Calderon et des Tirso de Molina, regarde en ricanant les spectateurs désappointés. Un second cri jaillit de toutes les poitrines, un cri de colère qui va au fond des coulisses chercher le

[1] Il s'agit du palais qui existe aujourd'hui au confluent des deux rues de San Geronimo et du Prado, sur la place où a été élevée la statue de don Miguel Cervantes.

directeur éperdu et l'amène tremblant en présence du public. Gens du bel air, ou *manolos*, jeunes et vieux, tout le monde s'indigne ; les femmes elles-mêmes sont debout, au balcon et dans les loges, l'œil en feu et la tête nue ; plus d'une jolie bouche profère ces charmantes petites imprécations castillanes par lesquelles une Madrilène, si haut placée qu'elle soit par la fortune ou la naissance, témoigne au moindre propos de son dépit et de son mécontentement. Quand le malheureux directeur est parvenu à se faire écouter, il demande en balbutiant quelques instants de répit au nom d'un artiste en vogue, et vous êtes tout surpris de voir tomber aussitôt une si terrible fureur. C'est en pareille circonstance que l'on mesure en Espagne le crédit que peut avoir un artiste ; on accorde fort souvent une demi-heure à une cantatrice ou à une danseuse ; on est moins généreux envers une simple tragédienne, à moins qu'elle n'ait pour nom Mathilde Diez ou Théodora Lamadrid. Quelquefois on compose par d'autres moyens avec l'impatience populaire : on promet un riche costume, une décoration magnifique, dont le souvenir ne doit pas de sitôt s'effacer ; mais ce sont là des moyens désespérés. Le public espagnol s'attend alors à de telles merveilles, qu'il est à peu près impossible de répondre à l'éblouissant idéal que se fait à l'instant son imagination méridionale ; on peut s'attendre à le trouver dédaigneux et mécontent, dans le cas même où l'on étalerait sur le costume promis tous les joyaux de l'ancien trésor royal de Castille, et où la décoration annoncée égalerait en magnificence, la Méditerranée aperçue du haut de la Porte-de-Mer, à Barcelone, et l'immense panorama qui, du roc crénelé de Gibraltar, s'étend à travers la mer bleue jusqu'aux chaînes grises de l'Atlas. »

§ 2. LES ACTEURS DRAMATIQUES.

A l'époque dont nous parle Xavier Durrieu, il y avait encore à Madrid quelque chose de mieux que le goût même des Espagnols pour les représentations dramatiques; il restait dans la population et dans les écrivains quelques traces de l'entraînement qui avait suivi la première représentation du drame du duc de Rivas: *Alvaro ou la force de la destinée.*

Le public madrilène aimait encore à dépenser son enthousiasme en faveur des écrivains qui lui faisaient éprouver de vives jouissances intellectuelles; il avait acclamé, comme nous l'avons déjà vu, Breton de los Herreros, Hartzembusch, Gutierrez, Gil y Zarate, et les succès obtenus par eux entretenaient une noble émulation parmi une foule de jeunes auteurs avides de marcher sur leurs traces et d'obtenir les mêmes triomphes.

Les diverses compagnies d'acteurs comptaient en outre dans leur sein des artistes doués d'éminentes qualités, qui devaient faire le bonheur de la société espagnole pendant les vingt-cinq années du règne d'Isabelle. Durrieu nous parle du mérite éclatant de la Mathilde Diez et de la Théodora Lamadrid, toutes deux également puissantes mais avec des facultés diverses. La Mathilde, plus susceptible de pénétrer toutes les nuances de la Célimène, pourrait peut-être être comparée à notre Mlle Mars; la Théodora, un peu trop uniforme dans son débit, larmoyante, et mettant de la monotonie dans sa manière de répandre des larmes, avait en maintes occasions le même jeu que nous avons eu si souvent à applaudir chez Mlle Georges ou chez Mme Dorval.

A côté de ces deux actrices hors ligne, il nous faut citer

plusieurs acteurs non moins célèbres, non moins dignes de l'être : Julian Roméa, Arjona, Valero, Ferdinand Ossorio, Mario, les frères Catalina, etc.

Julian Roméa a été longtemps le roi de la scène espagnole; c'était le comédien par excellence; l'artiste connaissait tous les détails de son art, et était capable aussi bien d'interpréter les scènes du vieux répertoire que les drames et les comédies modernes ; il était aussi bon acteur comique que grand tragédien. Par son élégance, sa science, ses bonnes manières, il a fait pendant de longues années les délices de Madrid. Arjona, qui travaillait très-souvent à côté de lui, ne l'éclipsait jamais, ni n'était lui-même éclipsé, tant étaient différents les genres des deux comédiens; celui-ci rappelait tout à fait notre Bouffé, tandis que Roméa ne pouvait être comparé qu'à nos meilleurs acteurs de la Comédie française. Dans certains théâtres de province on leur préférait don José Valero, plus ardent, plus passionné et dont le jeu nous a souvent rappelé Frédérick Lemaître, mais jamais cette préférence ne fut acceptée par le public madrilène, dont le goût après tout était certainement plus éclairé et plus délicat.

Roméa fut longtemps à la tête d'une compagnie d'acteurs qui exploita le théâtre du Prince. Pendant toute la période de sa direction, le petit salon de ce théâtre fut le rendez-vous de toutes les personnes qui, à cette époque éminemment industrielle, eurent le bon goût de rester fidèles aux lettres et aux arts. Nous eûmes pour notre part le bonheur d'y voir plus d'une fois beaucoup de personnes dont nous sommes souvent obligé de citer le nom dans cette œuvre. C'est là où il fallait voir causer Roméa ; il se livrait, s'abandonnait volontiers au milieu de ce cercle choisi qui ne reconnaissait d'autre catégorie que celle du talent. Rien n'était alors plus charmant que de l'entendre

raconter une anecdote avec les locutions, les gestes, le ton et l'accent aragonais.

Ferdinand Ossorio, enlevé de bonne heure à l'art dramatique, s'était fait dans la société madrilène une célébrité à part; il peignait avec talent sur les tables de marbre du *Café suisse* de charmantes têtes, que les garçons devaient conserver avec soin s'ils ne voulaient exciter la colère de leurs clients.

Dans le même café, Emilio Mario, le sourire sur les lèvres, venait étudier attentivement les manières des *pollos* (jeunes gens de quinze à vingt ans) pour les photographier ensuite sur la scène.

§ 3. LES AUTEURS COMIQUES : RUBI (DON TOMAS RODRIGUEZ) ET BRETON DE LOS HERREROS.

Maintenant que nous avons rapidement fait connaître les théâtres et les comédiens, nous pouvons passer à notre sujet principal, aux auteurs. Le premier dont nous devons parler est don Tomas Rodriguez Rubi. C'est un Andalou, natif de Malaga; né en 1817, il a tardé assez longtemps à acquérir la célébrité, mais il était arrivé à occuper les fonctions de ministre de l'instruction publique quand éclata la révolution de septembre 1868.

Il a suivi les traces de Breton de los Herreros, et, pendant tout le règne d'Isabelle II, a été certainement après lui l'auteur comique le plus acclamé et le plus en vogue.

Ses œuvres affectent beaucoup trop de s'adresser exclusivement à la classe aristocratique ; elles ne sont point assez faites pour la généralité de la société. Rubi avait semblé aspirer dans ses deux premières pièces : *Del mal el menos,* et *Toros y cañas,* à vouloir être un peintre de mœurs populaires; on aurait même dit un peu plus tard qu'il voulait

introduire un genre nouveau par une appropriation à la scène moderne de certaines pièces du vieux répertoire, comme dans *Quien mas pone pierde mas* et dans *le Capitaine Ribera;* mais il abandonna vite ces errements ; il ne songea pas longtemps à être un nouveau Ramon de la Cruz ; ce qu'il désirait surtout, c'était *arriver;* et, avec le triomphe du doctrinarisme après 1843, il crut voir une condition absolue de succès à faire ce qu'on appelait de la haute comédie en s'occupant surtout des hautes classes.

De là cette série de pièces, inaugurée par les *Dos validos* ou *Castillos en el aire*, dans lesquelles la diplomatie, la cour, les hautes manières, la vie courtisanesque, les intrigues des grandes dames, les prétentions des ministres, les inquiétudes des solliciteurs, les souplesses des majordomes et les condescendances des caméristes jouaient un rôle essentiel ; tout cela était spécialement destiné à la population de Madrid, qui vivait alors très occupée des intrigues de la cour et des compromis de la politique. Mais quand on voit dans la société autre chose que cette agitation si étroite, si vaine et si superficielle, on trouve tout ce répertoire bien pauvre et bien misérable, et l'on est peu disposé à exalter outre mesure le mérite de l'auteur. Breton de los Herreros était bien plus général, universel, accessible à tout ce qui émotionnait et entraînait ses contemporains.

Parmi les comédies de mœurs de Rubi, celle qui fut longtemps la plus estimée est celle qui porte le titre de *Detras de la Cruz el diablo.* De ses comédies d'intrigues on citait et on représentait le plus souvent la *Bandera negra* et la *Rueda de la Fortuna;* cependant les critiques s'accordent assez à donner la préférence à ses deux dernières œuvres : *el Arte de hacer fortuna* et *el Gran Filon.*

On aurait de la peine à tirer de toutes ces pièces, qui sont pourtant assez nombreuses, quelques caractères bien ana-

lysés, bien définis. Dès qu'il eut atteint la célébrité, Rubi se préoccupa beaucoup trop de faire des rôles appropriés aux comédiens qui devaient les représenter; aussi aperçoit-on une certaine uniformité dans le choix des types accessoires destinés à produire un même effet, toujours attendu, toujours applaudi.

Du reste, il faut reconnaître qu'il avait fort à faire pour disputer la scène madrilène à son rival Breton de los Herreros et à tous les autres traducteurs et arrangeurs de pièces françaises.

Breton de los Herreros, né avec le siècle, n'est mort qu'âgé de plus de soixante et dix ans, et l'on peut dire que jusqu'au dernier moment il n'a cessé de travailler; il était parvenu à très bien faire accueillir du public certains arrangements de pièces françaises, habillés avec un style spécial et semés de mots vifs et piquants; ce procédé lui ouvrit un trésor inépuisable dans lequel il puisa sans scrupules à pleines mains.

Il arrive très souvent que les auteurs français mettent en scène dans leurs pièces des types complètement inconnus en Espagne à cause de la diversité des milieux. N'importe, on passait néanmoins par-dessus ces bizarreries, on assistait aux représentations, on applaudissait.

Breton de los Herreros, d'ailleurs, comme Ventura de la Vega, ne voulut jamais avouer que ce système d'arrangement convenait mieux à un commençant qu'à un homme arrivé au plus haut degré de réputation.

Rubi, dans tous ses rapports sociaux, n'a jamais eu le piquant et l'éclat de Breton de los Herreros: il était maigre, d'une physionomie peu distinguée; il laissait douter de son esprit et ne se faisait remarquer que par une certaine agitation, une espèce de désinvolture d'écureuil. Il alignait les vers avec facilité, avait beaucoup d'entregent, et

surtout une disposition à se laisser facilement croire capable de tout.

Breton avait un tout autre aspect : il était gros, petit, replet, il affectait dans ses allures beaucoup de modestie, mais à la moindre objection des éclairs jaillissaient de ses petits yeux étincelants. Il avait dans le dialogue beaucoup de vivacité, une ironie fine et acérée. Aussi ne citait-on pas les bons mots de Rubi ; ceux de Breton sont au contraire restés célèbres. Voici, par exemple, une épigramme qui, tombant sur un médecin malhabile, aurait pu tuer sa réputation, mais qui, s'adressant à un homme d'un véritable talent, n'a jamais servi qu'à en rendre l'auteur redoutable pour son prochain. Elle est vraiment mordante.

Breton vivait sur le même palier qu'un médecin appelé Mata (trad. : Tue) ; or, il arriva maintes fois que les amis de Breton, se trompant de porte, au lieu de frapper chez l'auteur dramatique, vinrent déranger son voisin. Celui-ci, qui attendait peut-être des clients désirés et avait ainsi à subir de très nombreuses déceptions, crut nécessaire de prendre un parti ; il mit au-dessus de sa porte cette inscription :

En esta mi habitacion
No vive ningun Breton (1).

L'auteur dramatique fut contrarié du ton de cette inscription, et s'en vengea d'une manière assez sanglante par le quatrain que voici :

Hay en esta vecindad
Cierto medico poeta
Que al pié de cada receta
Pone : Mata ; y es verdad (2).

(1) Dans cet appartement qui est le mien ne vit aucun *Breton*.
(2) Il y a dans le voisinage certain médecin-poète qui écrit au bas de chaque recette : Tue ; et ce qu'il écrit est vrai.

§ 4. GERTRUDIS GOMEZ DE AVELLANEDA.

L'un des premiers succès dramatiques qui aient suivi la déclaration de majorité de la reine Isabelle, fut la représentation d'*Alonzo Munio,* tragédie en quatre actes, écrite par Mlle Gertrudis Gomez de Avellaneda.

Le public accueillit avec le plus grand empressement ce premier essai, au théâtre, d'une jeune femme, qui déjà s'était fait connaître par la publication d'un recueil de poésies lyriques et de deux romans, *Sab* et les *Deux Femmes,* où l'influence de l'*Indiana* de Mme George Sand s'était vivement fait sentir.

Le sujet d'*Alonzo Munio* était emprunté à l'histoire nationale; il était de nature à plaire à ces imaginations qu'exaltent toujours les souvenirs du passé. Il n'y avait pas, il est vrai, assez de consistance dans l'intrigue, de fermeté dans les caractères, d'intérêt dans l'action, pour que la pièce pût rester au théâtre. En revanche, on pouvait y admirer une passion vraie, des pensées généreuses, l'éclat des couleurs, l'impétuosité du rythme, la vigueur du style; qualités éminentes pour un poème épique, insuffisantes pour la scène.

Il faut, pour expliquer le succès auquel voulurent contribuer les dramaturges eux-mêmes, tenir compte et du sexe de l'auteur et de la direction que certaines coteries désiraient voir prendre au théâtre à l'ouverture d'un nouveau règne.

Mlle Avellaneda était la première femme qui osât se risquer, comme auteur dramatique, à tenter les épreuves de la scène; la spontanéité généreuse du caractère espagnol, inaccessible à une basse envie, n'aurait pas voulu décourager une tentative qui honorait le nation entière.

Elle avait fait un grand effort; c'était l'art difficile, dont elle avait voulu atteindre le sommet; sa poétique était sévère. Ne fallait-il pas l'encourager, alors que le théâtre était livré, soit à des pièces politiques, soit à de déplorables exagérations d'un romantisme échevelé, soit aux traductions et arrangements des drames français, même les plus médiocres?

Comment ne pas applaudir cette femme généreuse, qui visait aux plus hautes conceptions de l'art dramatique, alors que des écrivains comme Breton de los Herreros, comme Rubi, se préoccupaient exclusivement de traduire sur la scène les querelles, les inimitiés passagères des partis militants qui se disputaient le pouvoir.

Comment ne pas la féliciter, lorsqu'elle résistait à des tendances sous lesquelles on voyait succomber des hommes comme Zorilla? Le romantisme commençait à déplaire, car on le voyait aboutir à la confection de drames conçus d'après le type de *la Tour de Nesle* (*la Copa de Marfil*) et uniquement remarquables par le nombre des crimes qui y étaient amoncelés.

Comment ne pas lui savoir gré de réagir contre l'importation, chaque jour plus grande, des idées et des mœurs françaises, et de remonter aux sources nationales les plus pures, les plus aimées?

Voilà comment il faut comprendre le succès de cette œuvre, incapable d'ailleurs de déterminer une réaction dans le sens de la tragédie classique, sagement honnie depuis 1830. Que si, en montrant tant d'enthousiasme pour *Alonso Munio*, il entrait dans l'esprit des partisans de l'école classique de rouvrir la porte aux anciennes tragédies, ils ne devaient pas tarder à se persuader de leur erreur. Un seul écrivain, M. Tamayo y Baus, songea à suivre la Avellaneda dans la voie qu'elle avait ouverte; ce n'était

pas de ce côté que le théâtre devait se développer pendant le règne d'Isabelle II.

Quant à la femme elle-même, le succès décida malheureusement de son avenir ; au lieu de chercher sa voie dans le sentiment qui l'avait animée à l'époque de ses deux premiers romans, elle en écrivit deux autres, *Espatelino* et *Guatimozin*, où on la voit déjà complètement détournée du premier courant qu'elle avait suivi ; elle a fait ensuite deux tragédies : *el Principe de Viana* et *Saul* qui n'ont jamais attiré l'attention que de quelques furieux partisans d'un genre démodé. Encore un brillant esprit qui n'a pas voulu être de son siècle !

La Avellaneda est revendiquée par l'Amérique ; en effet, elle est née, en 1816, dans l'île de Cuba ; ses premières poésies, après 1840, parurent à Madrid sous le titre de *l'Étrangère*. Elle a été mariée deux fois et eut le malheur de perdre son second mari quelques mois seulement après la célébration du mariage ; cet événement fut pour tout son être moral l'occasion d'un choc des plus violents. Elle ne se sentit pas la force de rester dans la société, et se confina dans un couvent. Elle y resta quelques années, puis reparut dans le monde littéraire et publia plusieurs autres œuvres : *Recaredo, la Verdad vence les apariencias : Errores del corazon ; las Glorias de España ; el Donativo del Diablo ; la Hija de la flores ; la Aventura ; Hortensia ; la Somnanbula.*

§ 5. TAMAYO Y BAUS ET GUERRA Y ORBE.

Tamayo y Baus fut accueilli, presque dès son apparition, par le groupe des hommes qui occupaient les positions académiques, et s'est appliqué à répondre aux faveurs dont il fut entouré en ne cultivant que ce qu'on appelle le genre noble.

Comme la Avellaneda, et à l'instar de ce qu'ont fait en France et Ponsard et M. Latour de Saint-Ybars, il a essayé, lui aussi, de faire revivre la tragédie. Le sujet choisi par lui est le même qui a été traité par La Harpe, Alfieri, et M. de Latours de Saint-Ybars, pour ne citer que les meilleurs; c'est l'événement qui mit fin à Rome à la puissance des décemvirs, la mort donnée par le centurion Virginius à sa fille Virginie, lâchement séduite par Appius Claudius.

Ce sujet est très propre à produire les émotions dramatiques recherchées au théâtre; mais autant il convenait à une nature puissante et énergique, comme celle d'Alfieri, autant il devait être rejeté par un écrivain, au fond très indifférent en matière politique, peu partisan des progrès de la démocratie, et avant tout désireux de plaire aux classes aristocratiques, qui dirigeaient alors la société espagnole. C'était un argument à traiter bien plus à la façon de Shakespeare ou de Calderon, qu'à celle de Corneille et de Voltaire; et nous croyons que M. Tamayo aurait produit une œuvre bien autrement méritoire, s'il s'était laissé plus influencer par les points de vue du romantisme moderne que par le désir de rendre le souffle à une forme vieillie.

Il est trop préoccupé de certaines traditions; il recherche avant tout la noblesse, la sobriété, la concentration; nous aurions mieux aimé qu'il fît revivre devant ses compatriotes les fortes aspirations des plébéiens de Rome, leur profond respect pour les formes du droit, leur haine acharnée de la tyrannie. Mais excitez donc ce souffle puissant, remuez donc les passions républicaines, quand vous vivez sous le régime constitutionnel d'une reine superstitieuse, quand vous attendez d'elle des faveurs, et quand vous aspirez à faire partie d'une académie, dont la porte n'est ouverte

qu'aux défenseurs d'un trône vermoulu et d'une foi expirante!

Aussi, malgré les éloges excessifs accordés à cette œuvre par un certain nombre de critiques, beaucoup trop portés au panégyrique en faveur d'un Espagnol, ne saurions-nous élever, comme eux, la pièce de Tamayo au-dessus de toutes les tragédies qui ont été écrites sur le même sujet!

C'est une faute capitale que d'avoir marié Virginie avec le tribun Icilius, qui n'était que son fiancé; dans les mœurs romaines, Virginius seul avait droit de vie et de mort sur sa fille, tant que le mariage n'avait pas eu lieu; l'auteur détruisait gratuitement toute la grandeur et toute la portée de l'acte de Virginius, en atténuant son droit paternel, alors qu'Appius Claudius venait précisément de fouler aux pieds, par un abus de ses pouvoirs de magistrat, ce même droit qu'il lui appartenait de protéger et de défendre.

Quoi qu'il en soit, il y a incontestablement beaucoup de mérite dans l'œuvre de M. Tamayo, et nous ne voudrions pas être taxé d'injustice envers un écrivain sage, consciencieux, doué des qualités les plus honnêtes et les plus respectables, mais à qui le souffle manque pour marcher contre le courant des idées modernes.

Nous préférons de beaucoup à cette tentative l'inspiration qui l'a poussé à écrire, en collaboration avec M. Aureliano Fernandez Guerra y Orbe, un drame historique, *la Rica Hembra* (*la Magnate*). Autant le genre des tragédies nous semble démodé, autant nous croyons à l'avenir des drames historiques; ceux-ci nous semblent devoir être de plus en plus faciles à composer, à mesure que l'histoire fait de plus grands progrès et pénètre mieux dans la peinture des sociétés antérieures.

Les auteurs dramatiques, en étudiant à fond et les événements du passé et les milieux dans lesquels ils se sont

accomplis, sont sûrs de rencontrer les effets dramatiques les plus saisissants, et des peintures aussi agréables qu'utiles pour la foule.

Il est possible avec un seul drame de peindre toute une époque, et il y a là pour les puissants esprits une voie à suivre que la plus saine critique ne saurait qu'encourager.

La Rica Hembra a été écrite avec cette préoccupation ; les deux collaborateurs ont cherché cette fois à se rapprocher de l'ancien théâtre de Lope et de Calderon, tout en se préoccupant beaucoup, suivant nos exigences modernes, et de la réalité des faits et de la vérité historique. C'était une excellente tendance, et M. Tamayo a montré une vraie indépendance d'esprit le jour où, quittant ses allures classiques, il a consenti, en 1854, à faire représenter sur la scène, avec son nom, cette œuvre plutôt romantique que classique. Son collaborateur, M. Guerra y Orbe, s'était déjà fait connaître par deux autres drames en prose : *la Fille de Cervantès* et *Alonso Cano ;* il apportait de son côté des connaissances historiques assez profondes et d'autres qualités qui se sont très bien combinées avec celles de M. Tamayo.

Dans la *Rica Hembra,* les auteurs se sont proposé de retracer le caractère d'une femme de haut rang, toute pleine du préjugé de sa race, sachant sacrifier, pour garder la dignité de sa famille, les sentiments les plus délicats et les plus profonds de son cœur, en même temps fidèle à tous ses devoirs, et imposant à tous autour d'elle, par ses vertus et son mérite, le respect et l'affection. Ce type est bien choisi ; il y a encore en Espagne de ces belles natures féminines, mêlant à des préjugés invétérés une force de caractère et une certaine majesté dans l'accomplissement des lois de l'honneur et la pratique des vertus, que l'on

ne trouve peut-être dans aucune autre nation. Dans ce siècle d'indulgence excessive et de molles complaisances, il est bon de faire apparaître quelquefois de ces types d'un autre âge ; cela ramène à des retours sur soi-même, qui n'ont rien que de bienfaisant ; l'invraisemblance actuelle du portrait est une condamnation de certaines tendances morales qui ne sont pas à la louange de notre temps.

§ 6. ALEXANDRO LOPEZ DE AYALA.

M. Ayala a joué un grand rôle dans la révolution de 1868 ; attaché au parti de l'Union libérale, ami passionné du duc de Montpensier, il a été l'un des auteurs les plus actifs du mouvement qui a renversé le trône de la reine Isabelle.

Les formes extérieures contribuent beaucoup en Espagne au succès des hommes politiques. Sous ce rapport, Ayala a été très bien doué par la nature. Escrich, dans un de ses romans, nous le représente comme un homme encore jeune, de haute taille, figure belle et martiale, moustaches fortes et fournies, longue barbiche, chevelure abondante, front très dégagé, où brillent, dit-il, la sérénité du talent et la majesté du penseur.

Le portrait est peut-être un peu flatté ; il explique en tout cas l'influence rapide qu'a prise Ayala dans les affaires de son pays, et fait comprendre comment, par le seul fait de la révolution de 1868, cet écrivain, qui avait paru jusque-là se consacrer exclusivement à la carrière d'auteur dramatique, est devenu tout à coup un des plus importants hommes d'État de la Péninsule.

Ayala s'était distingué au milieu des littérateurs de son époque par le soin spécial avec lequel il avait cherché le genre de pièces le plus appliqué à la société moderne ; c'est

là certainement le propre des écrivains de génie, et à cet égard nous le plaçons bien au-dessus de Tamayo, de la Avellaneda et de Rubi, qui travaillaient de préférence sur des canevas déjà connus.

La plupart des pièces d'Ayala ont eu du succès; on applaudit avec ardeur *el Tejado de Vidrio* et *el Tanto por Ciento*. Cette dernière pièce surtout a été reçue avec acclamation par le public madrilène; c'est elle qui a fait la réputation de son auteur, et nous ne saurions mieux faire pour juger du mérite de l'homme que de nous arrêter un instant sur elle pour la juger.

Le *Tanto por Ciento* est une comédie en trois actes et en vers qui, représentée au Théâtre-Français ou au Gymnase, n'aurait probablement pas excité un grand enthousiasme; elle n'attaquerait pas chez nous avec assez de force et de vigueur la passion de l'agiotage qui a poussé de si profondes racines dans notre société. En Espagne, cette pièce fut jouée en 1861, précisément à une époque où le pays tout entier souffrait de la fièvre de spéculation et d'agiotage qui a signalé le règne d'Isabelle II; toujours sous l'impression des mœurs de la France, la société espagnole, sans capitaux, sans instruction spéciale, sans ardeur laborieuse, avait voulu, elle aussi, imiter notre goût pour les entreprises commerciales et industrielles; au lieu d'étudier d'abord les conditions du travail moderne et de jeter des bases solides, elle n'y avait trouvé qu'un prétexte de satisfaire la passion du jeu.

Ayala eut l'esprit de saisir ce travers social; et c'est là ce qu'il a peint dans sa comédie. Il a voulu montrer le désir de s'enrichir venant dans toutes les âmes se substituer aux sentiments d'honneur, de délicatesse, de loyauté, et comme il touchait à une maladie morale régnante, le public, non encore tout à fait dégradé et avili, lui a su

bon gré de signaler sur quelle pente dangereuse on tendait à s'engager.

La pièce de M. Ayala n'est pourtant pas complète, et c'est à ce point de vue qu'elle aurait justement déplu en France. Autant l'agiotage est malsain pour un peuple, autant est bienfaisant l'esprit d'entreprise, le goût des spéculations raisonnables et intelligentes ; il fallait distinguer, et chez une nation comme l'Espagne qui a un si grand besoin de réveiller son activité industrielle, il fallait, en même temps que l'on combattait l'agiotage, présenter sous de belles couleurs l'initiative hardie et intelligente de l'entrepreneur laborieux. Mais cela aurait déplu à la population madrilène qui ne donne pas son admiration à ce genre de succès ; et Ayala, en bon doctrinaire, s'est bien gardé d'une donnée philosophique qui aurait compromis l'issue de sa pièce.

§ 7. EGUILAZ, OLONA, SERRA, DIAZ, PRINCIPE, ASQUERINO, ETC.

Si le règne d'Isabelle II ne nous présente aucun talent de premier ordre capable de rivaliser avec les grands écrivains du siècle d'or, en revanche dans plusieurs genres et particulièrement au théâtre, il peut mettre en ligne un grand nombre d'individualités de second ordre. Comme de 1830 à 1843 la littérature avait été la source et l'origine des plus brillantes carrières politiques, il en était résulté dans toute la jeunesse espagnole une excitation extraordinaire à manier la plume, et à s'en servir comme d'un instrument pour atteindre les plus hautes positions. Lorsque le gouvernement d'Isabelle parvint définitivement à s'asseoir après 1843, il arriva, ce qu'on pouvait prévoir, un retour de la politique vers les lettres, et comme celles-ci étaient en somme peu productives, le théâtre et le journalisme,

qui constituaient les deux seules issues où l'on pouvait se procurer des moyens d'existence, furent littéralement encombrés.

C'est ainsi que s'explique le très grand nombre d'auteurs dramatiques que nous aurions à citer, s'il y avait un intérêt à énumérer des productions rarement originales, très souvent imitées du français, aujourd'hui tombées dans l'oubli.

Il y a cependant des écrivains que nous ne saurions passer sous silence.

Ainsi Eguiliaz, né à San-Lucar de Barrameda vers 1833, un des auteurs les plus féconds qui occupèrent la scène à partir de 1853, mort à la fleur de l'âge. Une de ses pièces, la *Crux del Matrimonio*, a eu un très grand succès et se représente encore très souvent aujourd'hui; c'est une peinture énergique des maux qui pèsent sur chaque ménage; l'auteur cherche à démontrer l'obligation où sont les familles de savoir supporter avec patience leurs douleurs, sans chercher à rompre précipitamment le lien sacré qui les tient réunies. Il y a de la tendresse, de la sensibilité dans cette œuvre bien supérieure à toutes les autres productions du même écrivain : *Alarcon, une Farce de Quévédo, le Chevalier du miracle, une Aventure de Tirso, la Clef d'or, le Patriarche du Turia.* La famille d'Eguilaz était basque d'origine; son nom est formé de deux mots : Egui et latz, qui, dans la langue basque, signifient *vérité* et *âpre, amer*. Par un caprice assez concevable du reste, Eguilaz a voulu donner à sa première pièce le titre qui correspond en castillan à son nom propre; il l'a intitulée : *Verdades amargas, Vérités amères.*

A côté d'Eguilaz, nommons aussi Olona, écrivain timide et paresseux qui n'a pas donné tout ce qu'on attendait de lui; ses deux pièces : *Se acabarán los enredos* et *el Primo y*

el relicario, ont prouvé qu'il était plus que capable de bien faire les comédies d'intrigues; il n'a pas assez persévéré dans la voie qu'il s'était ouverte.

Narcisso Serra était plus laborieux, mais la santé lui fit défaut. Il a laissé quelques comédies charmantes et une série de portraits qu'il composait au *café Suisse*, au milieu de ses amis. Sa vie, trop courte, ne fut qu'un long supplice : il passa plusieurs années étendu sur un lit de douleur, et s'éteignit en laissant autour de lui les plus profonds regrets.

« Narcisse, en prononçant ton nom, a écrit quelque part Escrich, le cœur se serre, les yeux se mouillent de larmes. Toutes les joies de la vie t'ont été refusées. Pour toi les fleurs n'ont pas eu de parfums, le ciel d'horizon, la brise de fraîcheur, ni le crépuscule de doux contrastes. Ah ! tu n'as pas existé pour les plaisirs, tu n'as vécu que pour la douleur. Pendant bien des années ton âme puissante, ton inspiration flexible, ont soutenu une lutte tenace contre la matière. »

Don José-Maria Diaz a écrit plusieurs drames : *Elvira de Albornoz, Philippe II, Juan de Escobedo* et *une Reine ne conspire pas*. Ils ont moins fait pour sa réputation que deux tragédies, *Junius Brutus* et *Jephté*, dont lui surent un gré infini les critiques de l'école classique.

On a reproché avec raison à don Miguel-Augustin Principe d'avoir plutôt décliné que grandi dans les diverses productions qu'il a données successivement à la scène; c'était pourtant un écrivain laborieux, mais, comme Serra, il n'avait pas de santé.

Eusebio Asquerino a eu le mérite de vouloir parler à ses compatriotes sur un ton plus mâle, plus sévère que celui qu'ils entendaient d'habitude. Il a soutenu sur le théâtre les mêmes théories politiques qu'il défendait dans la presse; aussi ne s'est-il pas capté la bienveillance des bureaucrates

civils et militaires, qui occupent à Madrid les loges des théâtres; en revanche le peuple a toujours écouté avec satisfaction les tirades des *Espagnols avant tout*, de *Philippe le Beau,* d'*un Véritable Homme de bien* et des *Deux Tribuns.*

§ 8. LES LIBRETTISTES DE LA ZARZUELA. — CAMPRODON.

Pouvons-nous quitter l'étude du théâtre pendant le règne d'Isabelle II sans dire quelques mots de l'importance qu'a prise sous ce règne l'opéra-comique? Il était encore complètement inconnu à Madrid à la fin du siècle dernier et au commencement de celui-ci; mais, peu à peu, il commença à pénétrer dans les habitudes des populations; le goût du piano, qui se répandait dans toutes les classes, la construction du grand Opéra, le succès extraordinaire de quelques grandes chanteuses, l'importance que prirent dans la vie sociale les rendez-vous de la haute société dans le théâtre de l'Orient, l'établissement du Conservatoire par les soins de la régente Christine, tout cela contribua à attirer l'attention publique sur le grand rôle dévolu à la musique dans les plaisirs sociaux.

Il se trouva bientôt un banquier entreprenant pour construire à Madrid une salle dans laquelle on représenterait spécialement des *Zarzuelas,* nom donné en Espagne à l'opéra-comique; on en avait joué quelques-unes au Circo et elles y avaient été très assidûment suivies. Ce n'était pas sans quelque frayeur que le capitaliste dont nous parlons tentait une semblable spéculation, quoiqu'il sût bien à l'avance qu'il devait avoir pour lui la passion irrésistible de la population madrilène pour tous les genres de spectacles. La salle construite avec confort et richesse dans la rue de Jovellanos, d'où lui est venu quelque-

fois le nom de salle Jovellanos, quoiqu'il soit plus fréquent de la désigner sous celui de Zarzuela, eut le bonheur de plaire à toute la haute société ; celle-ci prit l'habitude de s'y donner rendez-vous à certains jours de la semaine, comme elle faisait déjà pour l'Orient (grand opéra) et pour le Principe. Dès ce moment l'opéra-comique fut complètement acclimaté à Madrid et en Espagne ; il n'a depuis lors jamais cessé de croître, et aujourd'hui il contribue pour une part très importante aux divertissements de la société espagnole.

Rien ne manque plus au personnel nombreux qu'exige la bonne exécution des pièces qui dépendent de ce genre; il a maintenant ses acteurs, ses musiciens et ses librettistes.

Parmi les acteurs qui ont brillé déjà dans l'opéra-comique, Salas et Arderius ne sauraient être passés sous silence; l'un et l'autre se sont élevés de la simple position d'acteur à celle de directeur de troupe.

En fait de musiciens, quatre compositeurs se sont produits : Barbieri, Arrieta, Gaztambide et Oudrid. L'Espagne leur doit de n'avoir pas toujours été obligée d'importer sur la scène les œuvres musicales étrangères et d'avoir pu se constituer déjà un petit répertoire national, dans lequel on a accumulé toutes les nombreuses mélodies, au caractère si excentrique, qu'on n'oublie jamais quand une fois on les a entendues, et qui ont une saveur toute spéciale à l'Espagne. Quand on songe à la grande quantité de jotas, oles, cachuchas, d'airs andalous, de habaneras qui se jouent et se chantent aujourd'hui dans la Péninsule, on ne comprend pas que l'utilité d'un théâtre destiné à les grouper et à les mettre en relief ne se soit fait sentir que de notre temps.

Quant aux librettistes, comment pouvaient-ils faire longtemps défaut? On sait toute la sonorité de la langue espa-

gnole; on n'ignore pas combien sa prosodie se prête aussi avec facilité à toutes les exigences musicales; il y avait en abondance des hommes doués d'un talent littéraire. Aujourd'hui les directeurs de la Zarzuela n'auraient déjà plus que l'embarras du choix entre les écrivains dramatiques; à l'origine ils surent se préoccuper de lancer dans cette direction un homme qui eût déjà fait ses preuves de savoir dans l'art de composer des pièces à intrigues et dans la versification. Leur choix se porta sur un Catalan, D. Francisco Camprodon, auteur de deux drames, *Flor de un dia* et *Espinas de una flor,* qui eurent en 1851 et 1852 un assez légitime succès. Ils le chargèrent d'approprier à la scène espagnole tous ces opéras-comiques français qui ont fait la joie et le bonheur de plusieurs générations, *le Domino noir, le Chalet, les Diamants de la couronne, le Pré aux Clercs...*

Camprodon est parvenu, en s'aidant de l'un ou l'autre des musiciens que nous avons cités, à les approprier à la scène espagnole; il a fait dans ce genre ce que Ventura de la Vega faisait avec nos drames, ce que Breton de los Herreros entreprenait avec nos comédies, ce que des auteurs moins célèbres exécutèrent aussi couramment avec tous nos mélodrames de l'Ambigu et de la Gaîté, et les pièces de magie de la Porte-Saint-Martin.

Qui s'étonnera, en présence de ce travail d'arrangement et d'appropriation commun au plus grand nombre des pièces qui depuis vingt-cinq ans se représentent tous les jours et derrière lequel reste toujours très persistante la marque du premier auteur, de l'influence extrême de notre civilisation sur les mœurs de l'Espagne ? Qu'ils le veuillent ou qu'ils ne le veuillent pas, les Espagnols sont forcés de nous copier. Nous restons au fond le modèle qui est placé tous les jours sous leurs yeux.

ÉLOQUENCE.

§ 1er. OLOZAGA, GONZALEZ BRAVO ET RIOS ROSAS.

Nous avons eu l'occasion de parler plusieurs fois du grand talent oratoire d'Olozaga et de Gonzalez Bravo; le tournoi auquel donna lieu, entre eux, après la révolution de 1843, la chute du ministère Olozaga, est resté justement célèbre de l'autre côté des Pyrénées.

L'un et l'autre restèrent fidèles toute leur vie à l'attitude qu'ils eurent alors.

Le premier, don Salustiano de Olozaga, toujours sérieux et intentionnel, allant droit à son but, n'évoquant la passion et le sentiment que dans les circonstances graves, et alors s'élevant au degré le plus élevé de l'émotion et du lyrisme, grave, homme de parti, trop personnel, et voulant trop toujours tout rapporter à lui, mais sachant au moins ce qu'il voulait au milieu d'hommes trop disposés à s'agiter dans le vide.

Le second, Gonzalez Bravo, nature ardente, belliqueuse, toujours prête à la lutte, ami du succès, et accumulant pour l'obtenir toutes les fleurs de la rhétorique, toutes les subtilités de l'art oratoire; sans vergogne, sans frein, disposé à tout, ne redoutant aucune attaque, mettant sa force et son intelligence au service de la monarchie pour en recevoir honneurs et richesses sans se poser en défenseur de théories élevées ou de doctrine métaphysique ; jouisseur sceptique et blasé, au service d'une cour mystique et libertine ; restant seul sur la brèche pour défendre une politique impossible, et parvenant à en imposer par l'énergie de son allure, son attitude provocante, et la persévérance de ses efforts.

En l'absence d'Olozaga, pendant toute la longue domination des modérés, Gonzalez Bravo trouva en face de lui, dans le sein de son propre parti, un autre adversaire non moins terrible : ce fut Antonio de los Rios y Rosas.

Andalou de naissance et d'origine, indépendant par sa fortune, doué d'un caractère ferme, jugeant toutes les choses par lui-même sans suivre servilement les passions de l'une ou de l'autre coterie, cet homme éminent a laissé autour de lui un juste nom de probité, d'indépendance et de fermeté. Il a toujours été pur ; il ne s'est dépensé dans aucune entreprise douteuse ; inaccessible aux séductions de tout genre, il n'a jamais brigué de fonctions, de décorations et sut garder toute sa dignité avec une faible aisance. Il était d'une extraordinaire fécondité ; ses discours occupaient plus d'une séance de la Chambre, et il tenait pendant de longues heures les assemblées sous le charme de sa parole toujours nette, claire, élégante et variée. Grave dans ses allures, sévère dans ses démarches, il fut toujours, au milieu des partis acharnés, l'homme des principes, du progrès immédiat et possible, de la transaction féconde et utile. Le souvenir qu'il a laissé est de ceux qui font le plus sympathiser avec la nature humaine, et consolent le mieux des misères de l'époque au milieu de laquelle il vivait.

Un des meilleurs critiques de l'Espagne, don José Castro y Serrano, dans son œuvre : *Madrid au daguerréotype,* voulant nous peindre son genre de talent, nous l'a retracé ainsi :

« Il porte écrits sur son front ces deux mots : pas de merci ; il sait bien exécuter la besogne qu'il semble s'être donnée à lui-même dès le début de sa carrière de ne faire quartier à personne. Pas de palliatif, pas de dissimulation ni de réserve. Ce que son cœur lui dit être bon est ce qu'il y a de mieux pour lui : cela seul est acceptable, est pos-

sible. Il faut que la réalisation ait lieu, ou qu'il meure dans la lutte. A l'honnête il donne la récompense, au coupable le châtiment, et si dans un cas il paye avec usure, dans l'autre il châtie avec sévérité. Il va chercher l'ennemi dans ses retranchements et il l'attaque avec acharnement, le frappe sans pitié; est-il à terre, il le relève; se redresse-t-il, il le confond; le provoque-t-il, il le bat; s'humilie-t-il, il le méprise.

« Parfois deux cents députés ont prétendu étouffer la voix de ce tribun aussi éloquent qu'inspiré qui savait si bien tenir son rang et sauver sa dignité; il fallait alors le voir recourant à tout le pouvoir de ses facultés, et lâchant la bride à toutes ses colères; la taille un peu courbée, ses bras étendus, le regard un peu vague mais effrayant, la face verdie par le sang qui affluait à sa peau ordinairement livide; une voix de tonnerre, des phrases courtes, mais énergiques, expressives, menaçantes tombaient sur son auditoire, lui imposaient silence, écrasaient cette multitude insubordonnée. »

Rios Rosas représente en Espagne cette partie de l'élément modéré qui, mécontente des tendances à l'absolutisme qui se révélaient dans le palais et dans les hautes classes de la société, voulut, en s'alliant à une fraction des progressistes, reconstruire un nouveau parti sous le titre de l'*Union libérale*. Castelar, dans son livre intitulé *la Formule du progrès,* raconte ainsi l'impression profonde que causa Rios Rosas dans tous les esprits, le jour où, faisant la peinture de toutes les factions qui se disputent la domination en Espagne, il démontra la nécessité de former une nouvelle affiliation avec les membres épars de tous les vieux partis.

« Il y avait après la révolution de 1854 grande séance aux Cortès constituantes. Un député soutenait que les vieux partis continuaient à vivre ; ils étaient, selon lui, bien vi-

vants, bien robustes. Je vis alors se lever don Antonio Rios Rosas. La douteuse clarté du soir qui pénétrait par les voûtes jetait une lueur mélancolique sur les objets et agrandissait les ombres. L'orateur secoua la tête, comme un lion sa crinière; ses mains se crispèrent; il lança un soupir qui semblait l'annonce d'une tempête lointaine; il s'inclina à l'instar d'un magnétiseur, comme s'il voulait soumettre à sa parole le congrès; il ouvrit ses lèvres qui vibraient déjà comme une chaudière pleine de vapeur prête à éclater si elle ne trouve une issue, puis il déborda en un torrent d'éloquence. C'était comme un déluge où se noyaient tous les vieux partis... Tous, nous les voyions passer devant nos yeux comme ces condamnés de l'enfer du Dante, avec une pesante chape de plomb sur les épaules, le front mordu par le doute, la désillusion serrant leur cœur avec des tenailles. La parole de Rios Rosas semblait un éclair du ciel qui les réduisait en poussière. »

§ 2. DONOSO CORTÈS, MARQUIS DE VALDEGAMAS.

Les trois orateurs dont nous avons esquissé les traits, Olozaga, Gonzalez Bravo, Rios Rosas, furent avant tout des hommes d'État activement mêlés aux luttes des partis politiques. Quant à Donoso Cortès, il doit être considéré sous un point de vue tout différent.

Né en 1809, mort en 1853, il est surtout célèbre par les leçons qu'il professait à l'Athénée, dans la même chaire que Galiano avait occupée longtemps; doué d'un grand talent de parole, avec un style très imagé, beaucoup d'ampleur, une certaine pompe majestueuse, il a accompli sa très courte carrière au milieu de la société espagnole, en laissant autour de son nom une auréole de talent et de mérite élevé que ses œuvres sont aujourd'hui bien loin de justifier.

Arrivé à l'âge d'homme, juste au moment où la mort de Ferdinand VII lançait l'Espagne dans les horreurs de la guerre civile, il se laissa aller d'abord à un mouvement d'enthousiasme en faveur de la régente Christine; ses premières aspirations furent toutes libérales, puis, peu à peu, par une transition presque insensible, on le vit glisser sur la pente de la réaction catholique; il s'éprit d'une violente passion pour les écrivains français qui ont cherché à immoler la science et la raison sur l'autel de l'Église et de la foi, les Bonald et les de Maistre; et il employa toutes les ressources d'une imagination ardente, d'un cœur enthousiaste, d'un esprit finement aiguisé à combattre ce qu'il appelait le génie des révolutions.

Nul plus que lui n'a contribué à faire sortir le gouvernement de la reine Isabelle de ses premières dispositions anti-ultramontaines pour lui faire adopter les tendances néo-catholiques qui caractérisent la dernière période de son règne ; il semble que la proclamation de la république en France, après les journées de 1848, ait comme exaspéré cette nature ardente, violemment éprise d'ordre, de discipline intellectuelle, de régularité, qui aspirait à niveler tous les esprits sur un seul et même type.

Ses efforts ne tendaient pas à trouver une conciliation entre le sentiment religieux et les nouveaux points de vue qu'ont ouverts devant nous les découvertes de la science ; parlant à un auditoire qui n'a jamais pénétré bien avant dans les lois de la nature, et qui aime mieux être ému que convaincu, il a osé se poser en plein dix-neuvième siècle en ennemi systématique de la raison humaine. Elle est pour lui un instrument par trop imparfait; on ne saurait avoir en elle la moindre confiance; la raison et l'erreur, se plaisait-il à dire, s'aiment d'un amour invincible.

Aussi peut-il être considéré comme l'un des plus ardents

initiateurs de ce mouvement catholique qui a abouti au Syllabus et à l'infaillibilité papale.

On a peine à comprendre comment, sous l'empire de ces idées, Donoso Cortès a pu rester attaché pendant toute sa vie à la reine-mère auprès de laquelle il exerçait les fonctions de secrétaire intime ; sa vraie place eût été au milieu des carlistes. Christine devait son trône à l'appui qu'elle avait trouvé chez les hommes dévoués à la liberté et au progrès ; continuer à la servir en reniant toutes les aspirations de la révolution, en attaquant le libéralisme dans toutes ses manifestations, en se déclarant hostile à la souveraineté populaire, c'était mettre à chaque moment ses actes en contradiction avec sa doctrine.

Nul pays au monde n'a plus à faire que l'Espagne pour se délivrer de ce joug néfaste sous lequel elle a été courbée pendant tant de siècles : façonnée par l'inquisition à ne pas penser et à jouer avec les mots en s'interdisant les idées, elle a particulièrement à redouter les esprits vagues et nébuleux, qui, en lui rappelant sa gloire passée, cherchent à l'embrigader de nouveau dans l'armée de l'Église, sous la bannière de sainte Thérèse et de Loyola.

Aussi, aidée comme elle l'était par un grand talent oratoire, l'influence de Donoso Cortès sur toute la jeunesse de son pays a-t-elle été désastreuse ; il a fait école et il a même pesé longtemps sur l'esprit de Castelar, de celui qui, quelques années plus tard, devait représenter toutes les aspirations de la démocratie espagnole. Son livre intitulé : *Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme* [1] est d'une lecture impossible pour tous ceux qui sont au courant du progrès des sciences ; il est plein d'affirmations sur

[1] Ensayo sobre el catolicismo, el liberalismo y el socialismo, considerados en sus principios fundamentales. Barcelona, 1851.

le paradis, le péché originel, la grâce, la rédemption, le pouvoir angélique qui répugnent à tout esprit sincère. Tout homme éclairé a pris son parti sur ces matières; nous savons trop, par les découvertes de ceux qui se sont consacrés à l'anthropologie, à l'embryogénie, à la paléontologie, comment l'humanité s'est élevée peu à peu de l'état animal et sauvage à l'état rationnel et civilisé pour ajouter foi à une cosmogonie et une genèse désormais jugées. Tout l'éclat du style, toute la pompe d'ornements dont Donoso Cortès cherche à habiller ces dogmes n'en font que mieux ressortir l'effrayante vétusté.

Que dire d'un orateur qui a pour premier principe l'impuissance de la raison humaine pour saisir la vérité?

Il peut émouvoir, séduire, entraîner par la magie du style, la pompe des images, l'élévation des sentiments, l'ampleur du langage; mais quelle conviction peut-il jamais faire naître dans les esprits?

Lorsque dans le silence du cabinet vous dépouillez ces discours de tous les ornements dont ils sont parés, vous ne voyez au fond qu'une seule image, celle d'Ignace de Loyola fondant l'ordre des jésuites et voulant que tous les hommes lui obéissent, *perinde ac cadaver*.

§ 3. LES ORATEURS DE LA DÉMOCRATIE.

L'Espagne devait-elle éternellement rester sous l'empire du constitutionnalisme doctrinaire, et les meilleurs esprits n'arriveraient-ils jamais à conclure en faveur de la démocratie et de la république?

Cette question, qui pèse sur toute l'histoire d'Espagne pendant la première moitié du dix-neuvième siècle, a été enfin résolue par la révolution de 1868. Il existe aujourd'hui un parti républicain qui compte des hommes d'État,

des orateurs, des philosophes, des économistes, des fonctionnaires, et qui doit prononcer son mot dans toutes les agitations futures de la péninsule.

Il importe de se faire une idée juste et exacte des hommes qui ont le plus contribué à amener ce nouvel ordre de choses et qui ont fait enfin sortir leur pays des voies désastreuses où l'entraînait un doctrinarisme impuissant.

On s'est beaucoup habitué, en France, à concentrer tout ce mouvement autour d'un seul et même personnage, dont le talent a séduit les imaginations, et dont l'extraordinaire carrière a forcé l'attention publique. Mais, quel que soit le mérite de Castelar, que nous essayerons tout à l'heure de faire connaître à nos lecteurs, un devoir de justice nous oblige à signaler ici certains hommes qui l'ont précédé ou aidé dans l'œuvre qu'il a entreprise.

Avant que Castelar n'apparût sur la scène politique, c'est-à-dire avant le 26 septembre 1854, un homme de la plus haute intelligence, Don Nicolas-Maria Rivero, s'était hautement séparé du parti progressiste et avait commencé à jeter les bases d'un vrai parti d'action. Toujours sur la brèche par la parole, par la plume, Rivero a eu cet insigne honneur d'ébranler le premier la foi que les masses populaires avaient en Espagne dans les hommes du parti progressiste, vieux *santons* qui cherchaient toujours à s'appuyer sur le trône, quoique dédaigneusement repoussés par la reine et son entourage. Lorsque le jour du triomphe est arrivé, en 1868, Rivero s'est plus occupé d'introduire les institutions dont l'application lui semblait pouvoir être immédiate que de captiver la foule et de lui plaire ; de là une injuste prévention contre lui, qui a peut-être trop fait oublier ses services ; lui-même, après une vie très agitée, s'est ensuite par trop exclusivement préoccupé de conserver des fonctions auxquelles il se sentait propre ; il a en

outre manifesté trop de dédains pour des collaborateurs dont il connaissait l'incapacité et l'impuissance. Mais, quand nous nous occuperons de la presse, il nous faudra citer le grand rôle qu'a joué son journal *la Discussion*, et nous rendrons alors hommage à tous les éminents services qu'il a rendus à la démocratie ; comme orateur dans le parlement, il a continué la tradition des Argüelles, des Lopez et des Rios Rosas au bénéfice du principe démocratique, et il restera toujours à son avoir que, sans la croisade entreprise par lui, jamais Castelar et ses amis n'auraient pu se faire suivre des masses espagnoles.

A côté de Rivero il est juste de citer Ruiz Zorilla, éminent par le caractère, la persévérance et la suite dans les idées ; Estanislao Figueras, avocat et jurisconsulte, sachant intervenir à propos dans tous les débats soit pour asséner le coup de grâce à un adversaire vaincu, soit pour empêcher entre ses amis des discordes dangereuses ; Don Nicolas Salmeron, professeur de l'Université, partisan déclaré de l'abolition de la peine de mort ; enfin, le plus remarquable de tous, Pi y Margall, homme de volonté, de pensée et d'action, plus logicien peut-être que profond politique, mais ayant cet immense avantage de ne pas se contenter de mots au milieu de rhéteurs, et de savoir suivre une ligne déterminée sans se laisser tromper par une réaction menteuse, ou devancer par des impatients aveugles.

Tous ces hommes ont contribué, pendant le règne d'Isabelle II, à la création d'un grand parti républicain et démocratique, capable d'élever une bannière sous laquelle tous les hommes de liberté et de progrès ont pu se ranger, sans être obligés d'épouser les préventions et les préjugés de quelques individualités égoïstes et hargneuses.

Il ne serait pas juste de dire qu'Emilio Castelar a été le

leader de tous ces hommes si divers, qu'ils se sont rangés sous son drapeau et ont reçu de lui le mot d'ordre.

Ce n'est pas l'homme d'État qui est recommandable en lui; c'est bien plutôt l'orateur, le poète.

Quand on le juge sous ce point de vue, sous le rapport de la forme, du style, de l'élégance, de la grâce, de la majesté, de l'ampleur, il n'y a que des éloges à lui donner.

Quant au fond, Castelar n'oublie jamais qu'il parle à des hommes du Midi; aussi, quoiqu'il invoque souvent les conclusions de la science et les exigences de la raison humaine, jamais il ne néglige l'idéal, l'infini, le sentiment. Ses principes démocratiques n'ont rien d'antireligieux, de matérialiste. Il fait la guerre à l'ultramontanisme en affectant un respect même trop grand pour toutes les vieilles traditions espagnoles, les cathédrales, le son des cloches, les autels consacrés à la Vierge ; il s'est proposé d'associer la foi antique avec les aspirations de la démocratie nouvelle, car il sait qu'il parle à une nation où le sentiment religieux ne baisse point pavillon devant les découvertes de la science. Voici comment il parle du culte catholique, et cette citation n'est pas une anomalie au milieu de ses écrits :

« Voyez donc ce qui arrive dans notre culte. La croix élevée dans les bois ; l'informe sculpture qui apprend au voyageur le voisinage d'un hameau ; la cloche de l'oratoire qui, à la chute du jour, répand sa plainte dans les airs ; le chant des prêtres, entendu depuis la porte de l'église; l'autel où se dresse la Vierge, la mère immaculée de Dieu, couvert de roses au printemps, éclairé la nuit par la lueur mourante d'une lampe ; le tocsin des âmes, qui semble rappeler la voix de l'éternité dans le silence des ténèbres ; l'*Ave Maris Stella,* entonné par les marins sur la Méditerranée quand l'azur de la mer reflète le ciel bleu, et que le

crépuscule teint d'une couleur rosée les bords de l'horizon, que les ombres tombent et que les premières étoiles brillent au ciel tout à l'heure solitaire ; toutes ces pratiques religieuses qui, aux yeux d'un protestant, sont de vaines paroles, des cérémonies dépourvues de sens, du paganisme, sont pour nous les représentations les plus vraies de Dieu, sa manifestation la plus pure ; sur l'autel, nous voyons briller le feu du ciel, et sous les voûtes de l'église, nous écoutons l'écho de la parole divine; sur la tête des Vierges, nous voyons apparaître la blanche colombe, l'esprit de Dieu dans toute sa pureté ; nous nous sentons extasiés, nous entrevoyons le ciel, et la vérité brille en notre esprit, tandis qu'un amour pur, idéal comme un souffle divin, se répand dans nos cœurs débordés. »

Ainsi parle Castelar, ainsi aurait parlé chez nous Lamartine. Certes nous sommes loin de trouver mal qu'un politique espagnol, au lieu de s'exprimer devant son pays dans la langue de Voltaire ou de Proudhon, cherche à donner pâture à un sentiment qui existe dans tous les cœurs derrière l'autre versant des Pyrénées ; il y a dans les religions un côté esthétique et sentimental dont nos libres-penseurs ont tort de ne pas vouloir s'inquiéter ; et s'ils avaient voulu rompre en visière avec lui, les républicains espagnols ne seraient arrivés à entraîner personne avec eux. Mais est-ce bien là le langage qu'il fallait parler ?... En cimentant le respect aux vieux usages, aux cérémonies catholiques, prenait-on la bonne route pour les modifier en ce qu'elles ont de contraire à la vérité ; comment se débarrasser du surnaturel, du mystique, après avoir contribué à leur donner tant de prestige et tant de force ?

C'est ici qu'apparaît le vrai Castelar ; c'est une nature de femme et d'enfant : rien de ce qui est contradictoire ne l'effraye et l'étonne. Il passera avec la plus grande facilité

d'une conclusion à une autre, sans se douter que chacune exigera de lui une conduite différente; il veut l'abolition de la conscription, parce que le sort du soldat enlevé à sa famille excite sa compassion; mais il veut aussi combattre à feu et à sang les insurgés de Cuba, parce qu'il convient à la grandeur de sa patrie qu'elle garde cette île sous sa domination.

Nous ne voulons pas rabattre, en parlant ainsi, le mérite et la valeur de notre orateur; il nous importe seulement de les faire bien comprendre. Nous voudrions, s'il était possible, l'arracher aux luttes politiques, le conquérir définitivement aux lettres et aux arts pour lesquels il est né et auxquels il appartient légitimement; quant à la précision, à la rigueur, à l'esprit de suite de l'homme politique, nous ne les lui demanderons jamais; il ne peut nous les donner.

En quoi consistent les œuvres de Castelar, indépendamment de ses discours parlementaires, de ses nombreux articles dans le journal *la Democracia,* et de ces harangues innombrables qu'il prononce partout où il y a une réunion de ses concitoyens, tous avides de l'entendre?

C'est d'abord la *Formula del progreso*, petit volume composé un peu dans le genre de la *France nouvelle* de Prévost-Paradol, mais tout plein de réflexions sur le mouvement historique des partis espagnols, à la place des solutions précises que le titre permettait d'espérer. Ce livre, qui eut en 1858 la valeur d'un manifeste du parti républicain, fut violemment attaqué par le poète Campoamor, au nom des modérés, par le journaliste Carlos Rubio, au nom des progressistes. La polémique donna naissance à un second volume intitulé : *Défense de la formule du progrès.* Castelar était sur un très bon terrain; il proposait la création d'un parti démocratique s'appuyant sur les garanties individuelles et le suffrage universel; aussi n'eut-il pas de peine à triom-

pher de ses adversaires. On doit seulement regretter qu'en exagérant les garanties, le *self-government* des économistes, il n'ait, à cette époque de sa vie, par trop méconnu les services que l'Etat rend à la société; cette faute, du reste, était celle de tous ses compatriotes : ils en portèrent un lourd châtiment, au lendemain de la révolution de 1868.

L'influence qu'a exercée sur lui notre Lamartine se fait vivement sentir dans les romans de sa jeunesse; dans *Ernest*, dans *la Sœur de charité*, on reconnaît toutes les délicatesses sentimentales, toutes les aspirations à l'infini, toutes les mélancolies de *Geneviève*, de *Graziella*, de *Jocelyn* et du *Tailleur de Saint-Point.*

Dans un autre ordre d'idées, dans l'étude de l'histoire, c'est encore la même influence qui domine ; quatre volumes ont été publiés qui contiennent toutes les leçons professées à l'Athénée de Madrid : *De la Civilisation dans les premiers siècles du christianisme*. Sans imiter Lamartine ou Pelletan, Castelar s'est emparé de leur manière; il cherche moins dans les événements de l'histoire la découverte des lois générales qu'une occasion de variations musicales et poétiques à grand orchestre. On ne saurait oublier que ces leçons, professées de 1858 à 1861, furent moins pour lui une occasion de divulguer des études profondément suivies dans le silence du cabinet, qu'un prétexte à allusions politiques contre le parti néo-catholique alors dominant.

Comme travaux plus spécialement littéraires et artistiques, Castelar a publié des mélanges d'histoire, de politique et d'art, une *Vie de lord Byron* et des *Souvenirs d'Italie*.

Nous laissons de côté une série de portraits contemporains éditée à la Havane; les personnages dont il s'est occupé tiennent une grande place dans nos préoccupations journalières; mais leur liste seule suffirait à prouver que l'opération en elle-même a été avant tout tentée dans un

but lucratif pour l'éditeur : elle n'éclaire pas suffisamment sur les tendances et les idées de l'auteur.

Il vaut mieux s'arrêter un instant sur les *Souvenirs d'Italie*. Castelar est là dans son véritable élément : les souvenirs de la religion maternelle, les beaux monuments, les grandes cathédrales, les statues, les richesses artistiques qu'il rencontre sur ses pas, le ciel bleu, la Méditerranée, Naples, Rome, Florence, Venise, toutes les merveilles de la civilisation l'exaltent et le transportent.

Ah ! que ce poète, que ce grand orateur n'abdique donc pas la mission qui lui est dévolue d'éclairer, de guider ses concitoyens par sa parole, par ses livres ! Il n'est pas né pour commander, pour agir, pour exécuter. Qu'il rêve, qu'il chante, qu'il parle ! Telle est sa vraie mission, ne lui en confiez jamais d'autres.

ROMAN

§ 1er. FERNAN CABALLERO.

L'écrivain connu en Espagne sous le pseudonyme de Fernan Caballero est d'origine allemande; c'est une fille de M. Bohl de Faber, négociant de Hambourg, établi à Cadiz pendant de longues années et très versé dans la littérature espagnole (il a publié plusieurs collections de romances et de poésies). Mademoiselle Cecilia Bohl de Faber a épousé en premières noces le marquis d'Arco Hermoso, et en secondes noces don Antonio de Arron, qui fut envoyé par le gouvernement espagnol comme consul en Australie. Les tendances catholiques, ultramontaines, absolutistes de cet écrivain lui concilièrent dès l'abord toutes les sympathies de la reine Isabelle; la cour de Madrid ne tarda pas à comprendre l'intérêt qu'il y avait pour elle à se gagner les

bonnes grâces d'un romancier qui savait plaire au peuple en faisant revivre devant lui ses plus vieilles traditions, ses préjugés les plus invétérés; Cecilia Bohl travaillait avec ardeur à poétiser la foi ignorante, à rendre la liberté odieuse, et elle avait assez de talent, d'imagination, d'esprit descriptif, de vivacité dans le dialogue pour se faire accepter par un grand nombre de lecteurs. Où pouvait-on rencontrer un auxiliaire plus efficace et plus inattendu?

La reine Isabelle, prévenue par ses ministres, s'empressa donc de témoigner à la femme du monde qui daignait consentir à prendre la plume le cas qu'on faisait en haut lieu de ses productions; bientôt l'offre gracieuse d'un appartement dans l'Alcazar de Séville fut acceptée; la romancière s'engagea aussi à écrire un livre d'éducation pour la jeune infante. Dès lors il y a eu comme un contrat entre la fille de Ferdinand VII et Fernan Caballero; d'une part, un mot d'ordre a été donné par la cour à la haute société de considérer ce romancier comme le vrai peintre de mœurs espagnoles, et ce mot d'ordre, scrupuleusement répété par tous les échos du gouvernement officiel qui y avait profit, est parvenu à créer autour de ce personnage une auréole qui ressemble aujourd'hui presque à de la gloire. Comme préface à presque tous les romans qui parurent successivement, on voit des introductions signées par les noms les plus connus de la littérature ou de la politique : le duc de Rivas, Pacheco, Cañete, Hartzembuch, etc. D'autre part, l'écrivain, dans toutes ses œuvres, a pris à tâche de présenter sous des traits moins hideux la dégradante figure de Ferdinand VII, de cacher toutes les misères de la monarchie constitutionnelle espagnole, d'atténuer tous les excès du despotisme et de l'inquisition pendant le règne de la maison d'Autriche et de Bourbon, enfin de faire ren-

trer dans le giron du catholicisme la malheureuse Espagne, qui ne peut se sauver qu'en en sortant.

Il ne faut pourtant pas considérer Fernan Caballero comme donnant une idée complète de la société espagnole; elle a elle-même limité son champ d'observation; ce qu'elle s'est surtout appliquée à peindre, ce sont les mœurs des populations andalouses; elle nous retrace leurs caractères, elle parle leur langage, elle en a toute la grâce, l'imagination, le pittoresque, et aussi toutes les superstitions, tous les préjugés. Dans une de ces pièces de vers où elle semble s'être complue à versifier les proverbes, dictons, jeux de mots, qui ont cours dans la magnifique contrée que baigne le Guadalquivir, elle signale elle-même le genre d'esprit spécial, le piquant, le sel (*la sal*) que possèdent ses compatriotes de Cadiz.

Rome est renommée pour ses bulles,
Gibraltar pour son tabac,
San Lucar a son manzanilla[1];
Mais c'est à Cadiz qu'on va chercher le sel.

L'Andalousie est sa contrée de prédilection; elle est bien plus Andalouse qu'Espagnole, et dans toutes les pages de ses écrits on sent battre le cœur d'une Gaditane; pas moyen de douter un seul instant de sa patrie de prédilection. Comme ces Sévillanes dont elle parle, qui portent sur leur mantille un écriteau qui dit: Vive Séville! ainsi dans tout son style, sa manière d'écrire, ses expressions, ses tableaux, ses dialogues, on reconnaît ce je ne sais quoi de gracieux, de pimenté, d'extravagant, de naïf, d'ardents désirs, de fanfaronnade, de paresse, d'inertie, de volupté et d'orgueil qui fait un être à part de l'Andalou.

Les romans de Fernan Caballero pèchent en général par

[1] C'est un vin très estimé.

un grand défaut, la monotonie. Soit que la société qu'elle étudie ne lui présente qu'un nombre très limité de types distincts, et ne fournisse pas cette admirable variété des sociétés anglaise et française qui caractérise les œuvres de Dickens et de Balzac, soit plutôt qu'une invincible prévention contre tout ce qui est science, raison, améliorations obscurcisse ses points de vue et la porte à exalter toutes les institutions anciennes au détriment des passions et des sentiments modernes, il est certain qu'une déplorable uniformité règne dans toutes les compositions de Fernan Caballero. C'est toujours le même ton ; une incessante prédication à l'humilité et à la résignation, l'inertie considérée comme la loi supérieure de l'état social; l'exaltation injuste de quelques actes de charité qui ne tendent jamais à améliorer au fond le sort du malheureux et doivent toujours le maintenir dans son état d'infériorité ; une critique passionnée contre tous ceux qui placent le bon sens, la science, la raison au-dessus de la foi; la défense ardente des superstitions les plus grossières au milieu desquelles vit une grande partie de ses compatriotes ; tout cela joint à une division très tranchée entre ce qu'on appelle la gent *cursi* et le monde comme il faut, et à un entraînement irrésistible à prendre en un instant les résolutions les plus violentes.

En dehors de ses nouvelles et romans de mœurs, Fernan Caballero n'a que peu écrit : quelques strophes de vers, quelques lettres où il est question d'une visite au champ de bataille de Waterloo, d'une description d'Aix-la-Chapelle et de quelques scènes maritimes, une étude très peu approfondie sur la mythologie grecque et romaine, voilà tout ce qu'on peut citer. Ces productions n'ont pas grande valeur; en les examinant avec soin, on voit que la portée de cet esprit est en somme assez bornée; elle ne s'élève pas à une grande hauteur, elle n'a pas un grand fonds de con-

naissances; de l'imagination, une aptitude très grande à saisir le côté pittoresque des choses, un grand charme dans la description, de la pénétration pour saisir les caractères et deviner les sentiments les plus profonds, voilà les qualités dominantes.

Il n'est pas une seule circonstance où Fernan Caballero se prive de lancer des attaques violentes contre les idées de liberté, de progrès. Elle défend avec acharnement tous les préjugés aristocratiques : le dévouement des sujets à leur monarque, la foi aveugle, les bienfaits de l'orthodoxie et de l'inquisition ; elle hait la démocratie, et pourtant, si l'on va au fond des choses, ce qui fait peut-être son principal mérite, c'est le soin, le tact exquis avec lequel elle sait mettre en relief les idées, les passions, même le langage des hommes et surtout des femmes du peuple ; on voit qu'elle est tout à fait restée sous l'influence de la théologie ultramontaine ; pour faciliter l'exercice de la charité, elle rêve une société très inégale où le malheureux doit toujours avoir besoin pour vivre de s'appuyer sur la protection du riche. Il y a chez elle une antipathie invincible contre tout ce qui est libre, indépendant, tout ce qui aime la science, hait la superstition et le préjugé, et a confiance dans l'excellence de la raison.

Lorsqu'elle essaye de créer des caractères, elle va toujours chercher les beaux types dans les vieux souvenirs de l'Espagne catholique et monarchique ; elle présente sous des aspects odieux tout ce qui se dévoue au triomphe des idées modernes ; aussi qu'arrive-t-il ? Ses œuvres manquent tout à fait de nouveauté et de philosophie. Il s'en faut de tout qu'elle puisse être assimilée à Georges Sand ; ce n'est pas un Sterne espagnol, comme l'appelle Mérimée ; encore moins un Émile Souvestre, comme elle se juge elle-même ; c'est un Chateaubriand féminin, qui prêche en espagnol la

restauration du despotisme et de l'inquisition, qui flatte toutes les préventions d'une société molle, paresseuse, ennemie de l'action, désireuse de garder son ancienne foi ; elle l'encourage hardiment à repousser tout changement, toute innovation; les chemins de fer, les télégraphes lui sont odieux; elle n'a jamais contre eux assez de raillerie; toutes ses sympathies sont pour les couvents, pour les mômeries religieuses, pour toutes ces idolâtries de saints et de saintes, qui, au fond, ressemblent tant aux anciennes cérémonies du paganisme. Pour nous résumer, disons qu'elle est en Espagne, pour le roman, ce que Balmès a été pour la théologie, ce que Donoso Cortès a été pour la politique, le représentant et le défenseur du passé !

§ 2. ENRIQUE PEREZ ESCRICH.

A côté de Fernan Caballero, bien au-dessus, s'il ne faut tenir compte que de la verve, de la fécondité, de la puissance d'imagination, bien au-dessous s'il ne faut considérer que le fini de l'exécution, le soin de la forme et la peinture des détails, se placent deux autres romanciers que nous allons essayer de faire connaître à nos lecteurs. L'un d'eux est Enrique Perez Escrich, l'autre Manuel Fernandez y Gonzalez.

Escrich est un Catalan patient : c'est un travailleur acharné; il a su vouloir. L'énergie ne lui a point fait défaut; seulement, dans ses aspirations littéraires, il a toujours eu à lutter contre les nécessités d'une vie difficile.

Ses trente volumes de romans sont tous pleins de situations vraiment dramatiques, d'efforts d'imagination, de vie. Les faits y abondent; mais ne demandez jamais ni un point de vue vraiment philosophique, ni une analyse profonde du cœur humain, ni des nuances délicates dans les

caractères. Il n'y a rien de suffisamment fouillé et fini. L'auteur n'a point d'idéal littéraire : parfois il a cherché à marcher sur les traces d'Edgar Poe ou d'Hoffmann ; il a spécialement, dans une petite nouvelle, *le Violon du Diable*, assez bien imité le genre et la manière de ce dernier romancier. Il n'est psychologue ni comme Balzac ni comme Dickens ; il n'est pas non plus exclusivement, comme son rival Fernandez y Gonzalez, un simple amateur d'aventures ; c'est un genre intermédiaire entre Balzac et l'Alexandre Dumas des *Trois Mousquetaires*. Il cherche bien à faire l'office de vrai romancier et à nous donner une peinture de la société, mais il est préoccupé de faire vite, d'occuper un public ardent, et il exagère le dramatique des mœurs modernes pour faire une plus vive impression sur ses lecteurs. Pour écrire beaucoup il répète souvent les mêmes situations, les mêmes caractères, en modifiant seulement les milieux ; il a comme un procédé pour aller rapidement dans ses dialogues et ses récits, et ses œuvres trop nombreuses se ressentent d'un ton beaucoup trop uniforme.

Nous avons indiqué la ligne que suit Fernan Caballero dans tous ses écrits. Elle est pour la foi, pour le catholicisme, pour la monarchie absolue; elle a un parti pris, une tendance bien accusée. Escrich, lui, a la prétention d'être libéral : seulement il est de cette race de pseudo-libéraux qui se sont appelés progressistes et qui ont fait exclusivement consister le progrès à vouloir substituer le gouvernement d'Espartero à celui de Narvaez. On sait que ces hommes n'ont conclu sur aucun point ; qu'ils ont associé toujours volontiers dans leur esprit l'avenir de l'Espagne à celui du catholicisme ; qu'ils n'ont pas su, tout en portant des coups profonds à la monarchie, se décider pour le renversement des Bourbons, qu'ils n'ont jamais assez excité le

peuple espagnol à sortir de l'ignorance et à se dégager des superstitions.

Il ne faut pas trop en vouloir à Escrich de ce qu'il résume toutes les faiblesses et les contradictions de son époque : ses romans n'auraient probablement pas eu la vogue dont ils jouissent s'il n'avait pas consenti à ces capitulations. Avec elles, il a été tout à fait de son temps ; il s'est fait accueillir par toutes les classes.

Le moment n'est pas encore venu où un romancier populaire pourra se faire accepter en proclamant la vraie tolérance, le besoin de la vérité historique, le dédain des fausses légendes. On ne sait pas encore en Espagne séparer la valeur morale, la vertu, de la foi catholique ; tant que cette séparation si bien commencée du reste par Cervantès et Moratin n'aura pas été vulgarisée, le réveil de l'Espagne sera toujours douteux. Sans doute les Espagnols ne sauraient vivre sans faire une très grande place au sentiment; mais celui-ci ne peut-il être développé, épuré, sans l'intervention d'une foi aveugle poursuivant l'immolation et le sacrifice permanent de la raison?

Pourquoi les romanciers espagnols ne songent-ils pas ensuite à donner aux choses leur juste proportion? Ils croient bien faire en attribuant dans le monde à leur pays un rôle qui ne lui appartient plus? C'est une erreur. Leur devoir serait d'aller en avant, de pousser leurs concitoyens au goût du travail, au développement pacifique de la richesse intérieure, à la recherche de l'indépendance personnelle par l'énergie dans la lutte pour la vie et par l'épargne et la prévoyance; ils devraient comprendre que l'Espagne, grâce à sa position géographique, peut se faire une vie à part; elle n'est pas forcément mêlée aux grandes questions européennes. Pourquoi ne les laisseraient-ils donc pas de côté? Pourquoi ne répudieraient-ils pas le goût des aven-

tures, maladie inhérente à la race espagnole et fruit illégitime de sa malheureuse histoire? Pourquoi n'épureraient-ils pas le paganisme chrétien dans lequel elle se débat si tristement? Pourquoi ne cesseraient-ils pas d'exagérer le rôle de la foi? Pourquoi ne donneraient-ils pas à la science, à la raison la place qui leur appartient légitimement?

Il serait bien temps qu'ils cessassent de voir en perspective l'idéal d'une seconde monarchie universelle basée sur le triomphe du catholicisme dans le monde.

Il ne faut pas demander à Escrich une grande correction de style; il avoue lui-même dans plusieurs des préfaces qui précèdent ses œuvres qu'il a l'habitude de mener de front plusieurs romans, sans avoir jamais le temps de revenir sur ce qu'il a fait. Ce qui le matin a passé sous le bec de sa plume est déjà imprimé le lendemain et distribué sans délai aux souscripteurs de ses livraisons; la précipitation est, de son propre aveu, une des conditions de son labeur normal.

Très souvent aussi on sent la préoccupation du feuilletoniste de laisser le lecteur inquiet sur un dénouement qu'on pourrait lui révéler immédiatement, mais sur lequel on tient par coquetterie à le laisser quelque temps en suspens.

§ 3. MANUEL FERNANDEZ Y GONZALEZ.

Il n'est pas rare d'entendre les Espagnols considérer Manuel Fernandez y Gonzalez comme le premier de leurs romanciers actuels; et en vérité, si les qualités que réclame avant tout le roman sont l'entrain, la vivacité du dialogue, l'inspiration, la faculté d'intéresser rapidement son lecteur, cet écrivain n'a véritablement pas de rivaux en Espagne.

Seulement pour notre part nous sommes plus difficiles :

sans méconnaître aucune des facultés dont il est doué, nous trouvons qu'il s'est contenté de jouer un rôle par trop secondaire ; actuellement il est pour l'Espagne ce qu'était pour la France, il y a une vingtaine d'années, Alexandre Dumas père, le grand narrateur des aventures de cape et d'épée, des courses impossibles à travers les grandes routes, des exploits de brigands dans les montagnes. C'est un genre qui plaît aux masses, qui fait passer agréablement le temps au fond d'un château ou sur un lit de douleur ; mais quelle utilité en retirent les sociétés lorsque l'auteur ne se préoccupe guère d'animer ses héros de sentiments élevés, et commet la faute de célébrer l'action pour l'action elle-même ?

Le roman a, de nos jours, une toute autre portée que de servir simplement à amuser ; il est devenu un des moyens les plus actifs pour mettre en circulation des pensées, des jugements, des opinions utiles aux progrès de la civilisation ; et lorsque des auteurs parviennent à gagner la confiance du public par la peinture de crimes odieux, par la recherche de situations excentriques où l'imagination peut être satisfaite, mais qui répugnent le plus souvent et aux lois de la raison et aux sentiments du cœur, on ne peut s'empêcher de craindre qu'une pareille récréation de l'esprit ne soit le reflet d'une époque de décadence ou ne l'annonce pour une période peu éloignée.

Nous craindrions de faire injure à M. Manuel Fernandez y Gonzalez si nous lui imputions le moins du monde l'état de désordre et d'anarchie dans lequel se complaît assez souvent l'Espagne ; et cependant il nous est impossible de ne pas signaler une corrélation entre le grand succès obtenu par ses nombreux romans et la tendance au brigandage, à la lutte à main armée, à l'usage de la violence qui est aujourd'hui un des éléments de la vie du peuple espagnol.

Pour que les questions politiques arrivent à une solution, même par l'emploi de la force, il n'est pas besoin de laisser s'organiser un état permanent de guerre civile dans lequel la parole n'appartient qu'aux natures hasardeuses et violentes, et dans lequel l'homme laborieux et pacifique est toujours sacrifié. Voilà pourtant comment vit l'Espagne depuis le commencement du siècle ; si de 1808 à 1868 on fait la somme des années de révolution sociale et des années de travail paisible, on trouve qu'avec la guerre de l'indépendance, la période de 1820 à 1823, la guerre civile de sept ans, les luttes de Narvaez et d'Espartero, le mouvement de 1854 et les agitations qui ont précédé la révolution de 1868, il y a eu presque autant d'années de désordre que de vie pacifique. Dès lors on arrive à concevoir que l'enrichissement par la voie du pillage et du brigandage a pu devenir en Espagne plus populaire, plus à la mode que la conquête d'une modeste aisance par les voies régulières du travail ; les natures trop passionnées, trop violentes ont eu en face d'elles un lien social qui n'était pas assez serré pour les refréner suffisamment ; beaucoup d'entre elles ont mieux aimé se lancer dans les chances de la guerre à main armée que dans l'étude des sciences ou les patients efforts de la culture et de l'industrie.

Le goût des aventures a toujours été inhérent à la race espagnole : le désir est très vif chez elle ; son développement est précoce ; elle veut profiter de tous les avantages de la civilisation comme si l'existence était trop courte et comme si la puissance de jouir et la délicatesse des sensations s'épuisaient très vite ; ce qui vient progressivement, patiemment, ne la séduit pas autant que les changements de fortune qui sont rapides et instantanés ; il lui faut beaucoup de richesses et il les lui faut sans retard ; de là cette malheureuse inclination aux aventures contre laquelle Cer-

vantès a si bien réagi et contre laquelle il serait du devoir d'un écrivain vraiment patriote de toujours lutter.

Or, Manuel Fernandez y Gonzalez a précisément mis son orgueil à présenter sous un jour pittoresque les personnages qui de tout temps ont captivé l'imagination des Espagnols par leur ardeur à mener la vie d'aventure; les séducteurs comme don Juan de Marana, les brigands comme José Maria, les corsaires comme Esteban el Guapo, voilà les types qu'il aime à reproduire; il les caresse, il les choie, il les habille de mille et mille manières différentes; mais au fond c'est toujours le même être, courageux jusqu'à la témérité, opiniâtre jusqu'à l'entêtement, vindicatif jusqu'à la férocité, libertin jusqu'à l'inceste; n'ayant pendant toute sa vie aucun souci des châtiments de la justice humaine, et cependant toujours préoccupé au dernier moment de se sauver par un acte de foi des peines de la vie éternelle.

Prenez ce personnage, faites-le vivre aux diverses périodes de l'histoire d'Espagne, surtout aux périodes les plus agitées; placez-le, en l'entourant des figures les plus caractérisées de chaque époque, soit dans les forêts des Asturies, à côté de Pélage, soit à Séville, à l'époque de Pierre le Cruel, soit à Grenade, au moment où l'étendard de Castille vient flotter sur les tours de l'Albaycin, soit à Ségovie, quand les Comuneros se soulèvent contre la domination de Charles Quint, soit à Saragosse, au milieu des intrigues de Philippe II dirigées contre Antonio Perez et les fueros d'Aragon, soit à Madrid, pendant les luttes des maisons d'Autriche et de Bourbon, soit de notre temps, pendant l'invasion des Français en 1808 ou les luttes de la guerre civile; vous avez aussitôt une mine presque inépuisable qu'un auteur peut facilement s'imposer la tâche d'exploiter, sans courir le risque d'épuiser son imagination;

la variété que le lecteur peut réclamer résulte presque forcément de la diversité des temps et des lieux.

Voilà comment M. Fernandez y Gonzalez est arrivé à produire le nombre très considérable de volumes dus à sa plume; l'impression que cause sa fécondité diminue beaucoup quand on entre dans le mécanisme de ses compositions. Comme Escrich il fait vite, très vite; il mène de front plusieurs ouvrages ensemble; mais on peut dire que, plus qu'Escrich encore, il a des procédés pour fabriquer ses romans et pour susciter l'intérêt.

Il a d'abord une mise en scène assez soignée: c'est le tableau d'une situation critique, actuelle, présente, destinée à émotionner le lecteur. Puis, quand il juge avoir produit une impression suffisamment vive par la difficulté des embarras où il a placé ses personnages, alors il change de ton. L'un d'eux vient faire un récit d'événements passés destinés à faire comprendre les mobiles auxquels ils obéissent tous dans leurs actions. Cette seconde partie contient tout ce qui touche au passé, comme la première renfermait tout ce qui avait trait au présent; l'avenir ou plutôt le dénouement constitue la troisième et dernière partie; là l'auteur, abandonnant le ton du récit, reprend à nouveau la série des tableaux et des dialogues par lesquels il était entré en matière.

Ainsi, uniformité de caractères, identité dans les procédés, variété seulement de temps et de lieux: voilà les traits distinctifs des romans de Fernandez y Gonzalez. Ne lui demandez pas la connaissance approfondie des mœurs, des vêtements, des coutumes, des lois, des institutions qui a fait de Walter Scott un des plus grands historiens qui aient jamais existé. Fernandez y Gonzalez, quoique auteur d'un nombre considérable de romans historiques, est bien loin de cette science; il n'a pas fouillé les annales de son

pays avec une constance suffisante, il n'en a pas étudié tous les monuments, il ne sait pas caractériser, par des nuances assez fines et assez profondes les diverses époques. D'ailleurs il n'a pas été précédé par des travaux assez nombreux pour lui rendre facile et commode une simple tâche d'exposition.

§ 4. ANTONIO DE TRUEBA ET GUSTAVO ADOLPO BECQUER.

Le nom de Trueba évoque aussitôt à l'esprit l'idée d'un genre bien différent de celui d'Escrich et de Fernandez y Gonzalez : plus d'intrigues compliquées, de substitutions de personnes, de crimes odieux, d'ambitions effrénées : nous entrons en pleine églogue.

Trueba a écrit un très grand nombre de contes, de très petite dimension; mais dans tous, soit qu'il retrace comme dans les *Cuentos populares* les mœurs des artisans de Madrid, soit qu'il peigne, comme dans les *Cuentos campesinos,* les mœurs des villageois de la Castille, ou bien que, comme dans les *Cuentos de color de rosa,* il nous parle des montagnards de la Biscaye, c'est toujours la même inspiration; il ne cherche pas à séduire l'imagination, il ne parle jamais à la raison; émouvoir, attendrir, voilà son unique but.

Les souvenirs des premières années de sa jeunesse ont fait sur lui une si vive impression, qu'après vingt années de séjour dans la capitale, malgré une vie de labeur dans la tâche ingrate du journalisme, il les retrouve encore dans sa mémoire aussi frais, aussi jeunes que si le temps ne s'était pas écoulé.

Tout l'homme est dans ces souvenirs; les œuvres de Trueba ne sont qu'une longue idylle ; elles en ont la grâce, le parfum, le doux arome ; mais si on a le malheur de vou-

loir en jouir à trop forte dose, la satiété, la fatigue, l'ennui ne tardent pas à vous prendre ; ils arriveront vite, comme conséquence forcée d'une naïveté par trop enfantine, d'une foi par trop ignorante et d'une résignation par trop surnaturelle.

Trueba est puéril ; il le sait et il consent à l'être.

« Il n'y a pas, dit-il, de langage plus puéril que celui de la tendresse et de l'innocence, que celui des mères et des enfants. Mais où y a-t-il plus de pureté et de sentiment que chez les enfants et chez les mères ? »

En revanche, le monde ne lui apparaît pas comme un désert sans bornes, où il ne pousse pas une fleur ; la vie n'est pas pour lui une nuit perpétuelle, où il ne brille pas une étoile. Il aime Dieu, son cher vallon, l'amitié, l'amour, la famille, le soleil qui lui sourit chaque matin, la lune qui l'éclaire chaque soir, les oiseaux qui le visitent chaque printemps. Tout cela lui fait voir l'existence couleur de rose, et c'est ce tendre et gai optimisme, si cher aux pauvres, qui lui donne une grâce et une saveur spéciales.

Ajoutez à la gaieté de Béranger, à la naïveté de Berquin, aux goûts champêtres de Florian le respect profond de la foi catholique, et le goût de ces vieilles traditions patriarcales, qui rapprochent les montagnards basques des highlanders écossais, vous aurez une idée de la nature des œuvres de Trueba, et de la popularité qu'il a dû acquérir chez ses compatriotes qu'il représentait fort bien.

Il y a entre le poète espagnol et le chansonnier français cette grande différence : c'est que Béranger aspirait à voir le peuple devenir chaque jour plus libre et plus instruit, tandis que Trueba veut rester le chantre de l'ignorant et du simple d'esprit ; il paraît faire de l'abaissement intellectuel une condition de paix et de félicité ; sa préoccupation n'est pas d'élever le niveau des classes illettrées ; ce qu'il

entend par littérature populaire, c'est l'emploi de termes et de locutions en usage chez les personnes privées de toute instruction ; il semble mettre son orgueil à être plus directement en rapport avec elles, à faire ressortir leurs moindres impressions, dont la naïveté ne l'effraie jamais.

Il s'est posé cette question : Qu'est-ce que le peuple espagnol ? Et voici comme il y répond. Il suppose qu'en prenant dans l'échelle du savoir espagnol un homme de chaque échelon, en les mêlant tous, et en les réduisant en poussière dans un mortier intellectuel, de cette poussière on pourrait composer une terre argileuse ; avec cette argile, on arriverait ensuite facilement à modeler une figure humaine, et cette figure modelée donnerait un très bel homme sans doute, mais un homme qui saurait très médiocrement lire et écrire.

Sur 15 millions d'habitants que compte la Péninsule, il y en a, suivant lui, 14 millions pour lesquels la littérature est inutile, si elle n'est d'une simplicité, d'une clarté extrême dans la forme.

En pressant un peu cette théorie de M. Trueba il nous sera facile d'en faire comprendre l'esprit et le danger ; elle se borne en réalité à ceci :

Le peuple espagnol est très passionné ; il sent fortement et vit presque exclusivement de sentiments et de sensations ; donc, à quoi bon le fatiguer par le travail de la pensée ? laissons-le dans les ténèbres de la vieille foi et de l'ignorance !

Ce n'était certes pas là la manière de voir des Cervantès, des Quévédo, des Moratin et des Jovellanos ; mais c'était celle de la cour sous Isabelle II, c'était encore celle des néo-catholiques de Madrid ; aussi les œuvres de Trueba ont-elles valu à leur auteur la protection des partisans de la monarchie constitutionnelle ; plusieurs des éditions de

ses contes et de ses poésies ont été faites aux frais du trésor royal ou du duc de Montpensier. Il plaisait à la fille de Ferdinand VII de se voir aimée, soutenue, appuyée par un homme qui avait l'oreille des Basques, comme Fernan Caballero avait celle des Andalous.

Peut-être aurions-nous dû compter Trueba parmi les poètes plutôt que parmi les romanciers ; il a, en effet, composé tout un volume de poésies, intitulé : *el Libro de los Cantarès,* dans lequel il se révèle avec toute sa sensibilité. Mais nous avons cru être plus exact en parlant de lui sous ce chapitre. Pour les Espagnols, ce qui constitue Trueba, ce n'est pas tant le livre des Cantarès, que ces charmants contes, intitulés : *la Madastra, el Judas de la Casa, Juan Palomo, el Mas listo que Cardona, la Muger del Arquitecto, la, Buenaventura,* ou ce curieux dialogue des deux commères de Madrid, *las Vecinas,* qui vous fait pénétrer bien avant dans les petitesses, les misères et les niaiseries de la vie madrilène.

Gustavo Adolfo Becquer, né à Séville en 1836, mort à Madrid en 1870, à l'âge de trente-quatre ans, nous offre un tout autre type que Trueba. C'est une nature bien plus élevée, plus artiste, plus créatrice ; il vise plus haut ; il n'est pas enfantin ; c'est un'homme de notre siècle. Mais le malheur s'est attaché à lui ; il n'a pas trouvé de bonne heure sa voie ; il a dû employer les plus belles années de sa jeunesse à lutter contre les misères de la vie, dans un milieu dénué d'occasions et de ressources.

La misère n'était pas son seul ennemi ; il eut aussi à lutter contre la maladie ; le malheur voulut que son frère, peintre distingué, qui l'accompagnait dans ses nombreuses excursions, et était le vrai compagnon de sa vie, lui fût enlevé tout à coup, par une fièvre inflammatoire. Sensible au plus haut degré, Gustavo Adolfo ne sut pas résister à ce

coup terrible; trois mois après, presque jour pour jour, lui aussi succombait à une maladie de poitrine, et rejoignait son frère dans la tombe.

On sent dans toutes ses œuvres que sa vie tout entière s'est passée entre des jeunes gens dévoués au culte de l'art; il met au-dessus de tout le côté pittoresque des choses, et, bien que, par sa nature très sérieuse, il fût porté à se préoccuper des plus difficiles questions de la politique et de l'organisation sociale, il a toujours été ramené par son entourage vers l'adoration des cathédrales et des vieilles images.

Il n'a pas beaucoup produit : on a de lui une vingtaine de légendes, que des amis prévoyants ont su recueillir, une série de lettres où il rend compte de ses différents voyages, quelques centaines de vers, et enfin un volume sur les Temples de l'Espagne; c'est là tout son bagage; en revanche, quand il fut surpris par la mort, il avait en préparation quatre drames, six contes et seize autres légendes. C'est dans ce dernier genre qu'il a surtout excellé; on éprouve le plus grand plaisir à lire ces charmantes compositions, où la réalité se marie à l'idéal, où le sentiment est toujours en éveil, et où, avant de se graver dans votre cœur, un portrait est tracé dans votre imagination avec des traits pénétrants et durables.

L'influence d'Hoffmann se fait très vivement sentir dans les productions de Becquer: *La Dame aux yeux verts*, *l'Orgue de maître Perez*, *le Miserere*, *le Gnôme*, paraissent empruntés au conteur allemand. Becquer n'est pourtant pas un simple traducteur; c'est un artiste de la décadence de notre école romantique; il va partout cherchant ce qui lui produira une impression, ce qui lui paraît de nature à frapper l'imagination, à exciter la sensibilité; il aime le mystérieux, le sombre, le fantastique. Rien de précis ne

lui convient; n'allez pas lui demander la netteté, la précision, la raison du dix-huitième siècle. Tout ce qui est sensé, judicieux, déplaît à ces natures, qui exagèrent l'art en voulant en faire le seul but de la vie.

Que penser d'un écrivain qui vous dit avec conviction : « Je sens que le passé est mort et bien mort; néanmoins, je m'y arrête, parce qu'il me plaît. »

C'est bien cette tristesse générale de l'Espagne, se souvenant de son immense grandeur. « Que nous reste-t-il de notre puissance absolue, sinon l'ombre de ce que nous avons eu? »

Dans ses excursions à travers l'Espagne, Becquer s'occupait avec ardeur à recueillir les traditions de la bouche des cultivateurs, à rechercher des notices fabuleuses sur l'origine d'un lieu ou sur la fondation d'un château, à dessiner au crayon le contour d'une maison moitié arabe ou moitié byzantine, ou à croquer un vêtement pittoresque, une attitude élégante chez des campagnards insouciants. C'était une abeille butinant les fleurs et revenant toujours à la ruche chargée de miel. Becquer donnait beaucoup d'importance à ces explorations, et recommandait aux artistes de les renouveler fréquemment, avant que les chemins de fer, en répandant les mêmes habitudes de civilisation, n'eussent marqué tout le peuple espagnol d'un sceau général d'uniformité. Becquer appartient-il réellement à l'Espagne d'hier ou à celle de demain? C'est lui qui peut seul répondre à cette question; voici comment il s'exprime dans la quatrième de ses lettres de voyage :

« J'ai foi dans l'avenir; je me plais à assister mentalement à l'immense et irrésistible invasion des idées modernes. Elles transforment peu à peu la face de l'humanité; elles activent le commerce des intelligences par leurs extraordinaires inventions; elles resserrent les liens des pays,

elles fortifient les nationalités, en effaçant les préoccupations et les distances, enfin elles font tomber l'une après l'autre les barrières qui séparent les peuples. Cependant, soit à cause de ma nature poétique, soit parce qu'il est inhérent à la nature humaine de sympathiser avec ce qui meurt, et de tourner les yeux avec une certaine complaisance vers ce qui n'existe pas, le fait est qu'au fond de mon âme je conserve comme une espèce de culte, comme une vénération profonde pour tout ce qui tient au passé. Les traditions poétiques, les forteresses détruites, les vieux usages de ma vieille Espagne ont pour moi un charme inexprimable, un vague mystérieux. C'est comme un splendide coucher de soleil : il me semble être à ces heures pleines d'émotion où la rêverie s'empare de notre imagination ; mille fantômes lumineux, revêtus des couleurs les plus variées, nous apparaissent alors avant de s'enfoncer dans les ténèbres, où ils doivent disparaître pour toujours. »

Est-ce là le langage d'un fanatique ardent, qui voudrait faire reculer l'humanité en arrière ? Non, c'est celui d'un pauvre artiste, que la science et la raison effraient, et qui craint de marcher en avant, pour ne pas abandonner quelques images qui lui sourient.

Becquer devait être malheureux, il l'a été. Toute sa vie il semble avoir attendu la voix intérieure qui devait le mener aux grands combats, et il est mort avant de l'avoir entendue.

§ 5. PEDRO ANTONIO DE ALARCON.

Celui-ci est un romancier qui s'est annoncé seulement sous le règne d'Isabelle II et dont les principales œuvres appartiennent déjà à la période qui suit la révolution de 1868.

Alarcon est né en 1833 à Guadix, petite ville de la pro-

vince de Grenade. Dès l'âge de quatorze ans, il se fit recevoir bachelier, puis il commença ses études de droit à Grenade; son père avait de lourdes charges, une nombreuse famille et ne se trouva pas en mesure d'attendre pour son fils les longues années qu'exigent toujours les professions libérales; il essaya de le décider à entrer dans les ordres, et préféra l'envoyer au séminaire plutôt qu'à l'Université. Alarcon céda d'abord aux désirs de sa famille, puis, ne se sentant aucun goût pour la carrière ecclésiastique, il voulut courir les chances du journalisme et de la vie littéraire.

A l'âge de vingt ans, il fondait à Cadiz, avec un de ses amis, un recueil littéraire, *l'Écho d'Occident*, qui réussit : enflammé par ce premier succès, il osa alors aborder la capitale et se trouva mêlé à une société de jeunes gens qui débutaient vers 1854, Manuel del Palacio, Soler, Fernandez Jimenez.

Les esprits étaient alors très agités à Madrid, à la suite d'une révolution qui venait de porter le premier coup au trône d'Isabelle II. Alarcon se lança dans la mêlée, attaqua violemment la dynastie bourbonienne dans un journal satirique de couleur démocratique, *el Latigo* (*le Fouet*), et attira sur lui l'attention autant par la violence et la fougue de ses attaques, que par les ennuis qui l'accablèrent à la suite d'un duel malheureux, et par des poursuites actives du pouvoir.

Il avait gagné à cette première équipée de jeunesse d'attirer l'attention sur son nom; alors il se mit à travailler et commença à débuter réellement dans la vie littéraire, par un roman assez intéressant, *le Finale de Norma;* puis il se mit à écrire un peu partout une foule de récits vifs, animés, toujours très courts, à la manière de Trueba, où il prenait surtout plaisir à raconter les épisodes de ses jeunes années.

Il s'essaya au théâtre, dans un drame en trois actes et en vers, *l'Enfant prodigue;* mais la pièce ne réussit pas. La

critique s'était vengée durement de quelques appréciations sévères, lancées par lui dans la presse contre les auteurs dont il voulait devenir le rival.

Dégoûté du théâtre par cet insuccès, il cherchait sa voie d'un autre côté; c'était le moment où le gouvernement du maréchal O'Donnell essayait par l'expédition du Maroc de réveiller en Espagne les instincts militaires et patriotiques. Alarcon s'engagea comme simple soldat, fit toute la campagne, fut blessé d'un coup de feu dans une des actions les plus meurtrières, et dut à sa brillante conduite de se capter la bienveillance et l'amitié du général en chef. Des distinctions honorifiques lui furent accordées; on mit à sa disposition les matériaux nécessaires pour écrire l'histoire de cette guerre, à laquelle il venait de prendre part d'une manière si honorable. C'est ainsi qu'il fit paraître son *Journal d'un témoin de la guerre d'Afrique,* et ce récit, qui réveillait le sentiment national espagnol, eut un très grand et très légitime succès.

Quand la guerre fut terminée, Alarcon alla se consoler par une agréable excursion en Italie des souffrances qu'il avait dû endurer sous la tente en Afrique; toutes ses impressions sont résumées dans un curieux volume intitulé : *De Madrid à Naples.*

De retour dans son pays natal, et jusqu'à la révolution de 1868, Alarcon s'est trouvé en mesure de publier une grande partie de ses travaux littéraires ; de cette époque datent un recueil de vers, *Poésies sérieuses et humoristiques,* un volume d'articles détachés, *Cosas que fueron* (*Choses du passé*), et deux volumes de nouvelles, choisies entre celles qu'il publiait incessamment dans les recueils littéraires [1]. Mais déjà il était entraîné dans la politique active;

[1] Deux de ces récits, la *Bonne Pêche* et le *Cornet à pistons,* ont été

ses concitoyens l'avaient envoyé en 1865 à la Chambre, où il défendit la politique du général O'Donnell.

Dès cette époque, Alarcon paraît avoir oublié les aspirations, les tendances et les idées de sa jeunesse; il a renié les pensées généreuses de notre grande révolution. Il tend à devenir, comme Fernan Caballero, un néo-catholique forcené, qui ne sait pas indiquer à sa nation la voie où elle doit se diriger, et se borne pour tout enseignement à lui parler du passé et de la vieille foi. Quelle tristesse de voir ainsi devant les luttes de la vie s'égarer de bons esprits, dont on pouvait tant espérer !

§ 6. JULIO NOMBELA, PILAR SINUÈS DEL MARCO. FERNANDO MARTINEZ PEDROSA.

Nous avons cité avec soin tous les principaux écrivains qui ont exploité en Espagne, pendant le règne d'Isabelle II, la source féconde de la nouvelle et du roman ; au-dessous d'eux, s'agitait tout un monde d'auteurs de second ordre, la plupart du temps impuissants et prétentieux ; d'autres fois sachant se maintenir au diapason d'une médiocrité convenable.

Leurs œuvres se signalent presque toujours par l'imagination ; seulement ils ont vécu dans un cercle trop étroit ; ils n'ont pas assez vu, assez voyagé, et se croient en état de suppléer par l'inspiration à des connaissances que l'expérience seule et la pratique de divers milieux auraient pu leur fournir.

Il y en a parmi eux qui ont beaucoup écrit, et, si la renommée devait être proportionnelle au nombre des lignes écrites, certes il faudrait leur faire une grande part dans l'histoire littéraire de leur pays.

publiés dans la *Revue des deux mondes*, nº du 15 mai 1875, article de M. Louis Landè.

Seulement la qualité n'est pas toujours en rapport avec la quantité, et le jugement de la postérité est inflexible : ce qui vaut parvient seul à durer.

Au nombre de ces ardents travailleurs, nous serions injuste de ne pas citer Julio Nombela et Pilar Sinuès del Marco.

Nombela ne manque pas d'un certain talent ; il y a de lui des nouvelles très simples, dont le sujet est bien choisi.

Mme de Marco aspire à la gloire de Fernan Caballero, mais il lui manque de la finesse d'observation, certain côté pittoresque et surtout ce sel qu'on ne trouve qu'aux environs de Cadiz.

Ses ouvrages sont froids; on n'y sent pas la vie.

Un autre romancier madrilène, qui a écrit aussi quelques œuvres dramatiques, est auteur d'une série de nouvelles simples, honnêtes, mais froides, privées de passion, d'incidents et d'action. Il s'est plaint avec amertume de ce que la pureté et la grandeur ne rencontraient plus ni échos, ni applaudissements ; il est, lui, pour la simplicité de l'esprit et du cœur, et il se refuse systématiquement à tout ce qui est compliqué et intentionnel.

Ses contes indiquent l'erreur où l'on peut tomber avec une pareille opinion ; ils manquent tout à fait de piquant, de pittoresque.

Que les intentions soient bonnes, sans doute, mais, avant tout, qu'on en ait.

L'HISTOIRE.

§ 1. MODESTO LAFUENTE.

La première place, sans contredit, dans cette branche de la littérature espagnole contemporaine, appartient à don Modesto Lafuente, auteur d'une *Histoire générale d'Espagne* en 28 volumes.

C'est une grande œuvre ; elle a exigé un travail régulier, acharné, persévérant pendant vingt années, sans que jamais l'auteur ait montré la moindre fatigue, la plus légère hésitation.

Il manquait à l'Espagne, au dix-neuvième siècle, un récit complet de tous les événements accomplis sur son territoire depuis les invasions carthaginoise et romaine jusqu'à nos jours ; les seules sources où pouvaient puiser ceux qui auraient voulu se faire une idée exacte de la nationalité espagnole étaient les écrits du jésuite Mariana et de Ferreras. Là, ils trouvaient accumulés une grande masse de faits réunis avec une patience très méritoire, mais sans discernement et sans lien, et avec l'unique préoccupation d'assurer la domination exclusive du pouvoir spirituel : n'était-il pas honteux qu'après la révolution de 1808, au milieu de toutes les idées modernes de liberté, de démocratie, de socialisme dont nous vivons au dix-neuvième siècle, la population fût encore réduite à aller chercher dans les conceptions informes d'écrivains du seizième siècle la suite de ses annales?

On sut à Madrid que plusieurs écrivains français, entre autres MM. Charles Romey, Rosseuw Saint-Hilaire, se préoccupaient d'accomplir la tâche que les Espagnols n'avaient pas su remplir : l'un et l'autre s'étaient mis hardiment à l'œuvre, ils avaient déjà publié plusieurs volumes. A cette nouvelle s'exalta le patriotisme de M. Lafuente ; c'était un publiciste éminent, un journaliste déjà très répandu en Espagne par la vogue d'une feuille à laquelle il avait donné le nom de *Fray Gerundio;* c'était aussi un fonctionnaire distingué, qui avait occupé plusieurs places assez importantes dans l'administration, un homme politique qui paraissait appelé aux plus hautes dignités de l'Etat. Il se jura à lui-même, coûte que coûte, malgré les

difficultés qu'il apercevait devant lui, d'accomplir l'œuvre qui faisait défaut à son pays, et, en bon Castillan, il a tenu consciencieusement sa promesse. Il est mort en 1866, après avoir enrichi l'Espagne d'une histoire complète, pleine de faits exacts, de détails intéressants, de recherches intelligentes et d'appréciations sensées, écrite avec assez de précision et de netteté, et conçue dans un plan encore providentiel, déjà cependant un peu philosophique.

Nous avons en France un historien qui a beaucoup d'analogie avec M. Lafuente, et qui peut lui être comparé pour la tournure d'esprit : c'est notre excellent M. Henri Martin. De tels hommes ne sont pas toujours assez appréciés de leur vivant ; mais que de générations sont appelées à bénir leurs courageux efforts, le mépris qu'ils doivent avoir pendant leur vie des fausses grandeurs du luxe et de la richesse, le noble et élevé patriotisme qui résulte de la connaissance profonde de l'histoire de son pays ! Qu'il est doux pour moi de pouvoir en passant rendre cet hommage à l'une de nos gloires les plus pures, à l'un de nos caractères les plus dignes d'estime !

Lafuente n'est pas un homme à système préconçu ; il ne se laisse point facilement entraîner par la passion ; il a beaucoup de bon sens ; sa raison est ferme et éclairée ; il sait même discerner avec un coup d'œil profond les vrais défauts de ses compatriotes ; mais, quoi qu'il fasse, il reste de son pays. Il sait que le catholicisme a fait beaucoup de mal au peuple espagnol ; il n'aime pas la domination de l'Eglise, et consent à ce qu'on lui enlève ses biens de mainmorte, mais il croit encore l'avenir de l'Espagne lié au triomphe du catholicisme dans le monde ; il a des préjugés contre les religions protestante, israélite, musulmane. Il n'a point conclu sur l'avenir religieux qui nous attend, et maintiendrait au fond l'autorité spirituelle de la cour

de Rome, quitte à combattre éternellement contre elle. Il est souvent partial envers les autres peuples dont il ne connaît pas assez les conditions et le génie ; il est aussi par trop infatué du rôle que l'Espagne a joué dans le monde à certaine époque de son histoire : mais ces défauts sont très pardonnables, et s'ils diminuent, du moins ils ne détruisent pas le mérite de son œuvre.

Une citation que nous ferons du grand discours préliminaire qui précède le premier volume de son *Histoire* permettra de faire comprendre à la fois et sa manière d'écrire, et la tendance générale de ses opinions. Malgré quelques préjugés qui tiennent plus à une exaltation du sentiment qu'à une défaillance de la raison, on verra que c'est un esprit libre, sachant en général juger par lui-même, et capable, lorsqu'il approfondit une question, d'analyser le pour et le contre, et de se rendre un compte exact de tous les motifs sur lesquels doit se baser son verdict.

« Quoique son territoire ait des limites si bien marquées par la nature, jamais aucune nation n'a eu à supporter autant d'invasions que la nation espagnole. L'Orient, le Nord et le Midi, l'Europe et l'Afrique se sont conjurés contre elle. En revanche, quel autre peuple a jamais opposé à la conquête une résistance aussi énergique, aussi persévérante ? A force de ténacité et de patience, il use ses envahisseurs et arrive toujours à vivre plus longtemps qu'eux. Le courage, cette première vertu des Espagnols, la tendance à l'isolement, l'instinct conservateur, l'attachement au passé, la confiance en leur Dieu, l'amour de leur religion, la constance dans les désastres, la résignation dans l'infortune, la témérité, l'indiscipline, fille de l'orgueil et de l'estime de soi-même, certaine superbe, quelquefois utile pour assurer l'indépendance collective, souvent nui-

sible, parce qu'elle entraîne trop à l'indépendance individuelle, mais toujours germe fécond d'actions héroïques et téméraires, qui donne en abondance des guerriers intrépides, mais prive aussi de généraux habiles et entendus, la sobriété et la tempérance, qui conduisent au dédain du travail, toutes ces qualités, toujours les mêmes, font de l'Espagne un pays singulier qui ne peut être jugé par analogie.

« Mais son attachement au passé n'empêche pourtant pas l'Espagne de marcher, quoique lentement, dans la voie de la perfectibilité ; accomplissant cette loi, qui est imposée par la Providence, elle recueille de chaque domination, de chaque époque un héritage fructueux, quoique séparément insuffisant, qui se conserve dans son idiome, dans sa religion, dans sa législation et dans ses coutumes.

« Nous verrons le peuple espagnol se faire semi-latin, semi-goth, semi-arabe. Nous le verrons modifier sa primitive indépendance, rude et sauvage, avec la langue, les lois et les libertés communales des Romains, puis avec les traditions et le droit canonique des Goths, puis avec les écoles et la poésie des Arabes. Nous le verrons participer à la lutte des pouvoirs sociaux qui, au moyen âge, se disputent l'organisation des sociétés. Nous verrons chez lui les sympathies d'origine en lutte constante avec les antipathies de localité ; les immunités démocratiques avec les droits seigneuriaux, la théocratie et l'influence religieuse avec la féodalité et la monarchie.

« Nous verrons le même peuple secouer le joug étranger et accepter l'esclavage du roi qu'il se donne ; nous le verrons conquérir l'unité matérielle et perdre les libertés civiles ; promener partout en triomphe l'étendard de la foi, et laisser chez lui le fanatisme s'ériger un trône. Nous le verrons plus tard apprendre à l'école de ses propres mal-

heurs, et faire un très grand pas dans la perfection sociale; il amalgame, il fond des éléments et des pouvoirs qu'on avait crus incompatibles : l'intervention populaire et la monarchie, l'unité de la foi et la tolérance religieuse, la pureté du christianisme et les libertés politiques et civiles, il se donne enfin une organisation où il y a place pour toutes les prétentions raisonnables, pour tous les droits justes. Nous verrons ainsi se refondre en un symbole politique tous les traits caractéristiques de sa physionomie native et les acquisitions successives, soit héritées de chaque domination, soit obtenues par le progrès de chaque époque : organisation très avantageuse si l'on ne regarde que le passé, encore bien imparfaite si l'on songe à l'avenir, et à la destinée qui attend les grands peuples suivant les lois infaillibles de celui qui les dirige et les guide. »

Tel est Lafuente : il pressent les lois du développement progressif des sociétés; il amasse des matériaux pour les trouver; il n'ose encore les dégager tout à fait de l'action providentielle.

De même pour le catholicisme, il en constate les déplorables effets : il n'oserait pourtant pas conclure à modifier en quoi que ce soit la religion de ses pères.

C'est du reste dans cet aveuglement que vivent tous les écrivains espagnols : si nous le signalons davantage dans celui-ci, c'est que plus que personne, par la nature de ses travaux, il a pu apprécier les ravages du cancer qui a rongé le cœur de sa patrie. En le lisant, on voudrait à chaque instant des affirmations plus nettes, plus démocratiques, moins hésitantes, moins constitutionnelles. C'est trop lui demander; il a été de son temps, de ce temps que Larra désignait sous le nom d'Epoque du quasi, où l'on constitue des quasi-monarchies, des quasi-républiques, où il y a une quasi-unité religieuse et une quasi-tolérance. Son œuvre,

si elle ne conclut pas par elle-même, servira du moins à conclure.

En somme, l'*Histoire générale* de M. Lafuente est un monument littéraire que l'Espagne peut montrer avec beaucoup de fierté.

§ 2. AMADOR DE LOS RIOS ET LES PRINCIPALES SOURCES DE L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DE L'ESPAGNE.

Si l'on peut aujourd'hui se faire une idée assez exacte de toutes les phases par lesquelles a passé la littérature espagnole, c'est à un effort unanime de toutes les nations civilisées que l'on doit cet heureux résultat. Il semble qu'elles aient toutes compris qu'il y avait là un vaste sujet à étudier; chacune s'est mise à l'œuvre et a apporté sa pierre à l'édifice.

L'Allemagne commença la première, à cette époque de grand mouvement de régénération littéraire qui date pour elle du commencement de ce siècle. Elle a compté dans son sein plusieurs écrivains distingués qui ont apporté beaucoup d'application à traduire et à commenter les chefs-d'œuvre des auteurs espagnols.

En Angleterre, on s'est plus préoccupé de l'Espagne politique et moderne : le peuple anglais fut séduit au commencement de ce siècle par le beau mouvement national de 1808. Depuis lors les grandes revues anglaises ont souvent cherché dans l'histoire tout ce qui pouvait faire ressortir une nationalité que, jusque-là, elles avaient été ardentes à déprimer à cause de l'antipathie religieuse.

En France, beaucoup d'hommes de mérite et de talent ont tenu successivement à nous révéler les œuvres les plus marquantes et les personnages les plus éminents de l'histoire littéraire de l'Espagne ; les monographies, les études spéciales abondent.

Voici maintenant le tour de la Suisse et de l'Italie; il nous est arrivé de là une œuvre presque complète, méthodique. M. de Sismondi (1773-1842) a le premier déroulé devant nous la suite ininterrompue de toutes les grandes productions littéraires écrites en langue espagnole.

Puis est venue l'histoire de la littérature espagnole de M. Ticknor, natif de Boston, l'ami du grand historien Prescott. C'est le tribut apporté par l'Amérique à l'édifice que notre siècle voit s'élever; d'un seul coup le nouveau continent égalait en ces matières le contingent de l'ancien.

La dernière source, la plus féconde, est sortie des entrailles mêmes de l'Espagne; un professeur de l'Université centrale de Madrid, M. Amador de los Rios, s'est imposé pendant toute sa vie la noble tâche de réunir en un seul travail l'ensemble complet de toutes les connaissances relatives à la littérature espagnole. Sans se laisser effrayer, comme bon hidalgo, par l'immensité même du plan qu'il se proposait, il a entrepris à lui seul ce que vingt travailleurs de même force auraient dû tenter. Il a publié sur la littérature de l'Espagne, avant ce qu'on appelle le siècle d'or, les renseignements les plus circonstanciés et les plus intéressants; mais en vérité il s'est trop acharné sur les époques antérieures au quinzième siècle. La part qu'il a prise au *Manuel* de D. Antonio Gil de Zarate, lequel s'étend sans le comprendre jusqu'au dix-huitième siècle, ne saurait complètement tenir lieu à notre génération de toutes les lumières qu'il aurait dû rassembler lui-même sur les seizième et dix-septième siècles.

Nous comptons M. Amador de los Rios parmi les historiens, et non parmi les critiques; c'est qu'en effet il est mieux à sa place à côté de M. Lafuente qu'auprès du bataillon de critiques brillants, mais superficiels, que nous aurons tout à l'heure à énumérer; c'est une figure grave,

sévère, imposante, que celle de M. Amador de los Rios. Il travaille et il sait : il écrit avec une fécondité intarissable ; il ne cesse de fouiller, d'analyser ; il ne se laisse nullement distraire par les luttes de la politique, par les distractions de la société. On ne saurait accuser une nation qui, à une même époque, a possédé des hommes comme MM. Lafuente et Amador de los Rios, d'être incapable de fournir des écrivains sages, laborieux, patients, consciencieux, réfléchis : l'un et l'autre ont eu toutes ces qualités ; les leur accorder, ce n'est que leur rendre un juste hommage.

§ 3. LE MARQUIS DE PIDAL, LE MARQUIS DE MIRAFLORES, EVARISTO SAN MIGUEL.

Don Pedro José Pidal est certainement un des hommes qui ont donné le plus de consistance au parti modéré espagnol : appelé à la présidence du Congrès dès le lendemain de la majorité de la reine Isabelle, il a depuis ce moment jusqu'à sa mort (1865) occupé plusieurs ministères et toujours joué un rôle considérable dans la politique de son pays. Au milieu des exagérations soldatesques de quelques généraux, comme Narvaez, qui se montrent toujours le sabre à la main, et au milieu des clameurs de favoris et d'intrigantes qui songeaient à rétablir l'inquisition et l'absolutisme, le marquis de Pidal peut revendiquer la gloire d'avoir souvent parlé de liberté, et toujours exalté les avantages du régime parlementaire. On lui doit en grande partie l'établissement de la constitution de 1845, à une époque où le pouvoir monarchique rétabli dans la plénitude de son autorité aurait pu, par simple décret, s'attribuer le pouvoir législatif tout entier. On lui doit aussi la réforme du plan d'études des Universités espagnoles dans une direction conforme à presque toutes les exigences de la raison moderne. Austère dans ses mœurs, grave dans ses manières,

il a joui toute sa vie de la plus haute influence dans les rangs du parti conservateur. C'est un doctrinaire, de l'école de M. Guizot; il a montré dans son livre de l'*Histoire du soulèvement de l'Aragon*, d'abord qu'il savait manier avec dextérité sa langue, puis, qu'il avait appris à concevoir l'histoire à la façon des grands historiens dont chez nous le dix-neuvième siècle peut s'honorer. Il sait discerner les tendances et le caractère d'une nation au milieu des faits particuliers de la vie journalière, et en homme d'Etat sérieux il ne donne à telle ou telle individualité, à tel ou tel événement que juste l'importance qu'ils ont eue dans le développement général de la société qui l'occupe. Si ce personnage avait voué à la littérature le temps qu'il a accordé à la politique, il aurait doté son pays des travaux les plus appréciables.

Nous devons placer comme estime à un rang non moins élevé, mais certainement comme talent à un degré inférieur, un autre homme d'Etat dont le nom a été bien souvent prononcé, et pendant la régence de Christine, et pendant le règne d'Isabelle II. C'est le marquis de Miraflorès, un des plus grands seigneurs de Madrid. Il a montré pendant toute sa vie une très grande affection pour le récit des événements historiques auxquels il avait participé, soit comme simple témoin, soit comme acteur. Nous possédons de lui plusieurs livres que consulteront avec profit toutes les personnes qui voudront s'occuper de l'histoire de l'Espagne contemporaine.

L'un d'eux, le premier en date, publié en 1834, est intitulé : *Essais historico-critiques* pour écrire l'histoire de la révolution d'Espagne depuis 1820 jusqu'à 1823; l'auteur y raconte tous les événements accomplis dans la Péninsule pendant la période qui s'ouvre par la conspiration de Riego et se termine par la prise du Trocadero. Cet écrit est assez

intéressant, quoiqu'il ait le tort de se borner presque toujours aux faits officiels et de ne pénétrer que très rarement dans la vie intime, les sentiments, les mœurs et les opinions des populations. L'auteur l'a fait suivre de deux autres volumes, dans lesquels il s'est plu à réunir et à coordonner tous les documents les plus importants de nature à éclairer sur l'époque de 1810 à 1823. C'est un véritable cadeau fait par un grand seigneur à tous ceux qui veulent apprécier ces temps par eux-mêmes ; ramasser des matériaux qui peuvent servir à une fondation future est déjà un mérite, et il y aurait ingratitude à ne pas se montrer reconnaissant envers un homme qui a consenti à rendre un service aussi ingrat avec générosité et désintéressement.

Le marquis de Miraflorès a publié, en 1843, deux autres volumes sous ce titre : *Mémoires pour écrire l'histoire contemporaine des sept premières années du règne d'Isabelle II*. Le but de cet ouvrage est bien un peu personnel ; il s'agit au fond de faire ressortir la part prise par l'auteur dans la plupart des événements qui ont marqué la régence de Christine. Néanmoins, comme cette part n'est pas sans importance, comme M. de Miraflorès comme ambassadeur, ministre, sénateur, est un des personnages les plus notables de l'époque, on y trouve certains détails, certains faits intimes qu'on chercherait inutilement ailleurs. Il est fâcheux qu'en se présentant devant le public, il conserve toujours beaucoup trop son caractère exclusivement officiel : l'homme n'apparaît pas assez derrière l'administrateur ou le politique. Que nous sommes loin de notre duc de Saint-Simon ! Figurez-vous un ministre qui raconte simplement les pas et démarches de ceux qui passent devant lui, sans songer jamais à scruter leurs pensées intimes, leurs désirs, leurs aspirations, leurs espérances !

Plus tard, en 1865, le marquis de Miraflorès a cru encore

devoir donner au public un nouveau travail : c'est un simple volume, accessible, par ses dimensions et sa forme, aux lecteurs de toute classe : il porte ce titre : *Résumé historique critique de la participation des partis dans les événements politiques de l'Espagne pendant le dix-neuvième siècle.* Il y a là, au point de vue conservateur modéré, un résumé de tous les ouvrages que nous venons d'indiquer, de manière à ce que le lecteur puisse sans peine se faire une idée exacte du mouvement politique de 1810 à 1865. Le point de vue est malheureusement exclusif : c'est un plaidoyer par trop passionné en faveur des modérés et de la monarchie ; l'auteur craint la démocratie plus qu'il ne la comprend. Il est trop de ceux qui pensent que le progrès vient surtout de l'autorité ; il ne l'attend pas assez du développement libre des individus, et du progrès de l'instruction dans les masses.

Il serait injuste de ne pas citer ici l'œuvre d'un des principaux coryphées du parti progressiste, de D. Evaristo San Miguel. Cet honnête citoyen, qui à un moment donné, en 1854, a pu voir sur ses cheveux blancs la même auréole de popularité qui entourait en 1830 le front de notre vieux Lafayette, entreprit sur la fin de ses jours de retracer aussi, au point de vue de son parti, tout le mouvement de la révolution espagnole. Il eut l'idée de grouper tous les faits autour d'un homme qui y avait eu une très grande part, de don Augustin Arguëlles. Le plan du livre est malheureusement très défectueux : il lui faudrait d'une part tout dire pour bien faire comprendre les événements, et d'autre part il ne saurait le faire sans sortir de son cadre. Puis l'intérêt spécial de son livre se perd au milieu des incidents dans lesquels les partis, la nation elle-même, se trouvent engagés. Le style est clair et élégant : mais on sent beaucoup la main du journaliste ; la politique y est comprise au

jour le jour, et non dans ses grandes lignes, dans son plan général. La postérité aurait bien plus gagné à ce que San Miguel eût voulu nous communiquer le récit intime de tous les événements auxquels il fut personnellement mêlé : l'œuvre, si elle avait été tout à fait consciencieuse et sincère, aurait sans doute plus duré que celle dont nous venons de parler.

Evaristo San Miguel, qui fut un des combattants du 2 mai 1808, un des compagnons de Riego à las Cabezas de San Juan, qui a été deux fois ministre, deux fois ambassadeur, qui en plusieurs circonstances dut supporter les souffrances de la captivité, les douleurs de l'exil, est à tous les titres un des libéraux dont le souvenir est le plus profondément gravé dans les cœurs espagnols. C'était un lettré et un érudit : en outre de la vie d'Arguëlles dont nous avons déjà parlé, il a écrit une histoire de Philippe II qui indique de très savantes recherches, et dont la lecture est des plus agréables. Il a édité aussi une *Revue militaire* dans l'excellent but d'éclairer et d'instruire les officiers de l'armée espagnole. Ce n'est pas en Espagne seulement que les hommes d'action sont généralement rebelles à la culture intellectuelle ; chez nous, non plus, toutes les tentatives faites pour accroître les connaissances générales de nos officiers ne réussissent pas. Il ne faut pas trop s'étonner si sa *Revue militaire* ne trouva pas dans l'armée l'accueil sur lequel avait compté son créateur.

§ 4. FERRER DEL RIO. — PIRALA. — LA FAMILLE ALCANTARA. EUG. TAPIA.

Le marquis de Miraflorès et San Miguel appartiennent à cette catégorie d'écrivains qui, dans les grandes familles espagnoles du quinzième et du seizième siècle, les Ayala, les Mendoza, aimaient à retracer les mêmes événements

dont ils avaient été les principaux acteurs : ce ne sont pas des écrivains modernes cherchant à tirer parti de leurs écrits. A côté d'eux, nous avons à indiquer toute une catégorie de littérateurs qui ont fait de l'histoire leur principale occupation, et s'y sont dévoués avec quelque succès.

Parmi ces derniers se distingue d'abord D. A. Ferrer del Rio, auteur fécond, clair, doué d'une grande facilité, avec trop de laisser aller, sans conviction, sans profondeur. Il a écrit des monographies pleines d'intérêt qui seront toujours lues avec plaisir et consultées avec profit : c'est l'*Examen critique du règne de Pierre de Castille,* c'est le *Règne de Charles III*, c'est le *Soulèvement des communautés de Castille*, c'est la *Galerie de la littérature espagnole*. On sent dans la plupart de ses œuvres qu'il est porté à abuser de la facilité dont il est doué : exceptons cependant son *Règne de Charles III*, dont le mérite est incontestable et lui laissera toujours un bon rang parmi les historiens espagnols.

Don Antonio Pirala est loin d'avoir les qualités fines et élégantes de l'historien que nous venons de citer ; il a écrit une *Histoire de la guerre civile* (1833 à 1840), continuée plus tard jusqu'après l'avénement d'Alphonse XII, tellement bourrée de faits et de détails accolés les uns à la suite des autres, sans un lien suffisant, qu'il est difficile de la lire avec continuité, quelle que soit d'ailleurs la haute utilité qu'on puisse tirer de sa lecture. M. Pirala aime la liberté : il est plein de bonnes intentions, il appartient à cette fraction du parti progressiste qui a toujours tendu la main à la démocratie : sa grande faute a été dans la conception de son plan primitif. On ne peut tout dire, et l'historien lui-même a un choix judicieux à faire dans ce qu'il doit présenter au public ; en se privant de faire cette élection difficile d'ailleurs, Pirala s'exposait à n'être pas lu à cause de la fatigue qu'il cause à son lecteur. Son œuvre, condensée

dans de plus étroites limites, aurait certainement obtenu un succès de popularité qu'elle n'a pu atteindre dans sa dimension actuelle.

L'Académie de l'histoire à Madrid renferme encore aujourd'hui dans son sein un membre d'une famille qui s'est dévoué avec une ardeur exemplaire aux études historiques : c'est la famille Alcantara. Ne pas la nommer dans cette revue serait une véritable injustice, comme si en parlant de peinture on oubliait les Madrazo, les Rivera, les Lopez. Des membres de cette famille, l'un, don Miguel, frappé à la fleur de l'âge, a écrit une *Histoire de Grenade*, pleine de poésie et d'enthousiasme, qui lui a ouvert de très bonne heure les portes de l'Académie ; un autre, Emilio, s'est occupé de déchiffrer les textes arabes pour dresser avec autorité la généalogie de tous les chefs de dynasties qui ont régné dans la Péninsule ; il a traduit un recueil de traditions arabes connu sous le nom de *Aybar Machmuâ*, et groupé avec un soin tout spécial, dans un *cancionero popular*, une foule de romances disséminées çà et là, que le temps aurait détruites si elles n'avaient été recueillies par des soins prévoyants. Comme son frère, Emilio a été enlevé par un décès prématuré à ses études favorites. Les traditions de la famille sont aujourd'hui représentées à l'Académie d'histoire de Madrid par D. José Godoy Alcantara, auteur d'une étude sur l'ordre des chevaliers d'Alcantara, et d'une continuation très précieuse de l'histoire des faux chroniqueurs, commencée au dix-septième siècle par deux érudits, et continuée dans le dix-huitième siècle par deux autres. Un écrivain doué d'une grande érudition, d'une profonde sagacité et d'un jugement pénétrant, pouvait seul entreprendre une œuvre de ce genre, impatiemment attendue par tous ceux qui se vouent avec sincérité aux études historiques.

Entre le beau travail qu'inaugura M. Guizot au commencement de ce siècle sur l'histoire de la civilisation, et les leçons que professa plus tard don Emilio Castelar à l'Université de Madrid sur le même sujet, se place une publication aujourd'hui un peu oubliée et qui ne devrait pas l'être tout à fait. C'est l'*Histoire de la civilisation espagnole* depuis l'invasion arabe jusqu'à nos jours, par don Eugenio Tapia, en quatre volumes. Peu d'œuvres sont écrites avec plus de conscience, de bonne foi et de talent : l'accueil qui lui fut fait par un public trop superficiel dégoûterait à jamais de composer de semblables livres, si l'homme qui s'y dévoue ne devait chercher en lui-même, et dans la conscience qu'il a de la valeur de son œuvre, sa véritable récompense.

PHILOSOPHIE

Nous avons eu déjà l'occasion (1) de parler d'un mouvement d'idées suscité, vers 1824 à Barcelone, par les fondateurs de l'*Europeo;* plus tard (2) nous avons eu à signaler un autre effort de controverse philosophique qui, vers 1840, occupa les penseurs catalans, et le rôle prépondérant qu'avaient pris parmi eux deux écrivains religieux, Balmès et Piferrer.

Les écrits de ces deux défenseurs du catholicisme eurent pour effet d'arrêter l'élan ascendant des partisans de la philosophie écossaise; l'agitation intellectuelle provoquée par Marti ne tarda pas à disparaître.

Barcelone se réduisit bientôt, en matière philosophique, à la lecture des pamphlets de Balmès contre l'hérésie, à la réfutation des livres de Strauss et de Renan, et à la traduction des ouvrages de M. Auguste Nicolas.

[1] Voir tome III de l'*Histoire contemp.*, p. 54.
[2] Voir tome IV de l'*Histoire contemp.*, p. 415 et suiv.

C'est à Madrid qu'il faut se transporter pour juger sainement de l'état des études philosophiques en Espagne ; avec la translation à Madrid de l'ancienne université d'Alcala, et à la suite du plan d'études organisé en 1845, il se forma nécessairement dans la capitale de l'Espagne un noyau d'hommes ayant pour devoir et pour mission de formuler un jugement philosophique. Quelle allait être la tendance de ces hommes ? Elle se revêtit d'un triple caractère.

Il y eut d'abord une importation très encouragée des œuvres de l'école éclectique de M. Cousin ; on s'occupa de l'histoire de la philosophie. Don Patricio de Azcarate publia en quatre forts volumes une *Exposition historique et critique des principaux systèmes philosophiques modernes.* Don Sebastian Quintana écrivit une *Histoire de la philosophie universelle.* Mais les esprits n'étaient point disposés à absorber toute cette avalanche d'opinions diverses dont ils avaient été sevrés pendant des siècles par le triomphe de l'absolutisme et de l'inquisition. Ils ne réclamaient pas une trop grande nomenclature de principes divers ; ils n'avaient pas une maturité suffisante pour se diriger par eux-mêmes dans le labyrinthe qui leur était offert. L'éclectisme, soutenu par les doctrinaires constitutionnels, paraissait dominer dans l'école ; en vérité, il n'avait pas d'adeptes sérieux et ne plaisait à personne.

Le second caractère que nous devons signaler est celui d'un spiritualisme décidé. Nul ne voulait mettre la philosophie en opposition avec la religion ; c'eût été lui faire refuser droit de cité. Le sentiment de l'infini qui porte à l'amour de Dieu, à la foi dans l'immortalité, fut considéré comme inhérent à la nature humaine, admis comme fait naturel ; il se trouvait par là même en dehors de toute discussion. La séparation de l'homme en esprit et matière, que les découvertes de la physiologie et de la biologie con-

testent aujourd'hui avec tant d'acharnement, fut aussi considérée comme un axiome. On conçoit, ces bases établies, combien il était difficile à ce qu'on appelle l'athéisme et le matérialisme modernes de faire entendre leurs voix. Ce qu'ils mettent en discussion était, dès l'origine, admis comme vérité incontestée ; et, pour dire vrai, ces sentiments, cette manière de voir sont si profondément enracinés dans le cœur et la raison des Espagnols, qu'ils ne croyaient faire aucun sacrifice au doute philosophique en acceptant d'emblée ce que la rigueur scientifique veut examiner et analyser.

C'est par le troisième caractère que se rattache le mieux à la civilisation moderne le programme des philosophes universitaires de Madrid : après avoir fait au sentiment la place qne nous venons de dire, ils cherchent à assurer sur des fondements si solides les droits de la raison, qu'ils sont traités de rationalistes exagérés par les écrivains catholiques. Ils sont sincèrement adversaires du mysticisme, de la croyance au surnaturel, et ont toutes les légitimes aspirations de la philosophie positive, de créer le système scientifique le plus parfait, capable de relier ensemble toutes les branches de la connaissance humaine.

Etant données les conditions actuelles de la société espagnole, son génie et ses traditions, nous ne saurions méconnaître que les philosophes universitaires, à Madrid, n'auraient pu aller plus avant sans choquer leurs compatriotes; ils ont su adapter leur programme aux nécessités immédiates de leur civilisation : s'ils ont sacrifié beaucoup de la précision scientifique que le penseur doit garder dans le recueillement du cabinet, du moins ils ont certainement facilité les évolutions d'un peuple à qui on ne pouvait demander de passer en un jour d'une foi aveugle à un rationalisme absolu.

Le plus distingué des hommes qui ont dirigé dans la voie que nous indiquons la philosophie universitaire espagnole, est don Julian Sanz del Rio, professeur d'histoire de la philosophie à la Faculté de philosophie et des lettres de l'Université centrale.

Don Julian Sanz del Rio est le fondateur réel du programme dont nous venons d'esquisser les principaux traits : sachant combien il est difficile d'être prophète en son propre pays, il s'est modestement placé sous le patronage d'un philosophe allemand, C. C. F. Krause, dont il feignait de suivre toute la doctrine, alors qu'il s'en servait seulement comme d'un thème convenable pour développer sa propre manière de voir. Sanz del Rio a laissé la mémoire la plus regrettée : ses traductions de Krause, ses œuvres personnelles, surtout les discours qu'il a prononcés en maintes circonstances, sont aujourd'hui très recherchés; ils sont presque introuvables et ce fait témoigne d'une vraie influence exercée par lui sur tout ce qui l'entourait. Il n'est pas rare, en causant avec un Espagnol éclairé, de le voir tout à coup introduire dans la conversation le nom de Krause, et donner aux doctrines de cet Allemand une importance qu'on est loin de leur concéder au-delà des Pyrénées; c'est la preuve la plus éclatante des conseils donnés par Sanz del Rio pendant son long professorat. Son souvenir vit encore dans le sein de l'Université centrale, et il suffit de citer le nom de M. Nicolas Salmeron, qui joua un si grand rôle dans les événements de 1870, et qui fut un de ses exécuteurs testamentaires, pour qu'on comprenne que l'avenir aura à compter avec ses disciples.

Veut-on se faire une idée exacte de la façon dont Sanz del Rio parlait de morale aux élèves de l'Université, et dont il comprenait les rapports de la religion avec la science.

Voici deux extraits d'un discours prononcé par lui en 1857,

à l'inauguration de l'année scolaire, devant l'Université madrilène ;

« Jeunes gens, fils adoptifs de la science, fuyez, comme d'une épidémie contagieuse, de tous ceux qui ne marchent pas dans la voie du devoir. Ils pensent prospérer, être entourés d'une auréole de gloire, vivre dans l'opulence : mais deux choses leur manqueront, qu'ils voudraient acheter au poids de l'or si elles se vendaient : l'estime de soi-même et la confiance dans leur destinée. Soyez donc justes, loyaux, bienveillants; sacrifiez sans crainte, ni plainte, ni prétention, le profit au devoir; ne dégradez pas en vous par l'égoïsme, la présomption ou l'humiliation, la dignité de l'homme; ne faites jamais rien contre le droit et le respect dû aux autres hommes, classes et institutions qui valent aussi devant la justice et le bien commun; cherchez au contraire toutes les occasions de gagner par des faits nobles, par des services utiles la juste estime de vos semblables et celle encore plus proche de vous-mêmes, laissez derrière votre nom la trace de beaux exemples, de bonnes doctrines, et une mémoire sans tache. Remerciez Dieu de votre liberté et de la règle qu'il vous a donnée en même temps pour aider à votre perfectionnement, à celui de votre patrie et de votre siècle. Dieu nous a signalé à tous une sphère d'activité où nous pouvons l'imiter en faisant le bien. Vous pouvez tous, dans cette sphère, développer par un régime salutaire les forces de votre corps, cultiver avec méthode et système les facultés de votre esprit, aimer la beauté dans les œuvres de la nature et de l'art; l'imiter librement, aimer la bonté dans les nobles exemples qui doivent servir de modèles et de guides. Et puisque la vertu solitaire ne suffit pas à l'homme, qu'elle n'est pas saine, regardez autour de vous et de tous les côtés pour aider, corriger, consoler ceux qui souffrent par l'ignorance, le vice, la maladie ou la

misère. Celui qui manque à la morale, ce n'est pas seulement l'impie, celui qui usurpe contre sa patrie le droit ou l'avoir de ses frères, celui qui, avec malignité, discrédite des hommes, des classes ou des institutions pour détourner la confiance publique et l'attirer sur soi, celui qui salit son âme ou son corps par des passions honteuses; c'est aussi l'homme utile qui refuse à la société ses talents et ses services, celui qui s'isole de ses semblables dans le château fort de ses prétentions, celui qui tue son esprit en anéantissant en lui les sentiments naturels et sociaux, tandis que le devoir ordonne d'accepter loyalement, comme un homme véritable, le combat de la vie, de penser, d'aimer, de travailler, faire le bien, laisser une trace, imiter Dieu, conquérir son amour et ses bontés. »

Et ailleurs, sur les rapports de la science et du sentiment :

« Quand, à force d'attention, de recherches, nous pouvons élever la pensée au-dessus du monde sensible, découvrir une loi, atteindre de sa hauteur une série de faits naturels, moraux, historiques, créer avec son pouvoir une nouvelle vie autour de nous, nous nous approchons de Dieu par le chemin de la vérité, comme Dieu se rapproche de nous par ce même chemin. Il nous recrée avec une joie ineffable qui nous élève dans la hiérarchie de l'intelligence et est le fruit immédiat de notre persévérance et de notre dévotion scientifique. Ce sentiment exprime dans l'esprit l'accord du cœur et de la raison, la chaleur de la terre qui répond à la lumière du ciel; les hommes ne peuvent ni le détruire ni le troubler, parce qu'il ne vient pas d'eux; ce n'est pas à eux qu'il faut s'en montrer reconnaissant, mais à l'intelligence suprême qui donne l'amour de la même main libérale qui donne la vérité; ceux qui n'aiment pas la science, ou l'aiment surnaturelle, attachée à d'autres inté-

rêts que ceux de la nature rationnelle et de ses lois, ceux-là n'ont jamais senti cette joie divine. Peuvent-ils la sentir, s'ils pensent que la science peut devenir affaire de convention ou de calcul politique, ou s'ils pensent qu'il est donné à un pouvoir humain d'effacer de la terre ce réverbère du ciel. »

DROIT ET ÉCONOMIE POLITIQUE.

§ 1er. PACHECO ET CANOVAS DEL CASTILLO.

Deux hommes, pendant la période qui nous occupe, se sont fait en Espagne, de l'étude du droit, un marchepied qui les a conduits aux plus hautes positions de l'Etat et leur donne accès dans la galerie que nous construisons: c'est don Joaquin Francisco Pacheco, et don Antonio Canovas del Castillo.

Le premier se trouve mêlé à tous les événements du règne d'Isabelle II ; il joue un rôle important comme journaliste, comme homme d'Etat, dans toutes les modifications ministérielles qui précèdent et suivent les mouvements de 1854; il est, avec Rios Rosas, un des principaux fondateurs de l'*Union libérale*. Il a publié des travaux très intéressants, où se dénote un esprit assez général, qui savait embrasser d'un seul coup d'œil la politique, le droit, l'histoire et la littérature. Il est surtout un des rares personnages du règne d'Isabelle II, qui surent ne pas perdre pied, alors que les organisations les mieux douées se laissaient aller à toutes les exagérations d'une licence effrénée.

Joaquin Franscico Pacheco a laissé beaucoup d'ouvrages de jurisprudence : le commentaire aux lois de *Desvinculacion;* celui sur les *Recours de nullité;* celui sur le *Code pénal;* sur les lois de *Toro*. Les leçons de droit pénal, qu'il

a professées à l'Athénée de Madrid, sont devenues un livre d'enseignement officiel dans la plupart des républiques espagnoles de l'Amérique du Sud. Pacheco a participé aussi à la rédaction d'un recueil estimé : *le Bulletin de jurisprudence*.

Dans sa jeunesse, il écrivit quelques poésies : une tragédie en prose, *Alfred*, qui fut représentée en 1835, et deux autres drames qui n'ont jamais été joués. Ces poésies et ces pièces ont été réimprimées en 1864, à Madrid, avec d'autres écrits de Pacheco, sous ce titre général : *Littérature, histoire et politique*.

On pourrait aussi compter Pacheco parmi les historiens. Il a écrit, en effet, une *Introduction à l'histoire de notre temps*, une histoire de la *Monarchie des Goths* et du Code *el Fuero Juzgo*, et un essai sur l'*Histoire des idées libérales en Espagne*. Dans ces écrits, on voit que sa principale préoccupation a toujours été de convertir les esprits au système politique des doctrinaires de 1830 ; il cherche à se servir des faits plutôt qu'à les étudier ; il n'a évidemment en vue qu'un objectif très limité, et cela ôte beaucoup d'intérêt à ses travaux historiques.

C'est surtout le jurisconsulte qu'il faut voir en lui : à ce titre il doit être classé en première ligne, quoique, comme il arrive si souvent, sa principale ambition fût d'être apprécié dans le genre où il ne s'élevait qu'à une très faible hauteur. Il rappelle involontairement l'auteur de l'*Esprit des lois*, se glorifiant surtout d'avoir écrit le *Temple de Gnide*.

Don Antonio Canovas del Castillo n'a pas la gravité de Pacheco ; il est moins versé dans l'étude du droit ; en revanche, il est bien mieux disposé pour les luttes de la politique. Comme Pacheco, il est partisan du doctrinarisme parlementaire et constitutionnel : en réalité, il n'a sur rien

de conclusion bien arrêtée, et il n'a garde de se compromettre dans aucune direction qui pourrait l'éloigner de l'opinion publique : moins préoccupé d'éclairer le peuple que de rester en situation de le gouverner, il aspire à cette position commode d'exercer l'autorité au nom des classes dirigeantes, en affectant des allures faussement libérales. C'est un type que nous connaissons bien en France et qui a particulièrement fleuri au dix-neuvième siècle. Ajoutez à cette direction d'esprit une recherche constante de la forme, et vous aurez une idée assez juste de M. Cañovas del Castillo. Ses écrits (*Etudes littéraires*, *Discours devant l'Académie d'histoire*) ne font point pressentir un caractère : ce n'est pas une nature inflexible dans ses idées et tendant irrévocablement à un but fixé d'avance. Il est brillant, fécond et enclin à la tolérance. Il aspire à obtenir l'assentiment universel. Ce sont là des qualités et non communes. Mais, dans la crise difficile que l'Espagne traverse aujourd'hui, il est facile de comprendre qu'elle a besoin d'hommes d'Etat plus énergiques et d'une trempe plus forte.

§ 2. LES DISCIPLES DE JOVELLANOS : FERMIN CABALLERO. PASCUAL MADOZ.

Ce qui à nos yeux distingue Jovellanos de la plupart des auteurs espagnols qui ont étudié la science sociale et se sont préoccupés des destinées de leur pays, c'est qu'il avait une connaissance aussi complète qu'on pouvait l'avoir de son temps, des conditions géographiques de l'Espagne. Il ne comprenait pas qu'on pût songer à la faire progresser en faisant table rase de tous les travaux accomplis par les générations précédentes, de l'état du sol, de sa division, et des lois de sa production.

Nous allons voir tout à l'heure qu'il s'est formé à Madrid, pendant le dix-neuvième siècle, une école d'économistes

croyant à une vérité économique absolue et ayant la prétention d'enseigner l'économie politique comme si elle pouvait être basée sur des principes purement abstraits et métaphysiques. Cette école n'a aucune relation avec le penseur du dix-huitième siècle qui a fait de si grands et de si beaux efforts pour tirer son pays de la décadence où il gémissait ; elle a dédaigné l'étude attentive des faits, et s'est contentée de prêcher la confiance en soi-même, la libre initiative, le bénéfice de la concurrence, en s'inspirant des idées de l'école anglaise et du groupe d'écrivains français qu'on pourrait appeler à juste titre les fanatiques du libre échange.

Nous sommes loin de prétendre que cette école n'ait pas rendu quelques services, mais nous avons la conviction profonde qu'elle a fait en même temps beaucoup de mal. Si d'une part on doit lui savoir gré d'avoir prêché le goût du travail honnête et régulier dans un pays que l'amour des aventures a conduit à toutes les misères, d'autre part elle a commis la plus grande imprudence en exposant aux luttes de la concurrence un peuple très arriéré, dont les conditions sociales devaient être appréciées d'une façon toute spéciale. L'Espagne n'a pas plus de manufactures que les Etats-Unis, et lorsque le grand peuple américain comprenait la nécessité de se défendre contre l'industrie anglaise, il était vraiment absurde au peuple espagnol d'ouvrir gratuitement ses frontières aux denrées étrangères et de ne pas défendre les louables efforts de son industrie catalane ; il ne suffit pas à une nation d'être agricole et commerciale : elle a un grand intérêt à devenir industrielle et c'est une faute que de la soumettre à un régime qui compromet ses développements futurs.

Peu d'hommes ont su, pendant la période qui nous occupe, se tenir en garde en Espagne contre l'entraîne-

ment des théories individualistes, dites libres échangistes; nous devons cependant citer deux écrivains qui ont su penser par eux-mêmes, et ont résisté à la fâcheuse maladie d'appliquer inconsidérément des principes abstraits mal compris.

L'un est Fermin Caballero, l'ancien ami et collègue au ministère du grand tribun Joaquim Maria Lopez. Nous lui devons un livre : *Fomento de la poblacion rural* (*Progrès de la population rurale*), qui est certainement le plus beau livre, pour ce qui concerne les questions économiques, que l'Espagne ait produit dans le dix-neuvième siècle. Il contient une étude des productions agricoles de chacune des provinces de la Péninsule, qui donne l'idée la plus exacte possible de la valeur de toutes ces régions si dissemblables; les résultats de la division du sol et du partage des hérédités y sont signalés avec une puissance d'observations que nous ne saurions trop recommander. Le livre, en outre, est écrit dans un style élégant et pratique qui rappelle Buffon pour la majesté, Tacite pour la précision, Bernardin de Saint-Pierre pour la poésie. La jeune école a affecté de ne point parler avec enthousiasme de cette belle création : la postérité lui rendra justice, et quand les hommes de la Péninsule espagnole seront assez intelligents pour ne pas croire à l'existence d'une économie politique purement métaphysique et déductive, ils uniront dans un même enthousiasme les noms de Jovellanos et de Fermin Caballero.

Nous sommes loin de placer sur le même plan le second personnage que nous avons à citer. Don Pascual Madoz a été en politique un des représentants les plus sincères des sentiments et des préjugés du parti dit progressiste; national et catalan; défenseur du progrès et de l'unité religieuse il était de ces gens qui aspirent au bien sans savoir jamais

se dégager des préjugés au milieu desquels ils furent élevés ; il ne voulut pas se faire libre-échangiste, mais il était protectionniste dans un sens restrictif, c'est-à-dire partisan d'idées par trop réglementaires, qui, en certaines circonstances, auraient pu aboutir à la prohibition.

Cependant, quoiqu'on puisse lui adresser le reproche de n'avoir pas rendu suffisamment hommage à l'esprit de liberté, il se distingue de ses compatriotes par le soin assidu avec lequel il chercha toute sa vie la vérité des faits. Son livre sur la *Statistique nationale*, son *Dictionnaire géographique*, la protection que comme homme d'Etat il accorda à la connaissance exacte et complète de la réalité existante, lui font une place à part parmi les hommes de son temps qui se sont voués aux études économiques. Comme écrivain, il n'a ni l'élégance, ni la distinction, ni la poésie de Caballero, mais en toutes circonstances il dit ce qu'il veut dire, et il a du moins cet avantage d'être à la fois modeste et consciencieux. Nul n'a plus contribué à favoriser ce fécond et utile mouvement qui a conduit à la construction d'une masse énorme de documents statistiques, à l'aide desquels il est possible aujourd'hui de porter sur l'Espagne un jugement sain et réfléchi. C'est un fait curieux à observer que celui de l'Espagne, si dévouée au culte de l'imagination, et en même temps un des pays qui dans ces derniers temps ont fait les plus grands efforts pour recueillir les renseignements les plus propres à les révéler à eux-mêmes ; comme géographie, comme statistique, elle lutte avec les plus avancés. C'est un des côtés par lesquels se relève cette nation si malheureuse, si digne de ne pas l'être toujours.

§ 3. L'ÉCOLE ANGLAISE DU LIBRE-ÉCHANGE : LUIS MARIA PASTOR. — MORET Y PRENDERGAST. — GABRIEL RODRIGUEZ. — SAN ROMA. — LES FRÈRES BONA. — COLMEIRO.

Le rappel de la loi des céréales, les succès politiques de Cobden, en Angleterre, plus tard les traités de commerce de 1860 en France, ont eu pour conséquences d'exalter l'imagination d'une partie de la jeunesse espagnole. Parmi les étudiants qui se consacraient à l'étude du droit ou à celle des mathématiques, il se forma une phalange ardente qui admit comme un dogme les théories absolues des libre-échangistes ; elle crut applicables à tous les pays, à toutes les circonstances, les principes prêchés par l'école de Manchester, et se laissant aller à cette fougue de prosélytisme qui a toujours été dans le caractère espagnol, elle les propagea avec la plus grande ardeur dans le sein de la société espagnole.

Les pamphlets de Bastiat, écrits avec une verve toute méridionale, avaient surtout enflammé ces têtes : il est si commode de pouvoir traiter comme des problèmes de géométrie les questions les plus ardues et les plus épineuses de la science sociale, celles qui exigent la plus grande accumulation de faits, les connaissances les plus étendues, et l'expérience la plus accomplie. A peine sortis du collège, les jeunes gens, en répétant les conclusions des *Harmonies économiques*, croyaient avoir réponse à tout : avec le mot de liberté, on échappait à toutes les objections, on résolvait tous les problèmes.

Ils ne s'inquiétaient pas de savoir s'il importe à une nation d'être à la fois agricole, commerciale et manufacturière : toute protection de l'Etat, soit pour créer des manufactures, soit pour établir des voies de communication, soit pour venir au secours des classes les plus nombreuses

et les plus pauvres, leur semblait odieuse. Dans leur violent libéralisme, ils oubliaient et l'ignorance et la pauvreté de leurs compatriotes, et leur impossibilité de lutter contre des voisins beaucoup plus riches, plus avancés et mieux outillés.

Deux hommes d'âge, dont l'un avait occupé le ministère des finances dans un cabinet modéré, et dont l'autre, descendant d'une famille aristocratique, avait combattu toute sa vie dans les rangs du parti républicain, don Luis Maria Pastor, et Orense, marquis d'Albaïda, se mirent à leur tête; et pendant huit années, de 1860 à 1868, cette petite armée n'a cessé de soulever et agiter l'opinion publique.

Beaucoup des théories qu'elle répandit ont eu un excellent effet sur la population espagnole pour qui elles avaient une saveur de nouveauté toute particulière. Stimuler au travail tous les hommes qui jusqu'ici ne cherchaient la fortune que dans l'aventure et le jeu était certes une noble et belle mission. Mais aussi pousser les choses à l'extrême, nier le rôle de l'Etat, ramener toutes les solutions à une seule et même formule, recommander à une nation exténuée et impuissante un régime qui ne convient qu'aux riches et aux forts, c'était entrer dans une voie fausse et dangereuse.

On préparait l'établissement d'une féodalité financière sous le couvert d'une prédication libérale.

Parmi les jeunes hommes qui pendant huit ans ont formé à Madrid ce qu'on pourrait appeler la coterie libre-échangiste, la plupart ne manquaient pas de talent: Moret, Echegaray, Gabriel Rodriguez le premier avocat, les deux autres ingénieurs, eussent été dans tout pays appréciés chacun dans la profession qu'ils exerçaient.

Il serait injuste de ne pas mentionner à côté d'eux les noms de quelques autres membres de la phalange écono-

miste. MM. Colmeiro, San Roma, les frères Bona n'ont pas lutté avec moins d'ardeur, sous l'étendard du libre-échange, que MM. Moret, Echegaray et Gabriel Rodriguez; et s'ils ont occupé des postes moins élevés, ils ont peut-être montré encore plus de constance dans la propagation de ce qu'ils auraient volontiers appelé la vraie foi.

M. Colmeiro a vulgarisé les principes de nos principaux professeurs par la publication de manuels d'économie politique entièrement conçus dans le plan et sur la forme des nôtres. M. San Roma était admirablement doué par la nature pour devenir un orateur des plus brillants : il l'a montré en maintes occasions, mais il a aussi manqué son rôle de tribun par la direction qu'il a prise. Attaquer les douanes dans un pays qui a besoin avant tout de se créer des manufactures et d'exploiter ses mines, faire la guerre à des fabricants qui n'existaient point, c'était se condamner volontairement au rôle de don Quichotte et se battre contre des moulins à vent. Quant aux frères Bona, l'un et l'autre ont su appliquer les théories qu'ils proclamaient en se lançant dans des entreprises industrielles : c'était le meilleur moyen de propager leurs idées et celui qui pouvait être le plus utile à leur patrie. Le premier devoir qui s'impose à l'homme de lettres qui veut traiter en Espagne la question sociale, c'est certainement de donner l'exemple à ses compatriotes d'une grande activité industrielle.

§ 4. LE SOCIALISME : PI Y MARGALL.

Ce qui correspond en Espagne aux classes laborieuses de France et d'Angleterre, ce qu'on appelle la population ouvrière, ne forme pas encore, de l'autre côté des Pyrénées, un élément assez tranché, pour que les luttes du travail et du capital puissent y avoir le caractère qu'elles ont ailleurs. Il n'y a que Barcelone où ces questions puissent passionner

les esprits ; partout ailleurs, sans même en excepter Madrid, elles ne constituent pas encore les vraies préoccupations des masses : on ne doit jamais oublier que la capitale de l'Espagne n'a aucune des ressources de Paris ou de Londres; il n'y a pas d'industrie dans son sein ; aucune production d'une vraie importance n'a pu jusqu'ici s'y acclimater. L'élément du petit commerce, de l'employé, du fonctionnaire, y domine tout à fait celui du chef d'atelier, du travailleur proprement dit.

Dans ces conditions, on peut comprendre que la traduction des ouvrages de nos principaux socialistes n'ait pas entraîné la naissance à Madrid d'écoles bien florissantes ; elles ne répondaient pas à un besoin déjà né.

Nous aurions donc négligé tout à fait cette branche de littérature, si elle n'avait fait ressortir un des hommes les plus distingués de l'Espagne moderne, M. Pi y Margall, et nous ne voudrions pas perdre cette occasion de dire quelques mots de ce personnage.

M. Pi y Margall, avant la révolution de 1868, était un penseur très laborieux, qui joignait aux travaux du journalisme des études de cabinet sérieuses et bien dirigées; il avait beaucoup approfondi Hegel et Proudhon, tout en se dégageant de ce qu'il y a de nébuleux et de contradictoire dans leurs doctrines. Il avait déjà abordé de front les difficiles problèmes que suscite la question de maintenir à la fois l'autonomie des provinces espagnoles et l'unité de gouvernement, comme s'il pressentait les prochains événements dont son pays était destiné à être le théâtre. Ses conclusions en faveur d'une république fédérale avaient profondément pénétré dans les esprits et groupé autour de lui un parti qui n'avait rien de commun avec le reste du socialisme européen.

LA CRITIQUE.

Après 1843, la grande querelle entre les classiques et les romantiques était depuis longtemps terminée ; il importait beaucoup de fixer la ligne qu'allaient suivre désormais les études de critique littéraire : inclineraient-elles vers les anciennes règles de la tragédie classique ? donneraient-elles une valeur excessive à certaines tendances romantiques, disposées à faire de l'art pour l'art ? ou bien conseilleraient-elles aux écrivains de respecter avec soin les exigences du bon goût en tenant compte de toutes les conditions variables de la vie sociale ?

Il y a bien eu depuis 1843, en Espagne, une tendance sérieuse à approfondir les questions de critique littéraire ; pourtant il s'est plutôt agi d'histoire et d'érudition que d'affirmation dans un sens ou dans l'autre. Des prédications néo-catholiques ont cherché à rendre dans le monde officiel un certain prestige aux traditions classiques ; mais, comme la société s'en éloignait chaque jour davantage par son évolution naturelle, ces manifestations sortaient à peine de l'enceinte de l'Académie, et n'exerçaient aucune influence sur la littérature militante. Le romantisme était lui-même trop favorisé par les habitudes du peuple espagnol, par la gloire des grands dramaturges de l'âge d'or, par les licences d'une prosodie très facile et enfin par le besoin du pittoresque inné chez tous les écrivains, pour qu'il eût besoin d'être patronné et défendu : il continua à régner partout en maître, sans se laisser troubler par les prétentions scolastiques de quelques grands seigneurs académiciens, pour qui les règles classiques avaient comme un parfum de l'ancienne autorité monarchique.

Dans les universités, on prit un soin tout spécial d'en-

seigner aux jeunes étudiants l'histoire de la littérature nationale ; ce seul effort a beaucoup contribué à éclairer les jugements. Ceux qui devaient jouer dans la presse le rôle d'Aristarques, passant en revue dès leur jeunesse tous les chefs-d'œuvre de leur langue depuis plusieurs siècles, se trouvaient plus capables, quelle que fût d'ailleurs leur opinion, de parler des nouvelles œuvres avec précision et justesse ; ils avaient devant eux une plus grande série de modèles, entre lesquels ils pouvaient choisir : leur jugement était forcément moins instinctif et plus judicieux.

Au contraire, tandis que la critique faisait des progrès dans l'Université, elle s'abaissait insensiblement dans les articles de journaux et les revues ; nous comprendrons tout à l'heure, quand nous nous occuperons de la presse, la cause réelle de cette incontestable décadence ; pour le moment, il suffira de dire que la production littéraire était devenue une marchandise très vulgaire et très offerte sur la place de Madrid. Quand elle eut servi, pendant plusieurs années, de point d'appui à une foule d'ambitions qui se dirigeaient vers la politique, il n'y eut plus la même émulation, le même entrain, car les positions se trouvèrent toutes occupées par des littérateurs ; ceux-ci se gardèrent bien de faire la courte échelle à quiconque aurait pu les remplacer, et eux-mêmes briguaient plus des positions officielles où ils trouvaient une large existence, qu'ils ne se sentaient entraînés à reprendre la plume ; travailler beaucoup pour gagner peu ne leur paraissait plus un aiguillon suffisant.

Quant au public, il était peu à peu entraîné vers les productions littéraires d'un genre léger, facile, peu profond ; cédant aux dispositions d'une nature très prime-sautière, très vive, très passionnée, il affectait de repousser les revues sérieuses, et leur préférait, soit des journaux d'avis à un sou, dans le genre de la *Correspondancia,* soit des feuilles

charivariques, comme le *Padre Cobos*, le *Cascabel*, le *Gil Blas*.

Les revues qui, à la manière des beaux recueils anglais, auraient dû prendre en main les rênes de la critique littéraire, n'ont jamais pu s'acclimater à Madrid, pendant le règne d'Isabelle II; une première tentative essayée par MM. Pidal et Olivan, au lendemain de la révolution de 1843, échoua devant l'indifférence publique. Obligé de lutter contre les socialistes qui avaient fondé *la Razon*, le parti modéré essaya plus tard encore de faire vivre *la Revista de la Instruccion ;* ce recueil, dont la vie fut toujours rachitique, ne dura pas plus de cinq années.

Il fut remplacé par *la Revista Iberica*, que rédigeaient des hommes nouveaux qui s'étaient formés à l'Université de Madrid, sous la direction et par les conseils de Sanz del Rio. Krausistes en philosophie, démocrates en politique, tous ces écrivains essayèrent de fonder un centre littéraire, sous la direction de Canalejas, professeur de littérature à Valladolid. Il y eut à l'origine un effort assez brillant, mais le découragement ne fut pas long à venir, et l'on observa bientôt un véritable déclin dans la composition de ce recueil, bien que Canalejas ne manquât ni de talent, ni de bonne volonté.

Inutile de citer *le Musée Universel* et *le Panorama Universel*. Ce sont des recueils dans le genre de notre *Magasin pittoresque*, quoique beaucoup moins bien faits; ils servent à instruire le public, mais ils se maintiennent en dehors des vrais débats littéraires.

En l'absence des revues ayant un caractère doctrinal et pouvant revendiquer une opinion propre, les écrivains espagnols s'habituèrent peu à peu à remettre la plupart de leurs compositions nouvelles à un journal hebdomadaire, spécialement destiné au continent américain, qu'établirent

à Madrid les frères Asquerino, sous ce titre : *la America.* C'est là que se trouvent les articles des critiques les plus distingués de l'Espagne moderne, même des modérés, tels que Valera, Cañete, Ochoa, quoique le journal fût dirigé dans le sens progressiste et que le directeur fût même très voisin du parti démocratique, des Ruiz Zorilla, des Martos et des Rivero.

Si mal outillée dans la capitale, la critique littéraire l'était un peu mieux en province. A Séville, les amis de Fernan Caballero publièrent quelque temps une revue, sous la direction du professeur de l'Université, Fernandez Espino ; morte après quatre années d'existence, elle a été remplacée par la *Revue bétique.*

A Barcelone, il y eut aussi une *Revista de Cataluña;* cette publication dut la vie à la bonne volonté d'un éditeur intelligent et à la condescendance de tous les hommes éclairés de la grande cité catalane : par malheur il n'y eut pas de direction ; le recueil n'a jamais eu de but bien déterminé, ni politique, ni philosophique, ni littéraire. Dans la liste de ses collaborateurs, on trouve des noms qui étaient pourtant de nature à assurer le succès ; ainsi le docteur Coll y Vehi, auteur des *Dialogues littéraires* qui prouvent une connaissance très approfondie de la langue espagnole, et d'*Eléments de littérature, de rhétorique et de politique* qui sont très justement estimés et recherchés; ainsi M. Juan Mané y Flaquer, le critique du vieux journal des Catalans, le *Diario de Barcelona*, qui sous un petit format a su acquérir et conserver en Espagne la réputation littéraire qu'avait en France le *Journal des Débats*, pendant la première restauration.

Si la critique portant sur les nouvelles œuvres, celle qu'on pourrait appeler polémique courante, ne nous offre pas de personnages brillants à mettre en relief, il n'en est

pas de même de celle qui a trait aux travaux d'érudition. L'Assemblée des Cortès constituantes de 1856 eut l'excellente idée de vouloir accorder sa protection à une entreprise tentée par un grand imprimeur de Madrid, M. Rivadeneyra : elle favorisa la création d'une bibliothèque choisie d'auteurs espagnols, depuis la formation du langage jusqu'à nos jours. Pour accomplir cette œuvre avec utilité et profit, l'imprimeur dut s'adresser aux hommes qui étaient réputés les plus propres à bien comprendre et expliquer les plus grands auteurs que l'Espagne ait produits aux diverses époques de son histoire. Il leur demanda, d'une part, de reviser avec soin toutes les éditions antérieures, de manière à en établir une nouvelle aussi exacte que possible, et d'autre part, de faire précéder chacun des tomes, contenant la collection des œuvres d'un auteur, d'une introduction explicative sur l'époque où il avait vécu. De là, une série de travaux, qui jettent sur la littérature espagnole la lumière la plus éclatante : il suffira d'en énumérer quelques-uns. C'est d'abord le Catalan don Buenaventura Carlos Aribau, qui a écrit la vie de Cervantès, et celle de l'un des deux Moratin, de don Léandre, et qui en outre a publié deux longues introductions, l'une sur la Nouvelle espagnole avant Cervantès, et l'autre sur les principaux hommes célèbres des Cortès espagnoles. Puis, c'est l'éminent auteur des *Amants de Téruel,* Hartzembusch, qui, après avoir consacré une partie de sa vie à rechercher dans les bibliothèques publiques les œuvres des grands auteurs dramatiques de l'âge d'or, a édité avec le soin le plus scrupuleux tout le théâtre de Calderon, de Tirso de Molina, de Lope de Vega et d'Alarcon.

A côté de lui, le patient, l'infatigable Agustin Duran a reconstruit le plus complet des romanceros : travail de bénédictin, dont la postérité ne lui sera jamais assez reconnaissante.

Les éditions des œuvres de Quévedo étaient jusqu'ici complètement illisibles ; un écrivain que nous avons déjà cité comme auteur dramatique, don Aureliano Fernandez Guerra y Orbe, s'est dédié à les revoir toutes ; il en a fait un recueil très bien revu, très fidèle, dont le mérite ne peut désormais être apprécié que par les bibliophiles ; il a en même temps écrit la biographie la plus curieuse de cet étonnant esprit, si cher à tous les hommes amoureux d'indépendance et de vraie liberté.

Citerons-nous encore une étude sur Jovellanos, par don Candido Nocedal, un travail sur la poésie au dix-huitième siècle, par l'académicien diplomate don Leopoldo Augusto de Cueto : l'énumération pourrait être longue, si l'on pense qu'il s'agit de soixante volumes si remplis, que toutes les œuvres de Cervantès tiennent en un seul.

Rapprochez de cette magnifique publication l'œuvre d'Amador de los Rios, et vous avez la preuve éclatante que si l'époque n'a pas donné naissance à l'un de ces brillants esprits critiques qui caractérisent un siècle, du moins elle a possédé bon nombre de ces travailleurs consciencieux qui forgent les armes au moyen desquelles se développe la puissance intellectuelle des nations.

LA PRESSE.

§ 1. PRESSE DE MADRID.

Madrid ne compte pas une population considérable : un recensement officiel a donné, pour un jour de l'année 1867, un chiffre de 298 426 habitants, dont 15 245 voyageurs et 11 120 militaires en service actif ; ce qui réduit la population sédentaire à 272 061 habitants.

Otez de ce nombre les femmes, les enfants et les vieil-

lards, c'est à peine s'il reste 100000 hommes capables de jouer dans la société le rôle de producteurs.

Eliminez maintenant tous les propriétaires, fonctionnaires, prêtres, rentiers, que reste-t-il pour représenter les grandes classes de l'industrie et du commerce?

Et cependant cette capitale, où l'élément producteur est si mal représenté, possède une presse périodique que pourraient lui envier les cités les plus favorisées, si l'on ne devait avoir égard qu'au nombre. Nous avons sous les yeux un état officiel des journaux qui se publiaient à Madrid le 1er juillet 1867, c'est-à-dire un peu avant la révolution qui a renversé le trône de la reine Isabelle.

Eh bien! à cette date, on imprimait à Madrid 134 journaux dont 17 politiques, 10 religieux, 32 littéraires, 7 de nouvelles, 7 satiriques, 16 officiels et administratifs ayant trait à des services publics, comme la loterie, les postes, les télégraphes, etc.; 18 scientifiques s'occupant, les uns de sciences naturelles, les autres de droit, ceux-ci de médecine, ceux-là de sciences morales, 1 de sciences exactes, 5 d'éducation et d'instruction, 3 traitant d'art, 2 destinés aux questions militaires, à la typographie, et les 18 restant à diverses branches de l'industrie et du commerce.

C'est là un mouvement qui, au premier abord, paraît très considérable; il n'offre déjà plus la même importance si l'on cherche à se rendre compte des périodes dans lesquelles chacun de ces journaux se publiait. On trouve alors qu'il n'y en avait que 21 de quotidiens; 2 paraissaient deux fois par semaine; 94 étaient hebdomadaires; les 27 autres ne voyaient le jour qu'à des époques indéterminées ou plus éloignées qu'une semaine.

Que serait-ce maintenant si l'on examinait le tirage de chaque feuille? on verrait alors que tel organe qui, à un moment donné, semblait jouer dans la vie politique du

pays un grand rôle, ne se tirait pas à 1 000 exemplaires. Sauf *las Novedades* et la *Correspondencia,* qui, à certaines époques, ont exceptionnellement tiré un nombre d'exemplaires correspondant à celui de nos journaux de second ordre, la plupart des autres feuilles madrilènes n'ont jamais eu qu'une publication très restreinte. En général, comme il n'y a aucune proportion entre leurs frais de publication et le nombre de leurs abonnés, elles sont condamnées à végéter : il leur faut réduire presque à rien leurs dépenses de rédaction et solliciter des écrivains un dévouement et une générosité qui ne peuvent être en réalité qu'un droit d'escompter plus tard le bénéfice d'une révolution.

Ce sont là de très mauvaises conditions pour les travaux sérieux et les œuvres d'art consciencieuses. L'homme qui ne peut à tête reposée composer des articles, avec la sécurité de trouver dans son travail une récompense honorable, ne se placera jamais, dans ses élucubrations, au point de vue exclusif du bien social ; il deviendra l'auxiliaire d'une coterie politique, ou bien il considérera la presse comme une arène où il faut se faire craindre, et où à force d'impunité et de scandale on peut se faire offrir une fonction publique. Heureux encore quand il ne s'adressera pas aux puissances financières du jour pour faire de sa plume un instrument de chantage !

Pendant les premières années du règne d'Isabelle II, la presse madrilène garda encore les allures de bon ton, de probité, d'intention exclusivement politique qui caractérisèrent nos feuilles publiques pendant la restauration et la dynastie de juillet. C'est l'époque où les modérés fondaient l'*Heraldo* et donnaient accès dans ce journal à tous les hommes de quelque valeur qui militaient dans leurs files ; c'est l'époque où la famille Coello jetait les bases de la *Epoca* destinée à devenir plus tard l'organe de l'*Union*

libérale; c'est celle où les progressistes se rangeaient autour du *Clamor publico* rédigé par M. Corradi.

Les années qui suivirent le prununciamento du Campo de Guardias, en 1854, donnèrent le jour à un très grand nombre de feuilles nouvelles : nées d'un état général de surexcitation, elles se distinguaient par une extrême violence; mais, comme tout ce qui est par trop violent, elles durèrent peu. On écrit tant à Madrid, qu'on y est très habitué à l'exagération du langage. En temps normal, lorsque le gouvernement n'a pas intérêt à faire de la répression, on ne s'exalte pas outre mesure, parce qu'il plaît à une nature extrême de franchir toutes les bornes. Un journal ennemi fait de la violence de paroles en sens opposé, et tout est dit sans que les tribunaux aient besoin d'intervenir.

Les événements du *Biennio* (1854-1856) firent ressortir deux personnalités dont le nom est resté cher aux Espagnols, et qui méritent de ne pas être reléguées dans l'oubli. L'une d'elles est Calvo Asensio, qui fut le fondateur du journal la *Iberia,* destiné à remplacer le *Clamor publico* et à devenir l'organe le plus autorisé du parti progressiste à cette époque de lutte et de combat; l'autre est le jeune et beau Sixto Camara, alors défenseur isolé de l'idée républicaine à laquelle il sacrifia d'abord sa fortune dans la publication de la *Soberania Nacional,* puis sa vie même dans les champs d'Olivenza.

Calvo Asensio connaissait assez bien l'histoire de son pays; il s'était profondément pénétré de la ligne suivie par les patriotes qui, en 1812, en 1820 et 1835, avaient essayé d'établir en Espagne une constitution démocratique et libérale ; il n'avait pas d'amertume contre la dynastie ni contre la religion catholique, et se contentait d'un succès immédiat, sans aspirer à des modifications qu'il jugeait trop profondes. C'est lui qui, en 1854, entraîna le peuple espagnol

dans les voies du parti progressiste par son enthousiasme et sa passion ; il exerça pendant toute sa vie une influence que n'a jamais pu obtenir son successeur, M. Sagasta, beaucoup plus politique et plus intentionnel, mais d'une nature bien moins élevée et moins généreuse.

Quant à Sixto Camara, il combattit pour la démocratie comme don Quichotte pour sa Dulcinée : l'égoïsme lui était inconnu. Il était tout dévouement, toute générosité ; ces personnalités-là sont bien rares dans les luttes politiques. On aime à s'y arrêter, quand on les rencontre sur sa route, alors même qu'on est persuadé à l'avance qu'elles sont des grains de sable broyés par la meule des révolutions, et qu'elles ne peuvent changer la direction de la grande machine sociale. Pour les républicains espagnols, Sixto Camara sera toujours le pendant de notre héroïque Barbès.

Après la révolution de 1856, quand la lassitude des deux partis modéré et progressiste donna naissance à la création de l'Union libérale, quand le pays parut vouloir exclusivement se livrer au développement de la prospérité intérieure, et se dédier à la construction de ses chemins de fer, à l'extension des sociétés de crédit, une grande modification s'effectua dans la presse madrilène. Elle tomba des mains des hommes de parti dans celles de quelques financiers ; certains organes, comme la *Correspondencia*, furent exploités dans une direction purement industrielle ; d'autres avaient la mission déterminée de soutenir les intérêts de tel ou tel grand spéculateur. On put observer une allure toute nouvelle, allure qui, du reste, n'était pas spéciale à l'Espagne, et qu'un observateur attentif aurait pu également signaler en France. La plupart des feuilles couraient après un but particulier ; il n'y en avait plus aucune qui prît à sa charge l'intérêt collectif.

Il faut pourtant faire une exception en faveur des organes du parti démocratique-républicain ; il était en voie de croissance et de prospérité ; les scandales d'une cour corrompue faisaient incliner de son côté tout ce qu'il y a d'honnête dans la nation espagnole : un dégoût profond pour la dynastie des Bourbons qui depuis Charles III n'a produit que des monarques imbéciles, corrompus ou méchants, s'était emparé de tous les cœurs ; le peuple, qui n'avait jamais entendu parler de démocratie ni de république, commençait à prendre goût aux nobles et belles idées que ces mots réveillent ; dans les provinces l'idée de fédéralisme avait pris de la consistance, depuis qu'on avait vu les pays basques, la Catalogne et la Navarre, se battre avec tant d'acharnement pour le maintien de leurs *fueros*. Toutes ces questions pouvaient donc être suscitées, étudiées, discutées par la presse démocratique ; il y avait en outre les problèmes sociaux dont il fallait aussi parler, car les nouvelles de France, d'Angleterre, d'Allemagne, annonçaient chaque jour qu'elles prenaient plus d'importance dans les grandes contrées industrielles.

Il se trouva des hommes de talent pour comprendre le parti qu'il y avait à tirer de cet ensemble de circonstances, et pour démontrer à la nation espagnole qu'elle ne devait plus compter que sur elle-même, et qu'elle n'avait rien de bon à attendre ni de sa dynastie ni des classes dirigeantes qui exploitaient depuis le commencement du siècle à leur profit l'idée de monarchie représentative.

Le premier de ces hommes fut don Nicolas Maria Rivero, fondateur de la *Discusion*, journal très analogue à ce que fut chez nous le *National* aux temps d'Armand Carrel. L'influence de ce journaliste sur son époque a été très grande ; il a été le vrai fondateur du parti républicain, quoiqu'il évitât souvent de prononcer ce nom, et qu'il se

contentât presque toujours de l'épithète démocratique; c'est grâce à lui qu'a pu se grouper la phalange qui, plus tard, a occupé en partie seulement les fonctions publiques après la révolution de 1868. Par malheur l'idée était trop nouvelle en Espagne; il y avait des masses qu'on pouvait enlever aux progressistes, un état-major qu'il était possible de recruter dans la jeunesse des écoles : mais le personnel intermédiaire entre l'état-major et les masses, celui qui devait occuper les fonctions, appartenait encore tout entier aux anciennes coteries.

A côté de Rivero, travaillaient deux jeunes hommes, Cristino Martos et Pinedo, dont l'un a écrit l'*Histoire de la révolution de* 1854, et dont l'autre trouvait moyen d'occuper au ministère de l'intérieur des fonctions assez importantes, tandis qu'il minait les fondements de la dynastie dans les colonnes de la *Discusion*. En même temps, le laborieux Pi y Margall abordait toutes les questions, et par son assiduité et sa persévérance, se rendait capable de diriger un jour le timon de l'Etat sans être écrasé sous un poids trop lourd pour lui; il était déjà, à cette époque, l'âme véritable du journal, celui sur qui on pouvait raisonnablement se reposer, car Rivero, nature exubérante et violente, n'avait pas l'esprit de suite qu'exigent les journaux qui veulent durer et prospérer. Il produisait un jour des articles éclatants dont Madrid tout entier s'occupait; puis, le lendemain, il s'endormait dans un sommeil de plomb, et, sans l'assiduité de Pi y Margall, le journal aurait paru dénué de tout intérêt et privé de toute actualité.

Castelar, dès qu'il eut commencé à faire sa première apparition sur la scène madrilène, trouva ouvertes devant lui les portes de la *Discusion* : il fut accueilli avec empressement, et, jusqu'en 1863, ne cessa d'y fournir de nombreux articles.

Lorsque parut son livre de la *Formula del Progreso*, qui contenait une espèce de programme pouvant convenir au parti républicain espagnol, ce fut la *Discusion* qui le défendit contre le modéré Campoamor, l'économiste Gabriel Rodriguez, et le progressiste Carlos Rubio. Mais, avec la publication de ce livre, Castelar avait pris un véritable rôle de chef de parti, de *leader ;* il trouva des adhérents qu'effrayait le rationalisme de Rivero et de Pi, qu'enchantait son krausisme chrétien. Alors il eut la pensée de fonder un autre organe à côté de la *Discusion ;* et la *Démocratie* apparut le 1er décembre 1863.

Les idées républicaines gagnèrent beaucoup à la noble émulation de ces deux feuilles; autour de Castelar travaillaient des jeunes gens très ardents et très intelligents, des hommes distingués, comme Salmeron. Seulement un observateur habile aurait bientôt observé que, s'il y avait plus de passion, plus d'ardeur, plus d'entraînement dans la *Démocratie*, il s'en fallait de beaucoup qu'il y eût la même logique, la même connaissance approfondie des choses et des institutions que dans la *Discusion*. Castelar exagérait le sentiment religieux dont l'excès, et non l'absence, est toujours à redouter en Espagne; il lui était aussi venu à l'esprit d'exalter l'individualisme dans une proportion qui devait conduire directement à l'anarchie.

La force sociale a son utilité dans une certaine mesure; il faut l'accorder avec les garanties individuelles; sacrifier celles-ci ou celle-là, c'est faire œuvre d'artiste et d'enthousiaste ; ce n'est point se montrer politique et homme d'Etat.

La *Démocratie* continua sa polémique ardente contre la reine Isabelle pendant deux années entières; elle cessa de paraître après les événements du 22 juin, qui forcèrent Castelar à émigrer; elle laissait un venin puissant dans les

plaies qu'elle avait ouvertes. Pendant l'année 1865, elle avait publié certains articles d'une force extrême contre la reine Isabelle; ils eurent pour résultat d'inspirer à la nation un profond mépris pour sa souveraine.

§ 2. LA PRESSE DE PROVINCE.

Quel que soit le prestige des journaux madrilènes, il s'en faut de beaucoup que leur développement ait empêché celui de la presse provinciale; dans presque toutes les grandes villes de la Péninsule, il y a des feuilles soigneusement entretenues par les notables de l'endroit, et reflétant chacune les intérêts, les aspirations, les sentiments de leur localité.

Barcelone a son journalisme particulier, comme il a sa physionomie si distincte de celle de Madrid; on sait que la capitale de la Catalogne, bien différente de la cité de l'Ours et de l'Arbouse (*madroño*[1]), est avant tout une ville manufacturière et commerciale. Il y a dans son sein une vraie industrie, de vraies fabriques, une vraie population ouvrière : toutes les questions qui touchent à la production, aux salaires, au capital, y suscitent un puissant intérêt. On y sent, chez tous les habitants, comme une conspiration tacite contre la paresse et l'incurie des hommes de Madrid, qui ne comptent pas sur leurs propres efforts et ne songent pour la plupart qu'à vivre du budget national. De là, un caractère spécial que l'on rencontre dans tous les journaux de la Catalogne.

Nous avons déjà parlé du *Diario de Barcelona*, appelé aussi *Journal de Brusi*, du nom de son propriétaire : c'est une feuille qui représente fort bien les idées de la bour-

[1] C'est le nom sous lequel, depuis son origine, on désigne en Espagne la ville de Madrid.

geoisie catalane; elle a toujours été rédigée avec sagesse et prudence, et en même temps avec un certain libéralisme qui rappelle celui du *Journal des Débats*. Elle s'est séparée du vieux parti catholique et absolutiste qui domine encore dans toutes les parties montagneuses de la haute Catalogne; mais elle veut aussi la prédominance constante des classes riches et répugne à tout ce qui ressemble au triomphe de la démocratie pure. Ses rédacteurs sont des conservateurs libéraux attardés dans la monarchie constitutionnelle et n'ayant pas encore conclu à la République.

A côté de cette feuille très solidement établie et qui a résisté à toutes les révolutions, tous les partis militants ont leurs organes à Barcelone; à certaine époque de liberté, les écoles socialistes ont même pu avoir le leur. Il est fâcheux que l'instruction ne soit pas encore assez répandue pour que les ouvriers puissent toujours faire la séparation de l'ivraie et du bon grain; on leur sert bien souvent des doctrines malsaines qu'ils acceptent avec trop de facilité. Mais cela se modifiera dans un bon sens avec le temps et les progrès de l'instruction, car le fond de la population barcelonaise est excellent: elle est sensée, elle est honnête, et le meilleur parti peut en être tiré.

Valence a sa presse comme Barcelone; elle a aussi un personnel d'ouvriers en soie et elle donne de la valeur aux questions de travail et de capital. Il s'en faut pourtant que ses journaux aient l'importance de ceux de Barcelone; ils ne s'adressent pas à une population aussi nombreuse, aussi riche, aussi indépendante, et ils doivent faire des concessions douloureuses à l'esprit encore superstitieux et fanatique des agriculteurs de la Huerta.

En Andalousie, l'expansion, la verve, l'esprit naturel des indigènes se sentent immédiatement dans les journaux de Séville et de Cadiz; la presse de ces deux villes reflète

vivement le caractère provincial. Elle est entraînante, ardente, absolue dans ses principes, prompte à s'enflammer, mais aussi facile à se décourager, à se laisser abattre, à juger tout perdu sous l'influence des premiers revers. C'est à Séville et à Cadiz que commencent la plupart des rédacteurs qui doivent plus tard être l'honneur du journalisme madrilène.

La gravité, la sévérité des provinces du Nord se font jour au contraire dans l'*Abeja* de Santander, dans l'*Yrurac-Bat* de Bilbao, dans les journaux d'Oviedo et de la Corogne. Il n'y a rien de commun entre ces feuilles basques, asturiennes et galiciennes et les feuilles andalouses; autant celles-ci attachent d'importance à ce qui est vif, gracieux, spontané, léger, inattendu, autant celles-là s'appliquent à mettre dans leurs articles un imperturbable sérieux qui distille trop souvent l'ennui. Si les unes s'appliquaient à être un peu moins légères, et les autres un peu plus gaies et variées, nul doute que l'opinion publique ne parviendrait à faire dans la Péninsule de très grands progrès.

Inutile de parler des autres provinces; constatons cependant qu'il y a une tendance, dans toutes les localités qui comptent de 10 000 à 20 000 âmes (et elles sont très nombreuses dans la Péninsule), à vouloir posséder des organes spéciaux. Nous n'y voyons pas grand mal : seulement, l'éparpillement des efforts amène dans le pays une grande déperdition de forces, et il y aurait peut-être plus à gagner pour tout le monde à voir les entreprises industrielles assises sur la presse acquérir une puissance plus grande, qu'à les voir se multiplier dans une proportion presque indéfinie.

LITTÉRATURE FRIVOLE.

Nous manquerions à la vérité historique si, pour terminer ce tableau, déjà bien long, du mouvement littéraire sous Isabelle II, nous n'insistions quelque peu sur un genre qui pendant toute cette période a joui, de l'autre côté des Pyrénées, d'une vogue extraordinaire.

C'est ce que nous appellerons la littérature frivole.

Ecrire sur n'importe quel sujet, de n'importe quelle manière, dans n'importe quel style, pourvu qu'on arrive à se faire lire, telle semble avoir été la préoccupation exclusive des trop nombreux écrivains qui l'ont cultivée.

Ils avaient du sel et de l'entrain, mais c'est tout.

Leurs œuvres se bornaient à des séries d'articles de très courte dimension, imprimés à la suite les uns des autres, et voyant le jour dans quelque feuille satirique, soit le *Cascabel* de Frontaura, soit le *Gil Blas* de Blasco.

Ces articles n'étaient destinés dans l'origine qu'à être lus dans un moment de récréation, entre deux occupations, ou pendant une course de voiture. Plus tard, on les a réunis en livres, mais comme ils avaient été faits au jour le jour, suivant l'inspiration du moment, leur réunion en volume n'a pu produire un esprit de suite qui n'existait pas dans l'origine.

Inutile de citer les noms des hommes qui ont cultivé ce genre de littérature; on n'éprouve en pensant à eux qu'un triste sentiment, celui d'être obligé de classer dans un genre inférieur des personnes, d'un véritable talent, dont on ne peut s'empêcher d'apprécier les hautes qualités.

Est-ce leur propre faute? Est-ce celle de leur temps ou de la société au milieu de laquelle ils ont vécu, s'ils ont gaspillé les brillantes facultés que la nature leur avait généreuse-

ment accordées? Nous ne saurions le dire; mais le fait est qu'ils les ont gaspillées.

C'est à eux que s'applique la morale de cette gracieuse fable d'Iriarte, intitulée *le Cheval et l'Ecureuil;* dans cet apologue, le petit animal, toujours en mouvement, croit pouvoir se comparer au noble quadrupède, auxiliaire de l'homme. « Je suis vif, dit-il, je suis actif, je m'agite, je me promène, je travaille, je monte et je descends, jamais je ne prends un instant de repos. » Et le cheval lui réplique : « Et ces pas, et ces démarches, et ces montées, et ces descentes, dis-moi donc, mon ami, ont-elles quelque utilité? Je me fatigue, moi, mais ce n'est pas en vain; j'ai des devoirs à remplir, et quand je fais briller mes talents, c'est toujours avec un but. » De même tous ces écrivains auxquels nous faisons allusion n'ont guère mérité que le nom d'*écureuils*, car ils ont dépensé en œuvres frivoles toute leur chaleur naturelle.

CHAPITRE III.

BEAUX-ARTS ET SCIENCES.

Beaux-arts. — *Peinture et sculpture.* — Développement que prennent les expositions de peinture et de sculpture. — Caractère de celles de 61, 63 et 65. — Peinture d'histoire. Sanz, Gisbert, Casado Rosalès, Palmaroli. — Paysagistes : Haes. — Peintres de genre : Léon y Escosura, Ferrandiz, Zamaçois, Ruyperez. — Peu appréciée à l'exposition universelle de Londres en 1862, l'école espagnole obtient un grand succès à celle de Paris en 1867. Ses tableaux commencent à être très recherchés; c'est le prélude de la vogue qui va s'attacher aux œuvres de Fortuny.

Architecture. — Création de l'Ecole d'architecture en 1844. — Les nouveaux édifices construits à Madrid, théâtres, gares, réservoir d'eau, n'ont aucun caractère monumental. — Les hôtels du Prado ont un caractère exclusivement parisien. — Nouveaux quartiers de Salamanca et de la Montagne du Principe Pio. Maison Xifré.

Sciences. — Réformes opérées dans l'instruction publique, en 1845, par José Pidal et don Antonio Gil y Zarate. Excellent résultat de ces réformes. — Substitution d'une Académie des sciences à l'Académie des sciences naturelles. — Décret du 25 février 1847. — Travaux de cette Académie. — La carte geodésique de l'Espagne. — Description de la faune et de la flore indigènes. Etude des provinces au point de vue géologique. Grande impulsion donnée aux travaux de démographie et de statistique. La junte de statistique, ses annuaires.

BEAUX-ARTS.

§ 1. PEINTURE ET SCULPTURE.

Rien ne nous semble pouvoir mieux donner une idée exacte du grand changement opéré dans les habitudes de la société espagnole, en matière d'art, que le tableau qui nous est tracé de l'exposition de 1861, par un Français très distingué, à la fois ingénieur et peintre, qui a beaucoup

voyagé dans toute l'Espagne et la connaît mieux que bien des péninsulaires. M. Henri Landrin a semé, dans de nombreuses publications, particulièrement dans *l'Artiste*, les impressions qu'il ressentait, chaque fois qu'il avait occasion d'assister à une exposition collective des œuvres des artistes espagnols; et il y aurait certainement de notre part indiscrétion et absence de modestie à ne pas nous incliner devant son jugement et sa compétence, alors que précisément il s'imposait la mission, qui nous incombe maintenant, d'éclairer le public français sur le mouvement artistique de l'Espagne pendant les années qui ont précédé la révolution de 1868.

« Quinze ans auparavant, nous dit donc M. Landrin [1], quelques personnes d'élite seulement visitaient l'Exposition, on y circulait librement; il y avait même un peu de bonne volonté à s'y rendre; une salle suffisait à contenir les œuvres de trente ou quarante exposants, et parmi ceux-ci plus des trois quarts devaient leur admission à la bienveillance inusitée et inépuisable d'un jury qui avait beaucoup à pardonner, parce qu'il avait beaucoup péché.

« Cette année (1861), le catalogue comprend deux cent neuf noms d'exposants qui ont envoyé trois cent trente-trois objets d'art. La porte du ministère du Fomento, où a lieu l'Exposition, est littéralement assiégée d'une foule empressée..... A côté de ce développement du goût artistique, le progrès qu'ont fait les arts en Espagne est incontestable. Plus de ces affreuses copies, de ces petits dessins de demoiselles, mesquins, faux et ennuyeux, dont les anciennes expositions regorgeaient.

« De grandes et belles pages historiques garnissent les murailles du principal salon; les œuvres qui y sont entas-

[1] L'*Artiste*, t. XI, 1861, p. 78 et 103 à 106.

sées révèlent le plus souvent un talent très tranché, une voie originale, annonçant que le Génie des arts s'est enfin réveillé et qu'une grande école se fonde en ce moment dans la Péninsule.

« Au premier aspect, cependant, on reconnaît l'influence de l'école française avec ses affectations, ses partis pris et ses petits moyens. »

Les toiles qui, à cette Exposition, avaient principalement attiré l'attention de M. Landrin, étaient celles de don Luis Lopez, de Galofre, Sanz, Gisbert et Casado.

Le fils de don Vicente Lopez et Galofre avaient été chargés de rappeler le souvenir des céromonies officielles : le premier avait représenté l'acte solennel dans lequel la reine Isabelle avait couronné le poète Quintana; le second, le mariage de l'une des filles de l'infant don Francisco avec le prince Adalbert de Bavière. Ni l'une ni l'autre de ces compositions ne se distinguait par une exécution remarquable, sans être cependant au-dessous de la moyenne des tableaux officiels; mais au contraire les œuvres de MM. Sanz, Gisbert et Casado avaient une distinction, une ampleur et un coloris qui forçaient l'admiration et captivaient les regards.

« C'est une grande et belle page de l'histoire qui a fourni à don Antonio Gisbert le sujet de son tableau, le *Supplice des Communeros : Bravo, Maldonado et Padilla.*

« La mort de ces trois martys devait en effet toucher un artiste et l'inspirer.

« Pendant que le cadavre de Bravo se tord encore attaché au billot, Padilla se prépare à la mort et lève les yeux vers le ciel qu'il implore; Maldonado monte, la tête haute, l'escalier de l'échafaud sans faire attention aux exhortations du moine à figure abrutie qui l'accompagne. Un autre moine, jeune encore, assiste Padilla; il réfléchit et semble

comprendre le grand acte auquel il est présent. C'est la pensée philosophique de l'œuvre, le rayon de lumière qui perce les ténèbres et qui, dans cette tête intelligente, fera germer des principes dont la propagation rendra inutile l'œuvre du bourreau. Il y a toute une protestation dans le regard profond de ce moine; en vain la vie s'échappe avec un flot de sang, la pensée lui survit et rend vains et superflus les crimes politiques.

« Don Antonio Gisbert a su éviter l'écueil de ces sujets sanguinolents; son œuvre est profondément dramatique et cependant il n'y a pas trop de sang sur les planches de cet échafaud, et aucune de ces grimaces qui rappellent le hoquet tragique de nos théâtres de boulevards ou de la peinture officielle des drames de Crimée et d'Italie. »

De son côté, M. Casado avait choisi pour sujet: les *Derniers Moments du roi Fernando IV;* avec les angoisses de l'agonie, viennent les remords. Les spectres de ses deux victimes, les frères Carvajal, apparaissent et s'approchent de son lit de mort. Rien de plus difficile que cette composition où le surnaturel se mêle au réel. L'exécution en est sage et soignée.

Le tableau historique envoyé par don Francisco Sanz, de l'école de Barcelone, était un souvenir de la grande épopée nationale du commencement du siècle; il avait pour titre : *Liberté et Indépendance, Cadiz*, 1812.

Un jeune prêtre, un hidalgo et un majo entrelaçant leurs mains dans une suprême étreinte, caractérisent l'union et occupent le centre du tableau. Auprès d'eux un jeune tambour serre sa caisse avec précipitation; lui aussi veut sa part de combats et de gloire. Derrière, se forme une colonne de peuple sous les ordres d'un général qui monte un beau genet andalous gris pommelé. Des hommes placés sur un bastion déploient le drapeau de l'indépendance et se

perdent avec les derniers groupes dans la vapeur et la fumée.

A droite s'avance de front une colonne de troupes, à la démarche grave, assurée et martiale ; des femmes se mêlent aux soldats. Au premier plan à gauche, un homme du peuple, campé comme se pose un Andalous, s'appuie sur l'affût d'un canon.

Tout cela est animé et respire, le mouvement est partout. Le but est en avant ; tout le monde le voit, tout le monde s'y achemine avec le même sentiment.

M. Landrin, tout en félicitant le peintre de son œuvre, se plaint vivement d'une teinte générale, trop grise, et de réminiscences qui rappellent trop la manière de Gérard et celle de Couture ; il n'en constate pas moins chez l'artiste espagnol une pâte solide, une palette riche, un talent réel pour traiter les chairs, les étoffes et les costumes.

A côté de MM. Sanz, Casado et Gisbert, un autre artiste brillait encore, à l'exposition de 1861, dans la peinture d'histoire, c'était don Victor Manzano, auteur d'un grand tableau : *les Rois catholiques rendant la justice.*

Le paysage y avait un représentant très distingué : don Carlos Haes, peintre d'origine belge, membre de l'Académie de San-Fernando, établi à Madrid depuis plusieurs années, et aussi heureux, soit qu'il voulût donner une idée des climats brumeux du Nord avec des prairies d'un vert fort et criard, soit qu'il inondât sa toile des rayons brûlants du soleil du Midi.

Enfin il y avait abondance de tableaux de genre, presque tous peints avec une grande hardiesse de coloris et une originalité incontestable. Parmi eux on distinguait surtout, les *Scènes galiciennes* de don Dionisio Ferraz ; la *Noce andalouse* et les *Bodegones* de don Manuel Rodriguez de Guzman, artiste très estimé dont on s'arrachait les tableaux

à prix d'or; les *Intérieurs de monuments* de don Pablo Gonzalvo et de Kuntz.

Autant l'exposition méritait de fixer l'attention en ce qui concernait la peinture, autant elle était pauvre en œuvres de sculpture; on n'observait dans cet art, où les Espagnols n'ont jamais excellé, aucun progrès réel, aucun effort nouveau.

Telle est la description qui nous a été retracée de l'exposition de l'année 1861; nous aurons une idée assez exacte du mouvement général des beaux-arts, en recherchant avec soin ce qui a trait aux expositions des années suivantes. On sait qu'elles ne se renouvelaient à Madrid que tous les deux ans.

Or, en 1863, le nombre des exposants diminue un peu; en revanche, celui des objets exposés augmente.

A côté des artistes que nous avons déjà nommés, on y voit briller en première ligne un nouveau peintre d'histoire, destiné à une célébrité toujours grandissante: don Vicente Palmaroli. Il envoyait cette fois un grand tableau allégorique, beaucoup trop plein de traditions académiques, et une délicieuse étude, la *Pascuccia*, belle fille des environs de Naples, aux yeux noirs, au teint doré, aux traits accentués.

Les paysagistes avaient beaucoup augmenté en nombre. Haes trouvait des concurrents redoutables dans Sanchez Blanco, Mariano Belmonte et Marti y Alsina. Mais on observait qu'ils ne s'attachaient pas assez à la reproduction fidèle de la nature dont leur imagination cherchait trop à égaler les combinaisons.

Dans la peinture de genre apparaissait toute une nouvelle pléiade, d'abord un jeune peintre sur lequel les plus grandes espérances se fondèrent de suite et qu'une mort prématurée a trop vite arraché au succès et à la gloire;

c'était Zamacois, élève de Meissonnier ; il exposait trois tableaux excessivement étudiés, pleins de détails finis, exécutés avec un soin extrême, d'un coloris très chaud, et d'une excessive variété de tons. Puis ensuite don Ignacio de Leon y Escosura, portant un nom déjà célèbre dans la littérature et la politique; et don Bernardo Ferrandiz, auteur d'un tableau dit *les Prémices,* qui obtint un succès d'enthousiasme.

De la part des sculpteurs il y avait beaucoup plus d'empressement que dans la précédente exposition. Don Juan Figueras et Vila avait donné une charmante statue représentant une Indienne qui se convertit au christianisme ; et les frères Valmitjana, une Tragédie d'un beau style, et la plus belle statue que l'on eût faite de la reine Isabelle II.

L'année 1865 constate une nouvelle amélioration dans le goût du public pour les œuvres d'art, une augmentation notable dans le nombre des objets exposés (il y en eut six cents) et un effort sérieux des artistes pour constituer une école nationale moderne avec des tendances très prononcées et un caractère original.

Casado y élevait sa réputation par trois tableaux, très différents, tous supérieurs en leur genre, la *Capitulation de Baylen*, un admirable portrait de femme et un petit tableau intitulé *les Gants,* représentant un jeune cavalier du temps de Philippe IV, essayant de beaux gants tout neufs qui doivent relever son riche costume d'officier. Par cette abondance de production, Casado voulait démontrer son aptitude à traiter tous les genres, et la puissance de son talent très réel et entièrement maître de lui-même.

Un autre peintre d'histoire, don Edouardo Rosalès, captivait tous les regards par une grande œuvre magistrale : *Isabelle la Catholique dictant son testament.*

Mais c'était surtout les tableaux de genre qui prenaient

une place chaque jour plus envahissante; ils attiraient sur eux l'attention du public, la faveur des classes riches et excitaient une vive émulation par la réputation qu'ils assuraient, et le prix assez élevé qu'ils acquéraient aussitôt. Escosura et Zamacois envoyaient chacun cinq jolis tableaux de chevalet. Ferrandiz, Laguna et Ruyperez empruntaient aux mœurs des diverses provinces, et aux délicieux romans de Cervantès et de Lesage des scènes divertissantes qu'ils agrémentaient de toutes les grâces d'un éclatant coloris.

En sculpture, tandis que les frères Valmitjana et Figueras manifestaient leur talent par de nouvelles créations, un autre artiste, Sunol, se révélait par une remarquable statuette représentant le Dante.

On le voit donc: chacune de ces expositions démontrait dans la société espagnole un goût de plus en plus prononcé pour tout ce qui se rattachait au domaine de l'art; il est vrai qu'elle se trouvait alors dans une période de prospérité, et qu'elle pouvait se laisser aller à l'espérance de revoir les temps de son antique prospérité. Hélas! cette douce perspective devait être de courte durée; dès l'année 1866 recommence la période des difficiles épreuves; le séjour de Madrid devient difficile pour les artistes espagnols; ils n'y retrouvent plus les mêmes avantages, les mêmes encouragements, et ils tournent de préférence leurs regards vers les pays étrangers, vers l'Italie, vers la France, surtout vers Paris, où une vogue inattendue vient tout à coup s'attacher à leurs productions. Ils n'avaient que très peu brillé à l'exposition universelle de Londres en 1862, où l'attention ne s'était guère portée que sur les toiles de Goya qui y avaient été réunies en assez grand nombre; tout autre fut l'impression générale produite sur toute l'Europe artistique par l'exposition universelle de 1867. Cette fois, quand on put voir réunies, dans une même

salle, toutes ces créations de Gisbert, de Rosalès, de Palmaroli, de Manzano, de Pablo Gonzalvo, de Zamacois et de Ruyperez, qui avaient brillé à Madrid en 62, 63 et 65, auxquelles venaient s'ajouter celles d'autres artistes séjournant d'habitude à Paris, comme don Federico de Madrazo, Ramon Rodriguez et Ricardo de los Rios, il se forma un grand courant d'opinion en faveur de l'école moderne espagnole.

Il n'y eut qu'un cri pour vanter l'habileté de leur manière, l'esprit de leur composition, la fermeté de leur dessin, surtout l'éclat de leur palette ; leurs tableaux furent recherchés avec avidité par les amateurs; ce fut comme le prélude de cet engouement extraordinaire qui devait s'attacher quelques années plus tard aux œuvres du peintre Fortuny, leur émule le plus recherché, le plus apprécié parce qu'il répondait le mieux à certains goûts du jour, mais qui n'est peut-être pas celui d'entre eux qui méritait le plus de concentrer en lui tout le rayonnement de l'école.

§ 2. ARCHITECTURE.

Rien de saillant ne marque le règne d'Isabelle en ce qui concerne l'architecture; quoique terminé seulement en 1860, le théâtre del Oriente doit être considéré comme l'œuvre des générations qui vécurent pendant le règne de Ferdinand VII et les régences de Christine et d'Espartero.

La Zarzuela, les Novedades, le cirque du Prince Alphonse, plusieurs théâtres, furent construits durant la période qui nous occupe: aucun n'est remarquable au point de vue architectural.

Le gouvernement, désireux de donner une vive impulsion à cet art si important, créa, en 1844, une école d'architecture, mais il ne lui fut pas possible de fournir ce

qui eût été nécessaire pour son vrai développement, des occasions nombreuses de construire de vastes et grands édifices.

Lorsqu'il s'agit de conduire, à Madrid, les eaux du Lozoya; lorsqu'il fallut établir, dans la capitale, les deux grandes gares d'où partent les lignes du Nord et du Midi, on aurait pu songer à construire des monuments rappelant l'époque où ces grands progrès avaient été réalisés. On n'y songea pas, ou plutôt la difficulté de se procurer les capitaux qu'ils eussent nécessités détourna de cette coûteuse dépense; on se borna, pour les eaux du Lozoya, à des travaux hydrauliques, réservoirs, conduits, dépôts, qui du reste furent très bien exécutés, sans songer à frapper l'imagination par quelques-uns de ces monuments gigantesques que les générations aiment à élever pour rappeler leurs plus grands efforts. Quant aux chemins de fer, construits par des compagnies étrangères, dans un but purement utilitaire, ils ne pouvaient fournir aux architectes espagnols aucune occasion de montrer leur mérite et leur talent. Les gares du Nord et du Midi, à Madrid, n'ont aucune apparence monumentale; elles satisfont à peine à tous les besoins pour lesquels elles ont été créées, et sont loin de pouvoir être comparées à tous ces beaux monuments dont l'industrie moderne des chemins de fer a doté la plupart des autres grandes capitales de l'Europe.

Quelques occasions de se produire furent cependant fournies aux architectes espagnols par quelques-uns des grands banquiers qui, pendant le règne d'Isabelle II, concentrèrent le mouvement financier de l'Espagne. Le long de la grande et belle promenade du Prado, les Calderon, les Salamanca, les Campo, voulurent se bâtir de riches hôtels; leur désir de briller, leur opulence leur permettaient toute excentricité; il auraient pu favoriser quelque projet national. Mais ils étaient tellement dominés par le

souvenir du luxe parisien, qu'ils se contentèrent d'ordonner sur le Prado l'édification de deux ou trois de ces nombreux hôtels qui abondent au quartier des Champs-Elysées et autour du parc Monceaux; rien d'original dans les édifices nouveaux, qui ont tous un caractère exclusivement français et ne s'éloignent des anciennes maisons madrilènes que pour se rapprocher des hôtels parisiens.

L'impression est la même lorsqu'on étudie les deux nouveaux quartiers qui ont surgi dans la capitale pendant le règne d'Isabelle II : celui de Salamanca et celui de la Montagne du Principe Pio; aucun cachet espagnol ne les distingue. On sent de prime abord qu'au lieu de naître par l'effort simultané de diverses volontés indigènes, ils sont le résultat d'une large spéculation, faite avec de vastes capitaux, des intelligences et des procédés étrangers. Il n'y manque rien de ce qui est nécessaire à la vie moderne dans les habitations de toutes les capitales européennes; mais en revanche ils ont toute la monotonie, la banalité, des maisons confectionnées par de grands entrepreneurs au plus juste prix, dans des conditions spéciales de confort et à bon marché.

Au contraire, c'est tout le souvenir de la vieille Espagne mauresque qui a été reproduit avec une grande puissance dans un édifice nouveau, construit sur le Prado, par la volonté d'un riche Catalan, nommé Xifré.

Madrid jusqu'à ce jour ne possédait aucun monument qui pût rappeler les merveilles de l'Alcazar et de l'Alhambra; elle pourra maintenant montrer avec quelque orgueil, cette maison privée qui rappelle à première vue les anciens palais arabes, quoique l'on y ait un peu trop prodigué les baies extérieures. M. Xifré ne s'est pas borné à ordonner la création d'un édifice à vastes proportions, dont les formes extérieures évoqueraient l'architecture arabe; il a voulu que

tous les motifs de décoration lui fussent également empruntés, et c'est un très curieux spectacle de voir aujourd'hui en plein Prado, au milieu de palais modernes, apparaître tout à coup cette demeure d'un autre âge, fraîchement décorée. Elle fait un peu l'effet d'un costume du moyen âge dans un salon d'habits noirs.

SCIENCES.

La grande réforme universitaire, accomplie en 1845 par le ministre don José Pidal, et par le directeur général de l'instruction publique, don Antonio Gil y Zarate, a eu la meilleure influence sur le développement de l'instruction en Espagne.

A cette époque, presque tous les édifices universitaires tombaient en ruine ; les collections, les laboratoires, les cabinets d'histoire naturelle et de chimie faisaient partout défaut ; les jardins botaniques ou n'existaient pas dans les principaux centres ou y constituaient des propriétés privées ; il n'y avait dans les bibliothèques que des livres de théologie et de jurisprudence ; les professeurs, mal payés, s'adonnaient à des travaux qui leur rapportaient plus de profit que l'enseignement ; on n'accordait aucune valeur aux examens ; les grades s'achetaient ; on ne paraissait guère dans les universités que pour prendre ses inscriptions ou pour être examiné.

Dans le plan de Pidal et de Zarate, les anciennes universités furent réduites de 13 à 10 ; les facultés furent distribuées entre elles en raison des habitudes prises et du nombre d'élèves qui les fréquentaient [1].

[1] Cinq universités (Madrid, Salamanque, Santiago, Séville et Saragosse) eurent une faculté de théologie. Sept (Barcelone, Grenade, Madrid, Santiago, Séville, Valence et Valladolid), une faculté de

On maintint pour chaque université un conseil général, et pour chaque faculté un conseil spécial; mais aucun de ces conseils n'avait d'autorité réelle; ils étaient maintenus pour figurer dans les actes d'apparat, pour l'examen de certains projets et la discussion des doctrines scientifiques.

Dans la réalité, l'autorité était remise à un recteur relevant exclusivement du pouvoir exécutif et contrôlé par des inspecteurs.

Quant aux programmes, l'enseignement de la philosophie était rétabli, et une place beaucoup plus grande était réservée aux sciences.

Enfin, au lieu des ressources insuffisantes provenant des anciennes dotations, on devait inscrire annuellement au budget une subvention susceptible de croître avec la richesse du pays et les besoins qui se manifesteraient.

De tout cet ensemble de mesures résulta au bout de très peu d'années une transformation complète dans l'enseignement universitaire.

Les édifices commencèrent à sortir de leurs ruines; on créa des cabinets et des collections; les professeurs, touchant leurs appointements, devinrent plus assidus, et les élèves, prenant goût à des cours mieux préparés, montrèrent un zèle auquel on n'était guère habitué. Les examens devinrent une réalité; on supprima toutes les vaines argumentations; on améliora tout ce qui pouvait contribuer à donner la connaissance exacte et positive de l'instruction des candidats. C'est ainsi que dans l'année scolaire 1860-61 le nombre total des étudiants qui fréquentaient les cours des universités espagnoles s'éleva à 8611, nombre qui se décomposait ainsi : Madrid, 3689 élèves; Barcelone, 1492;

médecine; quatre (Barcelone, Grenade, Madrid et Santiago), une faculté de pharmacie. Les autres facultés (lettres, sciences et droit) étaient communes aux dix universités.

Séville, 719; Santiago, 618; Valladolid, 559; Valence, 469; Grenade, 424; Saragosse, 312; Salamanque, 312; Oviedo, 111 [1].

La grande réussite de la réforme de 1845 fut un sérieux encouragement pour les chefs du gouvernement espagnol à persévérer dans la voie où ils s'étaient engagés, de donner une puissante impulsion aux progrès de l'instruction; aussi les voyons-nous, en 1847, substituer à la simple Académie des sciences naturelles, créée en 1839, une Académie des sciences constituée sur des bases beaucoup plus larges.

Le décret du 25 février 1847 fixait à 36 le nombre des membres de cette Académie, et les répartissait d'une manière égale entre les trois sections des sciences exactes, physiques et naturelles; il ne désignait que la moitié des membres, et laissait ensuite à ceux qui étaient ainsi nommés le soin de choisir eux-mêmes l'autre moitié. Ainsi, aucune branche des connaissances humaines ne se trouvait plus systématiquement écartée; dans les académies espagnoles, la porte se trouvait définitivement ouverte à toutes les capacités, à tous les efforts.

Les membres qui avaient fait partie de l'ancienne Académie des sciences naturelles formèrent le noyau de la nouvelle corporation; leur secrétaire général, le médecin Llorente, fut choisi pour y exercer ces mêmes fonctions jusqu'à sa mort.

Cette Académie, à peine constituée, s'occupa aussitôt de créer une publication destinée à contenir l'analyse exacte de tous les travaux scientifiques qui s'exécuteraient en Espagne, et en parcourant les nombreux volumes déjà parus en 1868, on y trouve la preuve que ses efforts n'ont pas été inféconds.

[1] *L'Espagne scientifique*, par Ed. Mailly, Bruxelles, 1868.

Dans les sciences exactes, son attention se porta surtout sur la création d'une carte géodésique de l'Espagne. Son premier président, don Ramon Zarco del Valle, ingénieur très distingué, appartenant à une noble et opulente famille, et son secrétaire général, l'astronome Aguilar, directeur de l'Observatoire de Madrid, qui succéda à Llorente en 1860, contribuèrent beaucoup à la lancer dans cette direction. Un autre ingénieur, don Frutos Saavedra Menesses, apporta à cette étude le contingent d'un esprit très éclairé et d'une grande érudition, en même temps que don Carlos Ybañez recherchait et utilisait avec une excellente méthode les meilleurs instruments d'astronomie et de géodésie employés à l'étranger. Un autre membre de la famille del Valle, don Lucio, étudiait avec ardeur toutes les formules qui peuvent faciliter l'emploi du fer dans les arts de construction.

Possédant un personnel moins bien préparé pour les sciences physiques et chimiques que pour les sciences exactes et naturelles, l'Académie, qui sentait assez bien ce qui lui manquait, eut à cœur de dresser avec soin des catalogues d'instruments et d'appareils des cabinets de physique et chimie nécessaires aux établissements d'instruction secondaire ; elle sentait qu'à ce point de vue l'Espagne était depuis longtemps dans une situation très inférieure à celle de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre. Des travaux de Castro sur l'électricité, de Magin Bonet sur la fabrication des vins, résument à peu près toute sa production dans cet ordre de connaissances.

En revanche, nous la trouvons bien autrement féconde dans le domaine des sciences naturelles.

S'agit-il de zoologie, c'est don Mariano de Graells qui étudie à fond toute la faune du centre de la Péninsule et de ses principales cordillères ; c'est Laureano Perez Arcas,

qui suit pas à pas dans l'histoire tous les travaux des naturalistes espagnols.

En géologie, c'est Ramon Pellico qui recherche toutes les applications possibles des études géologiques ; c'est Casiano de Prado qui inaugure la description géologique de plusieurs provinces de la Péninsule, œuvre destinée à se suivre et appelée à rendre les plus grands services à l'industrie extractive.

Dans la minéralogie, c'est M. Naranjo qui prépare un excellent manuel destiné aux étudiants espagnols.

Enfin, la botanique continue à être approfondie d'une façon toute spéciale par les Cutanda, les Alonso y Quintanilla, et les Colmeiro, qui classent avec méthode toute la flore indigène et poursuivent soigneusement les travaux de leurs devanciers.

Après la réforme de Pidal, après la création de l'Académie des sciences, la période que nous étudions se signale encore au point de vue scientifique par un effort considérable qui fut tenté dans le domaine de la démographie et de la statistique.

Les gouvernants sentirent la nécessité de connaître à fond toutes les ressources du pays qu'ils avaient à administrer, et eurent l'idée de former, en date du 5 novembre 1856, une commission centrale chargée de former la statistique générale de la Péninsule. Cette commission, composée de personnes laborieuses et instruites, se mit aussitôt à l'œuvre et se fit aider par des commissions spéciales qui furent organisées dans les diverses provinces. Grâce à ce puissant concours, elle fut bientôt assez forte pour entreprendre ce grand travail dont l'Académie des sciences avait déjà fait sentir la nécessité ; la mesure du territoire espagnol pour la formation du cadastre.

Ses travaux furent poussés avec tant d'activité, que, dès

l'année 1862, la triangulation de l'Espagne était reliée à celle de la France et du Portugal.

En même temps qu'elle poursuivait ces études géodésiques, la commission centrale, transformée en junte de statistique, s'occupait de déterminer l'étendue et la valeur des biens-fonds à l'aide d'un personnel topographique, cherchait à se rendre compte de la richesse des forêts et de celle des eaux courant à travers le territoire, entreprenait la nomenclature de tous les lieux habités, le recensement de la population, une analyse de tous ses mouvements et le calcul exact de la richesse nationale envisagée sous tous ses aspects; enfin, elle établissait vingt-deux stations pour déterminer les divers éléments de la climatologie de l'Espagne en observant la température, la pression atmosphérique, l'état hygrométrique de l'air, la direction et la force de la pluie et des vents.

Il est très fâcheux que le mauvais état des finances de l'Espagne n'ait pas permis à cette grande junte dont faisaient partie des savants de la plus haute distinction, comme don Agustin Pascual, don Francisco Coello, d'achever tout ce qu'elle avait entrepris; la mort de Narvaez qui la couvrit longtemps d'une protection très efficace, lui porta un coup fatal; les successeurs de ce ministre n'osèrent pas continuer des dépenses dont ils n'apercevaient pas la rémunération immédiate, et un peu avant la révolution de 1868, la junte avait déjà cessé de fonctionner.

Il reste d'elle, heureusement, des travaux très complets: les annuaires statistiques qu'elle a publiés donnent sur la population espagnole et sur le territoire qu'elle habite des renseignements qui soutiennent la comparaison avec ceux qui ont été réunis par les bureaux de statistique les mieux organisés des pays les plus civilisés.

CHAPITRE IV

AGRICULTURE, INDUSTRIE, COMMERCE, TRAVAUX PUBLICS.

Agriculture. — De la part de l'élément agricole dans la distribution générale de la population. — Perfectionnement de la culture intensive. — Accroissement de la superficie des terres cultivées et du bétail. — Amélioration du matériel et des procédés.
Industrie. — Mouvement industriel suscité par les capitaux venus du dehors. — Manufactures de Catalogne. — Exploitation des mines, — Etablissements créés pour traiter les divers minerais.
Commerce. — Grands progrès des importations et exportations de 1848 à 1864. — Développement de la marine marchande.
Travaux publics. — Construction des voies ferrées venant bouleverser tout l'ancien système de transports de la Péninsule. — Tableau du réseau déjà construit en 1867. — Des espérances nouvelles que l'Espagne est en droit de concevoir par le fait de cette révolution économique.

§ 1er. AGRICULTURE.

Relativement aux dix années des régences de Christine et d'Espartero et aux premières années qui vont suivre la révolution de 1868, le règne d'Isabelle II fut pour les cultivateurs espagnols une époque de sécurité ; ils furent en outre favorisés par certaines circonstances extrêmement favorables, telles que la loi de désamortissement, quelques mauvaises récoltes en France, la guerre de Crimée et un développement inusité des travaux publics, qui vint tout à coup rapprocher d'eux des centres de consommation. Aussi l'agriculture, pendant cette période, a-t-elle pris un développement inattendu.

Pour apprécier tout ce qu'avait d'important pour l'Es-

pagne le moindre progrès dans son industrie agricole, il faut avoir sous les yeux la distribution de sa population; l'élément agricole joue là un rôle tout à fait prépondérant. Voici en effet comment se répartissaient, à l'époque du recensement de 1860, entre les diverses professions, les individus mâles habitant le territoire de la Péninsule et les îles adjacentes (Baléares et Canaries). En éliminant du chiffre total de 15 675 536 habitants les femmes et les enfants, soit environ 9 500 536 âmes, il restait 6 175 000 individus du sexe mâle, à distribuer de la manière suivante :

Voués à l'agriculture, propriétaires, colons et journaliers.	4 400 000	âmes [1]
Industrie (fabricants, artisans et ouvriers)	1 100 000	— [2]
Commerce..................	75 000	— [3]
Professions libérales, employés, militaires	400 000	—
Indigents	200 000	—
	6 175 000	âmes.

Il est donc vrai de dire que beaucoup plus des deux tiers de la population totale était directement atteinte par les causes qui agissaient sur l'industrie agricole ; ces deux tiers en jouissaient ou ils en souffraient; le moindre revers dans cette grande industrie avait pour conséquence un affaiblissement général du pays ; une série d'améliorations agricoles entraînait au contraire un très grand progrès national.

[1] Ces 4 400 000 agriculteurs se subdivisent entre eux : en propriétaires, 1 500 000 ; fermiers ou colons, 510 000 ; journaliers, 2 390 000.

[2] Ces 1 100 000 industriels se subdivisent entre eux : en fabricants, 14 000; petits industriels, 350 000; ouvriers de fabrique, 150 000; petits artisans, 600 000 ; mineurs, 26 000.

[3] Les 400 000 individus des professions libérales se subdivisent : en militaires, 160 000 ; marins, 50 000 ; professeurs et instituteurs, 28 000 ; clergé, 60 000; hommes de loi, 20 000; médecins, pharmaciens et vétérinaires, 26 000 ; employés de toute sorte, 56 000.

Et quelle marge n'y avait-il pas pour le développement de l'agriculture dans un pays où, sur une superficie de 50 millions d'hectares, il y en avait plus de 20 millions considérés par l'adminisation comme n'étant pas susceptibles de donner un produit quelconque ?

Des résultats furent obtenus dans tous les sens.

On perfectionna la culture intensive dans ces magnifiques terres d'irrigation qui bordent la plupart des fleuves de la Péninsule et qui s'étendent sur une surface de près d'un million et demi d'hectares, dont près d'un million constituent des jardins potagers et des vergers qui donnent des revenus considérables.

Le nombre des hectares de terrains secs consacrés à la culture des céréales, de la vigne, de l'olivier, des pommes de terre, des garbansos (pois chiches), s'accrut tellement que la nation eut de quoi satisfaire à tous ses besoins intérieurs et se trouva désormais en mesure d'exporter.

Si une attention particulière ne fut pas accordée à la conservation de ces belles espèces de mérinos qui firent longtemps l'honneur des grands propriétaires espagnols, du moins le nombre des têtes de bétail fut loin d'aller en diminuant ; on estimait, en 1865, à plus de 30 millions le nombre des moutons, boucs, chèvres et pourceaux existant dans la Péninsule ; celui des bœufs, vaches et génisses s'élevait à tout près de 3 millions, et les chevaux, mulets et ânes atteignaient aussi presque le même chiffre[1].

L'absence de documents régulièrement publiés durant une longue série d'années ne nous permet pas de dire dans quelle proportion s'est accrue la production agricole ; mais le nivellement des prix, le mouvement des exportations, la conquête de grands marchés extérieurs, l'accroissement

[1] Fermin Caballero. *Reseña geografico Estadistica dé España*, page 70, Madrid, 1868.

constant de la population démontrent surabondamment qu'il y a eu un accroissement notable.

Nulle part la création des voies ferrées n'était appelée à produire de meilleurs résultats qu'en Espagne ; sur ce vaste territoire, où la population a si peu de densité, le cultivateur se voyait arrêté dans tous ses efforts par la difficulté et la cherté des transports, par l'absence de demandes et l'éloignement des centres de consommation. Avec les chemins de fer, ces obstacles ont en grande partie disparu ; il n'a plus à s'inquiéter que de gagner avec ses produits la gare la plus voisine; arrivé là, il n'a plus la moindre crainte de ne pouvoir écouler ses denrées, crainte qui autrefois le gênait dans toutes ses opérations, l'arrêtait dans toutes ses initiatives ; il est en contact immédiat avec le marché universel.

Aussi tend-il à transformer ses produits ; il se préoccupe des habitudes, des goûts des nations étrangères ; il commence à mettre son vin dans des tonneaux, au lieu de le laisser comme autrefois dans des outres qui lui communiquaient un affreux goût de peau de bouc ; il épure son huile ; il sème les meilleures espèces de blé, de seigle, d'avoine, d'orge ; il apprend à fabriquer le beurre ; il crée des prairies artificielles. Quelques efforts encore, moins de préventions contre les arbres et les oiseaux, un plus ardent désir d'instruction, un éloignement systématique des superstitions, plus de haine des préjugés et des fausses conventions, et il pourra atteindre un degré très élevé dans l'échelle de la civilisation.

§ 2. INDUSTRIE.

Les capitaux espagnols ont toujours été trop sollicités par le taux élevé de l'intérêt offert par l'État à ses prêteurs, pour jamais s'être consacrés avec bonne volonté au travail industriel. Aussi n'aurions-nous à noter aucun développement

dans ce genre d'activité si leur concours avait été absolument nécessaire. Mais nous avons déjà eu occasion de signaler que, de 1843 à 1865, en exceptant seulement les deux temps d'arrêt de 1848 et de 1854, il y eut comme un débordement sur la Péninsule espagnole du trop-plein des capitaux français et anglais, qui ne trouvaient pas sur les marchés de Paris et de Londres des rémunérations assez avantageuses.

A ce débordement l'Espagne a dû, pendant la période qui nous occupe, la création d'un certain nombre d'entreprises qui ont beaucoup contribué à la lancer dans la voie du travail productif. C'est ainsi qu'elle s'est couverte de voies ferrées ; c'est ainsi que ses principales cités ont été éclairées au gaz ; c'est ainsi que de nombreuses compagnies d'assurance ont assuré tous ses citoyens contre certains risques résultant de l'incendie, des naufrages ou de la mort ; c'est ainsi que, dans les entrailles de la terre, on se mit à rechercher avec une nouvelle ardeur les minéraux et les combustibles qui s'y trouvent en abondance ; c'est ainsi enfin que, pour tirer parti de ces minerais, de nombreux établissements se formèrent, ayant pour objet la production des métaux, de l'argent, du zinc, du cuivre, du plomb, du fer.

L'industrie des textiles elle-même ne fut pas oubliée, et il se forma en Catalogne, pour la fabrication des tissus de coton et de laine, des sociétés anonymes, dont l'importance fut égale à celle des plus grandes sociétés de France et d'Angleterre qui exploitent cette branche de la production.

Les chiffres que nous avons donnés au sujet de la répartition de la population démontrent qu'une très faible fraction s'est associée à ce mouvement, mais la source du travail n'en fut pas moins produite, et les avantages qui devaient en découler pour le pays n'en ont pas moins continué à porter tous leurs fruits. Malgré les révolutions

intestines qui suivirent l'année 1868, aucun des progrès alors obtenus n'a disparu, et les générations présentes jouissent aujourd'hui tranquillement des bienfaits qui leur furent alors apportés par les capitaux étrangers.

Parmi les industries espagnoles, il en est une qui a pris un développement considérable et sur laquelle nous devons nous arrêter un instant; c'est la minière. Elle est répandue sur tout le territoire de la Péninsule ; ainsi, dans les provinces de Jaen, Murcia et Almeria, on exploite les mines de plomb; le fer est extrait et travaillé dans la Biscaye, dans les Asturies et dans la province de Santander ; celle d'Huelva donne d'excellents cuivres ; celle de Ciudad Real, du mercure, et enfin celles d'Oviedo, de Cordoba et de Palencia possèdent de grands bassins houillers.

On peut évaluer à une centaine de millions de francs la valeur produite annuellement, en tenant compte de l'extraction des minerais, des bénéfices obtenus dans les usines où on les travaille, et du produit des établissements de l'État.

§ 3. COMMERCE.

C'est ici qu'apparaît numériquement l'ensemble de progrès réalisé par la société espagnole pendant le règne d'Isabelle II.

Nous avons dû indiquer qu'en 1848 on ne pouvait guère évaluer les importations annuelles à plus de 150 millions de francs, ni les exportations à plus de 125 millions.

Or des documents statistiques réunis avec une grande exactitude par l'administration des douanes, il résulte que dix ans après les importations avaient plus que doublé et s'étaient déjà élevées à 390 673 175 francs, tandis que les exportations avaient atteint 255 621 003 francs.

Jusqu'en 1864 ce mouvement n'a cessé d'aller croissant; les chiffres de 1864 sont encore de beaucoup supérieurs à

deux de 1858; ainsi les importations, cette année, se montèrent à 525 000 000 francs, et les exportations à 371 800 000 francs.

Depuis, des circonstances extérieures, des crises financières, sont venues arrêter cette magnifique progression; mais tout le mouvement acquis n'a pas été entièrement perdu; de nombreuses relations ont été créées avec le dehors, et on sent fort bien qu'il suffirait d'une certaine tranquillité, de fixité dans la marche gouvernementale pour faire recouvrer au pays toute cette prospérité si tristement interrompue.

C'est surtout avec la France que s'est effectué ce grand commerce; ainsi dans ses importations de 1858 notre pays compte à lui seul pour 123 millions de francs, et dans les exportations pour 71 millions. L'Angleterre pour sa part n'arrive qu'à 87 millions pour ses importations et 51 pour ses exportations. L'île de Cuba joue aussi un rôle important; elle fournit un contingent d'importations de 44 millions, et reçoit pour sa seule part plus de 60 millions. Les îles Philippines, au contraire, importent beaucoup plus qu'elles n'exportent; elles envoient pour plus de 6 millions de francs et reçoivent à peine 1 million et demi. De même les Etats-Unis, dépassant de beaucoup tous les autres États de l'Amérique du Sud, envoyaient déjà plus de 38 millions de francs et ne recevaient pas plus de 12 millions. L'Algérie aussi comptait à l'importation pour 9 millions de francs, et à l'exportation seulement pour 5 millions.

Par ce court aperçu, on peut voir combien le développement de l'Espagne importe à celui de la France; les deux nations sont entrées dans une telle voie que tous les événements qui se passent d'un côté des Pyrénées ont leur contre-coup immédiat de l'autre côté.

Au point de vue des marchandises elles-mêmes, les ta-

bleaux relatifs à l'année 1864, dont nous avons donné le résultat général, constatent que les principaux produits d'importation furent les suivants :

Or et argent monnayés	329 761 463	réaux vellon
Matériel de chemins de fer	232 029 210	—
Fils de chanvre	157 802 223	—
Sucre	145 611 455	—
Tabac	93 273 404	—
Tissus de laine	83 953 264	—
Coton (en balles)	76 503 307	—
Cacao	73 826 688	—
Morue	56 974 327	—
Bois	43 516 305	—
Produits chimiques et pharmaceutiques	37 770 753	—
Houille	36 227 147	—
Tissus de soie	36 120 502	—
Cuirs	34 852 174	—
Eau-de-vie	34 772 903	—
Soie	33 795 660	—
Fer de toute espèce	30 757 478	—
Articles divers	450 320 829	—
	1 989 869 087	réaux vellon.

Quant aux exportations, ce sont les vins qui figurent en première ligne ; voici d'ailleurs la liste complète :

Vins de toute espèce	381 787 263	réaux vellon
Or et argent monnayés	194 427 246	—
Métaux	158 417 900	—
Fruits secs	94 125 892	—
Huile d'olive	93 372 517	—
Farines	71 122 350	—
Minerais	40 193 574	—
Fruits verts	36 525 341	—
Grains, légumes	34 188 899	—
Bouchons de liège	30 304 560	—
Laines	26 217 916	—
Bétail	19 289 026	—
Safran	19 006 200	—
Savon	15 988 682	—
Sel commun	15 017 501	—
Articles divers	182 866 705	—
	1 412 851 672	réaux vellon.

La plus grande partie de ce commerce s'effectue par mer; on sait que l'Espagne possède une très belle extension de côtes maritimes, d'excellents ports, une population de marins très énergique et très habile dans la navigation. Sa marine marchande avait aussi progressé : elle se composait en 1864, pour la grande navigation, de 1 419 navires, pouvant porter 283 472 tonnes, dont 45 navires à vapeur d'une capacité d'environ 27 000 tonnes et d'une force de 8 344 chevaux-vapeur ; pour le cabotage, elle possédait 3 320 navires d'une capacité de 118 000 tonnes, dont 88 navires à vapeur d'une capacité de 16 000 tonnes et d'une force de 6 293 chevaux-vapeur.

§ 4. TRAVAUX PUBLICS.

C'est certainement à la construction des voies ferrées, venant se substituer aux anciens transports d'*arrieros*, que l'Espagne est surtout redevable du grand progrès commercial dont nous venons d'esquisser les principaux traits.

En 1833, un seul chemin avait été concédé : la petite ligne de Barcelone à Mataro, de 28 kilomètres.

Depuis, la construction marcha avec assez de rapidité pour qu'en 1867 on comptât déjà plus de 6 000 kilomètres livrés à l'exploitation.

La Péninsule entière était traversée dans ses principales dimensions du sud au nord et de l'est à l'ouest.

Ainsi, tandis que de Madrid, devenu le centre véritable de la viabilité par voie ferrée, le chemin du Nord desservait les Castilles, Alava et Guipuzcoa et se soudait à Hendaye aux lignes françaises, une autre ligne partant également de la capitale, se dirigeait vers le sud, traversait la Sierra-Morena, et à travers l'Andalousie se continuait jusqu'aux deux ports de Malaga et de Cadiz.

Dans la direction de l'est à l'ouest, des trois ports de Valence, Alicante et Carthagène, partaient trois voies ferrées qui s'unissaient en une seule ligne aux environs d'Almansa, parcouraient toute la Manche, se confondaient un instant avec la grande ligne du Sud, et se continuaient ensuite à partir de Ciudad-Real jusqu'au-delà de Badajoz, où elles se soudaient aux lignes portugaises.

Dans la même direction, mais plus au nord, le chemin de fer de Barcelone à Saragosse était prolongé d'une part à travers toute la Navarre jusqu'à la grande ligne du Nord, ou d'autre part à travers la Biscaye jusqu'au port de Bilbao.

Enfin, le long de la Méditerranée, suivant la côte, un autre chemin, partant de Valence, allait gagner Barcelone et se préparait, à travers la Catalogne, à atteindre l'extrémité méridionale des voies ferrées françaises, dans le département des Pyrénées-Orientales.

Il ne manquait déjà plus en 1868, pour compléter les grandes artères de la viabilité par voie ferrée, que le réseau du Nord-Ouest; encore était-il commencé. Il existait un chemin de fer partant de l'extrémité du canal de Castille et aboutissant à Santander; il y en avait un autre, partant de la mer, aboutissant à Langreo et desservant le bassin houiller des Asturies. Ce qui faisait défaut, c'était une grande ligne destinée à mettre les provinces de la Galice en communication avec la ligne du Nord et la capitale. Le soin était laissé aux générations futures d'accomplir cette œuvre, dont la nécessité s'imposait à tous les esprits.

C'est aux capitaux étrangers que l'Espagne a dû de pouvoir exécuter son réseau de voies ferrées; ceux-ci n'y ont pas trouvé la rémunération qu'ils en attendaient, mais en revanche la nation espagnole tout entière en a retiré d'immenses profits.

Quand on songe aux frais de tout genre dont la plupart

des marchandises sur toute la surface de la Péninsule se sont trouvées tout à coup dégrevées, aux débouchés qui se sont ouverts et pour la production et pour la consommation, aux entreprises jusqu'alors inabordables qui sont devenues tout aussitôt d'une réalisation relativement facile, on est porté malgré soi à s'exagérer le nouvel avenir qui a été assuré tout à coup à l'activité de la nation espagnole.

Puisse-t-elle en profiter! puisse-t-elle comprendre tout ce que tiennent pour elle en réserve la science et l'industrie! puisse-t-elle consentir à se vouer sérieusement au travail, en se dégageant des liens d'une foi superstitieuse qui la maintient encore dans le marasme et dans l'ignorance! Tel est le vœu le plus sincère que nous formulons pour elle, en mettant la dernière main à ce travail historique.

NOTES DU LIVRE QUATRIÈME

NOTE A.

TRAITÉ DE PAIX SIGNÉ A TETUAN LE 26 AVRIL 1860.

Au nom de Dieu tout-puissant,

Traité de paix et d'amitié entre les très puissants princes : Sa Majesté doña Isabelle II, reine des Espagnes, et Sidi-Mohammed, roi de Maroc, Fez, Mequinez;

Les parties contractantes étant :

Pour S. M. C., ses plénipotentiaires Don Luis Garcia y Miquel, grand-croix des ordres royaux et militaires de don Fernando et San Hermenegilde, de Charles III et d'Isabelle la Catholique, décoré de deux croix de Saint-Ferdinand de première classe et d'autres pour actions de guerre, officier de la Légion d'honneur de France, lieutenant général des armées nationales et chef de l'état-major général de l'armée d'Afrique; et don Thomas de Ligués et Bardaji, majordome de semaine de S. M. C., greffier et ancien roi d'armes de l'ordre insigne de la Toison d'or, commandeur des ordres royaux de Charles III et d'Isabelle la Catholique, chevalier du célèbre ordre militaire de Saint-Jean de Jérusalem, grand officier de l'ordre militaire et religieux de Saint-Maurice et Saint-Lazare de Sardaigne, de celle du Medjidié de Turquie, et de l'ordre du Mérite de la couronne de Bavière, commandeur de l'ordre de Santiago de Avis de Portugal et de celui de François Ier de Naples, ministre résident et directeur de la politique, ministre des affaires étrangères ;

Et pour S. M. Marocaine, ses plénipotentiaires, le serf de l'empereur de Maroc, et de son territoire, son représentant, confident de l'empereur, l'avocat el Sid-Mohammed-el-Jétib ; et le serf de l'empereur de Maroc et de son territoire, le chef

de la garnison de Tanger, le caïd de la cavalerie, El Sid-el-Hadech Ajimab, Chabli ben Abd-el-Melek ; lesquels, dûment autorisés, ont convenu les articles suivants:

Art. 1er. Il y aura paix perpétuelle et bonne amitié entre S. M. la reine d'Espagne et S. M. le roi de Maroc, et entre leurs sujets.

Art. 2. Pour faire disparaître les causes qui ont amené la guerre, aujourd'hui heureusement terminée, S. M. le roi de Maroc, animé du sincère désir de consolider la paix, consent à étendre le territoire de la place espagnole de Ceuta jusqu'aux parages les plus convenables pour la complète sécurité et la protection de sa garnison, ainsi qu'il est indiqué dans l'article suivant.

Art. 3. Pour mener à terme ce qui est stipulé dans l'article précédent, S. M. le roi de Maroc cède à S. M. la reine d'Espagne en pleine et entière domination et souveraineté le territoire compris depuis la mer en suivant les hauteurs de Sierra Bullones jusqu'aux ravins d'Anghera.

Comme conséquence, S. M. le roi de Maroc cède à S. M. la reine des Espagnes en pleine domination et souveraineté tout le territoire compris depuis la mer en partant à peu près de la pointe orientale de la première baie de Anday Rakena sur la côte nord de la place de Ceuta par le ravin ou ruisseau qui y termine, gravissant ensuite la portion orientale du terrain ou la prolongation du mont du Renégat qui court dans le même sens que la côte, puis s'abaisse brusquement pour finir en un rocher escarpé, à pointe aiguë, de pierre ardoisière, et descend en côtoyant depuis le bois qui se trouve là, par la côte, le versant des montagnes ou chaînons de Sierra Bullones, sur les principales hauteurs desquelles sont les redoutes d'Isabelle II, François de Asis, Pinier, Cisneros et du Prince Alphonse, en arabe Vadarriat, et qui termine à la mer, le tout formant un arc de cercle qui meurt dans la baie du Prince Alphonse, en arabe Vadarriat, sur la côte sud de ladite place de Ceuta, ainsi que cela a été reconnu et déterminé par les commissaires espagnols et marocains, suivant traité dressé et signé par eux le 4 avril de la présente année.

Pour la conservation de ces limites, il sera établi un territoire neutre qui partira des versants opposés du ravin jusqu'à la cime des montagnes de l'une à l'autre partie de la mer, comme il est dit dans l'acte auquel il est fait allusion dans ce même article.

ART. 4. Il sera nommé ensuite une commission composée d'ingénieurs espagnols et marocains pour déterminer par des postes et signaux les hauteurs indiquées dans l'article 3, comme suivant les limites convenues. Cette opération s'effectuera dans le plus court délai possible ; mais il n'est pas nécessaire qu'elle soit achevée pour que les autorités espagnoles puissent exercer leur juridiction au nom de S. M. C. sur ce territoire, lequel, comme tous les autres qui par ce traité seraient cédés par S. M. le roi de Maroc à S. M. Catholique, sera considéré comme soumis à la souveraineté de S. M. la reine des Espagnes depuis le jour de la signature du présent traité.

ART. 5. S. M. le roi de Maroc ratifiera dans le plus court délai possible le traité que les plénipotentiaires d'Espagne et de Maroc ont signé à Tetuan le 24 août de l'année 1859.

S. M. Marocaine confirme dès aujourd'hui les cessions territoriales faites par ce pacte international en faveur de l'Espagne, et les garanties, privilèges et gardes de Maures du roi, conférés au Peñon de Alhucemas, comme il est dit à l'article 6 dudit traité sur les limites de Melilla.

ART. 6. Dans la limite des territoires neutres concédés par S. M. le roi de Maroc aux places espagnoles de Ceuta et de Metilla, il sera placé par le roi de Maroc un caïd ou gouverneur avec des troupes régulières pour éviter les attaques des tribus.

Les gardes des Maures du roi pour les places espagnoles du Peñon et d'Alhucemas, se placeront sur les bords de la mer.

ART. 7. Le roi de Maroc s'oblige à faire respecter par ses sujets les territoires qui aux termes de ce traité restent sous la souveraineté de S. M. la reine des Espagnes.

S. M. Catholique pourra néanmoins adopter toutes les mesures qu'elle jugera convenables pour leur sécurité, élever sur un point quelconque de ces territoires les fortifications et

défenses qu'elle jugera utiles, sans qu'en aucune époque le moindre obstacle puisse lui être opposé par les autorités marocaines.

ART. 8. S. M. Marocaine s'oblige à concéder à perpétuité à S. M. C. sur la côte de l'Océan, près Santa Cruz la Petite, un territoire suffisant pour la formation d'une pêcherie semblable à celle que l'Espagne a eue là antérieurement. Pour exécuter ce qui est dit dans cet article, les gouvernements espagnol et marocain se mettront d'accord ; ils devront nommer des commissaires pour signaler la surface et les limites de cet établissement.

ART. 9. S. M. Marocaine s'oblige à payer à S. M. Catholique comme indemnité des frais de la guerre la somme de 20 millions de duros, soit 400 millions de réaux. Cette somme sera remise par quarts à la personne qui sera désignée par S. M. C. et dans le port que désignera S. M. le roi de Maroc, de la façon suivante : 100 millions de réaux au 1er juin, 100 millions le 20 août, 100 millions le 29 octobre, et 100 millions le 28 décembre de la présente année.

Si S. M. le roi de Maroc payait le total de la quantité fixée plus haut avant le délai marqué, l'armée espagnole évacuerait aussitôt la ville de Tetuan et son territoire. Tant que ce payement total ne sera pas effectué, les troupes espagnoles occuperont ladite place de Tetuan et le territoire qu'occupait l'ancien pachalick de Tetuan.

ART. 10. S. M. le roi de Maroc, suivant l'exemple de ses illustres prédécesseurs qui ont accordé aux missionnaires espagnols une protection spéciale si efficace, autorise l'établissement dans la ville de Fez d'une maison de missionnaires et confirme en leur faveur toutes les exemptions et tous les privilèges que leur ont accordés les anciens souverains du Maroc.

Ces missionnaires espagnols, en quelque partie du territoire marocain où ils se trouveront, pourront se livrer librement à l'exercice de leur ministère sacré, et leurs personnes, leurs maisons, leurs hospices jouiront de toute la sécurité et la protection nécessaires.

S. M. le roi de Maroc donnera dans ce sens les ordres op-

portuns à ses autorités et à ses délégués pour qu'en tout temps les stipulations contenues dans cet article soient exécutées.

ART. 11. Il a été convenu expressément que, quand les troupes espagnoles évacueront Tetuan, il pourra être acquis tout près du consulat espagnol un espace de terrain suffisant pour la construction d'une église où les prêtres espagnols pourront exercer le culte catholique et célébrer des messes pour les soldats espagnols morts à la guerre.

S. M. le roi de Maroc promet que l'église, la demeure des prêtres et les cimetières des Espagnols seront respectés; il donnera à cet égard les ordres nécessaires.

ART. 12. Pour éviter des événements comme ceux qui ont occasionné la dernière guerre, et pour faciliter autant que possible le bon accord entre les deux gouvernements, il a été convenu que le représentant de S. M. la reine des Espagnes résiderait à Fez ou dans la cité que la reine d'Espagne jugerait la plus convenable pour la protection des intérêts espagnols et le maintien des relations amicales entre les deux Etats.

ART. 13. Il sera dans le plus court délai possible signé un traité de commerce dans lequel on accordera aux sujets espagnols tous les avantages qui auront été concédés ou qui seront concédés à l'avenir à la nation la plus favorisée.

S. M. le roi de Maroc, persuadé de la convenance de fomenter les relations commerciales entre les deux peuples, offre de contribuer pour sa part à faciliter le plus possible ces relations, conformément aux nécessités mutuelles et aux convenances des deux parties.

ART. 14. Jusqu'à la signature du traité de commerce auquel il est fait allusion dans l'article précédent, tous les traités existant entre les deux nations avant la guerre restent en pleine vigueur pour tout ce à quoi il n'est pas dérogé par le présent.

Dans un délai qui n'excédera pas d'un mois à partir de la ratification de ce traité, les commissaires nommés par les deux gouvernements pour dresser ledit traité de commerce devront se réunir.

ART. 15. S. M. le roi de Maroc concède aux sujets espagnols le droit de pouvoir acheter et exporter librement du bois des forêts de ses propriétés en payant les droits correspondants, à moins que par une disposition générale il ne juge convenable de défendre l'exportation à toutes les nations, sans que pour cela il soit fait altération à la concession faite à S. M. C. par la convention de l'année 1799.

ART. 16. Les prisonniers faits par les troupes de l'une et l'autre armée pendant la guerre qui vient de se terminer seront immédiatement remis en liberté et livrés aux autorités respectives des deux Etats.

Le présent traité sera ratifié dans le plus court délai possible et l'échange des ratifications se fera à Tetuan dans le terme de vingt jours ou avant, si cela est possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont étendu ce traité dans les idiomes espagnol et arabe, en quatre exemplaires, un pour S. M. C., un autre pour S. M. Marocaine, un qui doit rester aux mains de l'agent diplomatique ou du consul général d'Espagne au Maroc, et un autre qui doit rester aux mains du chargé des affaires extérieures de ce royaume ; et les plénipotentiaires soussignés les ont signés et scellés du sceau de leurs armes, à Tetuan, le 26 avril 1860 de l'ère chrétienne, et le 4 du mois de chual de l'an 75 de l'hégire.

Signé: Louis GARCIA, TOMAS DE LIGUÈS Y BARDAJI, AKMED et CHABLI, MOHAMED EL JETIB.

NOTE B.

CONVENTION DE LONDRES DU 31 OCTOBRE 1861.

S. M. la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. la reine d'Espagne et S. M. l'empereur des Français, se trouvant placés par la conduite arbitraire et vexatoire des autorités de la République du Mexique dans la nécessité d'exiger de ces autorités une protection plus efficace pour les personnes et les propriétés de leurs sujets, ainsi que l'exécution des obligations contractées envers elles par la

République du Mexique, se sont entendues pour conclure entre elles une convention dans le but de combiner leur action commune, et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir :

S. M. la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable Jean, comte Russell, vicomte Amberley de Amberley et Ardsalla, pair du Royaume-Uni, conseiller de S. M. Britannique en son conseil privé, principal secrétaire d'Etat de S. M. pour les affaires étrangères.

S. M. la reine d'Espagne, Don Xavier de Isturitz y Montero, chevalier de l'ordre insigne de la toison d'Or, grand'croix de l'ordre royal et distingué de Charles III et de l'ordre impérial de la Légion d'honneur de France, chevalier des ordres de la Conception de Vilaviciosa et du Christ de Portugal, sénateur du royaume, ancien président du conseil des ministres, premier secrétaire d'Etat de S. M. Catholique et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. Britannique ;

Et S. M. l'empereur des Français, S. Exc. le comte de Flahault de la Billarderie, sénateur, grand'croix de la Légion d'honneur, ambassadeur extraordinaire de S. M. Impériale près S. M. Britannique ;

Lesquels, après s'être mutuellement communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont arrêté en commun les articles suivants :

ART. 1er. S. M. la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. la reine d'Espagne et S. M. l'empereur des Français s'engagent à faire, aussitôt après la signature de la présente convention, les dispositions nécessaires pour envoyer sur les côtes du Mexique des forces de terre et de mer combinées dont l'effectif sera déterminé par un échange ultérieur de communications entre leurs gouvernements, mais dont l'ensemble devra être suffisant pour pouvoir saisir et occuper les différentes forteresses et positions du littoral mexicain.

Les commandants des forces alliées seront, en outre, autorisés à entreprendre et à poursuivre toutes les opérations militaires qu'ils jugeront nécessaires pour assurer la réussite de

l'expédition, conformément au but indiqué dans le préambule de la présente convention, et particulièrement à prendre les mesures nécessaires pour garantir la vie et assurer les propriétés des sujets alliés résidant au Mexique.

Toutes les mesures dont il s'agit dans cet article seront prises au nom et pour le compte des hautes parties contractantes sans acception de la nationalité particulière des forces employées à les exécuter.

Art. 2. Les hautes parties contractantes s'engagent à ne rechercher pour elles-mêmes, dans l'emploi des mesures coercitives prévues par la présente convention, aucune acquisition de territoire ni aucun avantage particulier; et à n'exercer dans les affaires intérieures du Mexique aucune influence de nature à porter atteinte au droit de la nation mexicaine de choisir et de constituer librement la forme de son gouvernement.

Art. 3. Une commission composée de trois commissaires, un nommé par chacune des puissances contractantes, sera établie avec pleins pouvoirs de statuer sur toutes les questions que pourrait soulever l'emploi ou la distribution des sommes d'argent qui seront recouvrées au Mexique, en ayant égard aux droits respectifs des parties contractantes.

Art. 4. Les hautes parties contractantes désirant, en outre, que les mesures qu'elles ont l'intention d'adopter n'aient pas un caractère exclusif, et sachant que le gouvernement des Etats-Unis a, de son côté, des réclamations à faire valoir contre la République mexicaine, s'engagent, d'un commun accord, à communiquer une copie de la présente convention au gouvernement des Etats-Unis immédiatement après qu'elle aura été signée, en l'invitant à y accéder; et en prévision de cette accession leurs ministres respectifs à Washington seront investis de pleins pouvoirs à l'effet de conclure et de signer collectivement ou séparément, avec le plénipotentiaire désigné par le président des Etats-Unis, une convention identique, sauf suppression du présent article, à celle qu'elles signent à la date de ce jour.

Mais comme un retard quelconque dans l'accomplissement

des stipulations qui font l'objet des articles 1er et 2 de la présente convention pourrait compromettre le succès de l'expédition, les hautes parties contractantes sont tombées d'accord pour ne pas différer, dans le but d'obtenir l'accession du gouvernement des Etats-Unis, le commencement des opérations ci-dessus mentionnées au-delà du moment où leurs forces combinées pourront être réunies dans le voisinage de Veracruz.

ART. 5. La présente convention sera ratifiée et ses ratifications en seront échangées à Londres, dans les quinze jours qui suivront sa signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus nommés l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait triple à Londres, le 31 octobre de l'an de grâce 1861.

Signé : RUSSELL, Xavier DE ISTURITZ, FLAHAULT.

NOTE C.

PRÉLIMINAIRES DE LA SOLEDAD.

Préliminaires dont sont convenus M. le comte de Reuss et le ministre des relations extérieures de la république du Mexique.

Attendu que le gouvernement constitutionnel qui régit actuellement la République mexicaine a manifesté aux commissaires des puissances alliées qu'il n'a pas besoin des secours qu'ont offerts ces derniers avec tant de bienveillance au peuple mexicain, et *qu'il possède en lui-même les éléments de force et d'opinion nécessaires paur se maintenir contre toute révolte intestine*, les alliés entrent de suite sur le terrain des traités et sont prêts à formuler toutes les réclamations qu'ils ont à faire au nom de leurs nations respectives.

I. A cet effet, les représentants des puissances alliées protestant, comme ils protestent, qu'ils n'ont l'intention de rien intenter contre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité du territoire de la République, les négociations s'ouvriront à Orizaba, ville dans laquelle se rendront les commissaires et deux ministres du gouvernement de la République, sauf le cas où, d'un commun accord, on conviendrait de nommer des représentants délégués par les deux partis.

II. Pendant les négociations, les forces des puissances alliées occuperont les trois centres de population de Cordova, Orizaba et Tehuacan, avec leurs rayons naturels.

III. Pour qu'on ne puisse supposer, même d'une manière éloignée, que les alliés ont signé ces préliminaires pour se procurer le passage des positions fortifiées qu'occupe l'armée mexicaine, il est stipulé qu'au cas malheureux où les négociations viendraient à se rompre, *les forces des alliés abandonneront les centres de population ci-dessus mentionnés* et retourneront se placer sur la ligne qui est en avant de ces fortifications dans la direction de Veracruz, en désignant comme points extrêmes principaux, celui de Paso Ancho, sur la route de Cordova, et celui de Paso de Ovejas, sur celle de Jalapa.

IV. Si le cas malheureux de la rupture des hostilités venait à se présenter, et si les troupes alliées se retiraient sur la ligne indiquée dans l'article qui précède, les hôpitaux alliés dans ces trois villes seraient sous la sauvegarde de la nation mexicaine.

V. Le jour où les troupes alliées entreprendront leur marche pour occuper les points désignés dans l'article 2 on arborera le drapeau mexicain sur la ville de Veracruz et sur le château de Saint-Jean de Ulua.

La Soledad, le 18 février 1862.

Signé : LE COMTE DE REUSS. — Manuel DOBLADO.

Approuvé.

Signé : CH. LENNOZ WIKE. — HUGH DUNLOP.

Approuvé les préliminaires ci-dessus.

Signé : A. DE SALIGNY. — E. JURIEN.

J'approuve ces préliminaires en vertu des amples facultés dont je suis investi.

Mexico, le 23 février 1862.

Signé : BENITO JUAREZ.

NOTES DU LIVRE CINQUIÈME

NOTE A.

BUDGET DE 1866 1867, PRÉSENTÉ PAR M. ALONSO MARTINEZ,
LE 10 FÉVRIER 1866.

BUDGET ORDINAIRE.

Dépenses :

Obligations générales de l'Etat :

1re section.	Maison royale	4 585 000	escudos (10 reales)
2e —	Dotation des corps législatifs	317 735	
3e —	Dette publique	47 399 221	
4e —	Charges de justice	1 552 287	
5e —	Classes pauvres	16 022 520	
		69 876 853	69 876 863

Obligations des départements ministériels :

Présidence du conseil des ministres.	988 615	
Ministère des affaires étrangères	1 657 952	
— de grâce et justice	21 087 698	
— de la guerre	40 792 795	
— de la marine	10 149 421	
— de l'intérieur	10 187 180	
— de fomento	10 727 327	
— des finances	49 708 926	
— d'outre-mer	161 536	
	145 461 450	145 461 450
Total des dépenses		215 338 313

Recettes :

Contributions directes	58 355 000	
Impôts indirects et ressources éventuelles	55 326 878	
Timbre et services administratifs	86 656 913	
Domaines et droits de l'Etat	7 737 720	
Recettes d'outre-mer	12 276 250	
Ressources spéciales	1 600 000	
Total des recettes		221 952 761
Excédent des recettes		6 614 448

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Recettes :

Produit de la vente des biens nationaux	39 051 331	escudos
Pagares provenant des 75 % de la vente des biens du patrimoine	1 050 000	
Excédent du budget ordinaire	6 400 000	
	46 501 331	

Dépenses :

Obligations pesant sur le produit de la vente des biens nationaux	4 220 218	
Obligations résultant des lois des 25 mai 1855, 11 juillet 1856 et 26 juin 1864	20 230 000	
Dépenses pour crédits concédés par les lois des 1er avril 1859, 7 avril 1861 et 25 mai 1863	14 500 265	
Chemins de fer	8 407 056	
Canal d'Isabelle II	997 096	
	48 354 635	
Recettes		46 501 331
Dépenses		48 354 635
Déficit définitif		1 853 304 esc.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE QUATRIÈME.

L'UNION LIBÉRALE.

14 juillet 1856-30 juin 1858.

CHAPITRE I[er]. — APRÈS LE COUP D'ÉTAT (14 juillet 1856-30 juin 1858).

CHAPITRE II. — MINISTÈRE O'DONNELL
(30 juin 1858 2 mars 1863).

CHAPITRE II. — EXPÉDITION DU MAROC
(novembre 1859-25 mars 1860).

CHAPITRE III. — LES PRONUNCIAMENTOS (19 avril 1865 10 juillet 1866).

CHAPITRE IV. — COMPRESSION ET VIOLENCES
(10 juillet 1866-19 mai 1868).

CHAPITRE V. — CONFLIT HISPANO-PÉRUVIEN
(1863-1866).

LIVRE SIXIÈME.

EXPULSION D'ISABELLE II.

Mai-octobre 1868.

CHAPITRE I. — GONZALEZ BRAVO

(19 mai-16 septembre 1868).

CHAPITRE II. — MOUVEMENT LITTÉRAIRE.

CHAPITRE III. — BEAUX-ARTS ET SCIENCES.

CHAPITRE IV. — AGRICULTURE, INDUSTRIE, COMMERCE, TRAVAUX PUBLICS.

NOTES

LIVRE QUATRIÈME.

LIVRE CINQUIÈME.

ERRATA

Page 16, ligne 3, *au lieu de :* 30 juin 1856, *lisez :* 30 juin 1858.
Page 163, ligne 1, *au lieu de :* qu'elle, *lisez :* que la République.
Page 173, ligne 20, *au lieu de :* Lequelstio, *lisez :* Lequeitio.
Page 343, ligne 33, *au lieu de :* Correspondancia, *lisez :* Correspondencia.

PARIS. — TYPOGRAPHIE A. HENNUYER, RUE DARCET, 7.